

صكنا من الامل

Une lettre de M. Giscard d'Estaing à M. Chirac sur la qualité de la vie

Le Monde

1,20 F... Air France... M. Fourcade veut qu'Air France achète des avions français

Provoqués par l'aggravation de la pression sur Phnom-Penh

Les appels au secours de MM. Ford et Kissinger pour l'Indochine n'ont guère ébranlé le Congrès

Une diplomatie entravée

Par la bouche du vice-ministre du Commerce extérieur de R.U.S.S. M. Alkhimov, lors de sa récente visite à Washington, la puissance soviétique n'hésitait pas à se demander à haute voix si l'on pouvait compter sur les engagements internationaux d'un gouvernement toujours à la merci d'humeurs et de réactions d'un Congrès versatile et dominé par la même tension. Du moins, selon son avis, le temps et les concessions réciproques finissent par avoir raison des obstacles soulevés par le Trade Act à la normalisation des échanges soviéto-américains. Il en va tout autrement avec les fonds spéciaux sollicités pour l'Indochine à la dérive.

Malgré les appels anglois lancés, par MM. Ford et Kissinger au Congrès pour l'amener à accorder une aide militaire supplémentaire aux gouvernements de Phnom-Penh et de Saigon, les parlementaires américains ne semblent pas disposés à se laisser convaincre, même s'ils jugent, comme le secrétaire d'Etat américain, la situation du régime Lon Nol « critique ». Sur le terrain, les Khmers rouges viennent de parfaire leur contrôle du Mékong en s'emparant d'une position au sud de Nakh-Lang ; ils ont aussi conquis Oudong, ancienne capitale royale, à 38 kilomètres au nord de Phnom-Penh.

Au cours d'une conférence de presse, mardi 25 février, M. Kissinger s'est montré plus optimiste sur la situation au Proche-Orient, saluant comme « un pas en avant d'importance majeure » la déclaration de M. Assad à Newsweek sur la possibilité d'un accord de paix entre la Syrie et Israël. A Damas toutefois, un porte-parole de la présidence a affirmé que les propos du chef de l'Etat « n'avaient pas été reproduits fidèlement ». Sans démentir l'interview, le président syrien a déclaré mercredi matin à l'université de Damas : « Je veux le Golan en entier, je veux le Sinaï en entier, mais cela ne suffira pas pour réaliser la paix. Je veux encore le droit du peuple palestinien en entier. » De son côté, M. Ygal Alon, ministre israélien des Affaires étrangères, a affirmé dans une interview au journal allemand Die Welt que « les Palestiniens sont en train de devenir un peuple » et que leur « identité » doit « absolument trouver une expression... à l'est de la frontière d'Israël ».

LA NORVÈGE FACE AU MIRAGE DU PÉTROLE

La Norvège est l'un des rares pays occidentaux où la croissance économique demeure rapide. L'inflation modérée et le chômage pratiquement inexistant. La découverte de nouvelles réserves pétrolières au large du Nord, qui modifie le rapport des forces en Scandinavie et crée même quelques difficultés entre Oslo et Moscou (« le Monde » du 26 février), n'en est pas la seule ni même la principale raison : le gouvernement a su atténuer les effets de la poussée de l'inflation mondiale par une politique des revenus comportant des prélèvements fiscaux et subventionnels sélectifs. Enfin, les syndicats ont contribué largement à contenir les hausses de salaires, faisant preuve de modération.

I. — A CONTRE-COURANT

Oslo. — La Norvège entre dans l'âge pétrolier avec circonspection. La prudence s'impose d'autant plus que les réserves du plateau continental de la mer du Nord ne donneront pas, cette année, les résultats escomptés — et que le gouvernement d'Oslo doit « naviguer » les intérêts contradictoires des compagnies internationales, de la population, des pays producteurs et consommateurs.

JEAN PASQUALINI avec la collaboration de Rudolph Cheiminski Prisonnier de Mao

APRÈS L'ALLOCUTION DU CHEF DE L'ÉTAT

Les syndicats jugent insuffisantes les mesures de relance de la consommation

La petite relance de l'économie française par la consommation, annoncée mardi à la télévision par le président de la République, n'a pas désarmé l'hostilité des syndicats ouvriers, qu'inquiète l'aggravation du chômage.

L'AIGILLON DE LA CRISE

La France a connu en 1974 la plus forte expansion parmi les grands pays de l'Occident ; en 1975 encore, elle a de bonnes chances de conserver la première place au palmarès de la croissance. La déflation du président de la République, mardi soir, laissait cependant percer une inquiétude. Pas seulement parce que les précédentes perspectives ont dû être corrigées en baisse : la production nationale augmentera cette année « de 3 % ou d'un peu moins », alors que les reports soumis cet hiver au Parlement tablent sur 4,2 % ; mais encore parce que l'aggravation continue du chômage, la multiplication des faillites, le recul de la production industrielle, déjouent de plus en plus les pronostics officiels.

D'où le coup de barre donné à la politique conjoncturelle. Des mesures amplifiées. Les uns, parlementairement, recueillent l'approbation générale : la majoration de 7,3 % le 1er avril, des retraites minimales des personnes âgées (qui ne toucheront cependant encore que la moitié du SMIC), le relèvement de 7 % à la même date des allocations familiales, la hausse des prix ayant dépassé dans l'année, de plus de 5 % les prévisions gouvernementales. Il était normal d'avancer l'application de ces revalorisations promises. Par ailleurs, le gouvernement va majorer sa contribution pour l'indemnisation du chômage partiel, après le report du dialogue entre patronat et syndicats sur le sujet (les heures chômées font actuellement, on le sait, l'objet d'une compensation inférieure d'un quart au salaire minimum).

AU JOUR LE JOUR

Au carrefour

En situant le centre à l'intersection du changement et de la tradition, le président de la République s'adressait à tous les Français, à ceux qui subissent le changement et qui avaient opté pour la tradition ; à ceux qui subissent la tradition et qui avaient opté pour le changement.

CAROLYN CARLSON A L'OPÉRA

Un sphinx dans une cage dorée

C'est en 1971 que l'on commença à parler de cette étrange danseuse, une petite tête de Sphinx sur un long corps flexible, fragile en apparence, presque transparente, mais dur au fond. Elle avait une façon bien à elle de palper l'espace, d'en prendre ostensiblement possession. Par petites touches, à coups de gestes précis, accélérés ou ralentis, elle recomposait son monde intérieur et parvenait à force de concentration à créer une véritable poésie du mouvement.

Est-ce à dire que le Congrès soit prêt à assister passivement à la première défaite militaire d'un régime très officiellement « allié » de Washington ? Soit. Mais il n'est pas certain que la chute de Phnom-Penh, en bien, l'estimant inéluctable (voire « bien méritée »), en conclut-il qu'il serait absurde de « gagner du temps » à coup de millions de dollars, alors que les jeux sont déjà faits ?

M. SAUVARNAGUES EN POLOGNE

M. Sauvagnagues part ce mercredi 25 février en visite officielle en Pologne. Le ministre des Affaires étrangères lors de ses entretiens avec son homologue polonais, M. Otazowski et avec M. Giersek, premier secrétaire du comité central du parti ouvrier polonais. Il représentera Paris vendredi prochain. M. Sauvagnagues préparera notamment la visite officielle que le président Giscard d'Estaing doit faire en Pologne en juin.

vertical text on the left margin

AGES LIVER

EUROPE

La Norvège face au mirage du pétrole

(Suite de la première page.)

Ambiance paisible, cité quelque peu provinciale, magasins sans tapage... Mme Hanna Kvanmo donne l'impression d'être en harmonie avec un pays rugueux et fier de sa vie simple. On se souvient que, à l'étonnement général, la crainte du tumulte européen amena la Norvège à refuser, en septembre 1972, d'entrer dans le Marché commun.

Cheveux courts en frange, visage large, pommettes hautes, cet ancien professeur de lycée dans le nord du pays ne méconnaît certes pas le surcroît de ressources qui naîtra du pétrole ; mais il faut, à ses yeux, que l'utilisation en soit « la plus lente possible » et que « l'argent soit investi dans l'agriculture, les pêcheries, les écoles et les hôpitaux... » Faute de quoi le pétrole ne serait qu'une « calamité ».

L'anathème surprend, dans un monde dominé et piégé par l'« or noir » ; mais la volonté est forte d'éviter à la Norvège un « printemps silencieux ».

Éclairé par les résultats du référendum européen — 54 % de « non », — le gouvernement travailliste minoritaire a pris conscience et doit tenir compte de cette méfiance instinctive du pays à l'égard de ce qui apparaît parfois comme un cadeau empoisonné.

Aussi avall-il eu soin, dans un rapport de cinquante-huit pages, au Parlement, de faire preuve de « ménagement » dans son programme d'exploitation pétrolière. Malgré tout, l'opposition socialiste de gauche, dont le concours est nécessaire à l'occasion de certains votes, trouvait que les prévisions officielles étaient « deux fois trop fortes ».

La mise en garde a-t-elle été entendue ? Par une coïncidence, heureuse pour les seize députés et les membres de la Ligue socialiste, le gouvernement d'Oslo vient, en raison de difficultés « techniques », de réduire de plus de moitié ses perspectives de production pétrolière pour 1975. L'extraction du « brut » n'atteindrait ainsi que 7 millions de tonnes cette année, au lieu des 15 envisagés initialement (le Monde du 28 décembre 1974). S'agit-il d'un accident en raison de difficultés « techniques », ou de révisions de plus de moitié des perspectives de production pétrolière pour 1975 ?

Certains la considèrent déjà comme tel, et le secrétaire général de l'OEPEP, M. Abderrahman Khene, pouvait déclarer, lors d'une visite à Oslo, après avoir rencontré M. Knut Frydenlund, ministre norvégien des affaires étrangères, que les réserves pétrolières de la mer du Nord permettraient aux pays de son organisation de diminuer leur production et de préserver ainsi leurs richesses énergétiques pour les générations futures.

Par-delà les océans, le royaume du Nord fait ainsi figure d'allié objectif des nations arabes. Si l'OEPEP n'est pas d'abord pas pour autant les impératifs d'une stratégie commune, notamment dans le domaine des prix. Se considérant d'ores et déjà comme un pays exportateur de pétrole, la Norvège a d'ailleurs quitté, à la fin d'octobre, le groupe des Douze sur l'énergie, afin de ne pas être liée par des règles de répartition établies en fonction des besoins des Etats consommateurs. Son mise à la pression « amicale » des nations occidentales et à la présence « active » des compagnies multinationales, voisine de

lié à des conditions atmosphériques plus mauvaises que prévu et, peut-être aussi à une pénurie d'acier, qui auraient retardé la mise en place des plateformes de forage. Mais il faut aussi tenir compte de l'attitude peu complaisante du gouvernement à l'égard des compagnies pétrolières, norvégiennes ou étrangères. La mise en place d'une fiscalité plus sévère — le ministère des finances avait même envisagé un taux maximal atteignant 90 % de bénéfices pétroliers — est de nature à donner moins d'apât.

Le système fiscal norvégien intervient d'ailleurs les experts arabes qui viennent en études les métrages sur place. Oslo jouant en l'espèce les inspirateurs, on a pu qualifier les Arabes de « Norvégiens aux yeux bruns ». La Norvège, qui sera tôt ou tard un vendeur d'« or noir », peut en tout cas apparaître comme un membre de fait de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OEPEP). Certains la considèrent déjà comme tel, et le secrétaire général de l'OEPEP, M. Abderrahman Khene, pouvait déclarer, lors d'une visite à Oslo, après avoir rencontré M. Knut Frydenlund, ministre norvégien des affaires étrangères, que les réserves pétrolières de la mer du Nord permettraient aux pays de son organisation de diminuer leur production et de préserver ainsi leurs richesses énergétiques pour les générations futures.

Par-delà les océans, le royaume du Nord fait ainsi figure d'allié objectif des nations arabes. Si l'OEPEP n'est pas d'abord pas pour autant les impératifs d'une stratégie commune, notamment dans le domaine des prix. Se considérant d'ores et déjà comme un pays exportateur de pétrole, la Norvège a d'ailleurs quitté, à la fin d'octobre, le groupe des Douze sur l'énergie, afin de ne pas être liée par des règles de répartition établies en fonction des besoins des Etats consommateurs. Son mise à la pression « amicale » des nations occidentales et à la présence « active » des compagnies multinationales, voisine de

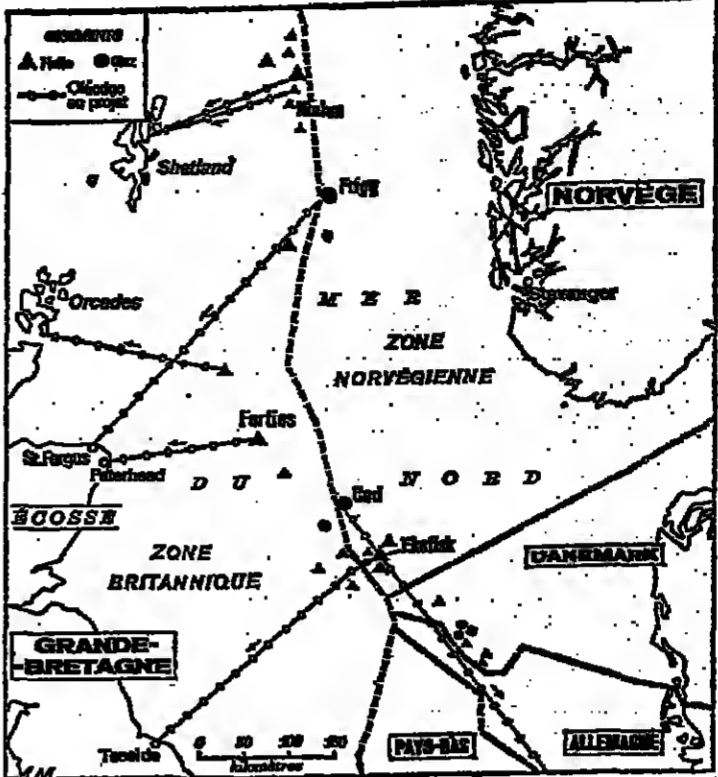
l'U.R.S.S., elle entend, dans la mesure du possible, garder les mains libres afin de gérer ses futures richesses au mieux de ses intérêts.

Sa force vient de ce que, sur le plan économique, elle n'a pas fondamentalement besoin du pétrole. Pour ce petit pays de quatre millions d'habitants, au niveau de vie élevé, à l'industrie très spécialisée, à la flotte marchande hyperactive, au chômage pratiquement inexistant (moins de 1 % de la population active), la digestion d'un surplus de ressources n'est pas un impératif.

Certes, il est possible d'entendre les investisseurs publics, notamment dans les régions septentrionales, chères aux Norvégiens, qui tiennent à maintenir sur place une activité de pêche ou de mines. La Norvège compte seulement quelque vingt mille pêcheurs, mais ceux-ci forment un élément essentiel de la « personnalité » du pays.

Il est possible aussi — et souhaité par beaucoup — d'alléger, grâce au pétrole, le poids des impôts qui représentent environ la moitié des revenus et sont jugés insupportables par de nombreux contribuables. C'est le cas de cet ingénieur qui, lassé du « nivellement » norvégien et ayant aussi souffert d'impôts, va quitter sa mine dans une montagne grise au fond d'un fjord, près du cap Nord, pour la Zambie. Près de vingt mille Norvégiens ont quitté leur pays en 1973. Le pétrole peut-il permettre de concilier plus facilement le souci de justice et la part du « jeu » ?

L'or noir peut encore servir à renforcer le socialisme. Grâce à lui, un programme de nationalisation devient financièrement possible. Il resterait alors à vaincre les intérêts privés — qui, en Norvège, demeurent importants et influents — et à obtenir les appuis politiques nécessaires, ce qui s'avère malaisé, comme l'a prouvé la menace de crise gouvernementale à propos du rachat des actions que la firme canadienne Alan détiendait dans la société norvégienne d'aluminium (le Monde daté 15-16 novembre).



Superficie : 323 999 kilomètres carrés (9 % de la France).	110 milliards de couronnes (85 milliards de francs).
Population : 4 millions d'habitants.	Produit national brut par tête : 27 500 couronnes (21 900 F).
Densité : 12 habitants au kilomètre carré.	Exportations (1973) (Y compris navires) : 27 milliards de couronnes (22 milliards de francs).
Population active : 1,6 million d'habitants.	Exportations (1973) (Y compris navires) : 27 milliards de couronnes (22 milliards de francs).
Produit national brut (1973) :	

LES PLATES-FORMES GÉANTES EN BÉTON

De notre envoyé spécial

Andalous. — Le pétrole et le gaz de la mer du Nord ont déjà transformé le vie d'Andalous, petite cité nichée au fond d'un des multiples fjords norvégiens, véritables labyrinthes marins. La société française Doris, associée à la firme anglaise John Howard, a, en effet, choisi ce site aux eaux profondes pour y construire sa seconde plate-forme géante en béton. Destinée à servir de liaison intermédiaire de traitement et de compression du gaz ou du pétrole qui reliera le gisement de Frigg à la côte écossaise, ce monstre en béton — véritable île artificielle — aura une hauteur totale de 127 mètres (dont 64 mètres sous l'eau) et un diamètre de 62 mètres.

La structure de base est terminée et le lin des travaux prévu pour le mois de juin. A cette date, la plate-forme sera alors remontée en mer du Nord jusqu'à son point d'ancrage, situé à égale distance de Frigg et des côtes écossaises (soit 180 kilomètres). Le prix de cette plate-forme : 40 millions de dollars pour les seules infrastructures, 80 millions si l'on y ajoute tout l'équipement nécessaire au traitement du gaz.

Le nouveau marché des plates-formes géantes de béton est le fer de lance d'une concurrence entre les groupes industriels, au nombre de trois (Doris, Condeep, Stank and Co.), qui se disputent les commandes. Doris est née d'une association entre la Banque nationale de Paris, la Compagnie générale d'électricité, Pont-à-Mousson, le groupe Total-C.F.P., la Compagnie générale maritime et l'Institut français des pétroles. La société a été créée, pour le compte du groupement pétrolier, dont Phillips Petroleum est le chef de file, une plate-forme en béton qui a été mise en place en juin 1973 à Ekofisk.

Outre la plate-forme destinée à Frigg, Doris espère obtenir une commande pour le gisement d'Alwyn (la construction se fera

en Suède). Enfin, la société compte signer prochainement un contrat avec Burmah Oil. Il s'agit d'une plate-forme de production-torage de la génération supérieure (145 mètres de hauteur sous l'eau), destinée au gisement de Nymnia, au large de l'Écosse. Un contrat qui représenterait pour Doris quelque 100 millions de dollars.

Deux autres sociétés se sont lancées sur ce marché prometteur. Condeep (cent pour cent norvégienne) a reçu deux commandes. Une d'une association Shell-Mobil pour une plate-forme géante (140 mètres sous l'eau), et l'autre d'Elf. De son côté, Stank and Co., filiale de la Société générale d'entreprise (groupe C.G.E.), construit, en association avec la firme anglaise Mac Alpine, une plate-forme qui sera utilisée par Elf sur les gisements de Frigg.

Jusqu'à présent, la construction de ces plates-formes géantes en béton s'effectue dans les fjords norvégiens ou les lacs écossais, qui offrent des profondeurs d'eau moins de 80 mètres à proximité immédiate des rivages. Les compagnies pétrolières prêtent d'ailleurs, pour des raisons politiques, que la fabrication soit faite en Norvège ou en Grande-Bretagne.

Doris souhaiterait construire à l'échelle d'une partie de ses plates-formes sur le sol français. Elle dispose déjà d'un emplacement à Brest, où les fonds permettent d'établir des structures de base d'une hauteur d'environ 30 mètres. Celles-ci seraient ensuite remontées vers la Norvège ou l'Écosse pour y être achevées.

La société s'intéresse également à l'Égypte, qui veut développer activement la recherche et la production de pétrole offshore, et qui dispose d'une main-d'œuvre abondante capable de produire le béton à un coût moindre qu'en Europe.

J.-M. Q.

LE RETOUR DE JESUS

UNE TRILOGIE QU'ON NE SAURAIT FRAGMENTER SANS DOMMAGE

SAINT PAUL OU LE COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE d'Emilie Gillibert

PAROLES DE JESUS ET PENSÉE ORIENTALE d'Emilie Gillibert

L'EVANGILE SELON THOMAS présenté par Philippe de Suarez

RENSEIGNEMENTS AUX METANOIA 36 000 MURMANNEN

La tentation du repliement

Enfin, le pétrole peut aider la Norvège à renforcer son rôle international, en exportant des capitaux, en investissant à l'étranger et en augmentant son aide aux pays sous-développés, aide qui, en tout état de cause, devrait, en 1975, atteindre 1 % du produit national brut. Oslo construit déjà des usines en U.R.S.S. et en Chine, et vient de signer un accord commercial avec la Chine populaire.

Personne ne sous-estime le danger d'« explosion » d'une économie déjà soumise à d'assez fortes pressions inflationnistes — la hausse des prix s'élevait à 11 % en 1975 — ni le risque d'un bouleversement de la société que nul ne souhaite. Une redistribution de la croissance se heurterait de toute façon au butoir de la main-d'œuvre, alors que le Parlement vient d'interdire toute immigration de travailleurs non scandinaves en 1975.

Déjà, en raison de l'appel de l'industrie pétrolière — qui emploie actuellement 16 000 personnes, pourrait en utiliser 25 000 en 1980 et offrir des salaires de 70 % plus élevés qu'ailleurs (le salaire moyen dans l'industrie est de 50 000 couronnes par an) — de petites et moyennes entreprises ont dû fermer leurs portes, notamment sur la côte ouest. Comment le gouvernement parviendra-t-il à développer les équipements collectifs sans recourir à des travailleurs étrangers, dont il vient d'interdire l'immigration ?

Pour l'instant, le pays apparaît dans une certaine mesure « privilégié » : le produit national brut, qui a augmenté de 4,8 % en 1974, progresserait de 5,2 % en 1975. Ce devrait être prochainement le seul Etat européen indépendant sur le plan énergétique. Toutefois la Norvège n'est pas une « oasis » septentrionale complètement à l'abri d'une crise, ne serait-ce que dans la mesure où les exportations de biens et de services — le fret — représentent plus de 40 % de son produit national brut. « Nous ne pouvons mener une politique autonome dans une économie ouverte », déclare-t-on au siège de la Fédération nationale des industries, où l'on regrette l'entrée manquée dans le Marché commun et où l'on déplore la sortie du pays du groupe des Douze.

Les expansionnistes, et il est vrai, plus expansionnistes que le gouvernement. La confédération générale du travail L.O. (plus de 600 000 membres sur une population active d'un million et demi de personnes), troisième partenaire social, espère, en faveur d'une sage lenteur pour l'extraction du pétrole — et la marche

vers le socialisme. Il faut éviter, selon ses dirigeants, que le pétrole ne perturbe l'économie norvégienne et le « pacte social ». « Nous ne souhaitons pas particulièrement qu'il y ait plus de monde en Norvège, afin d'éviter les tensions », souligne-t-on au siège de l'O.C. Les positions internationales du syndicat sont plus prudentes : « Nous sommes prêts à coopérer dans le domaine énergétique, mais de façon à toujours pouvoir évaluer jusqu'où nous pouvons aller ».

Tenté par un certain repli et soucieux de préserver son originalité, le royaume du Nord peut trouver, avec le pétrole, les moyens de renforcer son indépendance. Comme on dit à Oslo : « La Norvège était pour la coopération internationale ; maintenant elle n'est pas contre ». Satisfait d'être sollicité, notamment par les « grands frères » suédois, mais méfiant à l'égard du « démon » du pétrole — richesse trop facile, — les Norvégiens veulent garder leurs paysans à la terre et leurs pêcheurs sur les rivages. Ils n'ontentend pas changer de civilisation.

Egoïste sacré, ou leçon de sagesse ? « Refusons la course à la croissance, nous inventions une nouvelle direction pour le monde de l'Ouest », déclare-t-on au ministère des affaires étrangères. Au pays des tremplins, on n'aime pas sauter dans l'inconnu.

MICHEL BOYER.

Prochain article : SUR LE CHEMIN DE LA COOPÉRATION

Italie

DISSOLUTION DE L'ÉQUIPE DIRIGEANTE DE LA JEUNESSE DÉMOCRATE-CHRÉTIENNE

De notre correspondant

Rome. — Le Mouvement de jeunesse de la démocratie chrétienne, qui compte trois cent mille inscrits, a été dissout, mardi 25 février, sur décision de M. Amintore Fanfani. Menacé de démissionner, le secrétaire du parti a exigé et obtenu la dissolution de l'équipe dirigeante et l'abolissement de l'âge maximal de ses participants, ce qui aura pour effet de priver l'organisation de la plupart de ses cadres.

Le président du mouvement de jeunesse, M. Bruno Piazza, a réuni, peu après, une conférence de presse pour annoncer que la direction sortante ne s'inclinerait pas. Elle a formé un « Comité

Espagne

La démission « sous réserve » du ministre du travail ouvre une crise politique

La démission, le 24 février, de M. Licio de la Fuente, troisième vice-président du gouvernement espagnol et ministre du travail (voir nos dernières éditions du 20 février), a été présentée « sous réserve » sous réserve de la campagne de boycott des marchés lors de la Journée de lutte pour la liberté du 20 février.

Les autorités espagnoles ont, d'autre part, interdit pour trois mois les réunions d'une trentaine d'organisations féminines qui avaient organisé leur soutien à la campagne de boycott des marchés lors de la Journée de lutte pour la liberté du 20 février.

La police a évacué, le 25 février, une église de Barcelone dans laquelle une trentaine de femmes d'ouvriers licenciés de l'entreprise d'automobiles SEAT s'étaient enfermées pour obtenir la réintégration de leurs maris.

Enfin, le gouvernement espagnol a autorisé, le 25 février, la publication, moyennant quelques retouches, de l'interview du comte de Barcelone, père du prince Juan Carlos. Ce texte avait été censuré, le 23 février, dans le quotidien monarchiste conservateur « ABC » (le Monde du 25 février).

Madrid (A.F.P. A.P. Renter, U.P.I.). — La démission « sous réserve » de M. Licio de la Fuente, ministre espagnol du travail, a plongé le monde politique espagnol dans une atmosphère de crise. Cette offre de démission a été motivée par un désaccord entre M. de la Fuente et d'autres membres du gouvernement sur le contenu du projet de législation des grèves, actuellement en discussion à Madrid. Une majorité du cabinet aurait donné son accord à condition que soit confirmé un article de la législation actuellement en vigueur permettant à un employeur de se séparer d'un gréviste moyennant une indemnisation. Selon M. de la Fuente, cette limitation revient à vider de tout sens concret la reconnaissance du droit de grève, que M. Arias Navarro avait annoncée dans son discours-programme du 12 février 1974. Cette limitation aurait été fermement demandée par des représentants du patronat espagnol.

Le conflit aurait ouvertement éclaté le 20 février au cours d'un conseil de cabinet restreint à la présidence du gouvernement, qui préparait le conseil des ministres du lendemain, sous la présidence du général Franco. Le ministre du travail n'avait pas assisté, « pour des raisons de santé », à un conseil réuni le 21 au palais du Pardo.

On tient pour acquis à Madrid que cette démission devrait être

M. DE LA FUENTE un phalangiste convaincu

M. Licio de la Fuente, ministre du travail démissionnaire du gouvernement de M. Arias Navarro, est considéré comme un phalangiste convaincu.

Il avait été nommé en 1969, au moment de l'entrée en technocratie liés à l'opus Dei.

Face à ce groupe, il représentait l'intégrisme politique : « Je suis phalangiste, partisan de José Antonio Primo de Rivera, et loyal envers l'œuvre du général Franco, qui a fait de la pensée phalangiste la pierre angulaire du mouvement national ».

M. Licio de la Fuente, cinquante ans, avocat, ancien gouverneur de la province de Caceres, paraît, à première vue, avoir voulu « tomber » et, aussi, passer pour le consensus logique de ses options « corporatistes », qui — dans la doctrine de José Antonio Primo de Rivera du moins — ne sont pas intégrément défavorables aux ouvriers ; cette doctrine prône, en effet, un équilibre, face à l'Etat, du patronat et des ouvriers.

L'affaire du... la profondeur

APRES LA VISITE DE M.

Athènes poserait sa candidature à la Com

De notre envoyé

On attendait donc pour y voir plus clair, ce mercredi à Madrid, l'interview télévisée de M. Arias Navarro. Celui-ci doit être interrogé, le soir, par six journalistes sur l'ensemble de sa politique.

Enfin Thierry Anicic

Les écrits et la mort

LE AN DENIS BRAND

سكرا من الاصل

EUROPE

صكنا من الاجل

Grèce

L'affaire du complot manqué a confirmé la profondeur du malaise dans l'armée

Athènes. — Une mise au point officielle, publiée mardi 26 février, précède que le complot déjoué a été ourdi par des nostalgiques de la dictature, et plus particulièrement par des officiers demeurés fidèles au général Dimitrios Ioannidis. Les officiers, qui s'étaient réunis à Larissa, ont été arrêtés. Ils sont au nombre de trente-sept, dont six généraux. M. Caramanlis, premier ministre, a affirmé de son côté mardi que « l'ampleur de la tentative de coup d'état était limitée ».

De notre correspondant

part, en agitant la menace d'un putsch militaire, le premier ministre aurait espéré mieux souder sa majorité parlementaire qui est encore un mosaïque de tendances et non pas l'expression d'un véritable parti politique. Enfin, M. Caramanlis renforcerait sa position en réchauffant sa célèbre formule : « Moi ou les chars ».

nelles ne correspondant nullement à la réalité des faits ? Le communiqué officiel aurait pu être publié plus rapidement, ce qui aurait été tant de déclarations fumeuses et d'interprétations fantaisistes.

De toute façon, pour de nombreux Grecs, il reste de tout ce tohu-bohu une constatation simple mais importante : huit mois après le rétablissement de l'ordre démocratique, le problème de l'armée n'est pas encore réglé et ce problème demeure complexe. Si est exact qu'une grande partie des neuf mille officiers de l'armée de terre n'ont pas soutenu la dictature et l'ont dénoncée, il est tout aussi vrai qu'un jour'hui encore plus du tiers de ce corps des officiers demeurent fanatiquement attachés aux anciens chefs du régime militaire qui dura plus de sept ans. La plupart des deux mille cinq cents jeunes officiers sortis de l'École des cadets depuis 1967 nourrissent encore des idées bien peu démocratiques. Alors que la jeunesse grecque penche nettement vers la gauche, les cadres de l'armée s'orientent dans une direction tout à fait opposée.

Cependant, l'interprétation la plus courante est celle-ci : les officiers mis sous les verrous ne cherchaient qu'à rétablir le défunt régime militaire et à éviter à leurs anciens chefs l'humiliation du procès du 21 avril. Selon une variante de cette interprétation, les conspirateurs ne tenaient pas à s'emparer du pouvoir, mais cherchaient à créer une situation de force qui leur aurait permis de présenter à l'État au cours de ce qui se tramait dans diverses populations d'officiers. M. Averoff aurait laissé se réunir les chefs du complot pour pouvoir les prendre en flagrant délit. Cependant, certains pensent que le ministre pourrait bien ressentir le « choc en retour » de cette opération, car il est plus que jamais la bête noire de la gauche, qui n'apprécie nullement ses exceptionnels talents de manœuvrier.

Pour d'autres, l'opération aurait été suivie de contrôles par des partisans inconditionnels du premier ministre Caramanlis, inquiet des ambitions prêtées à M. Averoff. Ce dernier songerait, en effet, selon certaines rumeurs, à former un gouvernement de coalition avec le centre, ce qui modifierait la géographie parlementaire de l'État. Au cours de ce qui se tramait dans diverses populations d'officiers, M. Averoff aurait laissé se réunir les chefs du complot pour pouvoir les prendre en flagrant délit. Cependant, certains pensent que le ministre pourrait bien ressentir le « choc en retour » de cette opération, car il est plus que jamais la bête noire de la gauche, qui n'apprécie nullement ses exceptionnels talents de manœuvrier.

Cependant, comme en Grèce la politique et l'imagination ne perdent jamais leurs droits, les interprétations les plus diverses sont données de cette « journée des dupes ». Pour les uns, le coup aurait été monté par des amis de M. Averoff, ministre de la défense nationale, afin de prouver qu'il contrôlait pleinement les forces armées et, par conséquent, qu'il est tout à fait qualifié pour succéder à M. Caramanlis, premier ministre, lorsque le leader de la Démocrase nouvelle deviendra chef de l'État. Au cours de ce qui se tramait dans diverses populations d'officiers, M. Averoff aurait laissé se réunir les chefs du complot pour pouvoir les prendre en flagrant délit. Cependant, certains pensent que le ministre pourrait bien ressentir le « choc en retour » de cette opération, car il est plus que jamais la bête noire de la gauche, qui n'apprécie nullement ses exceptionnels talents de manœuvrier.

Pour d'autres, l'opération aurait été suivie de contrôles par des partisans inconditionnels du premier ministre Caramanlis, inquiet des ambitions prêtées à M. Averoff. Ce dernier songerait, en effet, selon certaines rumeurs, à former un gouvernement de coalition avec le centre, ce qui modifierait la géographie parlementaire de l'État. Au cours de ce qui se tramait dans diverses populations d'officiers, M. Averoff aurait laissé se réunir les chefs du complot pour pouvoir les prendre en flagrant délit. Cependant, certains pensent que le ministre pourrait bien ressentir le « choc en retour » de cette opération, car il est plus que jamais la bête noire de la gauche, qui n'apprécie nullement ses exceptionnels talents de manœuvrier.

APRÈS LA VISITE DE M. SAUVAGNARGUES Athènes poserait cette année sa candidature à la Communauté européenne

De notre envoyé spécial

Athènes. — M. Caramanlis, premier ministre grec, viendra à Paris, en visite officielle, en avril et c'est à ce moment-là que sera fixée la date de la visite que le président Giscard d'Estaing doit faire en Grèce. Le tête-à-tête que M. Sauvagnargues a eu mardi avec M. Caramanlis a surtout porté sur l'Europe des Neuf. M. Caramanlis a déclaré qu'il se félicite des efforts pour rapprocher les deux communautés, la France insistant — ce fut un des leitmotifs des déclarations du ministre des Affaires étrangères en Grèce — sur le fait qu'elle ne reconnaît qu'un seul État cyprote. Paris et Athènes sont d'accord pour que, au stade actuel, toute procédure passe par le Conseil de sécurité de l'ONU. D'après les informations recueillies à Athènes, M. Kissinger espère, de son côté, amener la Turquie à plus de souplesse. Mais pour retrouver de l'influence à Ankara, il lui faut revenir sur la suspension de l'aide à la Turquie que lui a imposée le Congrès. Les derniers entretiens de M. Sauvagnargues avec le ministre grec des Affaires étrangères, M. Mitsos, et le ministre de la coordination économique, M. Papanikolaou, mardi matin, ont porté sur les relations entre la Grèce et la Communauté européenne et les relations bilatérales. La Grèce aurait l'intention de présenter à la fin de cette année sa candidature comme membre à part entière de la Communauté, alors que l'accord d'association en vigueur ne prévoit qu'une telle candidature en 1984. Le gouvernement d'Athènes proposerait de négocier une adhésion par étapes du même type que les accords passés avec le Danemark, la Grande-Bretagne et l'Irlande. Divers projets de coopération économique ont été étudiés, compte tenu des difficultés financières actuelles qui obligent à un réexamen des programmes. C'est ainsi que le projet de métro d'Athènes n'est pas d'actualité, l'adoption par la Grèce de la télévision en couleur non plus. Un important programme d'échanges culturels a été adopté (participation de l'Orchestre de Paris au Festival d'Athènes, exposition de tapisseries françaises cette année, exposition d'art byzantin à Paris dans deux ans). Enfin, la construction d'un lycée franco-hellénique est envisagée.

M. Papanikolaou, mardi matin, ont porté sur les relations entre la Grèce et la Communauté européenne et les relations bilatérales. La Grèce aurait l'intention de présenter à la fin de cette année sa candidature comme membre à part entière de la Communauté, alors que l'accord d'association en vigueur ne prévoit qu'une telle candidature en 1984. Le gouvernement d'Athènes proposerait de négocier une adhésion par étapes du même type que les accords passés avec le Danemark, la Grande-Bretagne et l'Irlande. Divers projets de coopération économique ont été étudiés, compte tenu des difficultés financières actuelles qui obligent à un réexamen des programmes. C'est ainsi que le projet de métro d'Athènes n'est pas d'actualité, l'adoption par la Grèce de la télévision en couleur non plus. Un important programme d'échanges culturels a été adopté (participation de l'Orchestre de Paris au Festival d'Athènes, exposition de tapisseries françaises cette année, exposition d'art byzantin à Paris dans deux ans). Enfin, la construction d'un lycée franco-hellénique est envisagée.

Enjeux Thierry Lévy L'Animal judiciaire Les écrits et la mort de Claude Buffet "Comment la justice pénale fabrique, entretient, et éventuellement achève un "animal judiciaire". Implacable et rigoureux, Thierry Lévy démonte, explique, accuse, défend." JEAN-DENIS BREDIN Le Nouvel Observateur Grasset

YOUGOSLAVIE AU COMITÉ CENTRAL DE LA LIGUE DES COMMUNISTES

Le maréchal Tito et M. Bilitch annoncent des mesures énergiques contre les adversaires du régime

De notre correspondant

Belgrade. — Le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie s'est réuni le mardi 25 février. Dans un discours improvisé, le maréchal Tito a confirmé que le raidissement idéologique et la lutte contre les « manifestations négatives » seraient poursuivis, plus spécialement à l'encontre de « groupes et groupuscules » qui s'efforcent de « mettre des bâtons dans les roues de la Ligue ».

De notre correspondant

société : la corruption, l'enrichissement au détriment d'autrui, l'égoïsme, les pots-de-vin, le comportement bureaucratique et l'appropriation des biens sociaux. Il a annoncé que ces attitudes seront combattues avec une détermination accrue. Après avoir fait état de l'inactivité de certaines organisations de base (40 à 50 % n'ont recruté aucun membre au cours de l'année dernière), il a insisté sur la nécessité d'un travail systématique parmi les jeunes, depuis les élèves des écoles primaires jusqu'aux étudiants. M. Bilitch s'est élevé contre les affirmations des milieux ecclésiastiques, selon lesquelles le régime menace la liberté de l'église et de la religion, et qui parfois s'efforcent de prouver qu'il n'y a pas de liberté du tout. Ils identifient les peuples yougoslaves avec ceux de l'Occident, et ont dit le rapporteur, propagent dans les écoles ecclésiastiques la « haine » à l'égard du régime et s'efforcent de transformer la presse ecclésiastique en « tribune politique ».

Le chef de l'État a fait état de l'attention portée par des journaux étrangers à la récente éviction de professeurs de philosophie à Belgrade et des réducteurs de la revue *Pravda* à Zagreb. A propos du professeur Mihajlov, dont le procès est précédemment en cours à Novi-Sad, le président Tito a parlé avec ironie de ceux qui, à l'étranger, affirment qu'il est « l'un des plus grands écrivains yougoslaves », « Mihajlov, a-t-il dit, s'est rendu à Belgrade par un pamphlet sur l'Union soviétique, qui est sa seule et principale œuvre littéraire ». « Mais, a-t-il ajouté, il ne faudrait pas dramatiser les choses, parce qu'une telle manœuvre n'est que le jeu d'un grand tort ».

Faisant allusion aux récentes condamnations prononcées par les tribunaux à l'encontre des éléments « anti-autopartisans », M. Bilitch a affirmé que, depuis 1952, cent soixante-dix-sept mille personnes au total ont été privées de liberté pour les délits les plus divers, y compris huit mille personnes condamnées pour des délits à caractère politique. A ce chiffre, on peut encore ajouter quelques milliers de personnes transférées avant 1952 principalement pour

Accusé de « propagande hostile » M. Mihajlov plaide non coupable

De notre correspondant

Novi-Sad. — Après deux ajournements à la demande de ses défenseurs pour vice de forme, le tribunal de Mihajlov Mihajlov incarcéré le 7 octobre dernier devant le tribunal de Novi-Sad, ville principale de la région autonome de Voïvodine à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Belgrade. Pour ses écrits et déclarations « hostiles » à l'État et à la Ligue des communistes, M. Mihajlov a

eu depuis, 1956 mille à partir avec la justice à plusieurs reprises. Il a déjà purgé trois ans et six mois de prison. Il est accusé de nouvelles délits. En effet, le procureur reproche d'avoir, avec l'aide de « réactionnaires et d'ennemis » de Yougoslavie, publié dans la revue *Poser*, par l'intermédiaire de Francfort et dans « d'autres publications en Occident » (il est question surtout de certains quotidiens et périodiques américains et britanniques), des articles dans lesquels il « affirme » qu'il n'y a pas en Yougoslavie de liberté de la parole, de la presse, de droit de rassemblement et d'organisations politiques. Il écrit aussi que le pays est soumis à la dictature du parti unique, que l'organisation de la jeunesse a été « liquidée », elle était devenue trop dangereuse pour le régime qui se heurte à la « résistance populaire » dans la mise en application des dernières mesures prises pour combattre « les manifestations négatives ». M. Mihajlov, a déclaré encore le procureur, « identifie » le système de l'éligation proclamé par la nouvelle Constitution à celui des corporations de l'Italie mussolinienne et « nie » l'existence de Yougoslavie des libertés élémentaires. Tout cela constitue « le délit criminel de propagande hostile » et tombe sous le coup de l'article 118, alinéa 2, du code constitutionnel « Mises en accusation ».

Grande-Bretagne APRÈS LA PUBLICATION D'UN LIVRE BLANC

Les modalités du référendum devraient favoriser les partisans du maintien dans le Marché commun

De notre correspondant

Le gouvernement toryiste publie, ce mercredi 26 février, un premier Livre blanc sur le prochain référendum concernant le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. Ce document porte sur la forme de la consultation. Un second Livre blanc sur le jour sera publié à l'issue de la renégociation en cours entre Londres et Bruxelles. La majorité absolue des votants suffira à décider de l'avenir du pays au sein de la C.E.E. Aucun seuil minimal de participation électorale ne sera requis. Une seule question sera posée aux électeurs, et le décompte des voix aura lieu sur le plan national. Aucune restriction ne sera imposée aux deux camps qui recevront chacun une assistance financière limitée du gouvernement. Le ratio et la télévision seront entièrement libres de présenter les deux points de vue.

LORD THORNEGYROFT EST NOMMÉ PRÉSIDENT DU PARTI CONSERVATEUR

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher vient de faire appel à deux vétérans tories pour compléter son équipe. Elle a confié la présidence du parti conservateur à lord Thornegyroft, soixante-cinq ans, qui remplace M. William Whitelaw, devenu leader adjoint du parti. L'adjoint de lord Thornegyroft sera M. Angus Maude, l'un des plus brillants intellectuels de droite du parti, qui appartient à la même génération. M. Maude avait perdu son poste dans le cabinet fantôme il y a huit ans, après avoir vivement critiqué M. Heath.

Grande-Bretagne APRÈS LA PUBLICATION D'UN LIVRE BLANC

Les modalités du référendum devraient favoriser les partisans du maintien dans le Marché commun

De notre correspondant

Le gouvernement toryiste publie, ce mercredi 26 février, un premier Livre blanc sur le prochain référendum concernant le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. Ce document porte sur la forme de la consultation. Un second Livre blanc sur le jour sera publié à l'issue de la renégociation en cours entre Londres et Bruxelles. La majorité absolue des votants suffira à décider de l'avenir du pays au sein de la C.E.E. Aucun seuil minimal de participation électorale ne sera requis. Une seule question sera posée aux électeurs, et le décompte des voix aura lieu sur le plan national. Aucune restriction ne sera imposée aux deux camps qui recevront chacun une assistance financière limitée du gouvernement. Le ratio et la télévision seront entièrement libres de présenter les deux points de vue.

Le Livre blanc prend position de façon beaucoup plus nette en ce qui concerne la forme de la consultation. Les modalités du référendum devraient favoriser les partisans du maintien dans le Marché commun. Les modalités du référendum devraient favoriser les partisans du maintien dans le Marché commun. Les modalités du référendum devraient favoriser les partisans du maintien dans le Marché commun.

des « activités bonapartistes », c'est-à-dire en faveur de l'U.R.S.S. Ce sont des chiffres qui doivent être relevés parce que à la propagande ennemie veut ébranler le prestige de notre pays dans le monde », a-t-il ajouté. A ce propos, l'orateur a été amené à analyser l'activité de la « prétendue nouvelle gauche » qui, à l'étranger, alimente la campagne contre la Yougoslavie. Ses partisans accusent la Ligue de « stalinisme » et pronent un système politique à plusieurs partis et insistent sur le rôle de l'« élite intellectuelle » qui prétend que la Yougoslavie est gouvernée par des « anti-staliniens stalinistes ». Leur objectif est de désarmer le prolétariat et de préparer de son État et de son parti. Mais lorsque ces forces de la « réaction » ont fait faillite dans le pays, elles ont tenté de faire échouer l'unité obtenue en premier lieu dans les milieux hostiles à la Yougoslavie et non-alignement de la Yougoslavie et à son système autogestionnaire qu'ils soulignent « compromette ». Malheureusement, a ajouté M. Bilitch, elles sont également faillies en ce qui concerne les intellectuels progressistes, voire marxistes. « De toute manière, a-t-il conclu, nous répondrons à l'opposition par le développement résolu de l'auto-gestion, mais également par des mesures énergiques contre ceux qui, au service de l'étranger, menacent l'indépendance et la liberté de nos peuples ».

PAUL YANKOVITCH.

Le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie a décidé au cours de son plénum de porter à quarante-huit de nombre les membres du présidium. Parmi les neuf nouveaux élus il y a six titulaires du comité exécutif, dont les douze membres maintenant partie du présidium. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT AFRIQUE

M. Ygal Allon : les Palestiniens sont en train de devenir un peuple

Les propos du président Assad n'ont pas été reproduits fidèlement, affirme-t-on à Damas

A Washington, M. Kissinger a qualifié dans sa conférence de presse de mardi 25 février les déclarations du président Assad à Neuseek de « pas en accord d'importance majeure », et de « signe encourageant ». A Damas, toutefois, le directeur du bureau de presse de la présidence de la République a déclaré le même jour que « l'interview accordée à l'hebdomadaire Newsweek par le président de la République syrienne n'a pas été reproduite fidèlement par les moyens d'information, notamment le passage relatif à la conclusion d'un traité de paix avec Israël en échange d'un retour à la Syrie des hauteurs du Golan et la création d'un Etat palestinien sur la rive occidentale du Jourdain. Le Monde du 25 février.

A propos d'une éventuelle garantie américaine à l'Etat d'Israël, M. Kissinger a confirmé qu'elle ne pouvait être considérée que dans le cadre d'un règlement final, mais ne pouvait être un substitut à cette solution finale. Le gouvernement américain, a-t-il ajouté, n'a pris encore aucune décision sur la nature de cette garantie, ni l'engagement d'engagement américain et il n'en a pas encore discuté avec le gouvernement israélien. Enfin, un

LES PAYS ARABES POURRAIENT DURCIR LEUR POLITIQUE DE BOYCOTTAGE

(De notre correspondant.)

Le Caire. — M. Mahgoub, fonctionnaire égyptien du Bureau arabe de boycottage réuni actuellement au Caire pour sa treizième session, a déclaré mardi que la liste de deux cent cinquante sept nations françaises boycottées publiée par un journal français était « périmée ». Selon M. Mahgoub, cette liste date d'avant l'arrivée au pouvoir du général Nasser en 1952 et depuis lors nombre de sociétés qui s'y trouvaient ont vu leur cas réévalué favorablement par le Bureau arabe de boycottage, tandis que d'autres sociétés ont vu leur cas réévalué défavorablement et se sont vu retirer leur statut de sociétés à boycotter. M. Mahgoub a déclaré que le nombre des entreprises françaises boycottées effectivement à l'heure actuelle est « très restreint » et ne devrait comporter que les « sociétés incorrigibles ».

Cependant les travaux de la réunion du Caire se poursuivront dans une atmosphère de durcissement, tandis qu'une commission ad hoc va se pencher sur la situation ambiguë créée sur le plan israélo-arabe par le pont ouvert entre les deux rives du Jourdain. Enfin, on prévoit le « dépistage » des bâtiments de commerce anciennement israéliens qui naviguent en Méditerranée d'hui sous des pavillons de complaisance. Rien n'est laissé à l'écart, même pas les artistes de variétés ou les acteurs de cinéma qui dominent une partie de leurs recettes à des fonds juifs.

PARKES EN TERRE SAINTE
Du 22 mars au 5 avril 1975
Pèlerinage accompagné par le R.P. J.-M. FENASSE, professeur aux sciences catholiques de Lille.
Renseignements et inscriptions :
PEUPLES ET CIVILISATIONS
5, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS - Tél. 260-31-66
LTC 3094

CONSEIL DES INTELLECTUELS JUIFS POUR ISRAËL
VOYAGE DE SOLIDARITÉ AVEC ISRAËL
du 24 AVRIL au 1^{er} MAI par vol EL-AL avec J. DEROGY et J. NOËL GURGAND
au programme : DÉTENTE - VISITE - ETUDES
et participation à la cérémonie de remise du « PRIX JERUSALEM » à Mme Simone de Beauvoir
Renseignements : Mme PORTAL, tél. 921-40-13 et 267-44-01

A Genève L'ambassadeur de Guinée pour l'Europe appelle à la guerre contre le régime de Pretoria

De notre correspondant

Genève. — Au cours d'une conférence de presse, mardi 25 février à Genève, M. Seydou Keita, ambassadeur de Guinée pour l'Europe, a exprimé son inquiétude devant le danger d'éclatement de l'Organisation de l'unité africaine. La déclaration du comité central du parti unique guinéen, dont il a donné lecture, commence par ces mots : « L'Afrique traverse une conjoncture délicate. Le peuple se retrouve placé devant la grave alternative d'assumer pleinement les responsabilités de sa libération nationale ou d'y renoncer de façon honteuse. Le danger provient, selon l'ambassadeur, de « l'offensive subversive que mène le fasciste Vorster » dans le dessein de diviser l'O.U.A. S'indignant à la fois du « rôle » qu'a M. Vorster en se rendant dans des Etats indépendants d'Afrique et de l'envoi de délégations de certains pays africains à Pretoria, M. Keita a rejeté toute tentative de dialogue, qu'il ne saurait, a-t-il dit, mener qu'au déshonneur : « Il n'y a pas d'autre choix que la guerre. Il faut que le régime de l'apartheid soit balayé par les armes, nous aurons saisi la dignité de la race », a-t-il ajouté.

Selon l'ambassadeur guinéen, il existe, à côté d'une Afrique authentique, « des fantômes, des

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

LE SULTAN DE BRUNEI, Sir Muda Hassan Bolkiah, a communiqué mardi 25 février ses entretiens avec le gouvernement de Londres sur la possibilité de maintenir dans son pays, riche en pétrole, le statut de protectorat britannique. La Grande-Bretagne se propose de retirer. Ancien protectorat britannique du nord de Bornéo, Brunei — cent quarante mille habitants — a obtenu en 1971 l'autonomie interne. La Grande-Bretagne reste responsable des relations étrangères du sultanat et, en partie, de sa défense. — (A.F.P.)

Guatemala

LA GRANDE-BRETAGNE et le Guatemala sont convenus de reprendre les discussions sur la question de Belize (ex-Honduras britannique), a récemment annoncé le Foreign Office. Le Guatemala, qui

(Publité) **CONFÉRENCE FAUT-IL CROIRE LE CLUB DE ROME ?**
R. LATTES - P. DELOUVRIER
SAMEDI 1^{er} MARS 1975 - 9 h. - 13 h.
CENTRE DE FORMATION INTERNATIONALE
30, rue Coblenz - 75014 Paris
336-04-41

(Publité) **FESTIVAL INTERNATIONAL des CHORALES (juillet 1975) en ISRAËL**
• 15 jours de CONCERTS de VOYAGE
• Et 15 jours de SEJOURS LIBRE VACANCES INOUBLIABLES
VENEZ NOUS REVOIR !
Inscriptions : CHORALE GUIGAL 27, rue Saint-Amand, Paris (15^e)
R. ELFASSY, directeur : 522-64-48
Chef des Chœurs du Temple de Neuilly
• 8 JOURS du 2 au 29. BAL DE NUIT et DANSES FOLKLORIQUES Salons Maritimes du 4^e arrondissement

SALISBURY DÉMENT ÊTRE PRÊT A ACCEPTER LA RÉGIE DE LA MAJORITÉ NOIRE DANS CINQ ANS

Salisbury (A.F.P.). — Un porte-parole du gouvernement rhodésien a qualifié mardi 25 février de « complètement erronées » les affirmations d'un dirigeant nationaliste noir selon lesquelles les autorités de Salisbury trouveraient « acceptable » l'idée d'un régime majoritaire noir en Rhodésie dans les cinq ans (Le Monde du 25 février).

Ethiopie

M. Henry Kissinger a reconnu mardi 25 février, au cours de sa conférence de presse, qu'il aura une « décision difficile » à prendre lorsqu'il lui sera demandé de prononcer sur la demande d'armes formulée par l'Ethiopie. Mais « nous ne sommes pas prêts de prendre cette décision », a déclaré le secrétaire d'Etat américain. Le gouvernement éthiopien a demandé à Washington pour quelque 30 millions de dollars de matériel et de munitions pour poursuivre la lutte contre les rebelles séparatistes érythréens. « Les Etats-Unis ne prennent pas position dans ce conflit », a ajouté M. Kissinger. — (A.F.P.)

Le gouvernement guinéen a libéré sept ressortissants libanais, accusés d'avoir participé à des complots en Guinée, et qui étaient détenus depuis plusieurs années. Cette décision a été prise à la suite de l'intervention de M. Michel Sassine, vice-premier ministre libanais, qui a conduit une délégation en Guinée la semaine dernière. — (Reuters)

Irlande du Nord

DEUX CATHOLIQUES ont été tués et deux autres blessés le 25 février, à Belfast, dans une série d'attentats qui marquent, selon les responsables de l'Armée républicaine irlandaise, le début d'une « vendetta » entre l'IRA provisoire et certains de ses membres dissidents.

A Londres, un nouvel appel en vue du retrait des quatorze mille soldats britanniques stationnés en Irlande du Nord a été lancé par le Troops out Movement, qui compte dans ses rangs une demi-douzaine de députés travaillistes. — (A.F.P.)

Inde

UNE CINQUANTAINE DE PERSONNES, dont de nombreux policiers ont été blessés au cours de manifestations organisées à Jammu, capitale d'hiver de l'Etat du Jammu

OUTRE-MER

Territoire des Afars et des Issas

M. Ali AREF RÉAFFIRME LA VOLONTÉ DES HABITANTS DE RESTER FRANÇAIS

M. Ali Aref Bourhan, président du conseil du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas (T.F.A.I.), actuellement en visite privée en France, a été reçu mardi 25 février par M. Chirac.

Dans une interview à la radio française à destination de l'Afrique, le président Ali Aref a déclaré que la volonté des populations du Territoire français des Afars et des Issas de demeurer au sein de la République française est toujours aussi forte. Il a déclaré, d'autre part, félicité de la prise de position « claire, nette et équilibrée » du gouvernement français qui, dans une protestation transmise le 15 février au gouvernement de la République démocratique de Somalie, s'est élevé contre les déclarations de M. Omar Ghalib Artel, ministre somalien des affaires étrangères, critiquant devant le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine la présence française à Djibouti.

Le président Ali Aref, qui n'exclut pas que la position somalienne soit liée aux événements d'Ethiopie, a ajouté que, de toute façon, « les éléments intérieurs » du T.F.A.I. sont pour le maintien du Territoire au sein de la République française, maintien que les « éléments extérieurs » ne peuvent remettre en question.

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS
LA RUE DE PROVENCE
ETAIT COMME AUJOURD'HUI
LA RUE DE
L'ARGENTERIE
de
BIJOUX D'OCCASION
2 Spécialistes réputés
vendent et achètent :
AU GOU BLANC n° 36 pas s. St-Germain
BERMANN n° 46 pas s. St-Germain

Ce n'est pas un hasard si Hemingway écrit "Paris est une fête" à Montparnasse.

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tel. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

JALTOUR

MADAGASCAR

JALTOUR

Océan Indien

MADAGASCAR : l'histoire d'une crise

De notre envoyé spécial

Tananarive. — Le calme règne à nouveau à Tananarive, mais c'est un calme forcé, imposé par des mesures draconniennes de sécurité. Tout le monde se pose maintenant la question : l'aristocratie mérita, cette élite qui faisait naguère la pluie et le beau temps dans la capitale et sur les Hauts-Plateaux, vient-elle de connaître sa revanche ? Contre le colonel Ratsimandrava, ce « noturier » nommé chef de l'Etat à la suite de la chute de l'ancien régime, et battu d'une ratée de mitraille six jours plus tard. Contre le colonel Ratsimandrava, ce « noturier », et qui se disent brimés. L'un veut imposer le socialisme, les autres souhaitent obtenir une part plus consistante d'un megris gâté. On aurait tant de répondre par l'affirmative, mais rien n'est simple sur cette terre à l'écart, et ce simple sur cette terre à l'écart, et ce simple sur cette terre à l'écart.

confie les « pleins pouvoirs » au colonel Ratsimandrava, son ministre de l'intérieur. M. Didier Ratsiraka, qui avait fait ses preuves depuis 1972, comme ministre des affaires étrangères, ne figure pas dans le nouveau cabinet, plus homogène, auquel le général Andriamahazo, ministre d'Etat, apporte le caution des autorités militaires. Qu'a s'est-il passé ? En fait, le général Ramanantsoa vient de céder aux pressions du Conseil national de développement populaire (C.N.D.P.), seul organe représentatif depuis 1972, et dont la majorité des membres partagent les idées du colonel Ratsimandrava. L'ultimatum aurait été à peine déguisé : ou le général se sépare de certains collaborateurs douteux, ou non des dossiers seront publiés. Le général Ramanantsoa préfère se retirer.

Quant à la « violerie » de l'aristocratie mérita, elle mérita sûrement ses guillemets. « Une expérience m'a appris l'importance de la discipline militaire », dans le numéro qui suivit l'assassinat du chef de l'Etat (ce qui lui a d'ailleurs valu d'être saisi, mais avec un temps de retard). Dans des termes de peine voilée, Lumière s'en prenait aux partisans d'un certain ordre : « L'ordre, c'est un danger pour le peuple, car il a été assésimé bien réglé, au détour d'une rue encombrée de Tananarive, un soir pluvieux de février, et qui laisse sans doute bonne conscience à ceux qui l'ont préparé. Orma politique, au plus haut point. »

Ses convictions ne sont probablement pas celles du colonel Ratsimandrava, mais ceux qui le connaissent disent qu'il ne prendrait pas une décision sans l'accord du directeur, qui compte un bon nombre de jeunes officiers.

A Tananarive, où toute l'affaire s'est jouée, le palais royal domine toujours les environs de ses colonnes et murs de bois, aujourd'hui enfermés dans une carapace de pierre. Mais à ses pieds, dans la ville basse, aux alentours de la gara et de

l'avenue de l'indépendance, les « zoams », — jeunes chômeurs — et les « youous » de la pègre, affichent leurs guenilles au lieu de les cacher. Plus loin, les villages regroupés autour de leurs clochers, encerclés par des haies incandescents, sont entourés d'êtres coupés les uns des autres, et de la capitale toute proche.

Dans ce monde complexe, les volontés ne se heurtent que le temps d'un choc violent. Puis chacun rentre chez soi. L'étranger s'interroge sur ce qu'il prend pour des sautes d'humeur, de la versatilité, dans une

ambiance de torpeur et d'indolence. Le colonel Ratsimandrava rêvait d'un rassemblement. Il n'était sans doute pas le seul. Les zoams - commençant peut-être à se reconnaître au lieu. Sous le couvert d'un directeur militaire soucieux avant tout de maintenir la calma, la Grande Ile demeure livrée entre des forces trop opposées pour qu'une orientation claire puisse se définir.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Il n'est sur la côte, le général Andriamahazo est cependant d'origine mérita.

CORRESPONDANCE

Le tribalisme n'explique pas tout

A la suite des articles consacrés récemment dans le Monde à la crise malgache, un de nos lecteurs, résidant à Dijon, nous écrit :

Si cette guerre tribale est une notion commode qui permet aux Occidentaux d'expliquer les troubles qui secouent la Grande Ile, elle n'est que le symptôme d'un mal plus profond, mais trop facile et non déterminant.

Effectivement, quelconque est allé à Madagascar à pu constater que la tribu Mérita de la province de Tananarive, de par son nombre, son dynamisme et son activité toujours à sens unique, est regardée par les autres groupes ethniques comme « s'ériger d'elle-même et dominante », pour reprendre des mots à la mode et qui lui conviennent fort bien. La place qu'elle occupe traditionnellement depuis plus d'un siècle et demi dans le gouvernement ou l'administration, dans le commerce et tous les postes de quelque importance, la fait naturellement jalouser. Chacun sait combien, en milieu rural (Madagascar est à 90 %), la jalousie, quand elle n'est pas haine, sait être d'apparence et post-impulsivement de motifs très purs !

Ainsi, depuis la révolution de mai 1972, après quatre-vingt ans de « silence » actif, les hautes couches de la tribu Mérita ont repris tous les avantages de la colonisation et des douze premières années de « restauration » de l'indépendance à pour acquiescer des diplomates et installés très largement leurs membres dans tous les secteurs, prenant ainsi une bonne part de la place laissée libre par le colonisateur et une très large avance sur les autres ethnies de l'Ile. Ils font reconnaître que nous sommes ici du cadre strictement ethnique pour atteindre une sorte de « intermédiaire » des prérogatives de la tribu Mérita dans son ensemble, qui est, elle aussi, souvent pauvre et exploitée dans les campagnes.

Ainsi, cette société bourgeoise et aristocratique, cette classe dont une bonne partie des représentants forment l'A.E.F.M., mouvement nationaliste souvent réactionnaire et pourtant ami de Moscou et soutenu par lui (...), vit sans plaisir le colonel Ratsimandrava, aujourd'hui assassiné, restaurer avec ardeur les structures morales traditionnelles de la société malgache : le Fokonolona, gouvernement par l'assemblée du village ; cela en remplacement du conseil municipal imposé par le colonisateur, et qui n'a jamais cessé d'être un Fokonolona, resté bien vivant dans l'ombre. Mais cette restauration signifie décentralisation, et donc diminution des prérogatives de l'administration centrale ! On vit alors les administrateurs, préfets ou autres, saboter systématiquement, mais silencieusement, à la manière malgache, le travail de restructuration du colonel Ratsimandrava, alors ministre de l'intérieur (...). Si bien que l'assassinat dont il vient d'être la victime prend une coloration particulière qui dépasse largement celle qu'on lui attribue dans les journaux français.

Pour ces graves événements qui viennent de voir disparaître l'un des hommes les plus capables et les plus sérieux de l'Ile, mon inquiétude grandit devant ce conflit qui oppose un monde privilégié, égoïste et volontiers provocateur, au reste de l'Ile : conflit qui risque bien alors, les solidarités aidant, de dégénérer

en conflit tribal, tous les vieux démons et les vieilles histoires prenant alors le dessus.

Un autre lecteur nous écrit au sujet de la rivalité entre Mérita et côtiers :

Il est certain qu'on peut la trouver, évidente ou latente, un peu partout. Mais il est absurde de prétendre que, dans tous les cas, elle soit le facteur déterminant de la situation. Il est non moins absurde de prétendre que sous Philibert Tsiranana cet antagonisme ait été totalement effacé, alors qu'une apparence, due notamment à l'appui français apporté à Tsiranana.

Une seconde équivoque : le régime Tsiranana avait été remplacé par le régime du général Ramanantsoa. Le premier étant à prédominance côtière et le second relevant de la prédominance mérita, beaucoup ont présenté cette mutation comme étant due à une revanche des Méritas sur les côtiers. C'est alors prendre l'effet pour la cause.

En réalité, et depuis longtemps déjà, le régime Tsiranana était discrédité dans tous les milieux, sauf sans doute chez ceux des Français qui ne voulaient voir que les avantages immédiats pour eux de cette situation. Le parti P.S.D. constituait une sorte d'administration parallèle qui permettait maints abus et un regrettable favoritisme. Ainsi supplante l'administration véritable se paralysait et se corrompait. Cette incohérence conduisit à une dégradation rapide de l'économie et des finances.

Le mécontentement était général et l'une de ses manifestations fut la révolte des populations de la province de Tuléar, en avril 1971, populations entièrement côtières et paillardes. Ce fait, à lui seul, devrait interdire toute analyse de la situation malgache qui n'attacherait d'importance qu'aux rivalités ethniques.

Dans l'optique contraire, l'on présente comme une lutte entre ethnies les manœuvres des anciens dirigeants de l'équipe Tsiranana pour revenir au pouvoir, ce qui

est tout différent, car leur éviction était loin d'être le fait des seuls Méritas. Mais ces anciens dirigeants furent manifestement des rivalités ethniques pour tenter de reprendre le pouvoir. Il y a là une confusion savamment entretenue et une équivoque tendant à ce que toute mesure contre eux soit interprétée comme un acte contre les côtiers en général. C'est cette équivoque, et cette sorte de chantage, qui paraît avoir sérieusement gêné le général Ramanantsoa, et qui aboutit à l'affaire du camp d'Antanimora, et à son départ. Ces manœuvres ont été favorisées par la position particulière du général Ramanantsoa à l'égard des partis politiques : il ne devait plus intervenir dans les affaires de l'Etat mais conservait le droit d'exercer librement leurs activités.

Il existe encore une autre sorte d'équivoque : l'ancien parti de Tsiranana, le P.S.D., se dit socialiste et était affilié à l'Internationale socialiste. Or le régime Tsiranana était en fait un régime autoritaire et arbitraire, où l'on n'avait guère le choix qu'entre l'adhésion et les brimades, à moins de pouvoir se réfugier dans un prudent neutralisme.

L'on voit comment un tel système serait ressenti en France. Or le P.S.D., ressuscité sous le nom de P.S.M. (parti socialiste de Madagascar) par Tsiranana et Resampa eux-mêmes, après l'éclipse a y a t suivi mai 1972, s'est à nouveau affilié à l'Internationale socialiste, où il cède notamment le parti socialiste français. Je ne mets pas en doute les convictions démocratiques et le goût de liberté de François Mitterrand et de ses amis, mais ne puis m'empêcher en l'occurrence de les trouver en bien étrange compagnie.

Il existe encore une équivoque : Tsiranana et son équipe sont considérés comme pro-français (ce qui se conçoit puisqu'ils ont été poussés au pouvoir par les Français), tandis que leurs successeurs le sont beaucoup moins. Il en résulte un préjugé favorable à l'égard des premiers, côté français, qui nuit beaucoup à l'objectivité.

Pour comprendre l'évolution en cours depuis l'assassinat du colonel Ratsimandrava, il faut revenir en arrière. Le 25 janvier, le crise qui couve depuis plusieurs mois prend une tournure dramatique. Première surprise : le général Ramanantsoa dissout son cabinet. On dit la vieille officier les des querelles internes de gouvernement, de la pression de l'opinion publique, des complots militaires, d'un régime prématurément usé. Chef de l'Etat un peu malgré lui, conciliant de nature, le général ne sait plus à quel œil se vouer.

La deuxième surprise — de taille — survient six jours plus tard. Le général Ramanantsoa se retire de la vie politique et, contre toute attente,

« Atteindre le sommet... »

La démission du général Ramanantsoa lève les hypothèses. Le colonel Ratsimandrava exige de ses futurs collaborateurs qu'ils acceptent de poursuivre « jusqu'au bout » l'expérience des « fokolonona ». Tous seraient acceptés, à commencer par le général Andriamahazo, qui deviendrait, après le meurtre du chef de l'Etat, président du directeur. Le colonel Ratsimandrava aurait alors dit à l'un de ses proches qu'il avait l'impression d'être un alpiniste qui a grimpé assez haut — pour voir le sommet et être sûr de l'atteindre ». Il propose à son pays, avec une bonhomie que tout le monde lui reconnaît, de lui rendre une « authentique » — perdue pendant la colonisation et le régime post-colonial présidé par M. Tsiranana, de 1960 à 1972. Populiste, le colonel Ratsimandrava l'est sûrement. Mais il demeure avant tout un radical, convaincu que les réformes sont insuffisantes, et que Madagascar ne peut revivre que par ses campagnes et ses villages.

En apparence, le transfert des pouvoirs s'est fait sans difficulté, le conseil supérieur des institutions ayant été, pour la forme, une avie favorable. Ceux qui ont tenté de s'y opposer en sont pour leur compte, à commencer par MM. Tsiranana et Resampa, les deux leaders du parti socialiste malgache (P.S.M.), qui se sont évertués pendant plusieurs semaines à réclamer un changement de régime. On parle de continuité. Comme le pays est menacé par le chaos économique, on pense que le colonel Ratsimandrava hésitera avant de provoquer de nouveaux bouleversements, et de s'en prendre directement aux privilégiés.

La « côte » n'a pas bougé

En fait, la situation reste alarmante. Des armées désespérées. Au lieu de chercher une porte de sortie, le colonel rebelle Rajoanarion s'attaque au gouvernement et reste ancré dans le camp d'Antanimora. Le mouvement mobile de police (secours républicains de sécurité ou F.R.S.). Quelques heures avant l'attentat, alors que les pourparlers engagés discrètement avec les rebelles d'Antanimora semblent évoluer favorablement, le colonel Ratsimandrava aurait décidé la perte de certains conjurés. Les docteurs de l'ancien ministre de l'intérieur mettraient en cause un certain nombre de personnalités et de hauts fonctionnaires. En six jours, le nouveau chef de l'Etat procédait à une série de mutations.

L'assassinat du colonel Ratsimandrava, dans la soirée du 11 février,

et les événements qui suivirent, ont fait penser à une conspiration. Des anciens F.R.S. auraient trépidé dans l'attente d'autres se saisissent d'un siège du parti socialiste après la reddition d'Antanimora. Or la P.S.M. et les multiples d'Antanimora avaient émis, en janvier, des revendications identiques. Tous — le colonel Rajoanarion, MM. Tsiranana et Resampa — sont

et les événements qui suivirent, ont fait penser à une conspiration. Des anciens F.R.S. auraient trépidé dans l'attente d'autres se saisissent d'un siège du parti socialiste après la reddition d'Antanimora. Or la P.S.M. et les multiples d'Antanimora avaient émis, en janvier, des revendications identiques. Tous — le colonel Rajoanarion, MM. Tsiranana et Resampa — sont

et les événements qui suivirent, ont fait penser à une conspiration. Des anciens F.R.S. auraient trépidé dans l'attente d'autres se saisissent d'un siège du parti socialiste après la reddition d'Antanimora. Or la P.S.M. et les multiples d'Antanimora avaient émis, en janvier, des revendications identiques. Tous — le colonel Rajoanarion, MM. Tsiranana et Resampa — sont

LES FOKONOLONA

Les « fokolonona » ont été créés par le roi Andriampoinmerina, considéré comme le fondateur de l'Etat malgache, à la fin du dix-huitième siècle. Ces communautés rurales autogérées, comparables à certaines tribus aux « mir » de la Russie tsariste, se sont beaucoup développées au dix-neuvième siècle, à mesure que les Mérita étendaient leur autorité sur l'ensemble du territoire. Elles avaient reçu des pouvoirs d'administration et d'exploitation collective du sol, mais aussi de justice et de police.

Dès les années 1960, cependant, les prérogatives du pouvoir central s'accroissent, et les fokolonona perdent de leur importance. Cette évolution fut accélérée avec la colonisation française et consécra par l'ancien président Tsiranana, qui décide de les remplacer par des « communes rurales ». En mars 1973, le colonel Ratsimandrava, alors ministre de l'intérieur, prit deux ordonnances qui supprimaient les communes rurales et installaient un nouveau type de fokolonona, avec l'ambition déclarée d'en faire l'outil d'une vaste opération de « restructuration du monde rural ».

Ces textes, qui reprenent un début d'application, instituent quatre niveaux de représentation rurale. A la base, le fokolonona est une « communauté de personnes ayant décidé de s'administrer elles-mêmes ». Cette « communauté de base » élit un comité. Les comités ainsi formés élitent, à l'échelon local, des conseils, qui élitent eux-mêmes des conseils de district. Ceux-ci élitent des assemblées de province, qui sont représentées au Conseil national populaire de développement.

Chaque fokolonona et chaque conseil ou assemblée ont des dotés de la personnalité morale. Les deux échelons les plus élevés disposent d'un budget. Aucune décision ne peut être appliquée, tant qu'elle n'a pas été approuvée par l'autorité compétente, et ratifiée par les organes consultatifs de l'échelon supérieur.

Les conseils ont, dès le deuxième échelon, le pouvoir de créer des structures d'opération dans les domaines de la production, de la commercialisation ou du crédit, chaque structure étant dotée d'une autonomie de gestion.

des côtiers. La « côte » a-t-elle voulu se venger ? Le pouvoir — ce directeur militaire constitué à la tête par le général Andriamahazo — ne le dit pas. Il s'en défend même : l'anarchie menaçait Tananarive, où se sont égarés plus de trois mille repris de justice, il veut éviter à tout prix un affrontement ethnique (!).

Encore une fois, les faits sont peut-être différents. Il n'est pas certain que des anciens F.R.S. se soient réfugiés dans cet immeuble du P.S.M., dont les façades ont été détruites au canon et au bazooka par les forces de l'ordre. Et surtout, on doute que MM. Tsiranana et Resampa, jouant de leur popularité

à la tête de l'Etat ont été enterrés par la direction militaire. Les ministres restent en place, et les six chefs militaires de province, nommés quelques heures avant le meurtre, ont même été promus gouverneurs. Enfin, même si le ne dispose que de pouvoirs consultatifs, le C.N.D.P., élu et animé par les anciens compagnons de route du colonel Ratsimandrava, pourrait voir son autorité renforcée.

La partie n'est pas jouée

La partie est donc loin d'être jouée. Le général Andriamahazo est, pour la deuxième fois (il l'avait déjà été en 1972), l'homme de la situation,

PRÊT À ACCEPTER NOIRE DANS CINQ ANS

0 h 6
2 1 8
2 5 9

M. VORSTER INVITE LE PRÉSENT DU LIBRE À PRETORIA

OUTRE-MER

Territoire des Atsars et des Isés
M. AVI ARRE RELATIONS LA VOYANTE DES HARBES EN RETOUR FRANÇAIS

Rue de Provence
L'ARGENTERIE
BIJOUX
ORFÈVRES

L'Extrême-Orient: n'en rêvez plus. Partez!
JALTOUR Express: 3 formules de voyage au Japon à partir de 4950 Francs.
 Pour en savoir plus sur les voyages JAL, découpez ce bon et retournez-le à Japan Air Lines 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
 Nom _____ Adresse _____
 Tel. _____ JAPAN AIR LINES

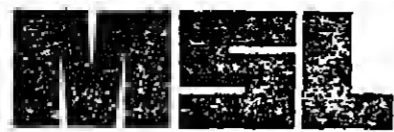
Présent aux Arts Ménagers 1975
niveau 1 - allée TU - stand 18

le filter soft,
premier Affineur d'eau,
filtre, adoucit,
désodorise.

Pour toute demande de renseignements envoyez ce bon à Culligan France :
4, Avenue du Président-Kennedy
75340 Les Clayes-sous-bois.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

Culligan ©
Distribution dans 91 pays.
traite l'eau avec sérieux



DIRECTEUR DE FILIALE ANGLETERRE Côte Est

Un groupe français d'implantation internationale possède en Angleterre une filiale spécialisée dans la gestion de barges pétrolières et la restauration collective qui emploie 300 personnes. Il en recherche le Directeur. Celui-ci, assurant la gestion financière et administrative ainsi que l'animation commerciale de la société, supervisera l'exploitation et sera responsable devant la direction du groupe de la réalisation des objectifs exprimés tant en termes de chiffre d'affaires que de profits. Le poste conviendrait à un homme âgé de 30 ans au moins, parfaitement bilingue français-anglais, ayant acquis à un poste de direction dans une entreprise, la connaissance approfondie des méthodes modernes de gestion, la pratique du commandement et l'habitude des négociations commerciales. La connaissance de la restauration de collectivités n'est pas exigée, mais elle serait appréciée. Logement de fonction. Ecrire à P. Vinet, réf. B. 3.736 (Paris).

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT 130.000 F. Conditionnements pour cosmétiques CRETEIL

Principale filiale du groupe COPE ALLMAN EUROPE, la société française REBOUL-SOFFRA (C.A. 150 millions de F.) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'articles de conditionnement et de bouchage pour cosmétiques et parfums, notamment de valves aérosols et d'étuis pour rouge à lèvres. Elle recherche pour prendre en charge la responsabilité complète de sa division «emballages en métal et plastique pour cosmétiques» (C.A. 50 millions de F. 600 personnes) un Directeur Général Adjoint. Celui-ci, sous l'autorité du Directeur Général de REBOUL-SOFFRA, animera et coordonnera les directions commerciale et de production. Il assurera la croissance de la division, notamment par le lancement de nouveaux produits et par un effort de diversification. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins, sera un HEC, ESSEC... ou un ingénieur grande école, bilingue français-anglais, justifiant d'une expérience de plus de cinq ans acquise à un poste comparable ou à la direction commerciale, marketing, d'une entreprise fabriquant des emballages, flacons ou articles de conditionnement. Ecrire à P. Vinet, réf. B. 3.736 (Paris).

DIRECTEUR D'USINE 110/130.000 F. + logement Province Nord Paris

Filiale d'un Groupe multinational, une Société Française spécialisée dans la fabrication de pièces métalliques (chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de Francs) recherche le Directeur d'une de ses usines. Dépendant de la Direction Production du Siège, il sera responsable de la gestion technique, humaine et financière dans le cadre d'une direction par objectifs et d'un budget qu'il aura proposés. Assisté d'un chef de service, il assurera lui-même la liaison avec les représentants du personnel et entretiendra les relations publiques et professionnelles locales de la Société. Agé d'au moins 35 ans, Ingénieur diplômé, ayant si possible de bonnes connaissances en Anglais, il justifiera d'une expérience réussie de plusieurs années de direction (éventuellement en position d'Adjoint) d'une unité d'au moins 500 personnes fabriquant en gros dans une résidence dans une ville agréée. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B. 3.179 (Paris).

INGENIEUR CHEF DE PRODUCTION ELECTRONIQUE 110.000 F. Ville de l'Ouest

Un groupe français, à caractère international, recherche un ingénieur, responsable de la production auprès du directeur de l'une de ses usines d'un département d'électronique professionnelle (4.000 personnes). Cette unité, située dans une ville de l'Ouest emploie 1.600 personnes, dont le moitié à la fabrication. Un créneau est en place. Le titulaire veillera en particulier à la gestion des stocks et à l'amélioration des prix de revient, ainsi qu'au bon fonctionnement de l'ensemble des services confiés (approvisionnement, ateliers de fabrication, essai). Agé de 35 ans minimum, ingénieur diplômé (X, ECP, ESE, AM ou équivalent), le candidat possèdera une expérience analogue, acquise dans une industrie appartenant au domaine de l'électronique. L'activité de ce groupe, sa dimension autorisent d'apprécier des perspectives d'avenir. Ecrire à Ph. Vinchon, réf. B. 4.454 (Paris).

DIRECTEUR DE VENTE RECHANGE EXPORT 100.000 F. Industrie Automobile PARIS

Une Société Française (11.000 personnes, chiffre d'affaires 90 millions de Francs dont 20 % à l'exportation) exerçant son activité dans le domaine automobile et appartenant à un Groupe américain, recherche le responsable des ventes Rechange à l'exportation. Celui-ci dépendant du Directeur Marketing Rechange Europe, sera responsable du développement des ventes à un réseau de grossistes et d'importateurs. Dans le cadre d'objectifs fixés et d'un budget auquel il aura participé, il assurera les contacts commerciaux (conditions de vente, choix de la clientèle), la coordination avec l'administration des ventes, s'informer de la concurrence (produits et prix). Agé d'au moins 33 ans, de formation supérieure, parlant impérativement Anglais et/ou Allemand, il justifiera d'une expérience commerciale d'au moins cinq ans dans le domaine de l'industrie automobile et si possible à l'exportation. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B. 3.178 (Paris).

CONTROLEUR DE GESTION 80/100.000 F. PARIS

Une Société française, filiale d'un groupe américain est spécialisée dans une gamme d'appareils sanitaires. Ayant réalisé un chiffre d'affaires de 30 millions de Francs en 1974 et pour faire face à son expansion, cette entreprise cherche à pourvoir un poste de Contrôleur de Gestion. Le titulaire, rattaché au Directeur Administratif et Financier, disposera de bases sérieuses en matière de comptabilité, de gestion de la Trésorerie, de contrôle budgétaire. Une expérience de la comptabilité américaine ainsi que la connaissance de l'anglais seraient souhaitables dès l'entrée en fonction et à fortiori pour avoir une perspective de carrière dans l'entreprise. Le poste conviendrait à un Cadre de 30/35 ans, diplômé ESSEC, Sup de CO, ou encore Sc. Eco. et éventuellement licencié en Droit. Ecrire B. Gauvain, réf. B. 7.286 (Paris).

CHEF DU PERSONNEL 70/85.000 F. PARIS

La même Société que ci-dessus (réf. 7.286) souhaite recruter un Chef du Personnel qui dépendra, dans un premier temps, du Directeur Administratif et Financier. Par la suite, il sera rattaché au Directeur Général et assurera seul la fonction complète de Personnel. Il en élaborera la politique, prendra en charge les recrutements, mettra en place la formation, assurera les relations avec les structures de représentation du personnel, définira une réglementation... et développera tous moyens qui lui sembleront nécessaires à l'industrialisation de l'entreprise comme à assurer convenablement sa fonction. La Direction Générale confiera le poste à un Cadre diplômé, possédant une expérience de quelques années dans la fonction de personnel et ayant obtenu des résultats vérifiables. Ecrire à B. Gauvain, réf. B. 7.287 (Paris).

CHEF COMPTABLE ADJOINT 70/85.000 F. PARIS

La même Société que ci-dessus (réf. 7.286) recherche un Chef Comptable Adjoint. Ce cadre directement rattaché au Chef Comptable disposera de compétences suffisantes pour le remplacer pendant ses absences et encadrer une douzaine de personnes qualifiées réparties en 3 sections : Comptabilité Générale, Comptabilité Clients, Mécanographie. Le poste sera confié à une personne possédant 10 ans d'expérience minimum au sein de services comptables. La pratique de la comptabilité américaine et la connaissance de l'anglais seraient appréciées. Ecrire à B. Gauvain, réf. B. 7.288 (Paris).

CHEF DE DEPARTEMENT IMMOBILIER 70.000 F. PARIS

La filiale d'un groupe bancaire français recherche un Chef de Département pour deux de ses sociétés de services spécialisées dans l'immobilier. Le titulaire du poste assurera la responsabilité de la commercialisation du service apporté, de l'analyse des besoins des clients, des études en résultant, des recherches de locaux et de la conclusion de toutes opérations relatives à des biens immobiliers à caractère industriel et commercial. Il sera, en outre, à gérer ces ensembles. Une licence en droit ou un diplôme grande école (économique ou technique) est souhaitable mais une expérience concernant les transactions immobilières (achats ou locations pour le compte de l'industrie et une position de conseils en investissements immobiliers sont indispensables pour tenir la fonction. Ecrire à B. Gauvain, réf. B. 7.289 (Paris).

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quelconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant. AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00 11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

ASIE

Cambodge

Le prince Sihanouk : les crédits américains n'empêcheront pas les révolutionnaires de remporter une « victoire totale »

Le prince Sihanouk a déclaré le mardi 25 février à Pékin que même un vote de crédits supplémentaires pour le régime de Phnom-Penh ne pourra empêcher les révolutionnaires de remporter une « victoire totale ».

« Depuis 1970, les Etats-Unis ont déjà dépensé plus de 3 milliards de dollars pour acheter et enrichir les Quilésing phnom-penhols et plus de 7 milliards de dollars pour détruire le Cambodge et asservir son peuple », a ajouté le prince. « Ce ne seront donc pas 220 millions de dollars (crédit additionnel demandé au Congrès par M. Ford) qui pour-

ront remporter le combat irrésistible qui pousse le peuple cambodgien, le FUNC, le GRUIC et les forces armées de libération vers la victoire finale et totale ».

Le prince a réitéré également l'argument avancé par les Etats-Unis selon lequel les défaites subies par l'armée du maréchal Lon Nol et l'effondrement économique et financier du régime de Phnom-Penh sont dus à l'insuffisance des crédits consentis par le Congrès américain. Selon lui, « l'incompétence et la corruption » du régime Lon Nol ont été les causes de la chute. En outre, il a précisé que les Etats-Unis ne devraient pas perdre de vue la Thaïlande, Taiwan, la Corée du Sud, les Philippines ».

L'IRAN ACCORDERAIT UNE AIDE FINANCIERE ET MILITAIRE AU PAKISTAN

Dans un message au Parlement, le ministre indien des affaires étrangères, M. Chavva, a qualifié, mardi 25 février, de « rétrograde » la décision américaine de lever l'embargo sur les livraisons d'armes au Pakistan. D'après M. Chavva, le Pakistan n'est pas un pays « inacceptable », dans sa conférence de presse de mardi, les propos de l'ambassadeur de l'Inde à Washington, M. Sani, metant en cause sa position sur le soutien américain à l'Inde. M. Sani a affirmé que les armes américaines vendues au Pakistan ne constitueraient pas « des approvisionnements militaires » et ne compromettraient pas l'équilibre militaire dans la région.

En fait l'embargo est levé non seulement en faveur du Pakistan, mais également de l'Inde. Une politique de ventes sélectives, qui devrait mettre les Etats-Unis sur un pied d'égalité avec les autres fournisseurs occidentaux, tels que la France et la Grande-Bretagne, prévaut désormais à Washington. Néanmoins, on ne s'attend pas que l'Inde, indiqua l'agence Reuters à New-Delhi, tire profit de cette décision. En revanche, les perspectives d'une augmentation des livraisons d'armes soviétiques font actuellement l'objet de discussions dans la capitale indienne. Le maréchal Cretekho, ministre soviétique de la défense, s'est entretenu, mardi, avec Mme Gandhi.

Cependant, le chef d'Etat est arrivé mardi au Pakistan pour une visite privée de trois jours à Larkana, où se trouve la résidence personnelle du premier ministre, M. Bhutto. Les deux hommes d'Etat s'entretenaient de « questions d'intérêt mutuel ». De source indienne, précède l'agence Reuters, on déclare que l'Inde pourrait vendre des avions militaires et d'autres armements au Pakistan. Les Iraniens agissent dans le cadre de la politique américaine dans la région, écrit le correspondant du Guardian à Karachi. Téhéran fournirait à Islamabad une aide non seulement militaire, mais aussi financière.

La véritable raison de l'acharnement des Etats-Unis à soutenir un régime réactionnaire à Phnom-Penh, a ajouté le prince, est qu'ils « devront quitter bon gré mal gré, après leur départ inévitable et prochain du Cambodge, le Vietnam du Sud et le Laos. En outre, ils perdront sans aucun doute la Thaïlande, Taiwan, la Corée du Sud, les Philippines ».

Le général Fernando, chef de l'armée républicaine, estime que les révolutionnaires ont échoué dans leur tentative de percer le dispositif protégeant la capitale, qui compte 4000 hommes. Cependant, l'ancien capitaine royal de Oudong, situé à 35 kilomètres de la capitale, est tombé mardi aux mains des Khmers rouges. Les soldats du régime royal de Phnom-Penh se sont repliés sur Lonvek, à 40 kilomètres au nord-ouest de Phnom-Penh. Les révolutionnaires avaient déjà pris Oudong, le 18 mars 1974.

Le Congrès américain et l'Indochine

(Suite de la première page.)

Enfin, et surtout, la « chute » du Vietnam, provoquée par une décision du Congrès, aurait les conséquences les plus graves pour la politique étrangère des Etats-Unis. Leur « crédibilité », la valeur de leur parole, leur capacité d'assurer la défense des pays qui ont placé leur confiance en eux seraient mises en doute. Evoquant la « théorie des dominos » (1), chère à Foster Dulles, théorie « dont il est bon de se souvenir », M. Kissinger a dit qu'il s'agissait d'un problème grave, impossible à éluder et en prenant la responsabilité de condamner ceux qui avaient fait confiance à l'Amérique et subi des destructions.

Le secrétaire d'Etat est resté très vague sur les possibilités d'une négociation, disant seulement que les Etats-Unis continueraient à faire des efforts pour l'encourager mais que le problème immédiat était de permettre au Vietnam de se défendre. Quant aux « pressions » éventuelles à exercer sur Moscou et Pékin au sujet de leurs livraisons d'armes à Hanoi, il a indiqué qu'elles seraient sans effet, et qu'il préférerait éviter un affrontement public sur ce problème.

Timor L'Australie MET EN GARDE DJAKARTA CONTRE UNE INTERVENTION MILITAIRE

Une source gouvernementale australienne a fait savoir mardi qu'elle avait reçu des informations laissant penser que Djakarta prépare une intervention militaire contre la partie portugaise de Timor (Le Monde du 28 février). D'autre part, le ministre australien des affaires étrangères a déclaré : « Le gouvernement australien s'oppose, bien sûr, à toute action militaire indonésienne contre le Timor portugais. Nous sommes heureux d'enregistrer les formations selon lesquelles le ministre indonésien de la défense a catégoriquement démenti ces rapports, et nous avons demandé satisfaction de ce démenti. L'Australie n'est naturellement pas impliquée et n'a aucune intention d'intervenir au Japon indonésien afin d'empêcher le peuple timorais de choisir lui-même son avenir. La position du gouvernement australien est claire et bien connue des Indonésiens et des Portugais. Nous sommes en faveur d'un processus mesuré et délibéré de décolonisation, grâce à des arrangements menant à une autodétermination acceptable sur le plan international ».

[Djakarta a à nouveau émis mardi les rumeurs d'une intervention indonésienne à Timor, mais toute la presse dénonce le « harcèlement » qui ébranle dans l'Inde la pièce de position ferme de Canberra sans cesse mal reçue en Indonésie, puisque le gouvernement australien se déclare en fait partisan de l'indépendance à terme de Timor.]

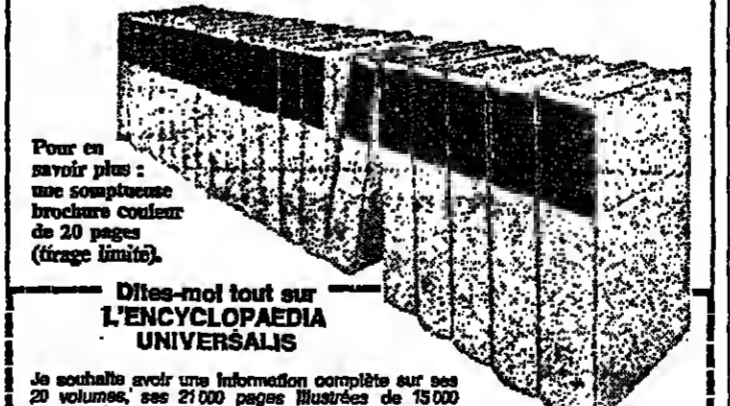
Etats-Unis MORT DU FONDATEUR DES MUSULMANS NOIRS

Le Shopping

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

Parce qu'aujourd'hui, votre réussite dépend de votre culture.

Alors, il faut tout savoir. Tout ? Non... mais tout ce qui aujourd'hui est payant, utile, actuel et sera demain. C'est tout, l'Encyclopædia Universalis l'a fait pour vous. Elle a sélectionné, synthétisé, programmé les idées et les faits dont l'homme moderne doit faire son bagage. A la base de ses travaux : les connaissances de 3.000 savants, médecins, chimistes, historiens, géographes, philosophes... A la base de son efficacité : une méthode inédite qui vous permet de choisir vous-même le degré de connaissance auquel vous souhaitez parvenir. Avec l'Universalis parcourez le monde. Prêtnez dans les laboratoires des plus grands chercheurs, consultez les plus grands juristes, dialoguez avec les plus grands philosophes, apprenez la science et les techniques, les arts et les lettres... Chez vous. Sans quitter votre meilleur fauteuil. Et quand vous le voulez... 24 heures sur 24.



Dites-moi tout sur l'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS Je souhaite avoir une information complète sur ces 20 volumes, ses 21.000 pages illustrées de 7500 photos, dessins, tableaux, schémas. Ne m'envoyez pas de volumineux brochures mais les conditions réservées aux amis du Club Français du Livre. C'est tout ! Et, bien entendu, sans engagement. Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Mes nom et prénom : Mon adresse : Mon code postal et ma ville : à retourner au Club Français du Livre, 8, place Stalingrad - 75491 Paris Cedex 10

nouvelles frontières Touraventure propose de nombreuses formules de voyages

DECOUVERTE INDIVIDUELLE Vous avez des tas d'idées pour vos voyages et vous n'attendez de nous qu'un transport à bon marché. PARIS/NEW YORK... 1050 F AR PARIS/MEXICO... 1810 F AR PARIS/LIMA... 2200 F AR ZURICH/RIO... 2400 F AR Ces vols sont ouverts à tous sans aucune discrimination.

CIRCUITS INITIATION AU VOYAGE Une vingtaine de personnes, décidées à découvrir un pays avec un petit budget, en se débrouillant avec les moyens du bord pour circuler et se loger. Un responsable N.F. favorise les initiatives des participants et l'éclatement du groupe en petites équipes.

Decouverte du PEROU : 3500 F avec transport Paris/Lima aller et retour en jet Bon à découper - à retourner à NOUVELLES FRONTIERES 63 av. Denfert-Rochereau 75014 PARIS Tél. 325.57.61 et 633.28.01

Jah... 1.50

صكنا من الامل

AMÉRIQUES

États-Unis

MORT DU FONDATEUR DES « MUSULMANS NOIRS »

Il est mort, cet homme étrange, au visage sans grâce ni âge, à l'intelligence insaisissable autant qu'auconscience des siens, ce chef d'un empire spirituel et économique évalué à des dizaines de millions de dollars : Elijah Muhammad est décédé d'une déhiscence cardiaque le 26 février dans un hôpital de Chicago. De son vrai nom Elijah Pool, il était né en Géorgie vers 1897. Ses parents, anciens esclaves, travaillaient dans les champs de coton et son père se produisait à l'occasion comme « précheur » baptiste.

Muhammad est converti à l'islam, du moins à une certaine conception de l'islam, change de nom et avec un mélange d'efficacité et de discrétion commence à recruter. C'est un « indépendantiste » noir : ce n'est pas le seul, mais, lui, réussit : les « Black Muslims », dans la petite capitale d'une société noire en circuit fermé, achètent des terres, des magasins, des appartements, des restaurants, et construisent peu à peu sur le modèle d'ailleurs de certaines communautés religieuses protestantes, une base économique solide.

Quel usage en fera Elijah Muhammad ? Et à quel attribuer le seul succès de ce « capitalisme noir » avant la lettre ? Si la réponse à la première question ne peut qu'être évasive — la secte ne publie ni ses bilans ni même le chiffre de ses adhérents — la seconde s'éclaire à la lumière de l'expérience américaine tout entière. Le « charisme » d'Elijah Muhammad, s'il ne se réduit pas à cela, s'est concentré sur l'enseignement des préceptes de la plus traditionnelle « work ethic » : discipline, frugalité, abstinence des boissons alcooliques et des drogues.

Par ailleurs, Muhammad fit toujours preuve d'une remarquable prudence. Le suprématisme noir qu'il professait le dispensait d'engager ses fidèles dans une lutte active pour les droits civils.

A. C.

B Brésil

Les milieux d'affaires de Sao Paulo prônent l'« ouverture » politique

De notre correspondant

Sao-Paulo. — Le démocrate politique est-il possible quand l'Etat domine l'économie ? Le pouvoir de revendication du patronat peut-il se passer de celui des travailleurs ? Telles sont les questions, relativement nouvelles, que se posent les milieux d'affaires de Sao-Paulo, capitale industrielle du Brésil. Après avoir bénéficié pendant près de onze ans du régime militaire et des méthodes de coercition utilisées contre la classe ouvrière, l'« argent » pauliste commença à se demander s'il n'est pas temps de changer de régime et de méthodes. Il découvre, en effet, que sa capacité de négociation avec l'Etat — techno-bureaucratique — a considérablement diminué. Il prône désormais une « ouverture » politique, qui lui assurerait plus de pouvoirs.

Ces signes de cette nouvelle orientation sont apparus en novembre dernier quand certains « entrepreneurs » ont appuyé — certains disent financé — la campagne du parti d'opposition, le Mouvement démocrate brésilien, aux élections législatives. Ils l'ont fait pour des raisons diverses, mais beaucoup semblent avoir calculé qu'en envoyant davantage d'opposants au Congrès ils redonneraient vie à la classe politique, dont ils comptent bien se servir pour combattre ce qu'ils appellent parfois le « dictature » économique de Brasilia.

En outre, depuis quelques semaines, les défenseurs de l'initiative privée se sont lancés dans une campagne fracassante contre l'« étatisation » croissante de l'économie. C'est un ancien ministre des finan-

Certes, bien des industriels paulistes sont convaincus que le gouvernement Geisel n'a pas d'intentions « étatisantes ». « S'il intervenait dans l'économie, reconnaissent-ils, c'est faute d'un marché des capitaux suffisant pour encourager les entreprises à investir. Par exemple, il va créer une industrie nationale de mini-ordinateurs, mais il en laissera la majorité au capital privé. »

Ce qui inquiète les « entrepreneurs », c'est de voir que l'Etat « techno-bureaucratique » les consulte de moins en moins pour les décisions économiques importantes. « Beaucoup se plaignent de l'arrogance des technocrates », dit l'économiste Paul Singer. Si les multinationales sont rassurées quant à l'avenir immédiat, elles considèrent néanmoins comme méfianche une situation où elles se retrouveraient seules face aux entreprises de l'Etat. Il en résulterait un conflit qui pourrait aboutir à leur éviction du pays.

Le grand nouveauté, c'est que les défenseurs les plus intelligents de l'entreprise privée pensent que leurs revendications peuvent s'appuyer sur celles des travailleurs. « Si l'on donne aux ouvriers la liberté de revendiquer de meilleurs salaires, il faut bien accorder aux chefs d'entreprise la possibilité de faire davantage de bénéfices », dit M. Claudio Bardella, président du syndicat national des industries de base. C'est en suivant ce raisonnement que certains industriels réclament aujourd'hui une libéralisation politique, qui supprime leur leur état (jamais venue à l'idée. Ils s'attendent d'ailleurs, étant données les dispositions sociales du gouvernement Geisel, à rencontrer quelques difficultés, nouvelles pour eux, avec le monde du travail ». Ils paraissent prêts à compenser d'importantes augmentations de salaires par des gains de productivité. Mais ils n'éprouvent pas d'inquiétudes excessives. « Nos syndicats ne sont pas violents », dit M. Herbert Levy, député, directeur de journal et « empresario ». Nous savons, d'ailleurs, qu'une société plus juste renforce la révolution. »

Le grand nouveauté, c'est que les défenseurs les plus intelligents de l'industrie d'équipements électriques, ainsi que le reconnaît M. Manoel Costa dos Santos, président du syndicat de l'industrie électrique, dont le chiffre d'affaires (3 millions de dollars) correspond à environ 4% du P.N.B., soit autant que l'industrie automobile.

La campagne contre l'« étatisation » de l'économie est surtout menée, dans la presse, par le quotidien O Estado de Sao Paulo, persuadé non seulement de la supériorité de l'entreprise privée sur les organismes publics ou parapublics, mais aussi de ce que la démocratie politique est inséparable de la « démocratie » économique.

Au Brésil, il n'existe pas de mécanisme de compensation du pouvoir de l'Etat, dit un des responsables économiques du journal. Il n'y a pas de capitalisme national puissant. Les syndicats ouvriers sont faibles, les grèves pratiquement inexistantes. Dans le fonction public, la grève est assimilée à un crime contre la sécurité nationale. Quand le gouvernement augmente son pouvoir économique, il augmente donc son pouvoir politique. »

CHARLES VANHECKE.

Chili

Une revue d'extrême droite, l'« Vanguardia », à laquelle collaborent une sœur et un neveu du général Pinochet, vient d'être fermée par le ministère de l'Intérieur pour « propagation de nouvelles alarmantes et dénonciations ». Dans ses éditoriaux, le directeur, M. Alejandro Gac Eulefi, prenait parti pour la création d'un « Etat national et socialiste puissant », dirigé par « une avant-garde d'ouvriers nationalistes ».

Pendant que les autres copieurs préchauffent, chez Gestetner les copies tombent.

Avec Gestetner, appuyer c'est copier.



Quand un copieur s'arrête, ce qui est intéressant, c'est de savoir ce qui se passe quand on le remet en service.

Certains vous demandent un délai : 5 minutes (ou plus) de préchauffage pour tirer une ou deux copies, c'est long.

Le copieur Gestetner copie tout de suite.

Les copies (sur papier courant) tombent à la cadence de 12 à la minute.

Mais le plus important pour un copieur, c'est sa maintenance. Le copieur Gestetner est livré avec un contrat d'entretien... signé Gestetner.

Gestetner

Vérifiez ces affirmations : prenez contact avec Gestetner, service 041, 71, rue Camille Groult, 94400 Vitry. Téléphone : 680.47.85. Télex 20-880 Gest. Vitz.

Le n°1 mondial de la reproduction de bureau.

Le Shopping c'est Marks & Spencer... Le choix des vêtements anglais est formidable.



Le Shopping c'est le vrai shopping anglais. Chez Marks & Spencer. Avec des vêtements pour tout le monde. Ce qui signifie qu'une merveilleuse collection attend les femmes. Aussi... dépêchez-vous!

LE SHOPPING

Vous découvrirez une mode dynamique faite pour aujourd'hui, des tons harmonieusement coordonnés vous permettront d'assortir différents modèles ou de les porter séparément avec la même élégance.

Chaque article est confectionné selon des normes strictes, pour les matières comme pour la fabrication.

Marks & Spencer y parvient en collaborant étroitement avec les meilleurs fabricants, assurant lui-même la totalité des contrôles. Ainsi, Marks & Spencer peut vraiment garantir la qualité.

Chez Marks & Spencer, tout a été prévu pour un shopping facile.

La disposition rationnelle des articles simplifie votre choix. Vous trouvez aisément votre taille. Et quoi que vous achetiez, vous l'essayez chez vous.

Et puis, si vous n'êtes pas entièrement satisfaite, vous pouvez échanger ou être remboursée simplement sur présentation de votre ticket de caisse.

Le Shopping c'est Marks & Spencer. Quand vous l'aurez essayé vous l'aimerez.

Voici une sélection représentative de la gamme exclusive St Michael où vous trouverez des modèles aussi séduisants par leur prix que par leur style:

Jupes de 75F à 150F. Chemisiers imprimés en polyester de 70F à 99F. Coordonnés (4 pièces—jupe ou pantalon) depuis 399F.

Pantalons de 49F à 135F. Cardigan manches courtes à côtes 65F. Ensembles de 190F à 275F. Cardigan rayé manches courtes avec débardeur 110F.

Chaussures St Michael.



Marks & Spencer
le grand magasin de Grande-Bretagne,
bd. Haussmann (face aux Galeries Lafayette) Paris.

Timor
AUSTRALIE
MET EN GARDE DIABLO
CONTRE LES INTERVENTIONS
MILITAIRES

ain et l'Indochine

nouvelles frontières

DISCOUVERTE INDIVIDUELLE

CINQUANTE ANS D'AVANCEMENT

NOUVELLES FRONTIÈRES

83 av. Charles-Henri

75014 PARIS

146. 304.57.51 et 633.26.21

« Il est possible de soutenir l'activité économique »

Essentiellement consacré, tout comme celle du 22 janvier, à l'examen de la situation économique et sociale, l'allocution présidentielle du mardi 25 février a permis à M. Giscard d'Estaing de manifester, une fois de plus, un sens de la pédagogie, qui lui vaut les compliments de M. Alain Chalandon, secrétaire général adjoint de l'U.D.R.

Abstraction faite de l'hommage rendu à Georges Pompidou, — une fois n'est pas coutume, — et du témoignage de grande satisfaction décrété à M. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, on relève l'affirmation selon laquelle, réalisant un vœu exprimé il y a deux ans par M. Giscard d'Estaing, « la France est désormais gouvernée au centre », c'est-à-dire au point de rencontre de la tradition et du changement.

Le chef de l'Etat a en effet le souci de rassembler la nation la plus conservatrice de son électeur qui se demande si, dans la voie des réformes, « Giscard ne va pas trop vite et trop loin ».

Voici le texte de l'allocution radiotélévisée prononcée mardi soir 25 février par le Président de la République :

Nous voici à nouveau au coin du feu pour notre entretien mensuel, au cours duquel je vous parlerai, ce soir, de la situation économique et sociale de la France et de notre effort de réforme. D'abord, la situation économique et sociale de la France.

L'économie mondiale des années 1960 à 1970 était à peu près en équilibre, et cet équilibre a été bouleversé par deux événements : d'une part, la désorganisation du système monétaire international et, d'autre part, l'augmentation massive de l'énergie entraînée, vous le savez, par la hausse des prix du pétrole.

A l'heure actuelle le monde est à la recherche difficile d'un nouvel équilibre, et vous savez que la France s'efforce d'ailleurs de contribuer à la recherche de ce nouvel équilibre par un certain nombre d'initiatives. Il faut savoir que, de toute façon, ce nouvel équilibre sera différent de l'ancien, que, malgré l'espoir qu'on peut en avoir, rien ne sera tout à fait comme avant et on raison des transferts importants de richesse qui ont accompagné ces bouleversements de l'ordre économique mondial.

Ce qui est important, ce qui vous concerne directement, ce sont les conséquences de ces modi-

fications de l'ordre économique sur l'économie française.

L'économie française a été affectée par ces changements dans trois domaines : notre équilibre extérieur ; l'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix et, enfin, le niveau d'activité, et donc d'emploi.

D'abord, l'équilibre extérieur. Je vous ai dit, le mois dernier, vous vous en souvenez certainement, que nous étions revenus plus rapidement que prévu à une situation proche de l'équilibre, et, les derniers résultats connus, ceux du mois de janvier, confirment ce jugement. Les résultats de janvier, bien qu'un peu moins bons que ceux des deux mois précédents, sont, en effet, des résultats de commerce extérieur sensiblement équilibrés pour la France, et donc, dans ce domaine de notre équilibre commercial, nous avons progressé plus vite que prévu, vers notre objectif d'équilibre. Ce résultat favorable doit être cependant tempéré par deux observations :

D'abord, nous sommes revenus à l'équilibre en partie par la réduction de nos importations, liée au ralentissement de l'activité économique mondiale et nationale, et il faut faire en sorte que, le jour où l'activité économique connaîtra un rythme plus fort et où nous importerons davantage, le mouvement de nos exportations puisse couvrir ces importations supplémentaires.

Ensuite, il s'agit de l'équilibre de nos échanges, c'est-à-dire de ce que la France achète et vend, mais il y a également l'équilibre de nos paiements. Or, à côté de ce que la France achète et vend, il y a des transferts financiers ; par exemple, les dépenses d'aide que nous faisons dans le monde en faveur des pays les plus pauvres et, d'autre part, les transferts de sommes que les travailleurs immigrés effectuent à partir de la France vers leur pays d'origine. Donc, à côté de notre objectif d'équilibre de nos échanges, il faut viser l'équilibre de nos paiements.

Lorsqu'on étudie très attentivement ce problème, on s'aperçoit que l'objectif qu'on peut se fixer pour la France, c'est le rétablissement d'une situation d'excédent de nos paiements pour 1980. Ce n'est donc pas un résultat immédiat ou à portée de notre main, c'est le fruit d'un effort considérable de développement de nos exportations et d'amélioration de notre équilibre extérieur. Pour que la France soit indépendante dans le monde, et pour qu'elle évite l'endettement, il faut viser le rétablissement de notre excédent de balance des paiements pour 1980 au plus tard, et ceci va représenter au cours des prochaines années la poursuite d'un effort important.

un ralentissement plus accentué, et pour le Canada, qui connaîtrait également un ralentissement beaucoup plus faible, si bien qu'à l'heure actuelle, en 1975, à nouveau, c'est la France qui connaît, de tous les pays concernés, la croissance la plus forte.

Que faut-il penser de ces chiffres ? D'abord, je crois que la politique qui a été suivie depuis un an et demi par le président Pompidou et, depuis mon élection, par moi-même, a atténué

les effets pour la France de ce ralentissement économique mondial.

Le deuxième jugement à porter, c'est qu'entrefois nous étions habitués à des chiffres de croissance très élevés, 5 %, 6 %, dans l'économie mondiale, et qu'on voit dans les plus grandes économies des chiffres relativement faibles, 1 %, 2 %, exceptionnellement 3 %, d'où la situation de ralentissement de l'activité économique et, ici et là dans le monde, de chômage.

EMPLOI : réduire le nombre des chômeurs

Les personnes âgées

Vous savez que le nombre des chômeurs dépasse huit millions aux Etats-Unis d'Amérique, que ce nombre est élevé en Allemagne fédérale et chez la plupart de nos partenaires européens. Quelle est la situation de la France ?

Quand on parle de chômage, il faut avoir à l'esprit trois chiffres :

— Le chiffre des demandeurs d'emploi ;

— Le chiffre des chômeurs qui bénéficient d'une aide publique ;

— Le chiffre des chômeurs partiels.

Le chiffre des demandeurs d'emploi, parce qu'il y a des personnes qui sont à la recherche d'un emploi, mais qui ne sont pas nécessairement ce qu'on appelle des chômeurs. Les chômeurs, ce sont ceux qui ont exercé une activité de travail, une activité salariée, qui a été interrompue ; ils attendent de la reprise. Parmi les chiffres de demandeurs d'emploi, il peut y avoir des personnes, des femmes, qui n'ont pas travaillé jusque-là et qui désirent entrer dans l'activité rémunérée. Donc, il y a les demandeurs d'emploi.

Il y a ensuite les chômeurs qui bénéficient d'une aide, soit d'une aide publique, celle de l'Etat, soit d'une aide contractuelle. Il y a enfin les chômeurs partiels, c'est-à-dire celles ou ceux dont les horaires, dont le nombre de journées de travail a été réduit et qui, de ce fait, touchent une rémunération salariale inférieure à celle qu'ils touchaient dans une conjoncture économique normale.

Nous suivons, vous savez, mois par mois, l'évolution de ces chiffres, et je crois que l'on peut résumer le commentaire à cet égard en disant, d'une part, que la situation du chômage en France est à l'heure actuelle moins défavorable que dans certains pays comparables, mais qu'elle a atteint toutefois un niveau élevé qui atteste le revenu des individus et le revenu des ménages.

Lorsqu'on voit des taux d'activité, lorsque l'on aperçoit cette situation de l'emploi, on est conduit au diagnostic suivant : c'est que l'il était impossible pour l'économie française — je dis bien impossible — de se soustraire toute seule aux conséquences des grands bouleversements internationaux, l'économie française a atteint à l'heure actuelle une situation à partir de laquelle il est à la fois possible et nécessaire d'entreprendre une action de soutien progressif de l'activité économique et de l'emploi. Possible, parce qu'il faut faire très attention à ce qu'une activité de soutien n'ait pas pour conséquence de relancer l'inflation sans développer l'emploi, c'est-à-dire sans réduire le chômage. Il y a dans le monde, à l'heure actuelle — je citerai le cas des Etats-Unis d'Amérique, je pourrais citer le cas d'autres pays, — des économies dans lesquelles on relance l'inflation sans réduire le nombre des chômeurs. Notre objectif, en France, c'est de réduire le nombre des chômeurs totaux ou partiels sans relancer l'inflation préjudiciable à tous.

Je pense qu'à l'heure actuelle il est possible de soutenir l'activité économique sans relancer l'inflation et je crois que c'est nécessaire. C'est nécessaire pour répondre aux besoins d'activité et d'emploi de nombreux Français, de nombreuses Françaises, dont d'ailleurs, j'en suis sûr, beaucoup d'entre eux et notamment les jeunes, qui ont le désir de participer activement à notre effort de production nationale.

Pour soutenir l'activité économique, comment faut-il agir ?

Quatre catégories

Il faut, je crois, prendre en considération à la fois les aspects économiques et les aspects sociaux. Les aspects économiques, le me suis efforcé de vous les décrire ; je passe maintenant aux aspects sociaux. Puisque nous cherchons à soutenir l'activité économique, la meilleure formule est de la soutenir en complétant ou en soutenant les revenus de catégories qui ont des motifs sociaux de voir précisément ces revenus soutenus ou même de connaître une certaine progression.

C'est pourquoi les mesures qui ont été arrêtées par le gouvernement et dont j'ai entretenu le premier ministre, le ministre de l'économie et des finances, le ministre du travail, concernent plusieurs catégories : les personnes âgées, les familles, l'agriculture, les chômeurs partiels. Je vais les commenter devant vous.

Les familles

Deuxième catégorie, les familles. Il a été prévu que les allocations familiales seraient majorées à partir du 1^{er} août prochain, et ceci, suivant une règle qui veut que l'on compare l'évolution des prix au cours de l'année qui s'écoule, du mois de mars au mois de mars, et que l'on en tire une commission concernant le taux d'augmentation des allocations familiales. Je pense là aussi qu'il faut anticiper sur cette augmentation et procéder, le 1^{er} avril prochain, c'est-à-dire pour le second trimestre, à une augmentation de 7 % de l'ensemble des allocations familiales.

Cette mesure, qui complètera le revenu des familles, intéresse cinq millions de personnes.

Les agriculteurs

Troisième catégorie : l'agriculture. Je voudrais vous parler de la situation de l'agriculture.

L'agriculture française est constituée par un million deux cent mille exploitations agricoles et le revenu des agriculteurs, c'est-à-dire la différence entre ce qu'ils vendent et le prix de ce qu'ils achètent, qui sont les engrais, les semences, le matériel agricole, les carburants dont ils ont besoin, ce revenu des agriculteurs représente à peu près 53 milliards de francs.

Il faut savoir qu'en 1974, que vous soyez agriculteur ou non, que le revenu des agriculteurs a progressé nettement moins vite que le revenu des autres catégories de Français. Pourquoi ? Parce qu'il s'est passé deux phénomènes :

Le premier phénomène, c'est que les prix des produits agricoles à la production ont augmenté en 1974 moins vite que les prix d'ensemble de l'économie française. Nous avons connu des situations inverses où les prix agricoles augmentaient plus vite que les prix des produits industriels ; en 1974, c'est l'inverse.

Et, d'autre part, les charges de l'agriculture, c'est-à-dire les prix des produits que les agriculteurs achètent pour leur exploitation : engrais, carburants ont augmenté, au contraire, beaucoup plus vite en 1974 que n'ont augmenté leurs prix de vente. D'où une détérioration du revenu agricole. Pensez qu'une collectivité moderne, qui a le sens de la justice parmi ses membres, doit regarder un tel problème et le résoudre franchement.

Qu'avons-nous fait ?

Il fallait d'abord fixer le niveau des prix pour la prochaine campagne et vous savez que c'est un niveau qui est fixé à l'échelle européenne. Nous avons accepté que l'augmentation des prix soit de l'ordre de 10 %, très exactement de 10,34 %. Pourquoi avons-nous pas cherché à obtenir un niveau plus élevé ? Pour deux raisons : la première, c'est parce que c'était impossible vis-à-vis de ceux de nos partenaires européens qui avaient une inflation plus faible que la nôtre, et ensuite, c'est parce qu'il vaut mieux, pour l'équilibre de l'économie française en 1975, qu'il n'y ait pas une hausse trop forte des prix agricoles et des prix alimentaires. Comme nous voulions précisément revenir à une hausse des prix inférieure à 10 %, il ne fallait pas rechercher pour les prix agricoles une augmentation qui dépassât sensiblement ce chiffre.

A partir de ce moment où l'augmentation des prix agricoles n'était pas suffisante pour assurer la pro-

INFLATION : nous sommes sur la bonne voie

Deuxième conséquence de ces modifications dans l'économie mondiale sur l'économie française, c'est la situation d'inflation, puisque, à la fois, la désorganisation du système monétaire international et l'augmentation des prix de l'énergie importés ont contribué à alimenter, en France, vous le savez, une forte inflation.

Cette inflation que vous connaissez et, je dirai, que vous connaissez particulièrement, mesdames, puisque c'est vous qui avez la pratique des achats quotidiens, cette inflation s'est traduite pour la France, en 1974, par une hausse des prix légèrement supérieure à 15 %, donc une hausse des prix forte, très forte.

L'objectif du gouvernement pour 1975, c'est de ramener cette hausse des prix à moins de 10 %. Sans doute, c'est un chiffre encore élevé, mais

réduire d'un peu plus de 15 % à moins de 10 % notre hausse des prix représente — chacun s'en rend compte — un effort considérable.

Or nous sommes sur la bonne voie. Les études des observateurs internationaux, pour 1975, à l'heure actuelle — les plus récentes — concluent qu'il y a seulement trois pays dans le monde, trois pays importateurs en inflation, en 1975, une hausse des prix inférieure à 10 %, et ces trois pays, ce serait l'Allemagne, le Japon et la France.

Le plan de refroidissement, qui a été imaginé et appliqué avec détermination par le ministre de l'économie et des finances, aboutit, en effet, à la modération de la hausse de nos prix, et, à l'heure actuelle, nous pouvons considérer comme probable ce résultat de limiter à moins de 10 % la hausse de nos prix en 1975.

CROISSANCE : la plus forte des pays industrialisés

Troisième conséquence, c'est le niveau d'activité économique et de l'emploi. Ces bouleversements dans l'économie mondiale et ces transferts de richesse qui ont accompagné la hausse des prix du pétrole ont entraîné dans le monde des déplacements de pouvoir d'achat, des déséquilibres importants qui se sont traduits par un ralentissement de l'activité économique mondiale, par cette situation que l'on décrit dans le langage courant par « une situation de crise ».

Comment la France a-t-elle réagi par rapport à cette situation de crise ?

Je voudrais, si vous le voulez, regarder avec vous, objectivement, les chiffres.

D'abord, que s'est-il passé en 1974 ? En 1974, nous connaissons les résultats. Il y a à la fois les résultats des sept plus grands pays industrialisés du monde. On s'aperçoit que certains d'entre eux ont connu une diminution de leur production (il s'agit là de leur production en termes physiques des quantités produites), par exemple, les Etats-Unis, le Japon, l'Angleterre ont connu une diminution de leur activité économique. Certains ont connu une très faible croissance, l'Allemagne fédérale, puisque la croissance est voisine de zéro, certains une

croissance un peu plus forte, le Canada et l'Italie.

Comment se situe le chiffre de la France ? Pour 1974, notre croissance aura été de 4,5 %. On voit donc, à l'heure actuelle, que, pour 1974, la France, de tous les pays concernés, est celui qui aura connu l'augmentation la plus forte de son activité économique.

Et maintenant, 1975 ?

Il s'agit, là aussi, des prévisions des organismes internationaux, et je vous dirai que ces prévisions sont déjà un peu anciennes : elles font apparaître un ralentissement nouveau aux Etats-Unis d'Amérique et un ralentissement en Italie et une croissance moyenne en Angleterre, en Allemagne et au Japon, une croissance plus forte au Canada.

D'après ces évaluations, qui remontent à quelques mois, la croissance de l'économie française serait de 3 %.

Donc, on voit que la France connaîtrait, en 1975, la croissance la plus forte de tous les pays, à la seule exception du Canada. Je puis vous dire que, de manière tout à fait récente, ces évaluations ont été corrigées à nouveau, et d'ailleurs corrigées en baisse pour la plupart des pays, notamment pour les Etats-Unis, qui connaîtraient

Les réactions

DANS LES MILIEUX POLITIQUES

M. CHALANDON (U.D.R.) : l'ébauche d'une relance.

M. Alain Chalandon, secrétaire général adjoint de l'U.D.R., ancien ministre : « On ne peut avoir assisté à cet entretien sans être frappé par un effort de pédagogie et ce, dans la mesure où donner un caractère plus démocratique à la vie politique de notre pays. L'essentiel toutefois dans cet entretien est, sinon la relance, du moins l'ébauche d'une relance de l'économie. En reconstruisant le pouvoir d'achat de certaines catégories de Français, on va faire d'une pierre deux coups : on aidera la production à se maintenir, voire à reprendre, on viendra aussi en aide aux Français les plus frappés par la crise : personnes âgées, familles nombreuses, agriculteurs, chômeurs partiels. L'U.D.R., sur ce dernier point, se félicite de voir le président de la République adopter les suggestions qu'elle a faites à plusieurs reprises de protéger les travailleurs contre la réduction des heu-

res de travail, forme la plus pernicieuse du chômage parce que la moins visible. Encore faut-il que cela se fasse, car dans le gouvernement devra-t-il intervenir si l'accord ne se faisait pas entre patronat et syndicats. »

M. COLPIN (P.C.) : autosatisfaction.

M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C. : « Une fois de plus, le président de la République s'est efforcé d'accroître la légitimité de la présidence de la République et de son universalité en se décrétant un brevet d'auto-satisfaction. (...) M. Giscard d'Estaing repousse à 1980 le rétablissement de la situation économique. Dans ces conditions, il est prévisible que le chômage total et partiel, dans le chômage total et partiel, sera le risque de s'étendre encore. N'ignorant pas la situation difficile, voire tragique, dans laquelle la politique plonge certaines catégories de la population,

le pouvoir se voit contraint à des mesures qui ne compenseront pas, loin s'en faut, la détérioration de leur pouvoir d'achat. Ainsi en est-il des décisions concernant les personnes âgées, les allocations familiales, l'obligé de reconnaître la dégradation des revenus des paysans. Giscard d'Estaing annonce quelques mesures dont l'insuffisance consacrera la diminution de 15 % du pouvoir d'achat des agriculteurs. La démagogie et l'hypocrisie ne peuvent tenir lieu de solution. »

M. JOXE (P.S.) : rien de nouveau pour les agriculteurs.

M. Pierre Joxe, membre du bureau exécutif du P.S., délégué national pour les problèmes agricoles :

« La déclaration du président de la République n'apporte rien de nouveau aux agriculteurs. Un chiffre de 1 200 francs et quelques primes aux éleveurs, cela ne résoudra rien. Tout d'abord, le total (2,7 milliards) est loin de compenser la perte de revenus estimée par les chambres d'agriculture à près du triple. Ensuite, et

surtout, il est de plus en plus évident que les agriculteurs de notre pays veulent obtenir la garantie de revenus à laquelle ils ont droit, non par des subventions octroyées tardivement et arbitrairement, mais par des prix garantis. »

« M. JOSEPH FRANCESCO, député socialiste du Val-de-Marne : « Le grave problème du chômage a été escamoté avec une brillante agilité. Aucune parole tendant à l'établissement d'une politique économique de l'emploi n'a été prononcée. Les dispositions annoncées en faveur des anciens, des familles et de l'agriculture ne feront que combler le retard que subissent ces diverses catégories. Elles ne peuvent, en tout cas, tenir lieu de mesures propres à donner espoir au million de travailleurs victimes du chômage. »

« LE P.S.U. — « Ce qui caractérise avant tout l'allocution qui vient d'être prononcée, c'est qu'elle ne comporte aucune trace de mesures concrètes permettant une relance de l'économie. Les déclarations légalisantes ne peuvent servir à cacher qu'un train où vont les choses on risque

d'approcher les deux millions de chômeurs à la fin du semestre. (...) La sollicitude de M. Giscard d'Estaing semble d'éprouver d'égard à tous ceux qui sont victimes de la crise est de pure façade. »

« Le Centre Démocratique et Progrès (dont le président est M. Jacques Duhamel) — « Le C.D.P. se réjouit de la sollicitude des parents d'élevés (compatriotes des parents d'élevés) exprimées par le président de la République de s'engager dans la voie du soutien progressif de l'économie. Il se félicite que ce soutien prenne, en particulier, la forme d'une aide aux catégories les plus défavorisées, et il insiste d nouveau sur la priorité à donner à la sauvegarde de l'emploi. »

« Le C.D.P. — « Le Centre Démocratique et Progrès (dont le président est M. Jacques Duhamel) — « Le C.D.P. se réjouit de la sollicitude des parents d'élevés (compatriotes des parents d'élevés) exprimées par le président de la République de s'engager dans la voie du soutien progressif de l'économie. Il se félicite que ce soutien prenne, en particulier, la forme d'une aide aux catégories les plus défavorisées, et il insiste d nouveau sur la priorité à donner à la sauvegarde de l'emploi. »

GS Finlitan exportation. Facile kilométrage. Garantie usine. Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROEN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite IAB h à tout acheteur.

Toutes possibilités de crédit. Demander Monsieur Lemaire.

3 bis rue Scheffer 75 016 Paris 553.28.51



سكرا في الامارات

DU CHEF D

sans rela

RÉFORMES

DANS LES MILIEUX AG

+ 512
282
0 h 2
218
-259

صوتنا من الامل

TÉLÉVISÉE
Comique

chômeurs
personnes âgées

familles

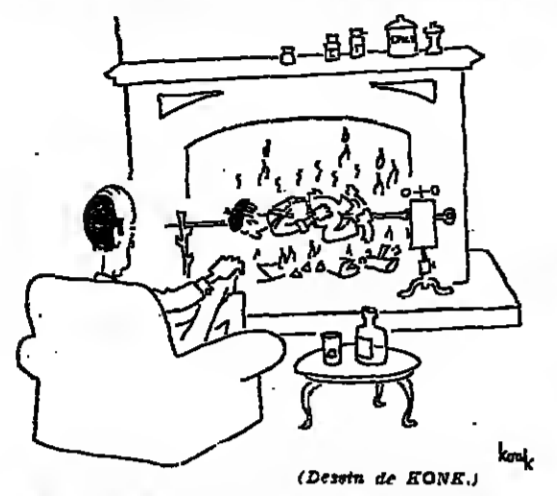
agriculteurs

Paris 653 38 51

DU CHEF DE L'ÉTAT sans relancer l'inflation

progression du revenu des agriculteurs par rapport aux années précédentes, à un niveau comparable à celui des autres catégories, c'est-à-dire, en réalité, garantir en 1975 le maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs, il fallait ajouter un complément de revenu. C'est pourquoi le gouvernement a décidé que ce complément de revenu leur serait attribué de deux manières :

— D'une part, une aide aux éleveurs, qui sera calculée en fonction du nombre de têtes de bétail,



(Dessin de KONK.)

jusqu'à un certain nombre qui est de quinze têtes de bétail, et qui représentera au total une dépense de 1 milliard 350 millions de francs ;

— Et, d'autre part, une aide à l'ensemble des agriculteurs qui prendra la forme d'un versement à chaque exploitant de 1 200 francs pour compenser

l'augmentation de ses coûts de production, c'est-à-dire l'augmentation des carburants et des engrais. Cette aide spéciale agricole, qui sera donc attribuée à tous les agriculteurs à l'exception de ceux qui ont les revenus les plus élevés, représentera elle-même une dépense de 1 milliard 350 millions de francs.

Ainsi, la collectivité nationale, tout en fixant un niveau de progression des prix agricoles compatible avec la lutte contre l'inflation, complètera de manière équitable le revenu des agriculteurs pour assurer, en ce qui les concerne, comme d'ailleurs pour les autres catégories, le maintien de leur pouvoir d'achat en 1975 par rapport à 1974.

Les chômeurs partiels

Dernier sujet : le chômage partiel.

Les réductions d'horaire entraînent, en effet, une perte de salaire, une perte de revenu pour les familles, et les dispositions qui réglementent le chômage partiel atténuent cette perte de revenu. A l'heure actuelle, ces dispositions permettent le versement d'une rémunération horaire de 5,10 F par heure de travail chômeé, et cette somme, nous semble-t-il, doit être augmentée.

Des discussions ont eu lieu entre les organisations syndicales et patronales; jusqu'à présent, elles n'ont pas abouti.

Or, finisque que le gouvernement ne peut pas se désintéresser de cette question. Il souhaite donc la reprise de ces conversations et il souhaite leur aboutissement positif. En ce qui le concerne, il est prêt à contribuer à la solution de ce problème.

Voilà, donc les mesures que je voulais vous annoncer concernant les personnes âgées, les familles, l'agriculture, les travailleurs en chômage partiel, ensemble de mesures qui contribuent toutes, vous le voyez, à maintenir ou à reconstruire le pouvoir d'achat d'un certain nombre de catégories et, de ce fait même, à soutenir l'activité économique de notre pays.

RÉFORMES : un très large débat national

Je voudrais vous dire un mot maintenant de notre effort de réforme.

Depuis que je vous parlai, au dernier « coin du feu » — et je m'aperçois d'ailleurs que la dernière bûche est éteinte ! — le gouvernement a entrepris trois réformes d'une portée considérable :

— Réforme de l'entreprise, puisque nous avons été saisis du rapport de la commission présidée par M. Sudreau, rapport qui a été établi en toute liberté par cette commission et qui a été rendu public aussitôt par ses soins.

— Deuxième réforme, c'est la réforme du système éducatif, qui a fait l'objet, vous le savez, des propositions du ministre de l'éducation.

— Enfin, réforme du divorce et, notamment, du divorce par consentement mutuel, qui a fait l'objet d'un projet de loi élaboré par le ministre de la justice.

Chacun de ces sujets est un sujet très important, qui touche à sa manière la vie de plusieurs centaines de milliers ou de plusieurs millions de Français et de Françaises, et je souhaite que, sur chacun de ces sujets, s'ouvre un très large débat national.

J'ai vu, à propos de la réforme de l'entreprise, qu'un certain nombre d'organisations, ou syndicales, ou professionnelles, ou patronales, prenaient des positions à cet égard. Tant mieux. Je souhaite que le débat sur la réforme de l'entreprise, qui intéresse tous les Français, soit un large débat national. J'ai vu, sur la réforme du système éducatif, que les organisations de parents d'élèves, d'enseignants et même d'élèves, prenaient ou se préparaient à prendre un certain nombre de positions. Tant mieux.

Je souhaite que ce sujet soit très largement discuté par la collectivité nationale parce que l'effort de réforme tel que je le comprends, ce n'est pas un effort qui consiste pour nous à imposer des réformes à la France, c'est un effort qui consiste pour nous à proposer des réformes à la France, à faire en sorte que ces réformes soient discutées largement par toutes les parties concernées, qui ont chacune quelque chose à dire, et je dirai, c'est mon opinion, quelque chose à apporter, et qu'ensuite, nous tirions sur le plan gouvernemental, puis sur le plan parlementaire, les conséquences de ces discussions en nous prononçant sur le contenu des réformes.

Je le dis donc aux travailleurs des entreprises, aux dirigeants de celles-ci ainsi qu'aux cadres, je le dis aux enseignants et aux parents d'élèves, je le dis aux juristes qui préoccupent la réforme du divorce, je souhaite que ces réformes soient largement discutées par la collectivité nationale pour que, lorsqu'elles seront réalisées, elles apparaissent comme des réformes voulues et comprises par l'ensemble des Français.

Vous trouvez peut-être que ces explications sont un peu longues et cependant, quand je vous parle, j'ai toujours l'impression d'être un peu bref.

Je souhaiterais, en effet, que vous entriez avec moi dans les raisonnements difficiles qui nous conduisent à choisir sur tel ou tel point les solutions nous retenons, car je souhaite, pour ma part, que la France se sente associée étroitement à la manière dont sont désormais conduites ses affaires.

La tradition et le changement

Il y a un peu plus de deux ans, j'avais dit que la France souhaitait être gouvernée au centre, et je crois maintenant, après neuf mois de présidence de la République, que vous devez avoir le sentiment que la France est désormais gouvernée au centre (1).

Au centre, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire le point de rencontre de la tradition et du changement. De la tradition parce que la France est un très ancien pays qui a, vous le savez, une histoire très glorieuse et une civilisation très ancienne — comme d'autres ; il y a, dans le monde, quelques pays qui ont, comme nous, une histoire et une civilisation très anciennes — et la France a certainement le désir de conserver la très grande richesse intellectuelle, politique, philosophique de son passé. Mais, en même temps, le changement parce que nous vivons dans un monde qui change, qui change du fait du progrès scientifique, de l'évolution des mœurs, des croyances. Et ce changement inéluctable on certain nombre d'entre vous. Je me suis rendu compte que, lorsque j'étais candidat à la présidence de la République, certains se demandaient : est-ce que, vraiment, s'il est élu, Giscard conduira le changement ? Et, à l'heure actuelle, je ne vous compte que certains d'entre vous se disent : mais est-ce que Giscard ne va pas trop vite et trop loin ?

En somme, certains ont un peu la crainte du changement et ils se demandent : quel est donc le monde dans lequel nous nous préparons à vivre demain ?

A partir du moment où le changement est certain, je crois que le pire, c'est le changement subi, et ce que nous devons rechercher et construire ensemble, c'est le changement choisi. Mon idée n'est pas de choisir tout seul le changement pour la France. Mon idée est de vous permettre, à vous tous, de déterminer ensemble votre avenir commun. Si tout à l'heure je parlais du très large débat national sur les réformes que nous voulons entreprendre, c'est pour vous permettre de choisir personnellement le changement qui sera celui de la société française. Ce changement, nous le conduirons ensemble pour le bien des Français et pour le renom de la France.

(1) C'est le 6 octobre 1973, à Charenton, que M. Giscard d'Estaing avait déclaré : « La France souhaite être gouvernée au centre. »

DANS LES MILIEUX AGRICOLES

« La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles : « Le président de la République a très bien expliqué les raisons qui ont fait que, de 1973 à 1974, le pouvoir d'achat des agriculteurs a diminué de 15,9 %. Les mesures annoncées ont aspect positif. Cependant, la F.N.S.E.A. attend des précisions complémentaires pour se prononcer. Le volume des dépenses budgétaires prévues apparaît en deçà de ce qui est nécessaire, pour que soit atteint l'objectif qui s'est assigné le président de la République. »

« M. Laigne, président des Jeunes Agriculteurs : « La situation de nombreux agriculteurs méritera toutefois un effort soutenu de la part du gouvernement. Il regrette qu'il n'y ait eu aucune mesure en faveur de l'immédiate des jeunes. En effet, à l'heure où l'on parle de freiner l'exode rural, de maintenir et d'accroître le potentiel de production, je note en garde le président de la République contre une politique « au fil de l'eau » qui ne ferait rien pour préparer l'agriculture de demain. »

« M. Perrin, président des chambres d'agriculture (APCA) : « La prime aux éleveurs de bovins et la compensation aux agriculteurs qui disposent des ressources les plus faibles représentent les deux tiers de l'insuffisance estimée des revenus agricoles, suite aux décisions européennes relatives aux prix agricoles. L'aspect Kristaline des versements et les conditions d'attribution leur donnent un caractère social souhaitable, encore que le mécanisme retenu puisse engendrer des iniquités fâcheuses. »

« Les décisions prises laissent entendre les difficultés des exploitations agricoles les plus dynamiques. »

« Le bureau du Comité de Guéret a adressé à M. Valéry Giscard d'Estaing un télégramme dans lequel il condamne la politique européenne en matière agricole et demande, un rattrapage de

30 % des revenus pour l'élevage et le lait.

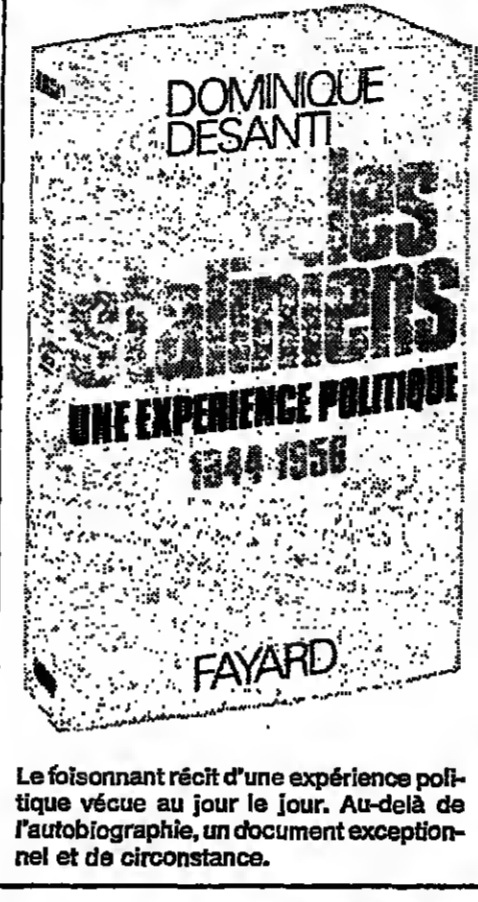
« Seul un changement profond et total de la politique agricole française, dont l'échec se révèle manifeste, peut redonner confiance aux familles paysannes », conclut le communiqué. »

UNAF : les allocations devraient suivre les salaires.

L'Union nationale des associations familiales : « La mesure technique de révision de calcul des allocations familiales était demandée depuis longtemps par l'UNAF, qui souhaitait d'ailleurs que, devant la hausse du coût de la vie, cette révision soit semestrielle. »

« L'UNAF constate d'autre part que l'augmentation des allocations familiales ne correspond pas à une autre de ses demandes, aussi ancienne que la première, c'est-à-dire que les allocations familiales suivent l'évolution des salaires. Elle espère que la réflexion gouvernementale sur la famille, prévue en juin, ira dans ce sens. »

FAYARD



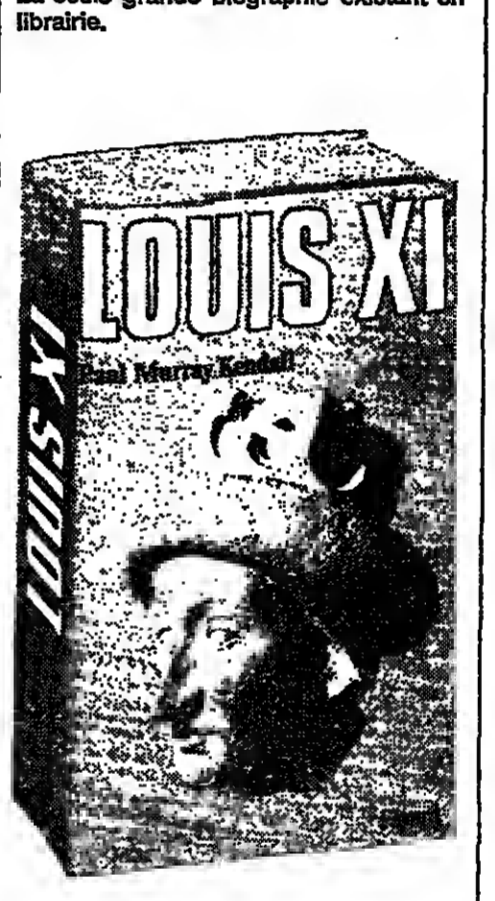
Le foisonnant récit d'une expérience politique vécue au jour le jour. Au-delà de l'autobiographie, un document exceptionnel et de circonstance.



La seule grande biographie existant en librairie.



Une grande dame raconte sa jeunesse.



Un succès mondial 650.000 exemplaires vendus en France



Le langage urgent et bourru des aventuriers... la rapidité des prosateurs aguerries par les jeux de l'humour et du hasard. BERTRAND POIROT-DELPECH Le Monde



FAYARD

L'ALLOCATION TÉLÉVISÉE DU CHEF DE L'ÉTAT

LES RÉACTIONS DANS LES MILIEUX SYNDICAUX

C.G.T. : un tour de passe-passe

M. Marcel Castille, secrétaire confédéral. « En agissant de l'inflation, le 1,6 % de hausse des prix enregistré par la C.G.T. en janvier, dément catégoriquement l'optimisme dont il fait preuve. En ce qui concerne l'emploi (...), les mesures qu'il annonce ne sont absolument pas de nature à résoudre les problèmes essentiels actuellement posés, à savoir : assurer un emploi à tous ceux qui sont en droit de travailler. Quant à la revalorisation des ressources des personnes âgées et des allocations familiales, elle est d'une insuffisance criante. Le fait que les autres pays capitalistes — les seuls auxquels il se soit référé — aient une situation plus favorable que celle de la France ne peut constituer un motif de satisfaction pour les Français. Cette référence constitue un véritable tour de passe-passe pour camoufler les véritables raisons de la crise actuelle qui trouvent leur origine dans la politique du pouvoir (...). Si le président de la République espère continuer à faire supporter aux travailleurs les conséquences de la crise il se trompe... »

C.F.T.C. : des mesures sociales ne sauraient suffire.

M. Jean Bernard, secrétaire général. « Quelles que soient les comparaisons avec d'autres pays, c'est un fait qu'en France la situation de l'emploi est devenue cruciale. (...) Pour amorcer le redressement de la situation, la C.F.T.C. souligne que des mesures sociales, comme l'augmentation de l'indemnisation du chômage partiel, que nous réclamons depuis novembre dernier, ne sauraient suffire. »

C.F.D.T. : un discours pour rien

M. Michel Rolant, membre de la commission exécutive. « Un nouveau discours pour rien. Le président de la République n'a pas dit la vérité aux Français. Il a caché ses responsabilités et celles du patronat dans la grave crise économique qui frappe les travailleurs dans la hausse des prix et le chômage. (...) Il n'a pas eu le courage de discuter les chiffres des organisa-

tions syndicales sur le niveau actuel du chômage. (...) Les allocations familiales ne suivent pas la hausse des prix, deux millions quatre cent mille personnes âgées restent condamnées à vivre avec 600 F par mois. Les deux tiers des ouvriers agricoles restent au SMIC, le pouvoir d'achat des paysans qui vivent de leur travail ne sera pas amélioré mais quelques patrons agricoles pourront se payer une semaine de plus aux sports d'hiver. Ces mesures sont incapables de relancer l'activité économique et d'empêcher une nouvelle augmentation du chômage... »

C.G.C. : sauvegarder le pouvoir d'achat des cadres.

M. André Malterra, président. « J'ai été frappé que, pour la deuxième fois, le président de la République considère que dans ce grand débat national sur la situation de l'emploi est devenu une mesure sociale, comme l'augmentation de l'indemnisation du chômage partiel, que nous réclamons depuis novembre dernier, ne sauraient suffire. »

bénéficiés de la sauvegarde de notre pouvoir d'achat. Ça, on a fait un effort en faveur des plus défavorisés, ce qui se conçoit, mais par ailleurs on nous demande des sacrifices (...). Je crois que le moment est venu de considérer qu'on ne peut pas nous demander d'effort supplémentaire. »

FORCE OUVRIÈRE : un optimisme excessif.

M. André Bergeron, secrétaire général. « Pour ce qui est de la situation économique et sociale de la France, je me demande si M. Giscard d'Estaing ne fait pas preuve d'un optimisme excessif. En effet, le nombre des chômeurs totaux indemniés pourrait bien atteindre cinq cent mille fin mars. C'est pourquoi à mon avis, le gouvernement doit tout de suite relancer l'activité en décidant par exemple l'engagement de grands travaux. »

C.F.T. : l'action du chef de l'État correspond, dans les grandes lignes, à ses propres choix économiques.

M. Simakis, secrétaire général, ajoute : « Il reste à saisir le problème des revendications des salariés dans le cadre de plans sociaux à réaliser au niveau de la nation, des régions et des entreprises. Il reste aussi à organiser un large débat public sur les réformes (...) »

POINT DE VUE

Large débat ou grand spectacle ?

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

RÉCEVANT le rapport Soudreau, le président de la République avait souhaité que s'engage à son sujet un « grand débat national ». Il a répété, au « coin café » du divorce, que « du feu », que cette réforme, comme celles du système éducatif et du divorce n'étaient pas « imposées », mais « proposées », que le changement devait être « choisi », de façon que « la France soit associée à la manière dont sont décidés ses affaires ». Ainsi exposée, la portée du débat national, auquel les Français sont conviés par le président de la République, ne peut avoir qu'une sanction — le référendum. « S'il souhaite réellement que le « choix » soit autre chose que des campagnes de presse et surtout de sondages.

Certes, l'article 11 de la Constitution (...), en précisant la nature des projets de loi qui peuvent être soumis au référendum, empêche le recours à l'arbitrage du peuple sur bien des questions essentielles. Le général de Gaulle le reconnut en juillet 1968, quand — après avoir différé pour des raisons d'opportunité le référendum annoncé le 24 mai, — il admit que la participation dans l'entreprise et dans l'Université était du domaine parlementaire. Aujourd'hui, il s'agit à nouveau de ces sujets : l'entreprise, l'éducation, et puis-que Evry fleur et bon la France des régions » et qu'un ou deux

conseils des ministres en dehors de l'Élysée ne seraient tenus lieu de réforme régionale, la région et donc la décentralisation radicale de l'État sont aussi à l'ordre du jour des changements proposés aux Français. Pour faire accepter ces catégories aux multiples innovations structurelles qu'il va falloir imposer et promouvoir pendant plusieurs années, le référendum est donc tout indiqué.

Le projet de loi sur l'extension de l'article 11 à tous les projets de loi — précédant d'octobre 1968 qui a fondé depuis la guerre le recours à la démocratie directe empêcherait toute contestation sur le fait qu'il y ait deux questions. La première — décidant l'extension de la procédure référendaire de l'article 11 à tous les projets de loi — serait adoptée par le peuple la révision de cet article par suppression au premier alinéa de tout ce qui suit les mots « tout projet de loi ». Éventuellement, pour l'aventurer par des raisons d'opportunité le référendum annoncé le 24 mai, — il admet que la participation dans l'entreprise et dans l'Université était du domaine parlementaire. Aujourd'hui, il s'agit à nouveau de ces sujets : l'entreprise, l'éducation, et puis-que Evry fleur et bon la France des régions » et qu'un ou deux

quas, en cette année où l'on ne peut guère compter sur les surplus financiers de T.V.A. M. Giscard d'Estaing renonce à accroître les investissements publics dans les secteurs les plus stratégiques. Il ne pourra pas bénéficier des allégements d'impôt sur le revenu que certains avaient cru pouvoir annoncer. Le désarroi du crédit ne servira pas à grand-chose (norme le bâtiment) quand les particuliers hésitent à acheter, c'est vers la stimulation de la consommation modeste que se tourne le président de la République. Mais il fait dans des proportions très limitées : les quelques 4,5 milliards de revenus supplémentaires évoqués mardi (1) ne représentent que 0,5 % de la consommation nationale des Français envisagée pour cette année (875 milliards environ).

Est-ce assez pour « dégeler » la machine économique ? Dans le souci d'éviter de relancer l'inflation en croyant ranimer l'emploi — comme le reproche au président Ford de la faire en France — M. Giscard d'Estaing, tel que nous l'avons vu, a fait encore, tiré court. Déjà à l'automne 1973 et au printemps 1974, il avait recouru à cette technique homéopathique. Elle n'a guère réussi : l'inflation s'est accrétée pendant un an et si elle refuse maintenant, c'est au prix d'un sous-emploi record pour notre pays depuis la guerre. A l'inverse, l'encadrement du crédit, brutal et non sélectif, n'a pas eu que les effets bénéfiques sur lesquels tablait l'ancien ministre de l'Économie et des finances.

Peut-on cette fois faire davantage confiance à la politique des « petits paquets » ? On hésite à l'affirmer. L'Allemagne fédérale, qui a précédé la France depuis trois ans dans cette voie, avec de meilleurs résultats, organise présentement une relance avec beaucoup d'insouciance. Le malheur des uns ne faisant jamais le bonheur des autres, il est probable que la contemplation morale des déboires américains, brianniques ou italiens ne suffira pas à contenter l'opinion française. Pas plus qu'une meilleure indemnisation du chômage ne saurait être le résultat d'une recherche d'un emploi.

On le voit de plus en plus clairement en Occident, depuis un an, un maître de croissance qui n'aurait pas reculé. A partir de combien de faillites ou de chômeurs, la chef de l'État recourra-t-il de nouveau aux grands moyens ?

GILBERT MATHIEU.
(1) En année pleine, 2,7 milliards pour les agriculteurs, 1,25 pour les personnes âgées et environ 4,5 pour les familles (seules les allocations proprement dites sont majorées).

LE COMMENTAIRE DE LA CROIX DES MESURES PROPRES

part de convaincre et d'occuper la scène, ne croit finalement qu'à la nécessité d'être cru et vu à la nécessité d'être vu. Art si contestable et si officiel aujourd'hui qu'il devient le « vide-moyens » de chacun de ses ministres — à commencer par le premier — plus occupés, en semaine comme le dimanche, de se faire un parti et une clique, de régler des professeurs de foi dont ils ne croient pas le premier mot (en quoi ils sont frères de leurs auditeurs et théâtralisés), plutôt que de gouverner loin des micros et des écrans, mais près des souffrances et des injustices.

Que l'inflation de 15 % par an — enfin éprouvée par l'ancien ministre des finances qui sait bien qu'un taux équivalent ou à peu près était atteint chez nous bien avant la crise du dollar, l'enchâssement du pétrole, donc par notre faute, donc par sa faute, — que cette inflation suréquilibrée le budget de l'État et permette les largesses qu'on promet à tel ou tel, peu importe : les catégories sont énumérées, donc satisfaites. Car M. Giscard d'Estaing le sait : les laissés-pour-compte de plus en plus nombreux dans cette crise ne veulent pas tant à participer à notre effort de production que gagner de larges sommes simplement. Car M. Giscard d'Estaing ne considère les Français, ne nous considère qu'en catégories socio-professionnelles, autrement dit en colonnes verticales de sondages de popularité ou de mécontentement (dont il a rappelé à Courchevel le cas qu'il fait quand il se fait favorable, et en réunion de presse le dédain où il les tient quand ils le sont moins...).

Le président de la République ne voit en somme les « problèmes » de la France et de notre temps qu'en tant qu'objets à « traiter » par découpage logique de dossiers ou par échec de calendrier, soigneusement trompés ; faisant des catégories — qu'il s'agit de honorer ou des questions — les objets d'un raisonnement et d'une offensive publicitaire. Il est lui-même victime de son propre système exposé, puisque son exercice est, surtout de décrire, donc de subir, bien plus que de gouverner. Le destin à la figure aujourd'hui vaine, hier décriée, des « observateurs internationaux », ou prévoit un mesure notre progrès, nos efforts, ou ne dit pas ce qui est et comment il est.

Par la manière même de regarder la France ou fond des yeux, par la manière de conduire son exposé et donc d'avoir tout haut comment il pense sa politique, la chef de l'État empêche la France et empêche lui-même de valablement poser les questions de notre temps ; le couple qu'il nous rend chaque mois reste belle et classique dans la forme, mais dans le fond elle date de plus en plus. Sans doute, M. Giscard d'Estaing ressent-il que rien — en notre siècle — ne peut se faire sans le consentement des intéressés. Mais — éducation, sensibilité, situation — tout le ramène constamment à faire de ce consentement un but politique, et non le moyen de la politique.

Cette grande stratégie nationale, M. Giscard d'Estaing, aussi longtemps qu'il est président de la République, pourra la faire sienne. Mais c'est le drame de la France qu'un homme si doué pour l'exposition, si talentueux dans

(*) L'article 11 de la Constitution est ainsi rédigé : « Le président de la République, sur proposition du gouvernement pendant la durée des sessions ou de l'Assemblée nationale ou sur proposition de l'Assemblée nationale, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur tout projet de loi tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. Lorsque le référendum a conduit à l'adoption du projet, le président de la République le promulgue dans le délai prévu à l'article précédent. »

Après avoir tracé les limites du libéralisme (le « libéralisme », oui ; la liberté sans bornes, non) et du droit de grève (« le droit de médiation, par des magistrats sociaux, devrait être obligatoire »). M. Royer a successivement évoqué :

« L'ENTREPRISE : « Plus que des réformes de structures, il faut améliorer la qualité des rapports humains et demander aux syndi-

L'aiguillon de la crise

(Suite de la première page.)
Le souci de protéger — sinon toujours de garantir — le pouvoir d'achat des plus faibles est évident. On peut donc étonner qu'une compensation paritaire n'ait pas été prévue pour les petits épargnants, victimes permanentes depuis trois ans de l'inflation mensuelle.

saanablement leurs prix cette année (aux frais du consommateur final), et surtout leur accorder la prime de 1 200 F qu'aux autres exploitants ? Il n'est mieux venu devant les élévateurs et les viticulteurs, particulièrement frappés par le sort, que de faire plus que les 9/10 d'exception prévus par le gouvernement dans la distribution générale de la manna officielle. Les dirigeants syndicaux du monde paysan en auraient peut-être été mécontents : ils reviennent petit à petit aux revendications unifiées, ou l'agriculture de l'Alsace ou du Nord trouve davantage son compte que la petite culture des régions moins prospères ; mais le

chôl aurait été plus conforme à la conception d'une école... ayant la sans de la justice » qu'a développé le président de la République

chôl aurait été plus conforme à la conception d'une école... ayant la sans de la justice » qu'a développé le président de la République

Selon M. Royer « beaucoup se réfugient au centre pour faire une politique de droite »

« La liberté de réunion n'existe plus », a réaffirmé mardi soir à Paris M. Jean Royer justifiant ainsi les « précautions » dont il entoure désormais ses réunions d'intimité à travers la France. Renouant avec réunions publiques, dont il évoque cependant les péripéties avec une fierté mêlée de nostalgie, l'ancien candidat à l'Élysée a choisi une formule moins risquée, celle des réunions privées avec cartes d'invitation et contrôle sévère à l'entrée. Point de chaînes, donc. Point de salles chaudes et vivantes. Ni chevaux longs, ni poitrines dénudées, mais des visages graves et des habits sombres. On est entre « gens libres et évolués » qui, « en plein hiver », n'ont pas hésité « à rompre avec leurs loisirs quotidiens pour venir entendre parler des problèmes de civilisation ». Le courant passe, les mots portent, les formules touchent, les applaudissements fusent. Ainsi M. Royer entend-il relancer le centre de son mouvement tout en évitant le surchauffe de ses auditeurs. — P. Fr.

Da combien de sarcasmes, pourtant, n'aurait-on pas accablé M. Royer, si, au lieu de se réfugier dans le centre, il avait osé aller à la gauche préconisant d'agré à la fois sur les deux tableaux de la relance de l'investissement public dans les secteurs capables d'économiser des devises (grâce à un grand emprunt d'État) et à la stimulation modérée de la consommation populaire ? N'aurait-il pas été reproché au président Ford de la faire en France — M. Giscard d'Estaing, tel que nous l'avons vu, a fait encore, tiré court. Déjà à l'automne 1973 et au printemps 1974, il avait recouru à cette technique homéopathique. Elle n'a guère réussi : l'inflation s'est accrétée pendant un an et si elle refuse maintenant, c'est au prix d'un sous-emploi record pour notre pays depuis la guerre. A l'inverse, l'encadrement du crédit, brutal et non sélectif, n'a pas eu que les effets bénéfiques sur lesquels tablait l'ancien ministre de l'Économie et des finances.

Est-ce assez ?

C'est que la dégradation de la situation a été beaucoup plus forte qu'il s'y attendait. La décléation des revenus et les restrictions de crédit ont entraîné le réchecement des achats des particuliers, plus celui des investissements des entreprises, qui tirent sur leurs stocks et diffèrent les dépenses d'équipement jusqu'à des jours meilleurs. L'annonce de maux résultats lui délériora un peu plus l'activité allure.

Le chômage touche près d'un million de salariés, tandis que les réductions d'horaires se multiplient ; la diminution du pouvoir d'achat ainsi provoquée (la chomage n'est qu'un parti indemnié) a saigné le système. Le dernier indice de la production industrielle, insuffisamment représentatif il est vrai, signala une baisse de 4 % en un an.

Le patronat et les syndicats s'entendent maintenant à une détérioration accrue de l'emploi jusqu'à l'été. La Banque de France, moins sujette à caution, ne s'attend pas non plus à une reprise de la production avant le second semestre, malgré l'ampleur du déstockage. Si la dépression s'aide M. Fourcade à lutter contre l'inflation et le déficit commercial, sa prolongation inquiète le président de la République au point de l'annoncer à bruser les remèdes. Refusant de trop majorer les dépenses publi-

Mardi soir 25 février, à la salle Wagram, M. Jean Royer, maire de Tours, ancien candidat à la présidence de la République, a analysé la situation politique et précisé les solutions qu'il avait préconisées pendant sa campagne.

« Je viens à votre conférence, a-t-il confié à un millier de personnes, au premier rang desquelles se trouvait la présence de M. Pierre Godéroy, député (app. D.L.R.) de la Manche. Refusant à « dramatiser la situation », il a souligné que, face à la crise de l'énergie, la France joue le rôle de l'Israël inventif en créant un Institut de l'invention, en mettant en place un plan charbonnier et sans restriction et en lançant une étude de traitement des déchets atomiques « sur une large échelle ».

En ce qui concerne l'inflation, M. Royer a reproché au gouvernement « de ne pas s'attaquer aux véritables racines du mal ». « L'argent est trop cher », estime le maire de Tours, qui préconise notamment le lancement d'un grand emprunt national, l'indexation de l'épargne sur la pierre, et une politique d'échelle mobile pour les petits salaires.

Soulignant l'augmentation du nombre de « chômeurs cultivés en croissance de l'université », il a déclaré : « Ce chômage-là, il ne faut pas le tolérer, car il peut être la base d'une contestation profonde, le lit d'une révolution future ».

M. Royer a reproché au gouvernement « de ne pas s'attaquer aux véritables racines du mal ».

« L'argent est trop cher », estime le maire de Tours, qui préconise notamment le lancement d'un grand emprunt national, l'indexation de l'épargne sur la pierre, et une politique d'échelle mobile pour les petits salaires.

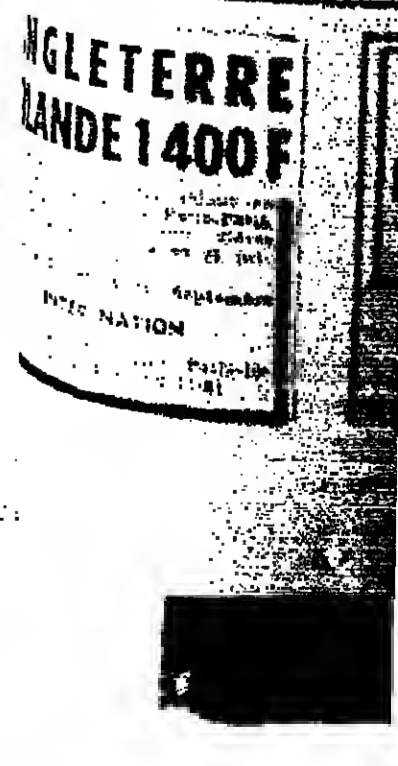
« Ce chômage-là, il ne faut pas le tolérer, car il peut être la base d'une contestation profonde, le lit d'une révolution future ».

« Plus que des réformes de structures, il faut améliorer la qualité des rapports humains et demander aux syndi-

Les taux de croissance du produit national brut (évalués par M. Giscard d'Estaing)

	1974	1973
	(%)	(%)
Canada	3,7	3,5
États-Unis	-2,2	-2
Japon	-4,7	2
France	4,5	3
R.F.A.	0,4	0,5
Royaume-Uni	-0,2	1,7
TOTAL	-0,5	0,3

السيد محمد



صكنا من الامل

RELIGION

L'exclusion du Père Girardi de l'Institut international Lumen Vitae provoque de nouvelles réactions

UN COMMENTAIRE DE « LA CROIX » SUR LES SILENCIEUX DE L'ÉGLISE

Plus que jamais, les Silencieux de l'Église, écrit Robert Achermann dans la Croix du 25 février, apparaissent comme un mouvement qui conteste fermement beaucoup d'aspects de la pastorale actuelle. Ce qui est leur droit.

La mesure d'exclusion prise contre le Père Giulio Girardi par l'Institut international Lumen Vitae, en décembre dernier (le Monde du 21 décembre 1974), continue de provoquer de vives réactions. En France, un certain nombre de publications et mouvements chrétiens (1) viennent de manifester leur solidarité avec le professeur salésien dans une déclaration commune.

remontent en cause le système auquel elle est liée. Elle se dit pluraliste et prétend respecter la liberté politique des chrétiens ; mais elle cherche à priver de toute influence ceux qui font un autre choix que le sien. Elle se dit favorable à la recherche théologique et prétend en soutenir le développement ; mais elle s'arroge le droit de définir seule les limites de cette recherche et d'en exclure tous ceux qui ne s'y soumettent pas.

Des grèves d'élèves et d'étudiants affectent plusieurs établissements

A PARIS ET EN PROVINCE

De nos correspondants

Des grèves d'étudiants et de lycéens ont eu lieu depuis plusieurs jours dans des établissements scolaires et universitaires. Ces mouvements concernent plus particulièrement les établissements d'enseignement technique.

De l'établissement précise que le garde était armé « parce que le quartier n'est pas sûr ». Les élèves du lycée technique de Nevers refusent de prendre leurs repas au réfectoire, où, disent-ils, la nourriture est mauvaise.

ÉDUCATION

PRÉLUDE À UN DÉBAT

Vous avez été directeur autrefois d'un ministre qui suivait le bœuf ; aujourd'hui, vous avez mis la charnuce avant le bœuf. Excepté cette illusion cinquantaine de M. Jean Cornac aux anciennes fonctions de M. René Hoby, directeur du cabinet de M. François Missoffe lorsqu'il était ministre de la jeunesse et des sports, les républicains étaient fidèles et les pontes émoussés ou cours du face-à-face qui s'opposent, pendant près d'une décennie, le ministre de l'éducation à M. Jean Cornac, André Lagarde (présidents des deux plus grandes fédérations de parents d'élèves) et André Henry (secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale) mardi sur 25 février, sur France-Inter.

SCIENCES

Les chercheurs du S.G.E.N. s'inquiètent des mesures préparées par le gouvernement

Avant même que soient connues les décisions qui doivent être prises vers le 28 février sur la recherche scientifique, certains syndicats de chercheurs manifestent leur opposition. Les sections nationales de chercheurs du S.G.E.N. (Syndicat général de l'Éducation nationale, affilié à la C.F.D.T.) ont réuni, le mardi 25 février, une conférence de presse pour exprimer leurs craintes. Ces sections, qui sont favorables à un statut unique de chercheurs, craignent que les mesures de mobilité, que le gouvernement envisagerait de prendre, ne fassent peser de graves menaces sur la sécurité de l'emploi pour le personnel contractuel et hors statut.

COUPABLES ET MAL-AIMÉS ?

La recherche scientifique est cette semaine au nombre des préoccupations principales du pouvoir. Au comité interministériel du mardi 25 février sur ce thème, un conseil restreint à l'Élysée, l'orientation générale de l'effort national de recherche doit y être définie. Une nouvelle charte, en quelque sorte, à laquelle tous les responsables de la politique scientifique feront référence dans les années à venir. Le Plan, qui jouait jusqu'à présent ce rôle, n'est plus, en effet, aujourd'hui l'« éternelle obligation » qu'il devait être jadis dans l'esprit de Gaulle.

En Belgique, les prises de position se multiplient. Le conseil académique de l'Institut, réuni en séance le 22 janvier 1975, a adopté par 13 voix lesorables et 2 abstentions, une déclaration dans laquelle il « prend acte » d'une décision qu'il ne peut, statutairement, révoquer. Il persiste, toutefois, à considérer cette décision comme « injustement motivée sur le fond » et pense qu'elle « porte préjudice non seulement au professeur Girardi, mais à la réputation de l'Institut ». En outre, le conseil exprime son « désaccord de principe et son inquiétude pour l'avenir de la recherche scientifique » de la décision prise « sans consultation approfondie et en excluant la participation des étudiants ».

Celui qui a le plus marqué l'opinion, cependant, c'est la décision de trois professeurs de ne plus donner de cours à Lumen Vitae. Il s'agit de M. Rocques, du chanoine François Houtart et de Paulo Fraire. Ce dernier, pédagogue brésilien bien connu, après avoir fait part au directeur de l'Institut, en décembre dernier, de son « inquiétude » sur le menace d'exclusion contre le Père Girardi, vient de l'informer que « vu la situation actuelle de Lumen Vitae et sa solidarité avec le Père Girardi, je ne vois dans l'obligation de renoncer à ma classe prévue ».

Quant, les hommes d'Église comprendront-ils que les sanctions prises contre les personnes, les idées risquent toujours de provoquer des effets contraires à ceux qui sont recherchés ?

Après un accident survenu à l'un de leurs camarades, les élèves du collège d'enseignement technique (CET) Étienne-Mimard, à Saint-Étienne, boycottent depuis le lundi 24 février les cours donnés dans l'atelier de mécanique. Vendredi dernier, un élève de dix-neuf ans, M. Laval, a reçu une décharge électrique, alors qu'il travaillait sur une des machines de l'atelier. « Seule l'interruption d'un autre élève lui a sauvé la vie, disent ses camarades. Nous ne reprendrons les cours que lorsque la sécurité sera assurée correctement ».

Au C.E.T. Saint-Exupéry, à Toulouse, c'est pour protester contre l'état des locaux et les méthodes disciplinaires (brimades, colles, corvées) que les collégiens sont en grève. Ceux-ci signalent que leur établissement était, récemment encore, surveillé la nuit par un garde qui, armé d'une carabine 22 long rifle faisait la ronde des dortoirs. La carabine a été supprimée dernièrement parce que le garde a ouvert le feu sur un professeur qui pénétrait dans le collège et n'avait pas répondu à ses sommations. La direction

DDB Thomas MERTON RETOUR AU SILENCE La vie contemplative dans le monde actuel. un volume 39 F Jean DECHANET OUI A LA VIE Vivant et libre un volume 24 F Desclée De Brouwer

ALAIN WOODROW. 2 pièces : 49 m2 studio : 32,20 m2 3 pièces : 73,60 m2 + balcon 7,50 m2 4 pièces : 97,30 m2 + balcon 17,14 m2 5 pièces : 110 m2 + balcon 7,50 m2

PRECISION. — Mme Garcia, directrice d'école maternelle, 140, avenue de Wagram, à Paris (17^e), nous prie d'indiquer, à la suite de l'article sur « Les maternelles victimes de leur succès » (le Monde du 11 février), qu'elle n'a en réalité dépensé que la moitié de cette somme (400 F), pour trois cent quarante-quatre enfants inscrits, à l'occasion de la fête de Noël dans son établissement. (Publicité) BACCALAURÉAT ET B.E.P.C. 1975 Préparation spéciale aux épreuves du baccalauréat du 24 mars au 5 avril, 7 heures de cours effectives par jour pour la direction de professeurs, internes - demi-pension - externat. Jeunes filles et jeunes gens. INSTITUTION PAISSY. Renseignements : 43, av. du Président-Wilson, 93340 JOINVILLE - Tél. 836-01-22.

ANGLETERRE IRLANDE 1400 F le mois, tout compris, séjour en famille, cours, voyage Paris-Paris, excursions spéciales, pour élèves universitaires, secondaires et primaires. INTER NATION 42, rue René-Boulanger, Paris-10^e Tél. 205-25-19 et 205-12-61

5 pièces : 110 m2 + balcon 7,50 m2

A Barrault 69, il y a vraiment l'embarras du choix : aux 5 plans ci-contre, s'ajoutent 27 plans différents pour des types d'appartements allant du studio au 5 pièces. Il est vraiment impossible que vous ne trouviez pas exactement la superficie et la disposition que vous recherchez. Et Barrault 69 est situé dans le vrai 13^e. Pas celui des tours. Le 13^e au charme préservé, délibérément à l'écart du quartier en rénovation. Avec des squares paisibles et de nombreux petits commerçants. Au 69 de la rue Barrault, le confort de demain n'exclut pas les plaisirs d'une vraie vie de quartier. PRIX FERMES ET DÉFINITIFS Renseignements : sur place et Tour Maine-Montparnasse Sefri-Cime tél. 538 52 52

Barrault 69

JUSTICE

FAITS DIVERS

Deux ans d'emprisonnement avec sursis pour euthanasie

CES INSTANTS DE VAINNE TORTURE...

Lente décomposition d'un corps, organes qu'on mutilé les uns après les autres avec parfois une courte rémission.

Après ce léger repas elle s'assoupit, non sans continuer de geindre.

André Lobry était bien loin de la controverse qui peut opposer les professeurs Jacques Monod à Jérôme Lejeune sur « le droit à la mort ».

« L'avocat général le retrouve dans l'acte d'André Lobry, « bon père », « bon mari », « charmant voisin ».

Pourrait-il n'en requiert pas moins « une peine de principe, dans l'intérêt de tous ces malades qui souffrent mais qui ne demandent tout de même qu'à vivre ».

Le jury d'assises de Paris, présidé par M. Jean Ullmann, a, mardi 25 février, condamné André Lobry — coupable d'homicide — à deux ans d'emprisonnement avec sursis.

Pourtant le 7 octobre 1972 est une fête pour les Lobry. Lors d'un déjeuner de famille, on parle du prochain mariage de l'aînée de quatre enfants.

N'avait-on pas dit à ces magistrats d'occasion que tout eût été juger un homme si leur fallait défendre la société ?

Les enfants couchés ou partis, André Lobry fait dîner sa femme. Il lui a soigné des maux de tête par une de ces petites attentions dont il n'est jamais dépourvu en dix-huit ans de mariage.

« Fidèle à la jurisprudence, on a ainsi condamné fermement le principe de l'euthanasie mais témoigné de l'indulgence dans le cas particulier d'André Lobry. Le débat reste ouvert. »

L'affaire Portal

LE MINISTRE DOIT DEMEURER A L'ECOUTE DU PEUPLE déclare M. Jean Lecanuet

« Compréhension et humanité doivent être les caractéristiques essentielles de la justice », a déclaré M. Jean Lecanuet, mardi 25 février, à Orléans.

BRUNO DETHOMAS.

« A la chambre commerciale de Colmar. Dans l'article faussé par les contestations dans plusieurs procédures de règlements judiciaires à la chambre commerciale de Colmar (le Monde du 26 février), une erreur de transcription a modifié un chiffre dans le montant d'une offre d'achat. »

« L'affaire Riviera-Viandes. — M. Christian Cottarey, impliqué dans l'affaire d'escroquerie Riviera-Viandes (le Monde du 25 février), n'a pas été écroué à la maison d'arrêt de Nice, comme nous l'avions annoncé sur la foi d'informations officielles, mais il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. »

Les incidents du 27 août 1974 à la préfecture d'Ajaccio

L'avocat des « déculotteurs » de M. Guy Degos demande la relaxe de ses clients

Les incidents survenus le 27 août 1974 à la direction départementale de l'Agriculture d'Ajaccio lors d'une manifestation organisée par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Corse ont été ramenés à leur juste proportion.

« Tout cela pour satisfaire, au bout de trois jours, la majorité des revendications des manifestants. L'avocat a demandé la relaxe de ses clients. Jugement le 11 mars. »

POLICE

Les opérations « coup de poing » dans le Nord

L'INTERSYNDICALE DE LA POLICE S'ÉLÈVE CONTRE LES CRITIQUES DES MAGISTRATS ET DE LA C.F.D.T.

Lille. — L'intersyndicale régionale du Nord-Pas-de-Calais, regroupant le Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale, le Syndicat national autonome des policiers en civil et le Syndicat national des policiers en tenue...

LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

Les dispositifs d'alerte seront désormais obligatoires dans les pharmacies

annonce M. Michel Poniatowski

La multiplication des cambriolages de pharmacies — sept cents dans la région parisienne en 1974 — par des drogués privés de stupéfiants traditionnels a amené le ministre de l'Intérieur à imaginer, en liaison avec la profession intéressée, une série de mesures destinées à prévenir cette forme de délinquance.

M. Poniatowski après avoir souligné le changement d'objectif décidé l'an dernier qui a entraîné l'effacement de l'impératif de maintien de l'ordre derrière celui de la sécurité des personnes et des biens, a rappelé les résultats de ce travail en quelques chiffres.

« Des ombres au tableau » subsistent cependant dans la petite criminalité : vols avec violence (+ 36 %), vols à la tire (+ 69 %), vols à la roulotte (+ 26 %).

Le ministre a donc annoncé, outre un renforcement des services de police judiciaire et de sûreté urbaine (cinq cent dix emplois d'inspecteurs créés en 1974, neuf cents en 1975), la poursuite des opérations de sécurité lancées l'an dernier, un renforcement de la prévention des hold-up et la recherche d'un meilleur emploi des forces de police incluant notamment l'installation de bureaux de police dans les villes covoies.

L'ARRESTATION DE « MONSIEUR ALBERT » SEMBLE LIÉE A L'AFFAIRE « LONG ISLAND »

De notre correspondant

Nice. — Appréhendé dans la matinée du 25 février à Nice par les policiers de l'Orpa central de Maynil et le King-Club, avenue des Phocéens, à Nice, a été interpellé au moment où il sortait au volant de sa voiture de la villa qu'il possède chemin des Crêtes, au Mont-Eoron, sur les hauteurs de la ville (cous dernières éditions).

« J'en ai assez, confessait-il récemment à un ami : je suis bien chez moi, je ne veux plus voir personne. » A la fin du mois de décembre dernier, deux ressortissants italiens avaient été blessés par balles devant le Mayfair, et cet « incident » avait entraîné, par décision administrative, la fermeture pour deux mois de l'établissement.

Il n'a fait aucune difficulté pour servir les policiers. Placé en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire, il y est depuis lors entendu sur le rôle qu'il aurait joué dans le trafic d'héroïne qui a motivé la venue à Nice des enquêteurs du service de répression du trafic des stupéfiants.

Bénéficiant cependant d'une remise de quinze jours, Urbain Glaume put rouvrir son établissement avant les fêtes du carnaval.

« Caid » du milieu nigézien selon les uns, « père tranquille » selon les autres, Urbain Glaume plus communément appelé « M. Albert », et dont le nom avait été prononcé à l'occasion, notamment, du vol des bijoux de la Béguine, avait pris, selon ses proches, « une certaine distance » avec ses activités depuis quelque temps.

Cinq Nigéziens étaient impliqués dans l'affaire de Long Island (75 kilos d'héroïne pure découverts en août 1974 dans un garde-meuble de la ville), affaire dont l'arrestation d'Urbain Glaume paraît être, selon les enquêteurs, le prolongement. Il s'agit de Maurice Schoch, trente-neuf ans; de son frère Claude, vingt-huit ans, gynécologue dentaire; de Claude Broché, vingt-sept ans; de Marc Rouzeau, trente-huit ans, gérant de société, et de Georges Dumoulin, quarante-sept ans, tous demeurant à Nice.

quand on divise par 3 c'est 3 fois moins cher...

c'est vrai pour tout. Et en particulier pour une résidence de vacances. Club Neijsoleil vous propose donc de devenir propriétaire à 3 d'un appartement à Avoriaz.

Vous payez réellement 3 fois moins cher pour l'acheter. A partir de 38 000 F pour un studio 3 personnes. Vous payez 3 fois moins cher pour l'entretenir. Vous en profitez avec une grande liberté : 4 mois répartis sur toute l'année, cela vous permet de prendre des vacances à toutes les saisons, dont 1 mois 1/2 en période de vacances scolaires.

- prix d'achat divisé par 3
charges divisées par 3
1/3 année - 4 mois
3 propriétaires seulement
une grande station : avoriaz
les appartement-chalets d'avoriaz
les services club neijsoleil
le 1er maillon d'une grande chaîne
club neijsoleil avoriaz



club neijsoleil
club neijsoleil avoriaz
club neijsoleil tignes



Régis

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

Carolyn Carlson à l'Opéra UN SPHINX DANS UNE CAGE DORÉE



À 11 heures chaque matin, Carolyn Carlson donne son cours à l'Opéra dans la rotonde du sous-sol, chichement éclairée : un décor de glaces, de stucs et de colonnades surchargées, qui contraste savamment avec son enseignement. Ce cours est un spectacle en soi. Après quelques décontractions et assouplissements au sol, Carolyn Carlson invente des enchaînements complexes, tout un travail corporel qui varie d'un jour à l'autre : conquête du souffle, exercices pour le dos, contrôle de la respiration, coordination des mouvements, recherches et ruptures d'équilibre, chutes, non de rigide, de codifié. Chacun travaille à son rythme, selon sa force, c'est gai, vivant, décontracté mais dur, finalement il n'est pas un muscle, pas un nerf qui ne soit concerné. La leçon est très courte, Carolyn Carlson a dû refuser du monde. Quand on lui fait remarquer qu'aucun danseur de l'Opéra n'y participe, une leçon d'allume dans son oeil : « Ils ont leurs propres cours, leurs répétitions, ils sont très pris, dit-elle. Aucun n'est jamais venu nous voir, le soir. Peut-être ne sont-ils pas curieux. » On croit rêver. Il est tellement évident que les danseurs classiques seraient tentés à gagner à s'entraîner ici, pour apprendre à se décontracter d'abord et, surtout, pour se familiariser avec les ballets contemporains que l'Opéra est amené à mettre à son répertoire. Leurs récentes et pénibles confrontations avec les œuvres de Merce Cunningham, Glen Tetley, où ils se sont heurtés à d'insolubles problèmes d'exécution, n'ont pas suffi, semble-t-il, à les arracher à leurs habitudes.

Une disponibilité corporelle
En revanche, il paraît à peu près exclu qu'un danseur de l'Opéra puisse faire partie du groupe de recherche de Carolyn Carlson. C'est qu'à la différence de bien des chorégraphes actuels, qui morcellent allègrement l'école classi-

que et les techniques nouvelles, Carolyn Carlson, pure et dure, réclame de ses séduisants une disponibilité corporelle totale, peu conciliable avec la pratique d'un langage académique : « J'ai moi-même commencé par apprendre la danse classique, dit-elle, mais, du jour où j'ai connu Nikolaïev, j'ai arrêté immédiatement. La danse classique repose sur une technique contraignante qui modifie le corps (et l'esprit) selon des schémas, des attitudes, toujours reproduits, conçus pour le divertissement et auxquels il est bien difficile d'échapper. Chez Nikolaïev, au contraire, on apprend à libérer totalement son corps, à le faire travailler dans l'espace, à rechercher l'essence du mouvement, à en découvrir les combinaisons infinies grâce à des exercices d'improvisation qui ont pour objet de permettre à chacun d'explorer ses pulsions les plus profondes, les plus secrètes. J'ai dansé chez lui pendant sept ans, avec lui j'ai commencé à composer mes premières œuvres. Et puis, je l'ai quitté parce qu'il faisait que je me dégoûtais de son influence, que l'effort me parvenait. »

« Ce problème se pose à tous les jeunes créateurs. Souvent, ils ne parviennent pas à le résoudre parce qu'ils ne vont pas jusqu'au bout d'eux-mêmes. Ils restent encore trop attachés à l'idée de faire du spectacle, à la notion d'exécution et de performance technique. Quand j'étais chez Anne Béranger, j'ai connu son chorégraphe Jean-Marie Marion : il a des choses essentielles à exprimer, mais il n'en a pas les moyens ; s'il avait l'occasion de passer un an chez Nikolaïev tout serait possible pour lui. »

Après son séjour dans la compagnie Béranger, j'ai travaillé à Londres à The Piece. Pour moi, c'était effrayant, on y étudie la méthode Graham, qui est presque aussi rigide et académique que la danse classique. J'ai vu à Hambourg, j'ai trouvé un public intéressant,

réceptif, qui participait à la chorégraphie et me permettait de faire ce que j'aime le plus : improviser. C'est là que j'ai connu Rolf Liebermann. Il a une forte personnalité. Il m'a décidé à venir à l'Opéra de Paris. Cela n'a pas été sans désagréments pour lui mais je crains que cela l'ennuie aussi. Un jour, il m'a dit que pour lui le vie était une suite de jeux. Parce qu'il est obstiné, j'ai accepté de danser dans Tristan, mais c'est une expérience que je ne renouvellerai jamais. Je me sens comme étranger dans ce ballet. C'est peut-être « crazy », mais, pour moi, la danse est une aventure qui m'engage totalement. Mes amis, ma famille, c'est mon groupe. La seule chose qui m'intéresse, c'est de danser et de créer, à l'Opéra de Paris, ou ailleurs, peu importe. J'emmène mon univers avec moi. »

Un travail collectif

Cet univers, on le connaît bien maintenant, c'est celui de l'Intrême, de l'inconscient, de l'absence, du temps qui glisse entre les doigts, s'accélère, s'étire démesurément, se décompose jusqu'à la mort. D'un ballet à l'autre, Carolyn Carlson cherche à capter des sensations, des états psychiques, bribes de rêves, souvenirs déformés de l'enfance, rêves sous-jacents, exprimés par des gestes aussi éphémères que les pulsions qui les commandent.

Si elle a pu trouver en Lario Ekson un partenaire harmonieusement accordé, les autres éléments de sa troupe s'effoufflent un peu à la suivre dans ses introspections et n'y parviennent qu'au prix d'efforts intenses. D'où l'importance du travail collectif (plus important peut-être dans l'esprit de Carolyn Carlson que le spectacle abouti), où chaque danseur, à l'écoute de son corps, comme un sonnambule, tente d'en capter les forces vives. Peu à peu, une structure s'ébauche, un langage s'invente, quelques procédés aussi qui caractérisent le

style Carlson, cette façon, par exemple, de décaler imperceptiblement la répétition d'un mouvement à la manière des musiques de Terry Riley ou des ruptures de son dans les textes écrits par Bob Wilson.

Si Carolyn Carlson apparaît encore comme un créateur insolite en France, elle se rattache à tout un mouvement de l'avant-garde américaine qui a repris à son compte les vieux rêves de spectacle total en mêlant danse, musique, arts plastiques et techniques de l'audio-visuel.

Dans son Rituel pour un rêve mort, elle avait utilisé un comédien. L'année suivante, elle participait à l'immense collage sonore d'Antoine Bourgeois, Oniroci. Sebrier-prison limit ses effets des projections de photos géantes de Jean-Loup Stiel et des lumières subtiles de John Davis.

Que Carolyn Carlson oseille continuer ses expériences dans l'atmosphère peu propice de l'Opéra de Paris, on commence à en douter. Mais voici que Rolf Liebermann vient de doter le palais Garnier d'un atelier de recherches théâtrales (réunissent le compositeur Merlus Constant, le danseur Charles Judes, le chanteur Anne Ringart, le percussionniste Silvio Guida, le scénographe John Davis et Carolyn Carlson) et que ce projet, encore vague, stoppe net les velléités de départ de l'étoile-chorégraphie. Pour l'instant, elle prépare un nouveau spectacle, qui sera présenté en mars au public du Théâtre de la Ville, plus jeune, plus curieux que les balletomanes. C'est une étape cruciale dans sa carrière. Carolyn Carlson a voulu rassembler dans deux créations toutes ses expériences esthétiques des dernières années. Elle va devoir prouver que la jeune étudiante et mûri, que son horizon s'est élargi et qu'elle est capable d'exprimer et d'orchestrer autre chose que ses tentatives.

MARCELLE MICHEL

« Le Théâtre, service public », de Jean Vilar

MARINS D'AVIGNON, CLOCHARDS DE CHAILLOT

De ses trente-trois années de travail théâtral, Vilar a laissé des milliers de pages de discours, articles, conférences de presse, notes, projets. Quatre recueils ont déjà paru. Voici le cinquième. On ne trouvera pas, dans le Théâtre, service public, beaucoup de réflexions sur l'art du théâtre. Il s'agit surtout de problèmes de gestion.

D'année en année, Vilar ressassait deux idées fixes, qu'il corrige, modifie, mais auxquelles il ne semble pas avoir trouvé de solution définitive — du moins à ses yeux : quel public un théâtre dit populaire doit-il toucher, quelles pièces faut-il y jouer ?

Vilar doit faire face aux attaques d'un Sartre, qui dit que le T.N.P. ne mérite pas son appellation « populaire » puisque les courriels n'y vont pas, ou d'un Barbaud qui écrit : « Il est facile de prouver que c'est le public populaire qui va sur les boulevards, que c'est le public intellectuel qui va au T.N.P., et que c'est

le public bourgeois qui va au Français. »

Barbaud disait cela en 1957. Et c'était inexact : comme aujourd'hui, le Boulevard et le Français attirent un public bourgeois, et les spectateurs du T.N.P. se rapprochent d'un public dit « populaire » en ce qu'on voyait à Chaillot des représentants de la population urbaine — avec une minorité très faible d'ouvriers — pour des raisons que Vilar ne cache pas : la fatigue physique après la chaîne, le réveil forcé à 5 heures du matin.

Une note de service du T.N.P. du 4 décembre 1967, montre quelles associations envoyaient ce soir-là leurs abonnés à la représentation d'Henri IV : on remarque vingt-trois associations, aussi diverses que les infirmières de la Croix-Rouge, le Centre national de la recherche scientifique, le chocolat Menier, le service social des Wagons-Lits, la Société des professeurs d'histoire, la Maison des jeunes de Boulogne-Billancourt.

Le plus vieil aristocrate du monde

Vilar n'admet pas que seul le public ouvrier ait droit à la qualification de populaire. D'une part, il dit que « l'homme du peuple est le plus vieil aristocrate du monde », que l'ouvrier est, une fois présent au théâtre, un intellectuel qui supporterait mal la demande des œuvres hautes. D'autre part, il affirme que toutes les classes doivent aller au théâtre ensemble, que « le public de théâtre est une assemblée où précisément, la division est néfaste ».

C'est sûrement au besoin d'unir ces publics divers que songe Vilar lorsque, à une étudiante américaine qui lui demande : « Quel est le plus grand obstacle du théâtre en France ? », il répond : « Le prix. L'architecture des salles. » Et il a raison. Le prix trop élevé du billet rebute le public qui n'a pas d'argent. L'architecture des façades et la disposition

des sièges écarte les uns, divise les autres. Les salles sont austères, crémontaises.

Bien sûr, même si les prix étaient plus bas et les théâtres plus accueillants, nous ne verrions pas à Paris ces spectateurs de Moscou dont les horaires de travail sont plus courts, ces orchestres où les ouvriers côtoient les professeurs, et les paysans les officiers supérieurs, où l'on ne s'habille pas, où l'on apporte juste, dans ses poches ou dans son cartable, des chaussures, afin de laisser au « gardrop » ses bottes couvertes de boue. C'est cependant cette réunion, cette liberté, que Vilar souhaite déjà chez nous, lorsqu'il écrit cette page un peu « voyou » que nous ne résistons pas à citer en entier :

« Une salle où l'on peut embrasser sa voisine, manger et boire, plaisier n'importe où, tout mieux pour notre littérature dramatique ».

Il fut moins satisfait encore de son répertoire, des pièces qu'il présentait.

Idem, Vilar n'avoue pas nettement ses déceptions. Il erre ainsi, avec sincérité. Tantôt il décide qu'il ne jouera plus de classique, de pièces d'un autre temps ; il déclare que c'est fini, qu'il lui faut, malgré qu'il en ait, exécuter une fois pour toutes ces perles de culture périmées si son métier doit être enrichi de ce qu'un jeu auto-maxor-chiste pour classes privilégiées. Tantôt il admet que l'on trouve

dans beaucoup de chefs-d'œuvre passés, l'image exacte, frappante, de ce qui précède le public populaire aujourd'hui.

En 1963, il dit : « Le problème de Cubin est traité dans Nicomède de Corneille. Le problème du droit des gens, à l'égard des ordonnances et des lois, est traité dans Antigone de Sophocle. Le problème des peuples rebelles, français était traité, n'est-ce pas, dans l'Alcade de Zalamea ou dans Cinna de Corneille. »

Ces transferts, en vérité, ne suffisent pas à Vilar. Ce qu'il

saurait voulu, c'est que la majorité, sinon la totalité des pièces jouées par le T.N.P. dans une année, soient des pièces nouvelles, des œuvres d'actualité. Il ne les a pas trouvées, ou, ce qui lui a sans doute été plus pénible, il ne les a pas choisies, pas admises. Les impératifs architecturaux de Chaillot, qu'il s'agissait de peindre, l'ont conduit à écarter des textes qui répondaient à ses desseins. Les murs bantains d'Avignon, qui ceux-là ne lui avaient pas été imposés, qu'il avait choisis, déterminèrent un triage du même ordre.

Tout au long des cinq cent cinquante pages du Théâtre, service public, on voit Jean Vilar chercher et trouver des pratiques concrètes afin d'abattre des obstacles. D'annuler des erreurs acquises depuis des siècles. Toujours généreux, jamais ordinaire, il est parfois farouche. Il est presque un champion du syllogisme vicieux. Exemple : « On nous a reproché le mobisme de nos premières représentations de banlieue. Mais qu'y pouvions-nous ? Je pense que la gauloise est une cigarette populaire. L'est-elle moins parce que M. de Rothschild n'a chuté que des gauloises ? » Quittons Jean Vilar sur ce tour de passe-passe, digne de Vladimir Ilitch.

MICHEL COURNOT

Le Théâtre, service public, Gallimard éd., 85 F.

Godard n'est pas pour le Palais des papes

Mais l'architecture n'était pas seule en cause. Vilar avait ses goûts. Les fanfares de Maurice Jarre, les costumes de Gisolina, trahissent une inclination vers des structures nettes, contrastées, qui devaient conduire Vilar à ne pas accueillir des hommes comme Adamov ou Vinerov qui, eux, auraient su lui apporter le théâtre politique élevé et intelligent après lequel il courait.

Vilar admirait les films de Godard, qu'il associait, bizarrement à ceux de Carné et d'Agnès Varda. Mais un théâtre de Godard, un Godard du théâtre,

il n'en aurait pas voulu, il aurait dit, après beaucoup d'hésitations : « Non, ce n'est pas pour Chaillot, ce n'est pas pour le Palais des papes, comme c'est dommage... »

Cela, Vilar en est conscient. Il lutte contre lui-même, il essaie d'aller de l'avant. Il y réussit, jusqu'à un jour où il plaque tout pour aller mettre en scène des opéras en Italie. Ce n'était pas pour nous quitter, c'était pour nous revenir. Le livre de Vilar se termine par le brouillon d'une lettre qu'il écrivait à André Mal-

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

STUDIO ALPHA, 25, rue de la Harpe - ODE 39-47.
Horaires de film : 13 h. - 15 h. 15 - 17 h. 30 - 19 h. 45 - 22 heures.

**Hué au Festival de Cannes
Rejeté par la critique officielle
Défendu par :**

Gilles DELEUZE, Marguerite DURAS, Michel FANO,
Jean-Pierre FAYE, Jean RICARDOU, Alain ROBBE-GRILLET,
Jacques ROUBAUD, Nathalie SARRAUT, Severo SARDUY,
Alain TOURAINE...

LES AUTRES
UN FILM DE HUGO SANTIAGO

ECRIT EN COLLABORATION AVEC
JORGE LUIS BORGES ET
ADOLFO BLOY CASARES

PROGRAMMES
26 FEVRIER

FR 3

AUSIQUE

FR 3

CULTUREL

AUSIQUE

CROISEES

AVES ANS

Activites physiques
ories sociales

EN BREF

Cinéma

LA MARCHÉ VERS LE TROISIÈME REICH

Du lundi 3 mars au jeudi 6 mars, le Centre culturel allemand — Institut Goethe — présente, en coopération avec la cinémathèque de Toulouse, des films documentaires tournés dans les années 1923-1933 en Allemagne. Reportages sociaux, films de propagande électorale (du S.P.D., parti social-démocrate notamment), c'est un important panorama historique montrant comment la République de Weimar allait sombrer dans la crise qui amena Hitler au pouvoir. On pourra y voir un fragment d'un reportage sur le congrès du parti national-socialiste à Nuremberg, en 1927, y entendre des discours d'Hitler en 1932. Les séances auront lieu chaque jour à 18 h 15 et 20 h 30. Francis Courty, co-auteur de *L'Histoire du cinéma nazi*, animera des débats les 3 et 6 mars, aux séances du soir.

* Institut Goethe, 17, avenue d'Iéna, Paris (9^e). Tél. 723-81-21.

QUINZE JOURS SUR L'IMMIGRATION AUX « 14-JUILLET »

« Vie et luttes des travailleurs immigrés » est le thème choisi par les cinémas 14-Juillet pour présenter pendant quinze jours, du 26 février au 11 mars, cinq films documentaires, jamais diffusés jusqu'à ce jour dans le circuit commercial : *Jusqu'au bout* et *Margoline*, réalisés par le collectif Ciné-lutte, *Pennaroya*, réalisé par le groupe Ikra, *Emigration*, de Henry Zannouli, et *Souvenir de Grassé*, de Jean-Jacques Bery. Dans le même temps, différents spectacles seront présentés au public : *Ça travaille, ça travaille et ça ferme sa gueule*, une pièce écrite et jouée par des travailleurs immigrés (le Monde du 12 décembre 1974), des chants et des concerts (chants de lutte du monde entier et concerts de free-jazz), donnés par le collectif du Temps des cerises, des montages audio-visuels montrés par l'agence Agave et une exposition de photos.

* Les « 14-Juillet », 3, boulevard Richard-Lenoir, Paris-11^e.



Le cercle de crâne caennais maquette de costume de Metia Denis

Festivals

MONTERRAT CABALLE CABELLE VEDETTE D'AIX-EN-PROVENCE

Montserrat Caballe chantera le rôle titulaire d'*Elisabeth reine d'Angleterre*, cet opéra inconnu de Rossini que le prochain Festival d'Aix-en-Provence mettra en création, sous la direction de Gianfranco Masini, dans une mise en scène de Jean-Claude Auvray (les 11, 13, 15 et 18 juillet au Théâtre antique d'Arles). Autre découverte : un opéra-ballet de Campra, le *Curieux de Venise* (direction Michel Plisson, mise en scène Jorge Lavelli), qui trouvera son cadre naturel au Théâtre de l'Archevêché (les 10, 15, 24 et 27 juillet). *L'Élixir d'amour*, de Donizetti sera donné quatre fois dans des décors de Jörg Zimmernann (les 18, 22, 28 et 31 juillet). Et l'on verra comme l'an dernier, pièce des Quatre Dauphins, un spectacle de beaux costumes composé du *Directeur de théâtre*, de Mozart et de la *Servante maîtresse*, de Pergolèse (les 16, 19, 25 et 29 juillet).

Le système des coproductions a été élargi cette année à une véritable collaboration avec le Festival d'Arles. De plus, l'orchestre du Capitole de Toulouse et celui de l'Opéra du Rhin ne se contenteront pas d'être présents dans la fosse au cours des représentations lyriques. Ils assureront également les grands concerts (*Requiem* de Verdi, le 23 juillet, *Roméo et Juliette* de Berlioz, le 27 juillet) en compagnie de l'Ensemble vocal et instrumental de Lausanne (le 20 juillet) et de l'Orchestre de Paris, placé sous la direction de Karl Münchinger (le 30 juillet).

Après avoir présenté son programme au cours d'une conférence de presse, le responsable artistique du Festival, M. Bernard Lefort, a exprimé ses réserves envers le projet de retarder, dès cet été, l'horaire national français d'une heure. Cette mesure qui vise à des économies d'électricité aurait pour effet de faire débiter les spectacles soit à 22 heures — ce qui entraînerait une fatigue supplémentaire pour les artistes, — soit à 21 heures, avant la tombée de la nuit — ce qui nuirait à l'appréciation des éclairages et

des décors. Pour M. Bernard Lefort, « il n'y aurait pas de bonnes solutions ».

PIERRE BOULEZ EN ANJOU

L'ensemble « Musique vivante », la Schola Cantorum de Stuttgart, le Deibel Consort et l'Ensemble Alarius : Pierre Boulez, Luciano Berio, Diego Masson et une équipe de l'IRCAM ; l'improvisation dans la présentation de Peter Brook, le *Burlesque de Séville* de Rossini, mis en scène par Luca Ronconi (dont le programme vient d'être présenté à Paris au cours d'une conférence de presse) aura le support financier du conseil général et de diverses villes du Maine-et-Loire, de la Caisse des monuments historiques et du conseil municipal d'Angers.

Du 3 juin au 13 juillet, les manifestations musicales, chorégraphiques, lyriques et théâtrales, les ateliers, des concerts-promenades, une exposition monumentale Calder-Miro et des stages de tapisseries modernes se succéderont dans les jardins et les salles du château d'Angers, à l'abbaye de Fontevault, à l'abbaye de Crouais, etc. Cette formule pluridisciplinaire et itinérante a été adoptée, après une période de tâtonnements, par Albert Cartier, directeur du Théâtre d'Angers et du Ballet-Théâtre contemporain.

A. R.

Gala

LA FONDATION DE LA DANSE AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

La France est aujourd'hui un des rares pays où les danseurs n'ont pas encore constitué une organisation professionnelle leur garantissant les avantages sociaux dont bénéficient l'ensemble des travailleurs. Obligés de quitter la scène en pleine force de l'âge, ils ne peuvent tous se reconverter dans l'enseignement de leur art. Voués à l'isolement et à l'ennui, beaucoup s'enfoncent peu à peu dans une vie matérielle difficile, parfois dramatique. Comme souvent en pareil cas, l'initiative privée tend à parer au plus urgent. Mais

ces initiatives, d' sympathiques soient-elles ne doivent pas faire oublier qu'il existe à un problème fondamental ne relevant pas des œuvres de bienfaisance.

Suscitée par un groupe de danseurs, une Fondation de la danse est née. En collaboration avec l'École supérieure des sciences économiques et sociales (ESSEC), elle organise depuis 1974 un gala annuel qui lui permet d'apporter une aide à un certain nombre d'anciens artistes en difficulté et d'attribuer des bourses d'études à de jeunes danseurs.

Le vendredi 7 mars, le troisième gala de la Fondation de la danse sera présenté au Théâtre des Champs-Élysées. Il réunit les étoiles Claire Motte, Cyril Atanassov, Patrick Bât, le Japonais Hiroko Fukakawa, Ghislaine Thesmar, Jacqueline Rayet, Deys Ganto, Noella Fontois, Attilio Labis, Florence Cler, Dorcas Wells, Loïpe Araujo, Noëlle Taddei, Charles Jude, dans une suite de pas de deux, extraits de grands ballets du répertoire : *Prométhée*, *Coppélia*, *Paquita*, *Spartacus*, *Le Corsaire*, *Don Quichotte*, *Michaël* Demard et Rudy Briens dansent un passage du *Projet* de Roland Petit. Cyril Atanassov reprend l'opéra-ballet d'un jeune (Lifar-Debusy), Claire Motte interprète la *Mort du cygne* (Fokine-Saint-Saëns). Deux créations sont prévues : *Suite concentrique*, de Christian Conte, avec Martine Châmet, Laurence Nerval, Jean-Pierre Gravier, et un essai de Jean-Marc Torres. La pianiste Elisabeth Cooper participe également à cette soirée.

* Théâtre des Champs-Élysées, 7 mars, 20 h 30. M. M.

Théâtre

BRECHT ET LE THÉÂTRE DE RUE

Le Théâtre de Liberté (*Légen- des à venir, le Nuage amoureux*), animé par Mehmet Uluçay, présente, à partir du 4 mars, en coproduction avec le Théâtre Gérard-Philipe, de Saint-Denis, le *Cercle de crâne caennais*, de Bertolt Brecht. « Dans un village détruit par la guerre, les habitants, avec les débris et les ruines, construisent leur théâtre pour se raconter une légende ancienne. » Théâtre dans le

théâtre, théâtre de rue reconstruit sur un plateau traditionnel. En Turquie, son pays natal, Mehmet Uluçay avait formé une compagnie qui jouait dans les campagnes, dans les usines, dans les bidonvilles. « C'était une expérience unique, dit-il. Sans aucun rapport avec celle qui consiste à se trouver devant un public normal, aguerri, payé en place. Quand on, après dans un village pauvre, se voit regardé, comment vivent les gens, quel est leur rôle de jeu. Quand on joue dans la rue, avec un geste, un parole, il faut arrêter les passants, les retenir. Je ne peux pas transmettre cette expérience, mais je peux profiter de l'acquis extraordinaire qu'elle m'a apporté. »

Adolescent, Mehmet Uluçay était comédien. Il a approché Marx à travers Nâsim Hikmet et Bertolt Brecht. Il aimait Brecht d'une manière romantique, il a voulu mieux le comprendre, il est allé en stage chez Roger Planchon, au Berliner Ensemble et au Piccolo Theatre de Milan, où il a travaillé avec Schröter. Ensuite, il est retourné en Turquie, chez lui, et il s'est consacré au théâtre de la rue et de village. Ensuite, il a dû s'exiler. Il est revenu en France où il a travaillé pendant deux ans avec Antoine Vitez (il jouait notamment le capitaine dans *Mère Courage*). « Vitez m'a appris à faire confiance à l'improvisation, des acteurs, dit-il. Avant, j'étais terriblement dirigé et dictatorial. »

De Brecht au théâtre de rue, du théâtre de rue à Brecht, tel est le chemin suivi par Mehmet Uluçay pour aboutir au théâtre de rue dans Brecht.

* Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, à partir du 4 mars. C. G.

Vient de paraître

* LE CINÉMA COLONIAL, par Pierre Boulanger (préface de Guy Béart). Comment les cinéastes français — et aussi quelques étrangers — ont vu l'Afrique du Nord, de 1911 à l'indépendance de l'Algérie, dans deux cent dix films de fiction. Les pays du Magreb racontés à des décors esthétiques et touristiques pour l'Asiatis de Pierre Benoît, des héros de la légion étrangère et des indigènes de roman. L'histoire d'un monde traversé par le colonialisme et l'arabisme. Un livre important, bien documenté, très actuel. Editions Seghers, « Cinéma 2000 », 32 p., 30 F.

Edition

TOUJOURS LA COMÉDIE MUSICALE

Le succès de l'anthologie cinématographique *Il était une fois à Hollywood* relance le mouvement : les éditions Henri Veyrier, bousculant un peu leur programme, viennent de sortir en tête la *Comédie musicale*, de John Springer, dont la couverture est ornée d'une reproduction de l'affiche du film. On aimerait en parler avec enthousiasme, mais cet ouvrage est loin d'avoir l'intérêt des biographies de vedettes américaines mises sur le marché par le même éditeur et que nous avons signalées (ne pas manquer la *Mariéne Dietrich* d' Homer Dickens qui s'est ajoutée aux titres précédents). Cette *Comédie musicale* est surtout un recueil de photographies (plus de 500) qu'on prend plaisir à feuilleter. Mais, historiquement, c'est assez confus, faute de repères chronologiques, de précisions sur les différentes maisons de production, les styles et les réalisateurs. Il s'agit d'ailleurs moins d'une étude que d'une suite de légendes accompagnant les photographies où défilent nombre de vedettes, y compris Shirley Temple, l'enfant prodige des années 30. La traduction française semble maladroite. Il y a même (p. 168) une bourde de taille : « Gene Kelly... fit ses débuts à l'écran comme partenaire de Judy Garland dans le *Chant du Mississippi* ». Gene Kelly n'a jamais joué dans ce film.

J. S.
* Editions Henri Veyrier, 35 F.

PROLONGATION
Jusqu'au LUNDI 10 MARS 1975 au soir de l'Exposition

ART DU XX^e SIÈCLE

FONDATION PEGGY GUGGENHEIM, VENISE

ORANGERIE DES TUILERIES
Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h. à 20 h.; le mercredi jusqu'à 21 h.

GALERIE DES 4 MOUVEMENTS

BACON, RAOUL DUFY, MAX ERNST, HERBIN, MATTA, PICABIA, ARP
46, RUE DE L'UNIVERSITÉ

GALERIE LA LICORNE
71, bd Raspail (6^e) - 232-13-78

GRINBERG

28 février - 19 mars

GALERIE GUIOT
18, av. Matignon (8^e) - 266-65-84

BARDONE

Jusqu'au 22 mars

MUSEE DE CAEN
THEO KERG
15 janvier - 16 mars
Rétrospective exclusive

VENTE AUX ENCHERES A BALE (SUISSE)

les 14/15 mars

ANTIQUITÉS CLASSIQUES

Objets des cultures primitives en Grèce - Vases et terres cuites grecs - Sculptures
Bronzes grecs, étrusques et romains
EXPOSITION du 8 au 12 mars 1975
La vente aux enchères et l'exposition auront lieu dans la salle de Kaufmännischer Verein à Bâle, Aeschengraben 15
Catalogue (224 numéros, 76 planches, Frs 25) à demander chez
MONNAIES ET MÉDAILLES S.A., Malzgasse 25/B.P. 875, CH-4002 BALE
Tél. : 23-75-44
Adresse télégraphique : Monnaies Bâle

BÉATRICE D'AUMAËL
Peintures
du 27 février au 10 avril 1975
14 heures à 20 heures
11, rue Clément-Marot, Paris (8^e)

GALERIE CERNUCHI
HOBI
40, Fg-Saint-Honoré - 265-95-48
18 février - 3 mars 1975

GALERIE ANDRÉ WEIL
PETER VOLTZ
26, av. Matignon (8^e) - 266-65-33
Jusqu'au 6 mars

Particulier à Particulier, à vendre
Portrait d'une dame (81x71 cm) de
FERDINAND BOL
(élève célèbre de Rembrandt)
peinture à l'huile sur bois, signé, n°
à 1.950.000 F. Extrait « le Monde »
Publitéc, n° 3.201.

Galerie de France
3, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris
265.69.37 et 265.73.69

26 février - 5 avril
MANESSIER
25 peintures actuelles
CHRISTIAN DOTREMONT
logogrammes
La galerie sera ouverte
le dimanche 3 mars de 15 à 18 h.

Galerie de l'île St-Louis
55, rue Saint-Louis-en-l'Île
333-72-29

J. FOURNET

nouvelle forme d'expression
Peinture figurative
Jusqu'au 3 mars, ouv. de 10 à 18 h.
même le dimanche

denise rené
rive gauche

SALAZAR

espace blanc
vernissage le 27 février
de 19 à 22 heures
196 bd saint-germain, Paris

GALERIE ANDRÉ WEIL
26, avenue Matignon - 266-65-33

FLAURE

26 février - 6 mars 1975

Galerie Suillerot
8, rue d'Argenson

GOUAST

Jusqu'au 15 mars

BERNARD BUFFET

GALERIE MAURICE GARNIER
FÉVRIER

سور في الفن

ET DES SPECTACLES
Carnival
LES SALES
EERO HIRONEN
DUNOYER de
RAYMOND
BONNARD
J. DUBUI

<Carnival> à l'université de New-York

LES SALTIMBANQUES DU SUPER-8



La Festival du super-8 au Ranelagh, en décembre 1974, a été plus qu'une réussite: une date. Il affirmait avec véhémence l'existence d'un « cinéma-bis » qui n'avait, jusque-là, jamais eu droit à la parole et à l'image publique...

SCEPTICISME, enthousiasme, fureur, déception, étonnement, consternation: les spectateurs, réalisateurs, distributeurs, étudiants, journalistes, gens de cinéma et de télévision — filmophages de tous bords et de toutes nationalités, américaines, italiennes, espagnoles, françaises, belges, auront été soumis pendant dix jours, au cours du Carnival super-8 de New-York, au régime de la douche écossaise.

été les spectateurs philosophes ou scandalisés d'un festival au trajet plié, qui tenait à la fois de l'organisation, de l'incompétence, du bluff — et d'une certaine forme de génie. Bref, le spectacle fascinant de l'amateurisme défilant. Ici, à New-York, on ne pardonne pas l'amateurisme: que le jour d'ouverture du Carnival — si bien nommé — de ce premier film, le seul projecteur capable de restituer l'image du super-8 sur grand écran dans de bonnes conditions « grille », à la suite d'une fausse manœuvre, et soit remplacé en catastrophe par un petit projecteur d'amateur, pour toute la durée du festival, les Américains imaginent très bien cela dans un film de Woody Allen mais pas dans une manifestation « sérieuse ».

Le cinéma de la pénurie

« C'est cela le super-8 », expliquait à chaque incident (absence de son, vitesses fantaisistes de défilement, pellicules brûlées, images « fléchées », dialogues ou commentaires insupportables) l'un des responsables. C'est vrai que « c'était cela », et c'était plutôt drôle, finalement, et sans gravité — même si les gags à répétition finissent par lasser. Vouloir hisser un matériel conçu pour des amateurs au rang de matériel « créatif » capable de toucher un large public, cela ne pouvait pas aller sans aventure.

Mais toutes ces péripéties brouillonnées et largement involontaires étaient phénomènes annexes par rapport au seul événement d'importance: l'existence persistante, insistante, expérimentale pour beaucoup, d'un langage festival de films réalisés sans moyens, sans argent, par des enfants, des étudiants, des ouvriers, des militants, des lycéens, des travailleurs, et quelquefois par des cinéastes, et souvent sans génie. Un festival de fauchés au pays de la réussite sociale et des productions hollywoodiennes. Ils étaient là les vrais fous de cinéma: au pays de l'abandonnée menacée, ils arrivaient avec une sorte de cinéma du tiers-monde culturel, un cinéma vraiment fait par tous, s'il n'était pas toujours fait pour tous. Enfin, il tombait bien, pourtant, ce cinéma de la pénurie, au moment où une grande partie des vitrines de New-York, des publicités imprimées et télévisées, portaient en énormes

caractères le mot « save » (« économisez »).

L'épisode « historique » du Ranelagh ne s'est pas répété. Les organisateurs colportent avec passion leur « invention » ambitieuse, un cinéma abordable par tous, en se répandant en déclarations passionnantes, contradictoires. Ils savaient mieux que tout autre ce qu'il fallait éviter, et sur qui exercer leur pression. Ils refusèrent de se mettre entre les mains des marchands: c'est pourquoi vers eux qu'ils se tournèrent d'urgence pour financer — pauvrement — le festival de New-York. Ils se faisaient, finalement, les démarcheurs presque bénévoles d'un « produit », alors qu'ils voulaient en être les théoriciens, les idéologues. Le moyen devenait le fin. Et si ne fallait pas s'étonner qu'entre chaque film, comme un leitmotiv, les spectateurs soient incités à la visite d'un « workshop » où trônait, notamment, en énormes caractères blancs sur fond rouge une grande marque américaine: GAF — Ironie des mots. Il ne s'agissait plus d'« ateliers » mais de stands publicitaires où quelques fabricants et distributeurs faisaient la réclame de leurs produits.

A Paris, à l'Espace Cardin, fidèles dans une certaine mesure à leurs théories, l'Action super-8 avait installé un « centre technique », où les spectateurs devenaient gratuitement, et pour quelques instants, réalisateurs, se familiarisaient avec

un outil en somme très simple. Diamant-Berger et Davidenko (ce dernier était absent à New-York) avaient dit à qui voulait les entendre que le super-8 devait devenir un outil d'expression ouvert au monde et critique (plutôt qu'un super-gadget produisant de super-navets narcissiques), que la caméra devait se tourner vers la réalité au lieu de l'occuper. Ils avaient déjà constaté, à l'Espace Cardin, que ce qu'ils essayaient de transmettre les réalisateurs-spectateurs, le « pourquoi? », se heurtait au « comment? ». A New-York aussi, et pour cause, l'écran, théâtre des mondes, s'est peu ouvert, selon pour laisser entre-apercevoir la présence obéissante du « Big yellow Father » (le « grand Père jaune ») Kodak, selon le mot orwellien de Karen Thomson, journaliste et organisatrice.

Tout ce que promettait le Festival de l'Espace Cardin n'a pas eu lieu. Tout ce qui avait pesé sur la manifestation parisienne et échoit au grand jour: s'effrayant-on de mettre au monde un enfant prématuré ou, en raison de sa lourde hérédité, n'était-il pas viable? Prématuré: c'est ce que pense Richard Leacock, grand cinéaste du direct et « père » du super-8 aux Etats-Unis. Prudent, il ne s'est pas montré au Loeb Center, et il a présenté deux films 16 millimètres et un film super-8 à l'International Center of Photography de la rue Cornhill deux jours après la clôture du Carnival. « Cette manifestation arrive deux ans trop tôt, dit-il, personne ne sait encore ce qu'est vraiment le super-8 ».

Cette question de la spécificité du petit format est donc la vraie question: les films ont montré qu'il était possible de tout faire, et pourtant, devant cette avalanche de caractéristiques et sans humour du cinéma traditionnel, cette volonté métaphorique ou non d'immobiliser sur un pied une caméra légère qui ne demande qu'à voler, un énorme hiatus est apparu. Ce qui a surgi, ce qui a surpris, ce fut des films de poètes, sans montage souvent, des films libres où la caméra avait pleine idée avec la vie, des films sans discours qui restituaient des sensations. Ils étaient rares, ces films qui semblaient dynamiser le langage du Vieux Monde: le rhétorique, ils étaient muets, ces films.

YVES BURDET

Le grand rêve de James Blue

Le film comme un pont jeté entre les autres et soi, la caméra comme un lien — un « lien », — le cinéma d'un seul grand rêve. La Communion, au-delà de la solitude narcissique des « créateurs » fermés au monde: c'est ce qu'enseigne James Blue, auteur de « The March » (1968), film « direct » sur la manifestation à Washington des Noirs américains combattant pour leurs droits civiques, et des « Oliviers de la justice », témoignage à deux voix (avec Jean Pelegri, auteur du roman dont fut tiré le film) sur l'Algérie avant l'indépendance. James Blue, après avoir rompu avec « l'escapade de l'argent » des productions hollywoodiennes, a d'abord enseigné à l'université de Californie, à Los Angeles (UCLA): « On commença, dit-il, à se poser la question: que peut être un cinéma qui témoigne de la vie? Il enseigna à présenter au média center de l'université de Rice, à Houston, dans le Texas (voir l'article de Louis Marrocelles dans le Monde du 4 avril 1974). A New-York, il est venu pré-

senter des extraits des films de ses étudiants, tournés en double super-8 synchrones suivant les techniques du cinéma direct, portraits d'individus de la communauté houstonienne.

« Le « Carnival » m'aura appris une chose, dit James Blue, ces films aliénés, complètement fermés, hermétiques, proliantement du manque de contact entre les gens. On en a fait avec les génies individuels. On parle toujours de l'individu « artiste » et jamais de ce rapport tellement important: l'artiste et l'autre. Il faut tout concevoir dans ce bras d'union, reprendre l'idée d'un cinéma en tant que moments communitaires. Ce respect sacré de l'inspiration de l'artiste, on le sent surtout dans les films francophones. C'est encore une conception du dix-neuvième siècle. L'art doit être remis à sa vraie place, qui est d'exprimer la vie. Savoir communiquer, cela s'apprend en contact avec les autres. Il est alors nécessaire de créer des centres où les gens se rencontraient, échangeaient leurs idées, se critiquaient.

Le maître-mot est révéler

« Quand j'ai été invité à Rice, en 1969, je me suis dit: voilà l'occasion de développer un cinéma qui soit une communication. On m'a pris pour un fou quand j'ai choisi de travailler en super-8. Il s'agissait, pour moi, de libérer le plus possible le cinéma des contraintes économiques: un cinéma cher n'est pas un cinéma social. Il me semblait qu'il fallait donner l'outil pour l'utilisation du langage — si langage il y a — aux gens qui n'ont pas forcément le « talent » dans notre terminologie du dix-neuvième siècle, mais aux gens sensibles. Dans le cinéma, on en est toujours au stade des « scribes », de ceux qui écrivent pour les autres. A Houston, McDougall, Hancock et moi-même, nous n'enseignons pas le cinéma à des élèves qui ne se désignent qu'en cinéma: nos étudiants sont biochimistes, chimistes, sociologues, anthropologues, ils viennent des sciences sociales, et des sciences politiques. Et nous nous trouvons en face de ceci: abordées par cet autre moyen que l'écriture traditionnelle, ces disciplines se modifient. « Un anthropologue qui utilise uniquement son calmar et son stylo, étudie des systèmes de structure familiale. Quand il utilise le cinéma, il se penche directement sur les rapports humains et ne dresse plus de statistiques. Quelques-uns ont déjà entrepris des thèses filmées qui sont acceptées par l'université. « Dans notre enseignement, le maître-mot est: révéler plutôt qu'exprimer. Cela revient au même, bien sûr, mais le terme implique que la caméra doit être tournée vers l'extérieur, vers des personnes, vers des groupes, vers des situations qui révéleront quelque chose de notre vie. Nous voyons le cinéma comme ayant une fonction « liante » entre l'université et le monde du dehors, mais apprendra le cinéma aux étudiants ne suffit pas. Nous essayons de l'enseigner aux gens. Ils viennent dans l'université voir les films tournés sur eux et, s'ils sont très déterminés, nous leur apprenons comment se servir de l'outil. « Bien sûr, dès l'été prochain,

nous aurons une commission qui nous permettra d'aller à leur rencontre s'ils le désirent, vers les communautés noires ou « chicanas », vers les prisons, les asiles, dans les villages du Texas où nous projeterons des films et où les gens pourront apprendre à filmer, pendant trois semaines, à filmer leur vie, leur expérience, leur environnement. C'est une manière de former des identités locales, d'aider les gens à s'ouvrir aux autres et à se découvrir eux-mêmes.

« Le problème de la « création » est indissociable de la diffusion. Nous sommes beaucoup sur la télévision par câble, avec possibilité de retour, au dialogue par la télévision, les gens reçoivent des images et en transmettent. Le « feedback » (l'information en retour) est une nécessité vitale: avec les systèmes de gouvernement des grandes nations, appuyés par la technologie. Les gens ont été coupés de leurs possibilités de réponse, de discussion. Si nous survoisons comme nation, comme civilisation, il va falloir utiliser la technologie d'une façon nouvelle pour rétablir l'équilibre.

« Un folkloriste, Alan Lomax, a parlé de mille films tournés sur des centaines de danses tribales, c'est aperçu que les expressions en mouvement avaient un rapport direct avec le degré d'évolution de chaque tribu. Ceux qui travaillaient la terre avec des outils précèdent l'âge du fer ont des mouvements à une seule dimension: leurs danses aussi. Dans les tribus où existent des outils de l'âge du fer, les mouvements ont deux dimensions: les danses aussi. Et ainsi de suite... L'art de la danse a chez eux, une fonction de transmission de la culture, cela n'est pas simplement une ornementation. Chez nous, l'art est « à côté », si ne peut être regardé que par des individus déjà préparés. « Le cinéma populaire doit avoir la même fonction de transmission que la danse dans les sociétés tribales. L'« art » doit être replacé au centre même de la vie. »

Y. B.

PARIS-SCULPTURE 52, rue Bassano (8^e) EERO HIIRONEN Du 25 février au 29 mars

GALERIE RENCONTRES 46, rue Berger, - 75001 Paris 330-34-83 - Métro Louvre CRITIQUE-THEORIE-ART 2 J.-L. SOEFRES présente PARDI - TADINI Du 4 au 27 mars

BRYEN Exposition prolongée jusqu'au 8 mars GALERIE DE SEINE 18, rue de Seine - 75006 PARIS 225-32-15

TEP le retour du Grady de Jacques Kraemer par le TPL 6 représentations except. du 4 au 9 mars 17 rue Malte-Brun Paris 20^e M^o Gambetta - tél 636 79 09

LE NOUVEL ESSOR, 40, rue des Saints-Pères DUNOYER de SEGONZAC HOMMAGE Aquarelles, dessins, gravures - Jusqu'au 22 mars

GALERIE ARIEL MARCELLO AVENALI 140 bd haussmann paris

GALERIE ANDRÉ PACITTI 174, Pg St-Honoré (8^e) - 235-34-29 RAYMOND MARTIN sculptures, aquarelles, dessins Jusqu'au 18 mars

GALERIE J.-C. GAUBERT 27, rue Oudinot-8^e - 633-04-88 MIHAIL CHEMIKIN Dessins 27 février - 28 mars

GAUMONT CHAMPS-ELYSEES IMPERIAL PATHE - MAXEVILLE HAUTEUILLE - GAUMONT SUD GAUMONT RIVE GAUCHE CLICHY-PATHE Périphérie: ARTEL ROSNY - PARLY 2

24 janvier 5 avril BONNARD LITHOGRAPHE GALERIE DES PEINTRES GRAVEURS 159 bis, boulevard du Montparnasse - 75006 - 326-62-29

GALERIE DE BELLECHASSE 10, rue de Bellechasse - 75007 Paris 531-02-10 Enselignes SILBERMANN Jusqu'au 16 février

LA CHAIR DE L'ORCHIDEE PATRICK HIERBAU JAMES HADLEY CHASE

BEAUBOURG J. DUBUFFET PAYSAGES CASTILLANS, SITES TRICOLORS Jusqu'au 5 mars C.N.A.C. 11, RUE BERRYER (8^e)

WALLY FINDLAY Galleries International 100 York - Chicago - Palo Alto - Beverly Hills

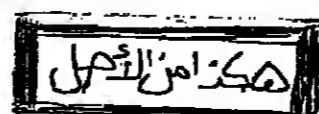
Une erreur d'impression purement matérielle s'étant produite lors du tirage du formulaire d'inscription à l'examen, Centre des Jeunes, section d'arts plastiques, la direction de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris tient à préciser qu'en ce qui concerne le calendrier annuel de l'examen, il convient de se reporter uniquement à ce note du 11 décembre 1974 et non à l'imprimé joint. Ce calendrier est le suivant: - Inscription à l'examen pour tous les candidats: du 12 au 25 mai 1975 (dernier délai); - Admissibilité pour tous les candidats: du 16 au 25 juin 1975; - Épreuves d'admission pour les candidats français et étrangers résidant habituellement en France: du 3 au 9 juillet 1975; - Épreuves d'admission pour les candidats français et étrangers résidant habituellement hors de France: octobre - novembre 1975. Les candidats qui seraient en possession du formulaire erroné insistent sur penser bien sûr invités à se faire connaître au secrétariat de l'E.N.S.B.A. (17, quai Malaquais, Paris-6^e, 75274 Cedex 06), qui leur remènera sur leur adresse par la poste un formulaire sur papier de couleur, seul valable pour l'inscription au prochain examen.

EXPOSITION PEINTRES POST-IMPRESSIONNISTES DETROY - LAJOUX NESSI - P. PISSARRO O. ROCHE - ROCHER 4 fév. - 5 mars Impressionnistes 2, av. Maignan - Paris 8^e Tél. 225.70.74 Lundi-samedi 10-18 h

LA BRUYÈRE - DR. VITALY ZOUIC Lec.: TRI. 76-99 et environs

LE SEINE (Métro Maubert-Mutualité) - 10, rue Frédéric-Sauzet

UNE SAISON DANS LA VIE D'EMMANUEL « Un film austère, cruel et captivant. » CLAUDE MAURIAC



Une sélection

AU NOM DE LA RACE

de Marc Hillel et Clarissa Henry
Une minutieuse enquête consacrée à l'un des organismes les moins connus de l'Allemagne hitlérienne. Placés sous le contrôle d'Heinrich Himmler, les Lebensborn furent à la fois des foyers d'accueil réservés aux rôles célibataires reconnues « racialement valables », des centres de procréation dirigés, des lieux de « germanisation » pour les enfants arrachés à leurs familles dans l'Europe occupée. Sur cet ensemble de documents et de témoignages patiemment rassemblés, Hillel et Henry ont écrit un film qui n'est pas un documentaire mais un véritable roman.

AGUIRRE

de Werner Herzog
Les montagnes, le silence, les arbres noirs de la forêt amazonienne. Descente hallucinée le long du fleuve et du bout, la solitude du conquistador, de l'homme qui portait en lui la colère de Dieu.

PAS SI MÉCHANT QUE ÇA

de Claude Goretta
Un homme marié, heureux, commet des hold-up pour sauver de la faillite la petite fabrique de meubles héritée de son père. Une de ses victimes devient sa maîtresse, puis sa complice. Peu à peu, l'ébéniste-gangster se dédouble et ne cesse de faire la navette entre ses deux existences.

tenues parallèles. Gérard Depardieu est prodigieux dans ce personnage écaillé. Il lui communique sa chaleur, sa vitalité, un brin de folie. Mariène Jobert est une postière piquante et courageuse.

LA GOUPE A DIX FRANCS

de Philippe Condroyer
A partir d'un fait divers — le suicide par le feu d'un jeune ouvrier que son patron avait obligé à faire couper ses cheveux — la chronique du monde du travail, en province, dans les petites entreprises, et le portrait d'un garçon à cheveux longs qui n'est ni un marginal, ni un asocial mais qui ne peut pas accepter qu'on ne reconnaisse pas sa dignité. Loin du cinéma parisien, voilà un film simple, sobre et vrai, sur une réalité contemporaine.

CALIFORNIA SPLIT

de Robert Altman
Rencontre d'Elliot Gould, dont le jeu est la raison de vivre, et de George Segal, pour qui le jeu est une activité professionnelle — et une passion. Une fois de plus, Robert Altman démontre un genre hollywoodien de sa mythologie pour filmer des comportements.

WANDA

de Barbara Loden
La femme d'un ouvrier américain, d'ascendance polonaise, abandonne le foyer, le travail à l'étranger, l'ennui quotidien, pour la vie libre et de nouveaux horizons. Elle

aboutit à l'échec. Premier film réalisé en Pennsylvanie par la femme d'Elia Kazan.

LE JEU AVEC LE FEU

d'Alain Robbe-Grillet
La maîtrise de Robbe-Grillet dans le maniement des archétypes (enquête policière et organisation secrète, érotisme et amour, aventure et violence) pour détruire la « vérité » narrative traditionnelle du cinéma. Ne pas chercher à comprendre car il n'y a rien à comprendre mais partager le jeu avec les personnages — André Aumont, Philippe Noiret, Jean-Louis Trintignant, Sylvia Kristel — pris dans les multiples illusions du cinéma romanesque dont Robbe-Grillet déjaillit et démythifie les structures.

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER

d'Andrej Zulavski
L'histoire du lent et difficile cheminement de deux êtres l'un vers l'autre. Une sorte de furtive shakespeareienne pour dépasser les surcrautes de l'amour dans un monde de cauchemar. Le meilleur rôle de Romy Schneider.

AU NOM DU PEUPLE ITALIEN

de Dino Risi
Le petit juge Ugo Tognazzi, le grand bourgeois Vittorio Gassman, deux modèles italiens, deux ministres sacrés s'affrontent dans un duel à mort, au milieu d'une Rome trépidante, pittoresque. L'Italie

d'aujourd'hui, celle de beaux socialistes et de déesses qu'il cache, vue par Dino Risi, caricaturiste.

DREYFUS OU L'INTOLERABLE VÉRITÉ

de Jean Chérasse
Un film français important sur un sujet longtemps tabou. Extrêmement émouvant, documenté, iconographique, inédit... à l'usage du « grand public ».

SCÈNES DE LA VIE CONJUGALE

d'Ingmar Bergman
L'œuvre de l'immortel, le visionnaire de la complexité conjugale en mariage, en amertume ou en haine, la nécessité d'en arriver à des compromis. Bergman fait la synthèse de sa conception de la vie et de sa philosophie du bonheur.

SERMAINE DU CINÉMA BRÉSILIEN

Du mercredi, 26 février au mardi 4 mars, au cinéma Olympia, neuf films inédits de réalisateurs brésiliens qui ont appartenu au « cinéma novo ». Le Lion à sept têtes, de Glauber Rocha (1970), la Mort (1965) et Sao Bernardo (1972), de Leon Hirszman, la Grande Ville (1966) et Quand le carnaval arrive (1972), de Carlos Diegues, la Conspiration, de J.-P. de Andrade (1972), Mémoires d'Helena, de Dorival Neves (1969), l'Enfance de la plantation, de Walter Lima Jr (1965), le Dédé, de Paulo Cesar Saraceni (1965).

Cinéma

LE PUPILLE VEUT ÊTRE TUTEUR

au Théâtre Essaiion
Des champs en Autriche. Le mois d'août. Des mois presque murs. Un ciel bleu foncé, des oiseaux. Une paix infinie. Dans ce silence, le fermier et son aide poursuivent, comme deux insectes aliénés et patients, l'éternel combat du maître et de son esclave. Une séance d'hypnotisme de Peter Handke.

DOMMAGE QU'ELLE SOIT UNE PUTAIN

au Studio d'Ivry
Parme, au temps des chroniques cruelles : un frère tua sa sœur qui attend un enfant de lui. La pièce de John Ford est un sommet de l'art dramatique, mais l'intérêt de cette représentation tient aussi à la mise en scène de Stuart Seide et à l'invention des acteurs, habiles par un jeu central.

GOUVERNEURS DE LA ROSÉE

à l'Antenne culturelle du Kremlin-Bicêtre
Cette aventure d'un jeune Allemand, qui s'empare à calmer des antagonismes de villages pour irriguer la terre et se battre contre l'occupant, est l'un des classiques

du roman et de la poésie noire anticolonialistes. Des acteurs noirs l'interprètent avec une abnégation de qualité, de délicatesse, et d'intelligence, rare sous nos climats.

CRIME ET CHATIMENT

au Théâtre de Paris
Quand des millions de personnes travaillent péniblement et trop, en échange d'un salaire qui ne leur permet pas de vivre sans inquiétude, sans abattement, que signifie au juste la liberté des riches, et même celle des intellectuels ? Dans une Russie complète, réanimée par Hoesen, Jacques Weber exprime avec amour le débat de Dostoïevski.

LE MARATHON

au Palace
Pendant toute une soirée, quatre obéissants ne cessent de courir autour du public, le marathon des Jeux olympiques. Sur le texte de Claude Confortès, le comique tourne à l'odyssée. Tous les publics, de tous âges, trouveront leur bien dans cette performance.

LA SAVANE au Théâtre de la Plaine

Pour se libérer un peu de leurs enfants en dehors des heures de classe, des parents leur donnent une lanterne magique. Aidés

par le hasard, le petit garçon et la petite fille branchent cet appareil sur une machine d'ondes inconnues, et projettent des choses réelles, par exemple des jaunes. La mise en scène inimitable de François Duperon rend tout à fait troublante cette illusion de Bradbury.

GOOD BYE Mr. FREUD

à la Porte-Saint-Martin
Pour quelque temps encore, on peut trépaner, rire, s'amuser, s'émerveiller, s'émerveiller, tanguer, rêver, se plonger dans les frénétiques folles Searay-Copi avec le Maître-Christ et Micheline Frelon, prendre sa respiration et, à 23 heures, assister à la calme démesure du banquet de la béta organisé par le F.B.I. de Guenolé Azerthopa.

LA STATION CHAMBAUDET

à la Cour des Miracles
L'architecte et la veuve, ou comment épouser la loi d'une jeune fille bien élevée. Un drôle de mariage, en mélodrame-vaudeville, en dramatique-comique. Comment ne pas être terrifié, comment ne pas éclater de rire à tous les instants.

VOYAGE AUTOUR DE MA MARMITE

au Théâtre Essaiion
Les aventures d'un chirurgien-dentiste qui préfère labor des dents dans sa cuisine plutôt que d'extraire des dents abîmées. Labiche est un peu le Donatien Roussou du théâtre. La jeunesse et la fraîcheur de la mise en scène de Caroline Huppert gardent au tableau l'éclat de ses couleurs naturelles.

LE ZOUAVE

à la Comédie des Champs-Élysées
Deux mariés s'ennuient des réves pour continuer de vivre ensemble. Entre la vie vraie et la jeunesse, la passerelle est longue et étroite. Soit être abasourdi, mythomane, sincère, Claude Rich joue sa première pièce comme s'il n'était pas au théâtre. Avec lui, le spectateur traverse une barrière mystérieuse.

MONSIEUR BARNETT

au Fanal
La dernière pièce de Jean Anouilh, et l'une des meilleures. Un ancien gosse de ferme devenu magnat de l'import-export discute nonchalamment avec la maman, l'ère avant de mourir d'une embolie sur son fauteuil, chez le coiffeur. Par un magistral effet d'optique, la vulgarité du dialogue fait saisir les incertitudes du cœur.

Théâtre

MUSIQUE-PLUS

Une guitare dans « Si le jour parait », de Maurice Ohana ; une contrebasse dans « Memo one », de Bernard Rands ; une flûte dans les « Six pièces détachées », d'Eugène Kuffler ; une voix dans « Monologues », de Luc Ferrari ; le troisième programme du groupe « Musique-Plus » opposera des œuvres pour solistes (dont plusieurs créations) à la « Jeune d'ère » de Michael Finnissy pour soprano, ténor et dix-neuf instruments, une création française. (Le 3 mars au Théâtre de la Ville, 20 h. 30).

tribune de la cathédrale de Lübeck de 1668 à sa mort (1707), laisse une œuvre pour orgue considérable. Pour découvrir ce style tougueux, Heurt d'Italiensmes, Jean-Sébastien Bach effectuera le voyage d'Amstadt ; toute sa création ultérieure devait en être influencée.

Aux orgues de l'église Saint-Séverin, Michel Chapuis exécute, en quatre concerts, cet ensemble monumental (le 26 février, les 5, 12 et 19 mars à 21 h.).

— CHOPIN PAR BRUNO RIGUTTO (le 26 février, salle Gaveau à 18 h. 45). Ballades et nocturnes, par un jeune pianiste de charme.

— CLAUDIO SCIMONE DIRIGE L'ORCHESTRE DES CONCERTS LAMOUREUX, avec, en soliste, le guitariste

Alexandre Lagoya : « Fantaisie », de Rodrigo, « Etudes d'après Goya », de Tisné, concerto de Vivaldi, « Don Juan », de Richard Strauss (le 2 mars, salle Pleyel, à 17 h. 45). Espagnolades dominicales.

— BEETHOVEN : « Quintette à cordes n° 3 », Brahms : « Trio pour violon, piano et cor », par un ensemble de jeunes solistes (le 3 mars, au Palais des Congrès, à 18 h. 30). Soixante-dix minutes mensuelles de musique de chambre qui font courir tous les connaisseurs.

— L'AMADEUS QUARTETT : Trois concerts. Au programme : Haydn, Mozart, Brahms (le 5 mars), Haydn, Beethoven, Schumann (le 6 mars), Haydn, Schubert, Beethoven (le 8 mars, salle Gaveau, à

20 h. 30). Le pur style autrichien, poli par l'habitude.

— DANIEL BARENBOIM ET L'ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA : Concertos pour piano, de Mozart (les 5 et 6 mars, salle Pleyel, à 20 h. 30). Troisième série d'une intégrale à intermittences.

Danse

— ET ELLE LUI DIRAIT DANS L'ILE, par l'Atelier Serge Keuten : Une tentative de ballet-théâtre où la danse joue une partie essentielle sans jamais rompre le rythme du texte de François Zola. (Du 1^{er} au 11 mars, salle polyvalente de l'Espace Cardin.)

Musique

ALECHINSKY

au Musée d'art moderne
Une exposition qui nous vient de Rotterdam. Elle réunit cent œuvres depuis 1963, l'année où Alechinsky a découvert la peinture acrylique. L'a adapté, l'a adaptée aux orverts et volutes de son caractère extrovertie et narquoise, pleine d'idéogrammes tentaculaires, craqueurs et moustrus. Alechinsky est toujours à l'école du volcan Cobra.

DUBLFFET

au CNAC
Lire notre article page 19.

LE LIVRE

DANS LA VIE QUOTIDIENNE
à la Bibliothèque nationale

Guides, manuels, dictionnaires, répertoires, annuaires, qui ont trait à la vie religieuse, aux soins du corps, aux métiers, aux voyages, aux jeux, à la magie. Des livres d'usage pratique depuis le premier livre français de cuisine et le premier manuel d'exercice. Manuscrits, peintures, objets et affiches complètent cet ensemble pittoresque et curieux.

HANS REICHEL

au Musée d'art moderne
Rétrospective de l'œuvre d'un peintre marginal un peu oublié. Hans Reichel (1892-1958), né en Allemagne et ayant vécu en France. Créateur d'un monde proche de celui de Paul Elée, qui fut son ami, il nous a laissé une quantité de petites aquarelles d'une folle tendresse avec leurs couleurs transparentes et fraîches, et ce graphisme léger qui explore les nuances pour cerner la réalité d'une réécriture intimiste.

MARK BRUSSE

ET ERIK DIETMAN
à l'ARC
Rétrospectives. Du bois dont on fait des cubes et des planches pour occuper l'espace, ou des assemblages épurés avec chaises, écrous et crochets. Des bandes de scotch et de gaze pour envelopper des objets usuels, chaises, miroirs ou valises... Façons de détourner l'objet.

ARMAN

au Musée d'art moderne
En soixante œuvres, souvent monumentales. Arman recrée d'un œil nouveau les objets de ses accumulations. Voici qu'il les noie dans du béton.

Arts

HAUTEFEUILLE (quadruphonie) - ÉLYSÉES LINCOLN - MONTPARNASSE 83
SAINT-LAZARE PASQUIER - GRAMONT OPÉRA - JEAN RENOU - ALPHA Argenteuil
ÉPICENTRE Epinay

TABAR NAC

Le groupe rock "OFFENBACH"

dans un film de **CLAUDE FARALDO**

U.G.C. BIARRITZ v.f. • VENOOME v.f. • CLEF-CENSIER v.f. • U.G.C. ODEON v.f. • U.G.C. MARBEUF v.f. • CLICHY-PATHE v.f. • LIBERTÉ v.f. • MAGIC CONVENTION v.f. • LES "NATION" v.f. • BIENVENTE MONTPARNASSE v.f.

PARIS MATCH ***
Superbe. Ce film est unique. Il faut le voir.

INGMAR BERGMAN
Scènes de la Vie Conjugale

interprété par LIV ULLMANN et ERLAND JOSEPHSON
avec BIBI ANDERSSON
cette production est réalisée par INGMAR BERGMAN assisté de STEEN STYVEN-ERASMUNDOR

CYRANO VERSAILLES v.f. • MELIES MONTREUIL v.f. • FLANDES SARCELLES v.f. • ARIEL RUEIL v.f.

سكنى من الراجل

DES ARTS
LIRE ET A RE
Le flux et le

Tout Canaletto

LES II
mise en scène
Inception
12 h à 19 h
saut dimanche
et par téléphone
20.28.04-280.25.78

BOUFFES-DU

UNE VOIX AVEC
XAVIER BIRALTA
et **PANLO GARRA**

natalie robert

robert

86
+ 512
882
0 h 2
2 18
- 259

صحنه الفن المعاصر

SPECTACLES

A LIRE ET A REGARDER

Le flux et le reflux des formes

par ANDRÉ FERMIGIER

Le coup de feu des éternelles pensées, l'édification d'art poursuivi son rythme normal de publication. Sans grand éclat, semble-t-il, et il est assez rare de trouver parmi les livres de paratexte quelques-uns de ces ouvrages qui, en même temps qu'ils plaisent à l'œil et à l'oreille, offrent une bibliothèque ou sur une console Louis XV, instrumentent, font le point de la grande question, apportent de substantielles nouveautés en matière d'histoire de l'art ou de réflexion sur la vie, le flux et le reflux des formes.

Ainsi, et pour ne prendre que des ouvrages relativement récents, ce n'est pas en français ni par les soins des éditeurs français qu'a paru l'étude de Svend Erikson (1) sur les origines du néoclassicisme. En français, il se trouve dans le monographie consacrée à François Menart par Alan Braham et Peter Smith, deux élèves de Sir Anthony Blunt, exquise nouveauté de voir, il y a quelques années, à l'Institut de Sully, une exposition Menart de très belle qualité (2). On me dira que le second tome d'Erkison est traduit en anglais (le livre d'importance analogue qui serait dû à un historien français, je ne suis pas du tout sûr qu'il trouverait à Paris un éditeur.

Commentons par ce qui nous a paru le plus sérieux dans le domaine contemporain, même s'il s'agit d'une question et d'un artiste dont on a sans doute exagéré l'importance. Ce sont les deux volumes que Jan Van der Marck et Enrico Crispolti viennent de consacrer à Lucio Fontana (3) ; le second volume est un catalogue raisonné de l'œuvre, le premier comporte des essais des deux auteurs, essai sympathique, bien informés, écrits de façon à peu près normale, et reproduit les manifestes que Fontana et ses amis « spatiaux » publièrent au lendemain de la guerre. Voilà un artiste désormais bien situé et un point d'histoire fixé, l'excellente bibliographie qui accompagne le catalogue permettant de reconstituer le climat artistique de l'Italie dans les années 50 et 60. On est d'ailleurs un peu étonné par la quantité d'articles qu'a provoqués cette œuvre relativement mineure et qui est une autre preuve du stakhanovisme, de l'invariablement logarithme de la critique d'art contemporaine.

Tout Canaletto

Nous parlons de catalogue raisonné. Voici l'ouvrage peint de Canaletto dans la collection des « Classiques de l'Art » (4). On ne dira jamais tout le bien qu'il faut dire de la plupart des volumes de cette collection : prix raisonnable, reproductions en noir et en couleurs de très bonne qualité, sobriété des introductions qu'accompagne un rapide survol de la fortune critique de l'artiste, catalogue très sûr et de consultation commode, avec de substantielles notices et la reproduction de tableaux d'œuvres ou attribués. Aucun bavardage, pas d'états d'âme, pas de tout-panpan linguistico-structuraliste : les faits, le plus utile des instruments de travail. Le Canaletto n'est pas une exception à la règle, et l'introduction de Pierre Rosenberg nous rappelle en peu de mots ce qu'il faut savoir des « vedutisti » vénitiens du dix-huitième siècle et de Canaletto lui-même, que les Anglais adoraient et que les Français ont toujours négligé en faveur de Guardi.

En revanche, l'utilité ne me paraît pas être le caractère le plus évident de Cézanne que viennent de publier les éditions Henri Sirey (5). Certes, l'objet est beau, l'emboîtement complexe, les planches en couleurs du plus bel effet, et on lira avec intérêt l'introduction de Sabine Cotté, qui e le mérite de ne pas conclure et de ne pas ajouter une interprétation de plus aux innombrables discours dont l'œuvre de Cézanne a fait les frais. En ramenant la peinture, d'ailleurs, à ses interrogations fondamentales, Cézanne accède à une sorte de permanence dialectique. Notre but ultime est d'inclure à considérer cette œuvre comme une œuvre

ouverte. Ce qui nous a incité à dénoncer toutes les tentatives d'occlusion est le souci de préserver une image de Cézanne consciencieusement disponible. Aucune clôture ne peut faire le tour de ce peintre de l'« Avant ». Certes, mais la silence est souvent le meilleur des ouvrages, et je ne vois pas ce que ce livre apprend, nous apporte de neuf à propos de Cézanne.

Les Carnets de Turner

L'éditeur de ce Cézanne un peu trop luxueux nous permet d'être mieux inspiré en ajoutant à sa collection « Les Carnets de dessins » un Univers de Turner (6) dont les reproductions enchevêtrées et dont le texte, dû à William Gaunt, est d'ailleurs aussi bien un survol de l'ensemble de l'œuvre qu'un essai d'analyse et de mise en place des esquisses dans leur rapport avec l'œuvre peinte.

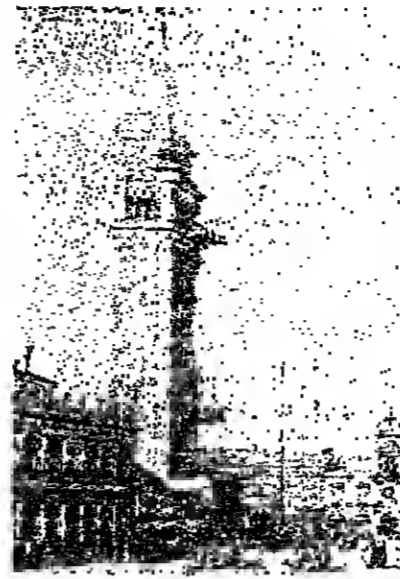
Dans le regret de curiosité qu'a provoqué le magnifique exposition de la Royal Academy qui, rappelle-t-on, se terminera le 3 mars, on peut également citer le Turner et son temps publié par les soins de la rédaction de Time and Life (7). Bonne illustration qui fait une large place aux contemporains de l'artiste, d'ailleurs de documents bien choisis certaines étapes de sa carrière, le séjour à Perworth en particulier, insiste sur ces querelles si modernes et libras qu'elles font quelquefois penser à Monet, bien sûr, mais aussi à Klee. Il n'était peut-être pas indispensable d'attacher tant d'importance à l'époque de Turner, celui-ci, malgré ses liens avec l'Académie, l'ayant un peu traversés en tant que l'interprétation de son œuvre comme un conflit entre le monde pastoral et le monde industriel paraissant d'un essai mince bénéfice critique.

Mais le portrait de l'artiste, de ses manies, des petits mystères de sa vie privée, l'évocation de ses rapports avec le critique de l'époque, et le personnage ont si pittoresque qu'il est difficile de repousser à tout propos la tentation de l'anecdote. Grand buvard (certains de ses biographes disent qu'il buvait pour calmer ses regrets de dentiste, Turner était aussi grand amateur de dames, mais sous une forme plutôt bourgeoise et prosaïque, des Mrs. Booth, des Mrs. Jones ou quelque chose comme ça, et il semble bien qu'il ait exécuté bon nombre de dessins érotiques ou un souci très net dans le rendu l'important sur les brunes ordinaires de son imagination lyrique. Le malheur voulut qu'après la mort de Turner ce fut Ruskin qui découvrit ces dessins, Ruskin dont, on se sait, le puritanisme reposait sur la base intangible d'une virginité soigneusement préservée (il semble d'ailleurs ne pas s'en être plus mal porté).

On imagine son émoi, « Je découvre », déclara-t-il un jour à Frank Harris, que mon héros quitte-t-il tous les vendredis sa maison de Chelsea et se rendait à Wapping, où il restait jusqu'au tout matin, vivant avec les filles à moitié et les peignant dans toutes les postures de l'impudicité. Quelle vie ! Quel problème ! Pendant des semaines je lus tourmenté de doutes, essayant d'élever mon esprit au plus haut niveau moral. Finalement, l'idée s'imprima en moi que j'avais été choisi comme le seul homme capable de prendre en cette matière une décision capitale. Et Ruskin conclut, toujours selon Harris, qui rapporte cette conversation dans sa vie et mes amours : « Sur-le-champ, je mis au feu des centaines d'aquilles et de peintures crapuleuses. Oui, le feu brûla toutes ! et je suis fier de l'avoir fait, très fier ! »

Un guide du connaisseur

Dans un domaine bien différent, on ne négligera pas le substantiel étude sur la céramique chinoise que nous devons à Cécile et Michel Beurdeley (8). L'illustration est excellente, et à chaque document reproduit correspond une notice très précise et documentée (les pièces que les auteurs n'ont pas pu reproduire sont



Canaletto : dessin « fini » avec le campanile de San Marco.

dessinées ou traitées. Le livre, qui couvre le sujet depuis le période néolithique jusqu'au début du vingtième siècle, fait le bilan des toutes entreprises à partir de 1830 par les Suédois et les Japonais, ainsi que des découvertes des archéologues de la République populaire chinoise. Il traite largement du problème des matériaux et des techniques, comporte de nombreux repères chronologiques, un petit dictionnaire des symboles, un index des dynasties et des matières avec transcription des caractères chinois. Voilà un ouvrage comme on voudrait en voir plus souvent dans l'édition d'art, qui est sutant à lire qu'à regarder et qui est vraiment un guide du connaisseur, comme son sous-titre l'indique.

Mais il nous faut établir un palmarès, nous donnerons certainement le palme de l'utilité et de l'agrément aux deux volumes du catalogue illustré des peintures du Louvre qui sont consacrés à l'école française du dix-septième siècle et du dix-huitième siècle (9). Tous les tableaux sont reproduits (en noir et blanc) de façon très lisible avec les notices qui commencent un index des titres et des auteurs. Un tel ouvrage est le résultat d'un travail considérable mené avec beaucoup de rigueur, et on le consulte avec autant plus de plaisir qu'il nous permet de mieux connaître ces peintres de la fin de l'Ancien Régime (Lagrenée, Payron, Duplessis, Regnaud, Vien, Vincent, etc.) que l'exposition « De David à Delacroix » a récemment sorti du purgatoire. Ces deux derniers ouvrages indiquent à l'éditeur français une voie plus utile et sans doute plus rentable que celle qu'il suit trop souvent en matière de publications artistiques : des ouvrages sérieux, documentés, qui soient des instruments de travail et de réflexion et non des objets décoratifs dont le caractère s'achève prématurément chez les selduans du quartier Latin.

(1) Svend Erikson, Early neo-classicism in France, Faber and Faber, Londres, 1974, 232 p., 120 s.

(2) Jan Van der Marck et Enrico Crispolti, Lucio Fontana, deux volumes, La Connaissance, Bruxelles, 1974, 540 p.

(3) Pour la période contemporaine, il faut signaler aussi l'étude très attentive de Werner Schwabebach sur Jules Blaser (Bonvent, Genève, 1973) et le chapitre de Peter Smith, François Menart, deux volumes, Zwemmer, Londres, 1973, 450 p.

(4) Jan Van der Marck et Enrico Crispolti, Lucio Fontana, deux volumes, La Connaissance, Bruxelles, 1974, 540 p.

(5) Pour la période contemporaine, il faut signaler aussi l'étude très attentive de Werner Schwabebach sur Jules Blaser (Bonvent, Genève, 1973) et le chapitre de Peter Smith, François Menart, deux volumes, Zwemmer, Londres, 1973, 450 p.

(6) Sabine Cotté, Cézanne, Editions Henri Sirey, 1974, 265 p.

(7) William Gaunt, L'Univers de Turner, Les Carnets de dessins, éditions Henri Sirey, 1974, 288 p.

(8) Turner et son temps, par Diana Hirst, Time-Life, le monde des arts, 1973, 59 p.

(9) La Céramique chinoise, par Cécile et Michel Beurdeley, Office du livre-Vito, 1974, 320 p.

(10) Ecole française dix-septième et dix-huitième siècles, Catalogue illustré des peintures du Musée du Louvre, par Pierre Rosenberg, Nicole Barraud, Isabelle Compué, deux volumes, 1953 p.

DUBUFFET AU CNAC

L'Hourloupe rappelée à l'ordre

Le Centre national d'art contemporain, qui présente actuellement une exposition Dubuffet, ouvre ses portes ce mercredi, après avoir été occupé pendant plusieurs jours par des artistes contemporains qui réclamaient des garanties dans le contrat qui les offrait à la caisse de retraite CAVAR. Le CNAC expose quarante-sept toiles peintes par Dubuffet en 1974, qui clôturent, sous le titre « Paysages castillans », le cycle de l'Hourloupe.

Qui aurait pu prévoir le destin de ces gravités de l'impatience du de la réverte, surgit il y a douze ans d'une pointe Bic sur la cloche du téléphone, oienté devenu delecté à peinture ou prétexte à collages, megnillés ensuite dans l'espace par le vertu de l'acrylique et du polystyrène, pour venir enfin eux dans les dimensions dans les grands tableaux présentés rue Berryer ? Car Dubuffet nous en avertit : si l'Hourloupe réintègre aujourd'hui la cadre, c'est en épilogue d'une décennie de divagations et d'aveuglements.

« J'AI ME beaucoup les choses portées à leur extrême possibilité... C'est bien là ce que Jean Dubuffet, homme d'épurement et de sincérité, a fait de son Hourloupe », que les commentateurs pérorés de l'avenir (s'ils font à cet antiphrase le mauvais coup de l'inclure dans une histoire de l'art qu'il n'a cessé de récuser) considèrent surtout, armés de leur mésoicé à période comme le plus insistant chapitre de son long ouvrage « L'Hourloupe est en effet, si l'on veut en réduire l'ambition à une quelconque période rose ou bleue — mais c'est vraiment le perdre par son petit côté.

Des « conjecturales figurations »

Des années durant, le réseau erratique de l'Hourloupe aura été ses « conjecturales figurations » à tous les matériaux et à tous les usages : du jeu de terrois au théâtre, de la sculpture à l'espace construit. Cela nous aura valu les saisissantes surprises du Cabinet topologique, de la Villa Falaba et de Coucou Bazar, et jusqu'à la livrée de Milord La Chamarré, sentinelle géante au pied du Seagram Building de New-York, en attendant la réalisation des projets pour la Défense ou pour la National Gallery de Washington, d'une tour de 18 mètres à Bruxelles, et du Salon d'été avec bassin, « arbres », « cardinales » et « nuages » en construction dans la cour du nouveau siège de Renault, entre la Seine et Courberlin. Les invités de la Régie pourront considérer en vue plongeante ces parterres peu versatiles après avoir déjeuné garnis dans les « Hourloupes » déjà en place dans les six salles à manger directionnelles, et dont la suite forme un Roman burlesque en vingt épisodes. A la grille de bon aloi de rapés d'alfaves se mêlra ainsi pour eux cette impression d'investissement périphérique prolongeant le choc visuel, que Gabriel Picon a caractérisé comme « effet Dubuffet ».

« L'Hourloupe est en effet, si l'on veut en réduire l'ambition à une quelconque période rose ou bleue — mais c'est vraiment le perdre par son petit côté. »

soient pas directs. Les gens pensent à ces petits chiffonnages, à ces taches et reprises, où se manifeste la main, et qui, pour le plupart d'entre eux, sont l'essentiel de la peinture.

Ces « imprévus de la touche et de l'improvisation », Dubuffet reconnaît qu'il les a lui-même naguère affectionnés. Mais les gourmets de triandres picturales restaurant, cette fois, sur leur pain, « Renoncer, s'apprivoiser — explique-t-il — ce sont des voies dans lesquelles je crole. Sans tel adieu à ce qu'on aime, on ne peut attendre qu'une extinction. En revanche, même transposés impersonnellement sur la toile, il n'est pas indifférent que le geste soit né curieusement sur le papier.

Au crayon leura, le trait glisse mieux et obéit plus vivement à l'impulsion. Le format du papier aussi est plus à la mesure de la main. Alors, du fait de l'agrandissement, l'œuvre prend un caractère détaché, un peu vide, presque tentomatique, qui me plaît beaucoup.

Pour le reste, on trouvera dans ce chant du cygne de l'Hourloupe, remisé au bercail, les additions de la configuration « incertaine » à laquelle se plait Dubuffet, compliquée de tout un jeu d'ambiguïtés et de suggestions annulées. Un certain inconfort visuel peut naître, tel ou tel, de l'équivoque entre tel détail du graphisme et l'alphabet qui a conditionné notre œil, ou des reminiscences occasionnelles que révèle tel parti-pris de hachures incertaines. Mais, cette fois, c'est dans le registre de l'aplat froid et de l'écriture anonyme.

Au moment où retombe le rideau baroté de l'Hourloupe, le sens de la démarche de Jean Dubuffet ne fait plus de doute : entre ses « heures pâtes » et autres « textures » surgies, hier, au début des pistes accidentées de l'art brut, et le sang-froid de cette nouvelle technique de seconde main, brul entre le brut et le programmé, tout se passa comme s'il n'y avait eu que de contourner la peinture, un se gardant comme d'un pestil d'y tomber.

MICHEL CONIL-LACOSTE.
* Centre national d'art contemporain, 11, rue Berryer, jusqu'au 5 mars.

LES IKS
mise en scène Peter Brook
location 12 h à 19 h sauf dimanche et par téléphone 280.28.04-280.28.78
hors location 100 places disponibles pour chaque représentation
9 dernières
BOUFFES-DU-NORD
209, Fbg Saint-Denis

UNE VOIX AVEC ESPOIR
XAVIER RIBALTA en CATALAN
et PABLO GUERRERO
OLYMPIA - DIM. 2 MARS 18 h - 280-21-45 - PL. 18 et 19 F

natalie wood
robert redford
DAISY CLOVER
robert mulligan
ACTION CHRISTINE 4, Rue Christine (9) - TEL. 282.62.71

A PARTIR DU 1^{er} MARS
BOUFFES PARISIENS
HELENE MARTINI Directrice
M. BOBINO et JACQUES PROVENCE présentent
MARCEL AMONT
Pourquoi Tu chanterais pas
Comédie musicale de ROBERT BEAUVAIS
Musique de JACQUES REVAUX et ROLAND VINCENT
Lyrics de MARCEL AMONT
Chorégraphie et Ballets de JEAN MOUSSY
Mise en scène de HENRI GARCIN
GINETTE GARCIN
et
DOMINIQUE TIRMONT
GERARD HERNANDEZ
PIERRE PLESSIS
SEBASTIEN FLOCHE
FREDERIQUE TIRMONT
4, MONSIGNY Soirées à 20h45 (Sauf Lundi) Dimanche 15h et 18h30
Location OPE 87-94 et dans les Agences

A 20 h 30
PIZZA DU MARAIS
15, rue des Blancs-Manteaux 277-42-51
LE SHOW Jacques HIGELIN
14 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

Michodière
CLAUDE PIÉPLU • ROLAND DUBILLARD
Les Diablogues
de ROLAND DUBILLARD

faul le vent
GMAN
Conjugale
LES SARCCELLES

Expositions

JEAN DUBUFFET : PATRAGES CASTILLANS, SITES TRICOLORS... Centre national d'art contemporain, 11, rue Berryer (87-46-81). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 5 mars.

Concerts

MERCREDI 27 FEVRIER... LOCKENHAIME, 19, rue d'Odessa, 14^e (22-67-23). De 18 heures à 21 heures... PALAIS SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, place Saint-Germain-des-Prés, 21 h. : Ensemble vocal national, orchestre de chambre de l'université de Paris, dir. J. Grimbart (J.-S. Bach).

Variétés

LE MUSIC-HALL... BOBINO, 20, rue de la Galté, 14^e (22-30-28) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Les Chaperons, 9 (742-25-48) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Colonne (jusqu'au 22 mars).

ARLEQUIN (vo) 76, rue de Rennes (548-62-25) CHARLES CHAPLIN LE DICTATEUR théâtre des quartiers d'Ivry direction: antoine vitez DOMMAGE QU'ELLE SOIT UNE PUTAIN... COMPLET JUSQU'AU 23 MARS

LE CENTRE DE PSYCHOLOGIE EXPERIMENTALE TRIBU Georges GUELFAND Roland GUYON, Aldo NDNIS organise les 1^{er} et 2^e mars 1975 UN GEDUPE DE RIO-GRANDE anime par Georges GUELFAND

GIT LE CŒUR BOITE A FILMS HILARY CAVAN milArepA COMPAGNIE RENAUD BARRAULT THEATRE D'ORSAY à partir du 5 mars CHRISTOPHE COLOMB de Paul Claudel musique DARIUS MILHAUD mise en scène JEAN-LOUIS BARRAULT orchestre dirigé par ANDRÉ GIRARD en alternance avec HAROLD ET MAUDE et AINSI PARLAIT ZARATHOUSTRA soirée 20 h, répét. dim. et lun., matinée dimanche 15 h. location 548.65.90

LE MARAIS JEAN SEBERG LES HAUTES SOLITUDES LE MARAIS JEAN SEBERG LES HAUTES SOLITUDES

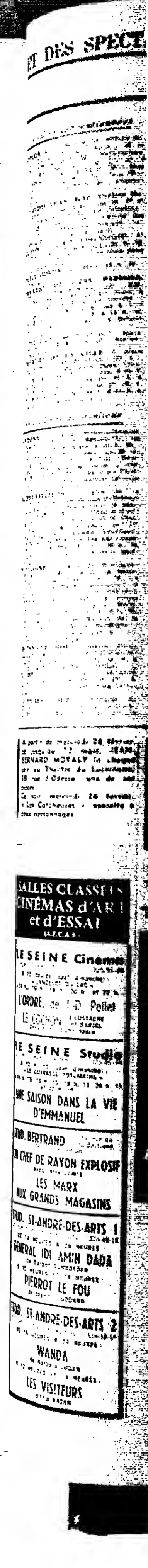
FESTIVAL de critiques enthousiastes au BAL DU MOULIN ROUGE « Quelle belle revue ! » André Lafargue - LE PARISIEN LIBERE « Andrex ressuscité de manière troublante Maurice Chevalier. » Jacqueline Cartier - FRANCE-SOIR « Tout est réuni pour le plaisir des yeux et il n'est pas interdit de rêver. » Maurice Rapin - LE FIGARO « Offrez-vous cette récréation, vous ne le regretterez pas. » Philippe Juillet - JOURNAL DU DIMANCHE « Un des quatre plus beaux spectacles du music-hall présentés au monde. » Guillaume Hamoteau - PARIS-MATCH « Je ne suis pas encore rassasié des sortilèges de ce spectacle. » Christian Defarge - GAZETTE DE LAUSANNE Réservez: 606-00-19 et 78-02 samedi 1^{er} mars

UGC MARBEUF - BONAPARTE - ST-LAZARE PASQUIER la chaise vide FRANCE-SOIR: Un vrai spectacle. LA CROIX: Un film comme on en rencontre tous les 10 ans (et encore)... L'HUMANITE: Passionnant je vous le recommande chaudement. LE CANARD ENCHAINE: Merci pour votre film Pierre Jolloud. avec MAXIMÉ LE FORESTIER MARTINE CHEVALIER DANIEL QUENAUD

THEATRE D'ORSAY à partir du 5 mars CHRISTOPHE COLOMB de Paul Claudel musique DARIUS MILHAUD mise en scène JEAN-LOUIS BARRAULT orchestre dirigé par ANDRÉ GIRARD en alternance avec HAROLD ET MAUDE et AINSI PARLAIT ZARATHOUSTRA soirée 20 h, répét. dim. et lun., matinée dimanche 15 h. location 548.65.90

NOUVELLE COMEDIE OPE 54-74 BRITANNICUS RACINE mise en scène de Daniel Mesguich LE MARAIS JEAN SEBERG LES HAUTES SOLITUDES

ALLEES CLASSES CINEMAS d'ART et d'ESSAI (L.I.C.A.S.) LE SEINE Cinéma LE SEINE Studio SAISON DANS LA VIE D'EMMANUEL ROUD BERTRAND EN CHEF DE RAYON EXPLOSER LES MARX AUX GRANDS MAGASINS ST-ANDRE-DES-ARTS 1 GENERAL ICH AMIN DADA PIERROT LE FOU ST-ANDRE-DES-ARTS 2 WANDA LES VISITEURS



Théâtres

Les salles subventionnées

OPERA 2, rue Scribe, 9^e (073-12-30), les 27, 28 (colloque, étude), 28 et 3 mars à 19 h. 30 ; Petrouchka (ballets) les 1^{er} et 6 (Aboum, J. 7), à 19 h. 30 ; Don Carlo, le 7, à 19 h. 30 ; Don Giovanni, le 9, à 18 h. 30 ; Concert Bavel.

20 h. 30, Tabou ou la Sainte-Barbe de combat. CRISTINI, Maison des arts et de la culture, place de l'Hôtel-de-Ville (088-94-30), le 27, à 21 h. ; Histoire du théâtre ; les 28, 29, 1^{er}, 4, à 21 h. ; Comédie politique ; le 1^{er}, à 21 h. ; Petite salle, Comperin, Ravel, avec J.-C. Penardier, A.-G. Dechamps.

VOUS SAURIEZ-VOUS ? Théâtre municipal, 82, bd Paul-Vaillant-Couturier (885-40-17), le 1^{er}, à 21 h. ; 190 et belle amitié. ESSY LES MOULINEAUX, Théâtre municipal (848-21-70, poste 308), le 1^{er}, à 21 h. ; Les Grandes Esclaves de l'Opéra (C. Bessy, C. Motte, T. Beaumont, A. Labis, C. Alaric, G. Pflieger, J. Charrin).

LES AUTRES SALLES ANTOINE 14, boulevard de Strasbourg, 10^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

Les théâtres de bonlieu

ANTONY, Théâtre Firmin-Gémier, place du Marché (886-02-74), les 27 février et 1^{er} mars, à 20 h. 45 ; les 6, 13, 20, 27, 28, 29, 6 mars, à 20 h. 45 ; La Cité ; Résistance ; Distributions ; 358-81-87, le 27, à 21 h. ; Les Ballets de la Compagnie ; Dédé science mantes (groupe de musique libre pop).

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 11^e (208-77-11) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. ; Le Tube. AVELINE, place Charles-Dullin, 18^e (608-48-24) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 ; Un tramway nommé désir.

THEATRE La Compagnie CHARBONNIER-KAYAT présente HAMLET de William SHAKESPEARE CREATION

PUBLICIS ELYSEES vs - PLAZA vs PARAMOUNT ODÉON vs GRAND PRIX FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE AVORIAZ 1975

MAC-MAHON - PAGODE ROSSellini! LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV

Festival elipson au Festival du son au stand N° 122 6 nouvelles enceintes acoustiques très haute fidélité auditions d'enregistrements de l'orchestre de Paris

GEORGE V v.d. - PUBLICIS St GERMAIN v.d. PARAMOUNT OPERA v.f. - LES IMAGES v.f. MAX LINDER v.f. - MAINE RIVE GAUCHE v.f. GALAXIE v.f. - PARAMOUNT ORLEANS v.f. PARAMOUNT MAILLOT v.f. - PASSY v.f. LUX BASTILLE v.f. - LE GRAND PAVOIS v.f.

SALLES CLASSEES CINEMAS d'ART et d'ESSAI (A.E.C.A.E.) LE SEINE Cinéma 6, rue Frédéric-Sauton - 325-95-99

PHANTOM of the PARADISE

pas si méchant que ça MARLENE JOBERT - GERARD DEPARDEIU

elipson la perfection du son

PRIX SPECIAL DU JURY FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE AVORIAZ 1975

LE SEINE Studio 8, rue Frédéric-Sauton - 325-95-99

PHANTOM of the PARADISE

pas si méchant que ça

elipson la perfection du son

LE MONSTRE EST VIVANT!

STUD. BERTRAND 29, rue du Général Foy - 64-66

PHANTOM of the PARADISE

pas si méchant que ça

elipson la perfection du son

LE MONSTRE EST VIVANT!

STUD. ST-ANDRE-DES-ARTS 1 30, rue Saint-André-des-Arts - 326-43-18

PHANTOM of the PARADISE

pas si méchant que ça

elipson la perfection du son

LE MONSTRE EST VIVANT!

STUD. ST-ANDRE-DES-ARTS 2 30, rue Saint-André-des-Arts - 326-43-18

PHANTOM of the PARADISE

pas si méchant que ça

elipson la perfection du son

LE MONSTRE EST VIVANT!

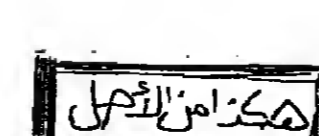
STUD. ST-ANDRE-DES-ARTS 2 30, rue Saint-André-des-Arts - 326-43-18

PHANTOM of the PARADISE

pas si méchant que ça

elipson la perfection du son

LE MONSTRE EST VIVANT!

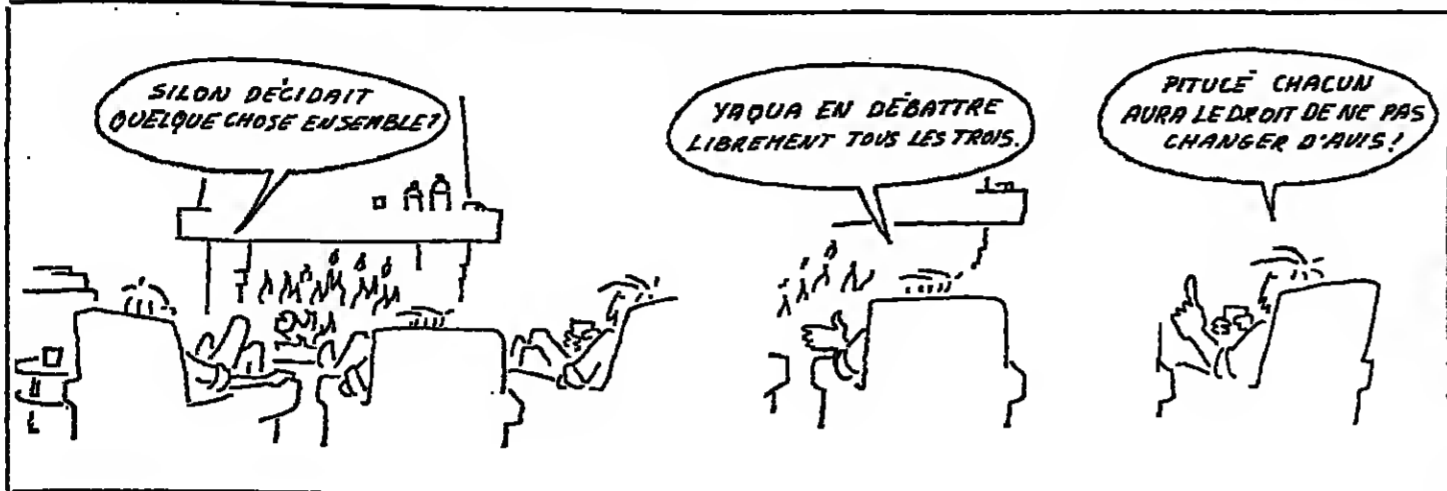


AUJOURD'HUI

صكنا من الامل

SILON, YAQUA et PITUCÉ

DE GUY BÉART
DESSINS DE KONK



MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1087

1	2	3	4	5	6	7	8	9
X								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Le royaume des ombres ; Abréviation. — II. Dans certains cas, c'est encore le meilleur moyen de sauver la face (orthographe

admise). — III. Point de repère ; Allonge la sauce. — IV. Implique une attente ; Rarement noté par un simple mot. — V. Niche. — VI. Partie ailleurs. — VII. Démonstratif ; C'est ce qu'il reste à faire pour ceux qui trouvent le sol trop bas. — VIII. Roulé quand on le passe au bleu ; Pronom. — IX. Étaient surveillées par une responsable qui savait, parfois, se montrer généreuse. — X. Bons, ils sont généralement saés ; En Espagne. — XI. Paie, en Angleterre ; Ne dissimule pas ses impressions.

VERTICALEMENT
1. Tout coffre lui livrait son secret ; Possessif. — 2. Préféré par un auditeur intéressé ; Le faux vaut plus cher que le vrai. — 3. Ne pousse pas du tout à réfléchir ; Chef de corps. — 4. Abréviation ; Out la plume légère. — 5. Abréviation ; Endroit très humide. — 6. N'a rien d'un optimiste ; Change beaucoup avec le temps. — 7. Une famille qui avait de la branche ; Monnaies étrangères. — 8. Des filles très simples ; Remue. — 9. Dans le nom d'une ville d'Italie ; Tent beaucoup à sa totale liberté.

Solution du problème n° 1086

Horizontalement
1. Philomène. — II. Redites. — III. Erines. — IV. Sées. — V. Sale. — VI. TD ; Ténon. — VII. Ombres ; T. — VIII. NT ; Sed. — IX. Empressé. — X. Aéra. — XI. Irun ; Urr. — XII. Surtaxant.

Verticalement
1. Preston ; Is. — 2. Héridité ; Ru. — 3. Idle ; Maur. — 4. Lius ; Tapent. — 5. Ote ; Te ; RR. — 6. Mèsses ; Eau. — 7. Es ; On ; SS ; Ea. — 8. Ilotes ; En. — 9. Euménides.

GUY BROUÏT.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 26 février à 8 heures et le jeudi 27 février à 24 heures :

Au cours de ces deux jours, la France sera encore recouverte par des masses d'air frais continental, qui évoluent lentement dans la zone des hautes pressions d'Europe.

Cependant, les perturbations de l'Atlantique pénètrent sur la péninsule ibérique, et leur bordure septentrionale atteindra le sud-ouest de la France dans la nuit de jeudi à vendredi.

Jeudi 27 février, le temps restera ensoleillé sur la presque totalité de notre pays, et il y aura seulement quelques brouillards matinaux dissipés. Ce n'est que dans l'après-midi que les nuages deviendront nombreux sur les régions présen-

tes, où ils pourront donner quelques précipitations dans la soirée et la nuit.

Les vents, généralement faibles, viendront du secteur est ; ils tourneront au sud-est et ils se renforceront progressivement sur le Roussillon, le Languedoc et le littoral atlantique.

Les températures varieront peu par rapport à celles de mercredi.

Mercredi 26 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris-Le Bourget de 1031,6 millibars, soit 773,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 février ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) : Biarritz, 15 et 5 degrés ;

Visites et conférences

JEUDI 27 FEVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Classe nationale des monuments historiques, 15 h., 61, avenue de l'Observatoire, Mme Bachelier ; « L'Observatoire », 15 h., 6, boulevard des Invalides, Mme Chapuis ; « Apothécairie renouée des Invalides », 15 h., devant l'église, rue Sainte-Océlie, Mme Chapuis ; « Saint-Eugène et son quartier », 15 heures, boulevard des Filles-du-Calvaire, Mme Penner ; « Le Cirque d'Éver », 14 h., 20, Musée d'art moderne, 16, avenue de New-York ; « Le Salut de l'Union des femmes peintres, sculpteurs et décorateurs », l'Art pour tous, 15 h., 10, rue de Valenciennes ; « Les jardins de Saint-Germain-des-Près, ses caves, l'abbaye », (à travers Paris), 15 h., 104, rue de Provence ; « Les couillues du magasin du Printemps », (Mme Hager), 15 heures, 186, avenue Daumesnil ; « L'église du Saint-Esprit », (Histoire et Archéologie), 15 h., entrée principale, boulevard de Ménilmontant ; « Le Père-Lachaise », (Jadis et Maintenant), 15 h., cour Carrée, pavillon de

CONFÉRENCES. — 15 h. et 18 h., 16, avenue de New-York, Cl. Sorel et Villemot ; « Débat entre poètes et affichistes », l'Union des femmes peintres et sculpteurs, 20 h., 45, Musée social, 5, rue Las Cases, M. Olivier Clément ; « Nicolas Gobelet ou l'humanisme transfiguré », (Union des croyants), 21 h., 11 bis, rue Koppler ; « Violence et non-violence », (Loge amie des théosophes), 21 h., 6, square Rapp, Mme Yves Renouard ; « Une heure au Vatican », (projections) (Dante Alighieri - Comité de Paris) (entrée libre).

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
12, avenue Sœur-Rosalie,
75621 PARIS CEDEX 13.

SITUATION LE 26-2-75 A 0 h GMT.

PRÉVISIONS POUR LE 27-2-75 DÉBUT DE MATINÉE

— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 // Zone de pluie ou neige ▽ averse ☐ orage → Sens de la marche des fronts
 —●— Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲▲ Front occlus

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 26 février 1975 :

UN DÉCRET
● Relatif à diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des conjoints survivants, des mères de famille et des personnes âgées, et notamment à l'application de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975.

UNE LISTE
● Des élèves ayant obtenu en 1974 le diplôme d'ingénieur de l'École nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

SÉLECTION DE TEXTES FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

● L'aggravation des symptômes de décadence économique en Grande-Bretagne.
 ● Le problème de la balance des paiements britannique.
 ● La C.E.E. est-elle responsable de la dégradation de la balance commerciale britannique ?
 ● Population et politique régionale en Grande-Bretagne.
 ● Le déclin des banques privées en R.F.A.
 ● La politique ouest-allemande.
 ● La politique industrielle de la Belgique : un point de vue critique.
 ● La politique d'industrialisation et le développement régional en Irlande de 1958 à 1972.

LE NUMÉRO 3 F ABONNEMENT 1 AN, 20 F. 6 NUMÉROS, 120 F. 12 NUMÉROS, 240 F. 24 NUMÉROS, 480 F.

la Documentation Française
29-31, Quai Voltaire 75340 PARIS CEDEX 07

Foire au ski (1er au 8 mars)

DYNAMIC VR 17 toutes tailles	450 F
DYNAMIC 70 uniquement en 2,07m	290 F
Fixations LOOK NEVADA N 17 (1973)	195 F
Chaussures TRAPPEUR Cosmos	249 F
Chaussures SAN MARCO Master	250 F
Anoraks HECHTER hommes et femmes	250 F et 190 F

Et aussi : des prix dingues sur vêtements et matériel de ski. Un grand choix de skis et chaussures d'occasion.

Team 5. Les magasins de sports qui vous donnent envie de faire du sport.

Paris : TEAM 5 MONTPARNASSE 44-46, rue St-Placide 6° TEAM 5 NATION 30, rue d'Avron 20° TEAM 5 ITALIE 66, avenue d'Italie 13° TEAM 5 HAUSSMANN 55, rue de l'Arcade et 80, bd Haussmann 8° Centres Commerciaux : TEAM 5 ROSNY 2 TEAM 5 MASSY RADAR TEAM 5 BELLE ÉPINE TEAM 5 VELIZY 2 TEAM 5 CRETEIL

CLASSEZ PROMOTION DU TIROIR

VITE ET BIEN

99 F TTC PRIX EXCEPTIONNEL SUR L'ÉLÉMENT 05 A 5 TIROIRS CLEN

CLEN 35 FRIEDLAND

le premier spécialiste-ski en France...

le matériel ski le plus évolué - un choix immense de vêtements, chaussures, pulls, blousons, anoraks, etc, des prix connus pour leur sagesse - des conseils, des astuces, un accueil

au vieux campeur

48-50, RUE DES ÉCOLES, PARIS-6°
Catalogue SKI n° 75 - 210 pages illustrées, expédié contre 3 francs en timbres ou remis gratuitement

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75271 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4307 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sans Algérie)
31 F 168 F 233 F 308 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGER par messageries
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE
125 F 221 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
taxé sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse déterminés ou provisoires (deux semaines au plus). Les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger sous les noms propres en caractères d'imprimerie.

SPECTACLES

LES MARX BROTHERS MONKEY BUSINESS

LES FEMMES LINCOLN SAINT GERMAIN VILLE CAMERONNE

AGNON DU PEUPLE ITALIEN

SOIR

ATHON

+ 515
282

0 h 2
218
-259

Le Monde de l'éducation

MENSUEL

Le numéro de mars est paru

AU SOMMAIRE

LA RÉFORME HABY

- Les principales dispositions du projet
- Une interview du ministre de l'éducation
- Des analyses et des opinions

La réforme à la mode, par Claude GRIGNON et Monique de SAINT-MARTIN.

A chaque année, ou presque, sa réforme... Deux sociologues analysent la signification de ce phénomène saisonnier.

L'élimination par la psychologie, par François BRESSON.

M. Hoby explique sa réforme par la nécessité d'adapter l'école aux différences de « maturité individuelle » des enfants. Un psychologue, spécialiste de l'apprentissage des connaissances, proteste.

L'école adaptée à la division du travail, par Viviane ISAMBERT.

La réforme répond-elle aux besoins des enfants ou à ceux de l'économie? La réponse non équivoque d'une sociologue.

La philosophie refoulée, par Jacques DERRIDA.

La philosophie disparaît de la classe terminale. Mais « défendre » la philosophie ne suffit pas. Jacques Derrida propose une contre-attaque.

La promotion individuelle par l'école, par Jeon CAPELLE.

L'« inventeur » des collèges d'enseignement secondaire en 1963 analyse le projet de son continuateur et ancien collaborateur.

La sélection naturelle, par Louis MEXANDEAU.

Un projet démagogique et conservateur, par Jacques CHAMBAZ.

Les spécialistes pour l'éducation du parti socialiste et du parti communiste jugent la réforme Hoby. Une condamnation sans appel...

Trois exemples d'accès à l'enseignement supérieur, par Bertrand GIROD DE L'AIN.

Trois exemples, trois modèles très différents. Vers lequel la France va-t-elle s'orienter?

L'ÉDUCATION A L'ÉTRANGER

Finlande : débat politique autour de « l'école de base ».

Suisse : apprendre les langues étrangères dès l'école primaire. Pays-Bas : 13 000 bacheliers victimes du tirage au sort. Grande-Bretagne : les « comprehensive » sur la sellette. Somalie : une école au pied de chaque arbre. États-Unis : la Cour suprême donne raison aux élèves.

VIE DE LA CLASSE

Initier les élèves à la communication audio-visuelle. Les nouveaux manuels. Jeu logique. Des films historiques.

VOTRE ENFANT A L'ÉCOLE

Les devoirs à la maison. Les métiers d'animoteurs. La gymnastique. Textes d'élèves. Un emploi du temps « physiologique ».

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

La politique comme science. Le DEUG « mathématiques et sciences humaines ». Le télé-enseignement dans les universités de l'Est. Treize propositions pour les grandes écoles. Quand faire son service militaire?

FORMATION CONTINUE

Un service d'information à Toulouse. Algérie : la formation des hommes achetée avec l'usine.

LES REVUES

LES LIVRES

Prix de vente : 5 F

Abonnements (11 numéros par an), voie normale :
Étranger : 42 F
France : 50 F
Voie aérienne sur demande.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 - C.C.P. 4.207-23

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la sixième session du comité gouvernemental yougoslave-français de coopération économique, industrielle et technique, M. Nijns Dzidzic, ambassadeur de Yougoslavie à Paris, a offert une réception mardi soir 25 février.

Naissances

— Gérard et Colette Feldmann (née Chékroun) ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils Daniel-Georges, le 15 février 1975, 8, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— Mme et M. Gilbert Manuella ont la joie de faire part de la naissance de leur petite-fille Florence, chez Marquetric et Max Bulten, le 10 février 1975, Sceaux - Malakoff.

— Jocèle et Dominique sont heureuses d'annoncer la naissance de leur petit frère Arnaud Jérôme, au foyer de leurs parents, Docteur et Mme Richard Berthel, Paris, le 24 février 1975.

Mariages

— M. et Mme André Trintignant, M. Jacques Tabourin, sont heureux d'annoncer le mariage de Marie et Patrick, Paris, le 24 février 1975.

Décès

— M. et Mme Gérard Autchaud, Le docteur et Mme Michel Autchaud, M. et Mme Denis Autchaud, ont la douleur de faire part du décès de M. Daniel AUTCHAUD, survenu le 17 février 1975, dans sa quatre-vingt-septième année.

— La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Commaucourt (Yvelines), le 26 février, suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille.

— Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue Anatole-Franco, 92370 Chevilly, 44109 Hazebrouk, 97 bis, rue Paul-Chabas, 44109 Hazebrouk, 67, avenue du Vercors, 75310 Maurepas.

— Mme Pierre Basquin, M. et Mme Claude Basquin et leurs enfants, Mme Jacques Basquin, ses enfants et petits-enfants, Mme François Delatre, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre BASQUIN, survenu le 21 février 1975, muni des sacrements de l'Église.

— La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 24 février, 2, square d'Arcola, Party - II, 75150 Le Chesnay, 7, rue de Mesrepaux, 75009 Versailles, 37, rue Louis-Bouquet, 69009 Lyon.

— M. et Mme André Trintignant, M. Jacques Tabourin, sont heureux d'annoncer le mariage de Marie et Patrick, Paris, le 24 février 1975.

— Mme Herbert Pain, Le docteur et Mme Gérard Pain, ont la douleur de faire part du décès de M. Eric BERTHOUMIER, étudiant en médecine, survenu accidentellement le 19 février 1975.

— Ses obsèques ont eu lieu à Melun, le 24 février 1975, 5, avenue de la Libération, 77000 Melun, 18, rue Michel-Chabouët, 1208 Genève.

— Mlle Jacqueline Bertrand, M. Jean-Jacques Bertrand, Mlle Jeanne Bertrand, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 18 février, de leur mère, grand-mère, tante et parente, Mme Pierre BERTRAND, née Yvonne Méroule.

— Ils rappellent la mémoire de Pierre Bertrand, son époux, ancien directeur politique et rédacteur en chef du « Quotidien », et de Jacques Bertrand, son fils, croix de guerre, Légion d'honneur, mort pour la France le 14 mai 1940.

— Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 21 février, au domicile de leur mère, Mme Yvonne Méroule, 27, rue de Montesson, 75007 Paris.

— Mme Robert Chamerey, née Chavaux Perigny, son épouse, Le capitaine de frégate (en retraite) Georges Chamerey, son époux, sa fille Marie et ses nombreux amis, ont la douleur d'annoncer le décès de M. Robert CHAMEREY, journaliste, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 février 1975, à l'hôpital Foch, des suites d'une courte maladie.

— Une messe sera dite en l'église de Berchamps (Doubs), le jeudi 27 à 15 heures. Pula l'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière des Chaprais à Besançon, le même jour, 2, rue Alais-Pourcel, 25330 Sceaux, 2, rue des Génêts, 92330 Clamart.

A L'HOTEL DROUOT

Jeudi

EXPOSITION

de 11 heures à 18 heures

S. 1 - Estampes et tableaux modernes. Mlle Callot, expert S.O.P. Laurin, Gullin, Buffetaud, M. et Mme Yves Choquet, M. et Mme Bernard Simon, M. Jean-Noël Simon, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert SIMON, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, leur époux, père, frère et oncle, survenu dans sa soixante-troisième année, le 23 février.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 février, à 10 h. 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité à Carignan (Ardennes).

Selon la volonté du défunt, prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes. 14, avenue Diderot, 92330 Sceaux, 2, allée des Sureau, 92190 Montesson.

VENTE

S. 7 - Extrême-Orient. M. Morreau-Gobard, M. Bolzigrard, S. 17 - Mobilier. M. Trullier.

VENTE à VERSAILLES

M^{rs} ELACHE, commissaire-priseur à VERSAILLES, 5, rue Racineau 950-55-06 - 571-23-63

DIMANCHE 2 MARS à 14 heures

250 TABLEAUX MODERNES des meilleurs artistes contemporains et de la fin du XIX^e.

Expos. : vendr. 25-2 - Sam. 1-3.

DEBAT

Sciences de la nature et sciences de l'homme en fait réconciliées?

avec Massimo Piattelli, Serge Moscovici et Maurice Godélier

JEUDI 27 FÉVRIER à 20 h. 30

C.E.L.J.P., 30, bd de Port-Royal PARIS (8^e)

— On apprend la mort du barjote Marcel GRANDMAYR, décédé lundi à New-York. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

(D'après le magazine « Nouvel Grand-Jury » qui avait écrit sur États-Unis en 1956, avait écrit à l'occasion de sa messe funéraire à New-York, le secteur d'enseignement de la barre. Il avait commencé sa carrière de concertiste à Paris en 1949, et écrit de nombreuses compositions pour harpe.)

— Mme Jean Julien, Le professeur agrégé et Mme Michel Julien et leurs enfants, M. et Mme Bernard Julien et leurs enfants, M. et Mme Laurent Julien et leurs enfants, Mme Marcel Edigonne, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean JULIEN, chevalier de la Légion d'honneur, président d'honneur du Crédit industriel de l'Ouest, survenu dans sa soixante-douzième année, le 30 février 1975.

— Selon la volonté, la cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Bourdonnais (Haute-Marne). Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

— Cet avis tient lieu de faire-part. 15, avenue de la Bourdonnais, 75007 Paris, 22, avenue Drouot, 75007 Paris, 48, rue Fouchault-de-Pavant, 75011 Paris, 5, rue de Métila, 75008 Paris.

— par le 21 février 1975, délégué des Hautes études commerciales. M. Jean Julien avait commencé à la Banque Dabont une carrière qui par sa suite a débouché sur le Crédit industriel et commercial (C.I.C.). En 1940, M. Julien fut nommé directeur général d'une banque d'Alsace, le Crédit industriel de France (C.I.F.) dont il devint président en 1961.

— Notre (Charente), Mme Pierre BERTHOUMIER, docteur vétérinaire, inspecteur général outre-mer, survenu en son domicile, Demours des Rutlands à Nersac, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 27 février à 14 h. 15, en l'église de Nersac.

— Mme Robert Simon, Le lieutenant Olivier Simon, M. et Mme Pierre Simon, M. et Mme Yves Choquet, M. et Mme Bernard Simon, M. et Mme Bernard Simon, M. Jean-Noël Simon, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert SIMON, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, leur époux, père, frère et oncle, survenu dans sa soixante-troisième année, le 23 février.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 février, à 10 h. 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité à Carignan (Ardennes).

Selon la volonté du défunt, prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes. 14, avenue Diderot, 92330 Sceaux, 2, allée des Sureau, 92190 Montesson.

Anniversaires

— Pour marquer l'anniversaire du départ de Lucie RUCK ses amis font célébrer une messe à la crypte de l'église du Saint-Esprit, samedi 1^{er} mars, à 10 h.

Une salle sera mise à la disposition de ceux qui désireront se retrouver après la cérémonie, 7, rue Cambas, Paris-12^e, métro Daumesnil.

— En ce troisième anniversaire de la mort de Michel LÉVY (X 70), une messe pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé. Ego Ibo ad eum, et ipse non revertet ad me. (II Samuel XII-23.)

Bitter Lemon? Alors Ritter Lemon, de SCHWEPPES.

la preuve par 9 que l'on peut encore bien construire dans un quartier agréable de Paris pour

moins de 3.500 F* le m²

ferme et définitif

RESIDENCE DU PARC CHAUMONT
36, RUE DE LA VILLETTE.

Ch. 2 avec une vue sur une allée du jardin, bien au calme.

Balcon pour que le jardin pénètre presque jusqu'à votre chambre.

Cuisine : fonctionnelle et agréable, chaque chose en place.

Loggia : pour prendre "un verre" dehors avant de passer à table.

Ch. 1 : à volonté, une chambre supplémentaire ou le prolongement de votre salon.

Dressing Placard, Débaras : beaucoup de place de rangement fonctionnel, pour que les pièces d'habitation soient réservées à votre plaisir.

appartement 3 pièces - 2^e étage
74,40 m² + balcon et loggia : 12,30 m² - Prix 279.450 F
Soit 279.450 : (74,40 + 12,30/2) = 3.469 F/m²
Livraison : octobre 1975
Egalement studio - 2 et 4 pièces

*Prix indiqués pour l'exemple ci-dessus, ce prix varie suivant les types d'appartements et leur situation.

Sur place appartement modèle tous les jours de 14 h à 19 h
samedi-dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et 14 h 30 à 19 h.

piere bahon BAL. 46.62 20, av. Franklin Roosevelt, 8^e.

Mr et Mme adresse

désirent recevoir une documentation concernant la "Résidence du Parc Chaumont"

Mon foie connais pas? Qu'en dit le Zodiaque?..

Vierge. Vous êtes suave et romantique. Devant les douceurs et sucreries, évitez de fondre de tendresse, et... buvez

Vichy Saint-Yorre

DIRECTOR ADMINISTRATIVE and FINANCIAL

UN INGÉNIEUR

UN ASSISTANT PÉDAGOGIQUE

RESPONSABLE COMMERCIAL D'UNE DIVISION

صحة العقل والبدن

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,88
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	86,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68



emplois régionaux

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER 100.000 F+

Nous sommes un Groupe spécialisé dans la vente de biens d'équipement de la maison, bien implanté dans le Centre-Ouest, en expansion constante, et prêt de réaliser un C.A. de l'ordre de 120 millions pour 1975.

Pour nous consacrer plus exclusivement à notre tâche de Direction Générale d'une part et à la politique commerciale d'autre part nous recherchons un cadre de haut niveau, capable de prendre en main et de dominer tous les problèmes de gestion (comptable, administrative, financière, ...) au niveau des différentes sociétés.

Ce cadre, ayant entre 5 et 10 ans d'expérience, devra être capable de s'intégrer à un Etat Major jeune et particulièrement dynamique et, outre une formation de haut niveau (Grandes Ecoles, Expertise, ...) il devra présenter des qualités d'analyse, de synthèse, de décision et d'action propres à faire de lui le conseiller privilégié de la Direction Générale et son représentant auprès de toutes les instances.

Adressez C.V. détaillé avec références précises et présentations sous n° 176, à Monsieur LEGRAND, 3, boulevard René Levesneur, 72000 LE MANS, qui garantit le secret des candidatures.

DIRIGER LE SERVICE ENTRETIEN d'une entreprise de 400 personnes (cadre agréable dans l'Est de la France), disposant d'un équipement de grande puissance (maxipress, marteaux-pilons, fours à gaz, tours, fraiseuses, etc.), c'est ce qu'offre notre Directeur Général à

un ingénieur de 30 ans minimum, de formation A.M. ou équivalent. Son expérience en mécanique, électricité, électromécanique est confirmée, et il maîtrise tous les asservissements d'une usine produisant en moyenne et grande série. C'est un homme de terrain, ayant de l'initiative, de l'organisation et le sens des contacts, prêt à assumer des grandes responsabilités. Ecrire à P. VERDURE (ss réf. 107 M).

ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE B.-DE-CHATELON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

Société d'études et réalisations immobilières titulaires marchés importants régions méridionales recherche :

Un Economiste de la Construction
Un Architecte Chef d'Agence

pour Agence à ORANGE :

Un Ingénieur Structure et B.A.
Un Ingénieur Thermicien et Hydraulicien
Un Ingénieur Coordonnateur

30 ans minimum, nombreuses références exigées, capable d'intégrer dans un groupe dynamique, pouvant investir 100.000,00 F minimum dans une augmentation du capital de la Société et librer rapidement.

Adressez C.V., photo et présentations à ARTERA, 8, La Croisette, 06100 CANNES. Discretions et réponses assurées.

La Délégué Régional d'un important Institut de Formation recherche pour penser des programmes, perfectionner les méthodes et animer les exécutants

un assistant pédagogique

35 ans minimum

- Fortes cultures complètes (français ou équivalent).
- Pédagogue rompu aux techniques d'animation, perfection des contacts indispensables.
- Poste à Marseille, passionnant et évolutif pour candidat intéressé par problèmes humains. S'adresser sous référence 5250 B à :

QRES
10, La Canabière
13001 MARSEILLE
ou 23, rue des Mathurins
75008 PARIS

RESPONSABLE COMMERCIAL D'UNE DIVISION AUTONOME

Avec un effectif de 1400 personnes et un chiffre d'affaires de 200 millions, la Société Louis HEULLEZ implantée dans les Deux-Sèvres, est l'une des plus importantes entreprises françaises de construction. Elle est organisée en trois divisions autonomes. L'une d'elles, qui adapte les produits de série à des usages spécifiques : ambulances, fourgons, minibus, transport d'urgence... recherche son responsable commercial.

Ce cadre sera chargé de la promotion des ventes auprès des concessionnaires, des contacts avec les grands constructeurs automobiles, de la recherche de nouveaux produits et de nouveaux débouchés, de l'administration des ventes et de l'action publicitaire. Formation supérieure commerciale (I.N.E.C., ESCP, ESC). Expérience (3 à 5 ans) de la vente de produits techniques indispensables.

26 Rue Marbeuf 75008 Paris
vous adresser une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référence 5304.

France Centres
26 Rue Marbeuf 75008 Paris
vous adresser une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référence 5304.

Club de Val-d'Isère
Organisateur des safaris-photo de la Vanotse

Pour la période du 10 JUIN AU 30 SEPTEMBRE 1975

recherche **TECHNICIEN** connaissant les divers types de matériel photographique pour entretien et surveillance

Possibilité de logement

Ecrire avec références professionnelles et présentations à :
E.P. 47 - 73150 VAL-D'ISERE

INGENIEUR chef du service mécanique SAINT NAZAIRE

A côté de ses activités traditionnelles : réparations et constructions navales, la Société - 1500 personnes dont 600 à Saint-Nazaire - réalise des fabrications qui lui sont propres et qui sont vendues dans le monde entier.

Elle veut confier la responsabilité de ses activités de mécanique à un jeune ingénieur (A et M ou école de niveau équivalent) ayant quelques années d'expérience en la direction d'un atelier de montage techniquement bien équipé. Anglais souhaité. Poste d'évolution.

26 Rue Marbeuf - 75008 Paris
vous adresser une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référence 452M2.

TURBOMECA recherche pour son siège social à PAU :

1° Pour son service Trésorerie **UN COLLABORATEUR** UN COLLABORATEUR, ayant forte expérience gestion trésorerie ;

2° Pour son service comptabilité **analyste d'exploitation**, un **COLLABORATEUR** niv. D.E.C.S. rompu à la pratique des relevés dans les industries mécaniques.

Ecrire avec C.V. et présentations à : **TURBOMECA**, BORDES - 64200 BIZANOS.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation supérieure technique du type ENSI-INSA ou école française de papeterie, ou contacts de vente à niv. élevé avec clientèle industrielle internationale. Déplacements en Europe représentés 20 % du temps de travail.

Poste d'évolution très stable.

Logement facilité.

Adr. C.V. détaillé à SELETEC, Casseil au recrutement 6700 STRASBOURG CEDEX, sous référence 540.

JEUNE INGENIEUR

ou titulaire maîtrise de Sciences Economiques pour emploi de contractuel (ie)

Ecrire avec C.V., manuscrit, présentations et photo à : D.O.T. ANNECY - B.P. 369, 74012 ANNECY.

TURBOMECA recherche pour son siège social à PAU :

1° Pour son service Trésorerie, **UN COLLABORATEUR**, ayant forte expérience gestion trésorerie ;

2° Pour son service Comptabilité **Analyste d'Exploitation** niveau D.E.C.S. rompu à la pratique des relevés dans les industries mécaniques.

Ecrire avec C.V. et présentations à : **TURBOMECA**, BORDES - 64200 BIZANOS.

Pour développement Bureau Etudes PAU, recherchez :

INGENIEURS EN MECANIQUE parisiens et actifs ANGLAIS Formation assurée à PAU et aux ETATS-UNIS. Quelques années d'expérience dans un Bureau d'Etudes Industrielle. Etre licencié D.E.S. ou D.E.S. Promotion post. à l'Institut Groupe Multi-National. Ecrire HAYAS PAU O 152.001, ext. 17.

Coull. soc. m.ble cart. Altes-AIGL ch. foyer ou club. pour direction remisé mod. 75. sér. réf. Ec. n° 7.959, « le Monde » PubliCité, 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9^e.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour travaux mécaniques appliqués aux villes de province.

Ecrire avec C.V. et présent. à : n° 8547, CONFESSE PubliCité, 30, av. Chézy, Paris-17^e, tel. 75.29.11.

offres d'emploi

IMPORTANTE FILIALE D'UN TRES GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS recherche

juriste SPECIALISTE EN contrats internationaux

En raison de l'importance des contrats à traiter, seules seront examinées les candidatures présentant les qualifications suivantes :

- 35 ans minimum ;
- docteur ou licencié en droit français et si possible titulaire d'un diplôme d'une université américaine ou anglaise ;
- plusieurs années de pratique internationale du droit des contrats appliquée aux affaires industrielles ;
- connaissance approfondie de l'anglais parlé et écrit absolument indispensable, une deuxième langue étrangère (allemand ou espagnol) serait appréciée.

Possibilité intéressante de développement de carrière pour candidat de valeur.

Adressez C.V. détaillé sous référence 283 à AXIAL Publicité, 91, rue du Faubourg St-Honoré, 75008 PARIS qui transmettra rapidement votre candidature.

GROUPE FRANCO-AMERICAIN FILIALE U.O.P. recherche

Pour promotion vente Europe Occidentale

INGENIEUR Géologue ou Hydrogéologue

- Pour diffusion équipements forage d'eau
- Formation assurée aux U.S.A. (environ 1 an).

INGENIEUR Arts et Métiers ou équivalent

- Pour diffusion matériel filtration industrielle
- Formation assurée aux U.S.A. (environ 1 an).

Pour ces deux postes :

- 1° - Lieu de travail Paris ou Bruxelles (déplacements fréquents)
- 2° - La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Ecrire avec C.V. manuscrit M. Fauveau 11, av. du Colonel Bonnet - 75016 PARIS

DATA GENERAL CONSTRUCTEUR DES ORDINATEURS NOVA ET ECLIPSE PLUS DE 16.000 INSTALLATIONS

DANS LE CADRE DE L'EXPANSION DE SON SERVICE ASSISTANCE TECHNIQUE recherche

DES INGENIEURS ANALYSTES de haut niveau

- 3 ANS D'EXPERIENCE MINIMUM.
- CONNAISSANCE DES PROBLEMES : - TEMPS REEL ; - TRANSMISSION DE DONNEES ; - SYSTEMES BASE DE DONNEES ; - MONITEURS MULTIPROGRAMMATION.

offre

de nombreux contacts à tous niveaux au sein d'une Société se classant parmi les premières au monde par son dynamisme et ses expansions.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : **DATA GENERAL FRANCE** Direction du Service Assistance Technique 77, rue de Sévres - 92100 BOULOGNE.

Pour renforcer ses équipes commerciales **IMPORTANT CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS** recherche pour

- PARIS • BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • ROUEN et l'EXPORT

ingénieurs commerciaux confirmés dans la vente matérielle informatique REF. MFB 1

ingénieurs technico-commerciaux possédant une expérience des applications de gestion pour avoir participé à la mise en place de systèmes 3ème génération.

Ces ingénieurs seront chargés d'assister à nos ingénieurs commerciaux au cours de leurs négociations, et nos clients pour l'utilisation de nos matériels.

REF. MFB 2

Adressez lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo récente et présentations, en indiquant la référence du poste choisi à **A.N.P.M.** 100, avenue Charles de Gaulle 92522 NEUILLY/SISEINE

THOMSON-CSF recherche pour son département communication

INGENIEURS confirmés ayant une bonne expérience dans systèmes téléphoniques ou télégraphiques ou systèmes de matériels électroniques.

Logiciel de communication et d'opérateurs ;

- Circuits et ensembles électroniques.

Envoyer lettre, C.V. et présent. Service du personnel C.E.T.T., 51, boulevard de la République, 75001 CHATEAU.

IMPORTANT SOCIETE spécialisée dans l'exportation vers les pays du P.E.S.T. de matériels électroniques.

recherche

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL diplômé d'une école spécialisée en électronique ou université et ayant une expérience commerciale de plusieurs années dans l'électronique.

Ce poste implique :

- une parfaite connaissance de l'anglais et de l'allemand (et si possible d'une langue slave) ;
- des déplacements réguliers dans les pays du P.E.S.T. ;
- des démonstrations d'instruments et contacts commerciaux à tous les niveaux, y compris organismes d'Etat.

Ce poste est susceptible d'évoluer rapidement vers une fonction complexe de responsable de marketing.

Pour un premier contact qui restera absolument confidentiel, envoyer C.V. détaillé SEMIRA, 40, rue des Tilleuls, BOULOGNE (92100).

INSTRUMENTS S.A. recherche pour son usine d'IVRY **INGENIEUR D'ETUDES**

28 ans minimum, quelques années expérience en thermique, en développement (hors de laboratoire, Env. C.V. avec photo récente, 15, av. Jean-Jacques, Ivry, 94 F.J.T. Miret, Nouv. 140 bis, 97, CH. DIR. ADJ. H. ou F. Boer, animation et section, 2-61-87-77.

DIRECTEUR TECHNIQUE BENELUX TERMINAUX INTELLIGENTS

- Un important groupe industriel recherche Directeur Technique de sa filiale au BENELUX.
- Les nombreux succès de cette filiale, dans le domaine des Terminaux Intelligents, permettent d'organiser son expansion rapide, dont ce directeur sera chargé, à partir d'une équipe de 40 personnes actuellement.
- Le Directeur recherché sera responsable de l'ensemble des opérations d'assistance clients : - Assistance technique aux ventes - Réalisation des projets - Maintenance/Installation.
- Informations très confirmées, à compétences larges (hardware, software, centraux et d'application, Systems, Téléprocessing), sa maturité personnelle doit lui permettre de diriger des équipes pluridisciplinaires composées de spécialistes.
- La base de travail est à BRUXELLES.
- Les candidatures seront traitées confidentiellement.
- Ecrire, en mentionnant sur l'enveloppe : REF/DTB, à :

STRUCTURES
31, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

offres d'emploi

SAVIEM

recherche pour son
Etablissement de Suresnes
(2 500 personnes)

**Responsable
gestion de personnel**

Placé sous l'autorité du Chef du Personnel de l'Etablissement, il définira, en liaison avec le Directeur du Personnel, les méthodes de gestion des personnels ETAM et Ouvrier, et assurera leur mise en œuvre avec le hiérarchie.

Son action portera notamment sur les emplois et les salaires, la formation et les carrières, les procédures administratives, etc.

Il aura, en outre, à assister et conseiller les établissements décentralisés de la Direction Commerciale pour le recrutement et la gestion de leur personnel.

Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur (de préférence psychosociologique), ayant acquis une expérience diversifiée des problèmes humains dans l'entreprise.

Adresser curriculum vitae à M. le Chef du Service Ingénieurs et Cadres, SAVIEM, 8, quai Léon-Blum - 92152 Suresnes.

offres d'emploi

Importante Société de distribution de
SPIRITUEUX
de renommée mondiale, recherche son

**FUTUR DIRECTEUR
COMMERCIAL FRANCE**

SUP. de CO. ou équivalent - 35 ans minimum

Expérience de la branche « Spiritueux » absolument indispensable, acquise soit dans grandes maisons de production ou de distribution, soit dans sections spécialisées de centres d'achats.

Dans une première étape de 5 années environ, ce collaborateur dirigera et animera une équipe d'inspecteurs régionaux (environ 15 personnes). Il participera étroitement avec le Directeur Commercial actuel et la Direction Générale à la conduite et à l'évolution de la politique commerciale France pour être à même d'assumer pleinement ses responsabilités futures.

— Anglais indispensable —

Ecrire (lettre manuscrite avec C.V. et prétentions) sous référence 3121 à D. DANGES :

CORT 65, avenue Kléber
75116 Paris - 333-09-09.

Présenter les sociétés ou les groupes auxquels la candidature ne doit pas être transmise.

offres d'emploi

**DIRECTEUR
DES ACHATS**

Avec un effectif de 1400 personnes et un chiffre d'affaires de 200 millions, la Société Louis HELIX dans les secteurs de la conduite et à l'évolution de la politique commerciale France pour être à même d'assumer pleinement ses responsabilités futures.

Elle recherche un cadre habitué à manier l'outil informatique et à qui sera confiée la responsabilité des achats, des approvisionnements et de la gestion des stocks matières. Expérience de la fonction 5 ans minimum. Formation technique souhaitée.

25 Rue Marbeuf 75008 Paris
vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande
réf. 535 M.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEIL
accueillie

**INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE
X, Mines, Centrale...**

— possédant personnalité de haut niveau et si possible quelques années d'expérience industrielle ;
— aimant les responsabilités et attiré par le métier varié et formateur de :

CONSEIL EN MANAGEMENT

dans tous les domaines de Gestion d'Entreprises.

• Rémunération intéressante avec possibilité de carrière rapide et stable. Promotion tenant compte des résultats obtenus dans le cadre d'une large autonomie d'action ;
• Complément de formation assuré ;
• Missions pouvant s'exercer soit en France, soit éventuellement à l'étranger.

Adress. lettre man. C.V., photo et prêt. n° 95.641, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

offres d'emploi

Dans le cadre du développement rapide de ses activités d'études et de conseils (Plois informatique, audit, avant-projet...)

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE
(90 personnes)

INGÉNIEURS CONSEILS

Très Haut Niveau

sensibilisés aux problèmes méthodologiques
goût commercial apprécié

5 ANNÉES D'EXPERIENCE MINIMUM

Ecr. avec C.V., photo et prêt., n° 55.635, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

CHEQUE N° CC.0000001 S.P.F. 64 800 F.

♦♦♦ **IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL**

PAYEZ CONTRE CE CHEQUE **soixante quatre mille huit cents francs** (salaire annuel)

A L'ORDRE DE **JEUNE CADRE FINANCIER** diplômé H.E.C., E.S.S.E.C., Sup. de Co.
avec 2/3 ans d'expérience professionnelle dans Service Financier

Société Privée ou Organisme Financier

PARIS, le 26 Février 1975

PAYABLE A PARIS DIRECTION FINANCIERE
PARIS

Il

Si vous souhaitez collaborer avec nous. Adressez-nous une lettre et un C.V. n° 54493.

CONTEXTE PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra
Votre lettre reçue en entretiens
prévus au Siège Social où tous
renseignements utiles vous
seront fournis.

offres d'emploi

egor

Conseil en recherche de Cadres
se développe
et
offre à un

**consultant
confirmé (e)**

ayant une expérience réussie
dans un Cabinet de recrutement

• un cadre agréable
• une ambiance jeune
et dynamique (évidemment !!)

Premier contact : Appeler
Christian Laué ou Henri Philippe
265.70.55 - 265.69.95

egor 5, rue Meyerbeer
75009 Paris

offres d'emploi

IMPORTANTE ORGANISATION
recherche pour banlieue Nord-Ouest de Paris

**directeur foyer
jeunes travailleurs**

Il devra :

- assurer la gestion complète d'un foyer d'une centaine de résidents (lit et convert) en liaison avec les services centraux de l'organisation ;
- assurer les contacts avec les résidents ;
- superviser l'animation ;
- diriger une équipe d'une douzaine de collaborateurs ;
- résider sur place.

Il aura :

- un niveau de formation générale de base ou moins égale au Bac ;
- une formation à la gestion de collectivités ;
- une expérience de la Direction de collectivités, si possible de jeunes travailleurs.

Envoyer C.V. détaillé, photo récente et prétentions au
Département Secours du
COHEP, 19, rue de la Paix,
75002 PARIS (coex. réf. 1.082).

offres d'emploi

**chef de service
informatique**

La filiale française d'un groupe multinational, spécialisée dans la commercialisation de blocs d'équipements industriels et de matériel de travail public, recherche l'homme qui sera chargé de l'organisation et de l'animation.

IL AURA POUR MISSION :

- de définir et mettre en place les différentes chaînes de traitement sur S/360/115 ;
- d'agir sur les structures, les méthodes et les procédures dans le cadre d'une politique informatique ;
- d'animer et encadrer un service de 25 personnes.

NOUS DEMANDONS :

- une formation supérieure (grande école ou similaire), Anglais indispensable ;
- une expérience de la vie industrielle et de l'organisation ;
- les qualités humaines requises pour réussir dans un poste d'action et de contact.

Poste à pourvoir dans la banlieue OUEST.
Adresser C.V. détaillé au Service 6246 M

plein emploi 118 rue de la Paix 2

offres d'emploi

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Nous sommes une Société coopérative de détaillants : 355 magasins, SPECIALISTES DU MARCHÉ DE L'ENFANT, répartis sur toute la France ;
- Notre expansion rapide nous amène à étoffer notre équipe (20 personnes, moyenne d'âge 20 ans) et à rechercher un CADRE capable DE PRENDRE EN CHARGE ET DEVELOPPER l'ensemble des activités administratives, comptables et financières.
- Nous souhaitons le concours d'un HOMME JEUNE, de formation Supérieure juridique et comptable, possédant 3 à 5 ans minimum d'expérience acquises dans une Direction administrative ou un Secrétariat Général.
- Une grande disponibilité, le sens de l'INNOVATION et de bonnes aptitudes aux relations business sont indispensables pour réussir dans notre société.

Pour ce nouveau poste, la rémunération annuelle de départ est de l'ordre de 100.000 Francs.

Lien de travail : BUNIGIS.

Les cadres intéressés adressent leur dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) à Danielle TRIAIRE, réf. 390-L, Groupe F.P.R., 16, rue Washington, 75006 Paris, tél. 330-35-48.

offres d'emploi

**ingénieur
d'études
industrielles**

BSN Gervais-Danone propose à un jeune ingénieur de participer au développement technologique de Gervais-Danone.

Au sein de la Direction Industrielle, il sera chargé d'étudier et de mettre en place au stade pilote les procédés de fabrication et de conditionnement nécessaires au développement des nouveaux produits.

Ce poste est à pourvoir au Plessis Robinson (92).

Il convient à un jeune ingénieur mécanicien (Arts et Métiers, Insa, IDN...), parlant l'anglais, disposant d'une expérience d'environ 2 ans acquise de préférence dans un secteur industriel proche de l'alimentaire.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous la réf. E02 à E. Ruchet, BSN Gervais-Danone, 1201151 rue Jules Guesde 92302 Levallois Perret

bsn.gervais danone

offres d'emploi

Un Cabinet de Marketing
recherche

UN DIRECTEUR D'ÉTUDES
de haut niveau

SES MISSIONS :

- Direction totale du service.
- Préparation et supervision des études.
- Mise au point des nouvelles méthodes.
- Contacts avec les Chefs d'entreprises et Directeurs de Marketing.

SON PROFIL :

- Maîtriser et avoir l'expérience des techniques de pointe en études.
- Avoir occupé un poste de haute responsabilité dans un Cabinet.
- Savoir animer une équipe et avoir une volonté de développement et de contact.

REMUNERATION : 100.000 F + 110.000 F plus intéressement au développement.

Adresser une lettre de candidature avec photo, au « Monde », c/o S.M.I. S. F. Italiana, 79427 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

Société INTERNATIONALE
de PRODUITS COSMÉTIQUES
de RENOMMÉE MONDIALE

recherche

pour son Centre de Recherche Appliquée et de Développement de la rég. parisienne, UN CADRE

BIOLOGISTE

Il sera en charge du développement des produits de DERMATOLOGIE, en liaison avec les services Marketing et de recherche fondamentale.

Il sera responsable du service (5 personnes) dans un département de Recherche comprenant plus de 120 personnes, situé dans un cadre moderne et agréable.

Cette responsabilité sera confiée de préférence à un homme, ayant une formation INSA ou Universitaire en biologie et biochimie au niveau Doctorat et possédant une exp. professionnelle de l'ordre de 3 ans en pharmacologie et pharmacodynamie, obtenus dans un Laboratoire pharmaceutique ou un grand centre de recherche.

La pratique de l'anglais est souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions à 95.613, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra. Une discussion préalable sera assurée à toutes les étapes.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
implantée à AULNAY-SOUS-BOIS (93)

recherche

**DIRECTEUR
DES SERVICES COMPTABLES**

Formation :
Candidat jeune de tout premier plan, titulaire DECS ou diplôme équivalent, possédant l'expérience des problèmes comptables, financiers, fiscaux et informatiques.

Mission :
Assurer avec la direction générale la bonne marche de toutes les opérations de gestion interne (comptes d'exploitation, bilans, fiats de trésorerie, tableaux de financement, etc.).

Prévoir adresser lettre manuscrite, C.V. complet avec prétentions et photo sous n° 17499 B à :
Publicité - 17, rue Labat,
BLEU 91300 VINCENTINES, qui tr.

offres d'emploi

**ORGANISATEURS
CONSEILS
CONFIRMÉS**

- Le Groupe BOSSARD est un des plus importants Groupes Français de Conseil en Management ou services de développement et des mutations des Entreprises et des Administrations.
- Pour répondre à notre expansion à l'étranger, nous recherchons des ingénieurs confirmés, fortement motivés par le conseil et très disponibles pour des séjours d'un an ou plus à l'étranger (Afrique et Proche-Orient).
- Les candidats doivent avoir une expérience minimum de 3-4 ans en CABINET D'ORGANISATION. La pratique de l'anglais serait appréciée.

Adresser un C.V. détaillé avec salaire et prétentions à Hervé LE BAUT, Référence 9112/A

BOSSARD SELECTION
12, rue Jean Jaurès - 92087 PUTEAUX,
(Membre de SYNTec et de l'ANCFEP)

offres d'emploi

IMPORTANT FABRICANT FRANÇAIS
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
recherche dans le cadre de son développement

CADRES TECHN.-COMMERC.

Un pour région parisienne
Un pour région Sud-Ouest.

Bonne formation technique nécessaire. Expérience laboratoire électronique de quelques années sera appréciée, ainsi que l'introduction éventuelle auprès de la clientèle électronique et électrotechnique professionnelle.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 20.037, P.A. S.V.P., 37, rue Général-Poy, 75008 PARIS.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DEVELOPPEMENT HOTELIER
recherche pour
AFRIQUE OUEST Expression Française

CADRE

ayant solides connaissances en planification, développement, montage de projets hôteliers ainsi qu'expérience en gestion hôteliers.

Voyages fréquents.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. 56613 à Havas Contact
156 Bd Haussmann 75008 Paris.

offres d'emploi

SARTEC

Assistance technique à l'industrie
1200 personnes - C.A. 65 millions de francs.

**jeunes cadres
commerciaux**

PARIS - LYON - METZ - MARSEILLE

De formation supérieure technique ou commerciale, ils seront chargés de développer notre implantation auprès de la clientèle industrielle et de découvrir de nouveaux marchés.

Toutes informations sur cette offre seront données sur toute demande au Siège Social par
Information Carrière
SVP.11.1
11, rue de la Paix
75002 Paris.

offres d'emploi

INGÉNIEURS

GROUPE FRANCO-AMÉRICAIN
FILIALE U.O.P.

INGÉNIEUR

**JEUNES INGÉNIEURS
ÉLECTRONIQUES**

INGÉNIEUR BREVETÉ

**ASSISTANT
ÉLECTRICIEN**

سكسلا في الاموال

L'immobilier

appartements vente

Paris
QUAI DE LA LOIRE
 Projet FUTUR BASIN
 de PLAINCANTON
 GRAND COMFORT
RESTE 16 STUDIOS
 Equipés - Décorés - Acoustiques
RENTABLES MAXIM.
 Location et gestion assurées
GIRPA
 325-52-78

ABBESES 23 P. w.c. A REN.
 60.000 F. - 424-11-25
LE GRAND PAVOIS Im. rnc
 BEAU 3 P.CES ET STANDING
 Absolu. Impos. Cuisine équipée
 Uniquement loc. de 14 à 17 h
 100. RUE DE LOURMEL - 75001
 16 AV. KENNEDY, 200 m2
 Splendide 3 ét. (historique)
 12 ch. - 3 b. - 2 s. - 2 b. - 2 s.
 Seine, 2 ch. serv. - 367-23-38

BD D'AUDEUIL
 SOLEX CALME VERDURE
 LUX. DUPLEX TERRASSES
 177 m2 - 2 ch. - 2 s. - 2 b. - 2 s.
 NEUVEAU JAS. 57-84
 100. RUE DE LOURMEL - 75001
 21 L'ÉPIQUE 3 P. P. C. P.
 EL. Impos. 120.000 F. - 37-72

MONSIEUR LE PRINCE
 Dans imm. XVIII^e en rénov.
 Superbe 4 pièces, 110 m2, 200.000 F.
 Appart. 3 P. 40 m2, 60.000 F.
 10-17 h. - 433-14-31

TUILERIES Gd 3 P.
 37.000 F. - 14 à 17 h.
 7, rue de Valenciennes - 75001
BOURSE Immeuble
 11 Hélios - 110 m2 - 120.000 F.
 14-18 h. - 28, rue Feytaud
 RARE 19^e résidentiel
 Superbe 4 pièces, 110 m2, 200.000 F.
 Appart. 3 P. 40 m2, 60.000 F.
 10-17 h. - 433-14-31

PASTEUR
 Im. P. de Martini 4 à 2 P.
 225-25-25
18^e TRES
 Services Exclusifs
 De charme, Im. P. de Martini
 entretenu de lux. rénové
STUDIOS - DUPLEX
 et confort, équipés, décorés
 TR. sde VALERIE LOCATIVE
 Livraison Immédiate
GIRPA
 325-52-78

LE MARAIS
 Superbe imm. P. de T. correct.
 120 m2, 100.000 F. - 325-92-37
 ch. 110 m2, Haut. plat. 4 m.
 1^{er} appart. 50 m2 ch. 2 rénové,
 sur pièce loué de 13 à 17 h.
 14, rue de Soury-Tibours

CARDINAL-LEMOINE
 Gd 3 P. ch. ch. en duplex.
 Bae prix. 200-25-21
VUE S/30 ANS CALME, VERD.
 Terrain 54 P. Tr. gd charme.
 PRS BOUTER 23-97-23

SAN-GERMAIN-LAUXERROTIS
 Exceptionnel, vue sur Seine,
 imm. grand stand, 6 pièces
 en duplex, de 12 à 17 h.
 Excl. 110 m2, 200.000 F.
 AV. FRANKLIN-D. ROOSEVELT
 SAINTE-GENEVIEVE - 525-27-02

14, RUE CASSETTE
 Exceptionnel, Plats. céd.
 Im. rénov. 74 m2, balcon,
 85 m2 4 pièces, 71 confort.
 100.000 F. Sur place
 JEUDI 27, 14 h à 16 h 30
 FRANK ARTHUR 728-97-97

CENSIER-DAUBENTON
 Petit 2 pièces, 27 m2, confort,
 100.000 F. - 501-39-10, mat.
QUAI HENRI-IV
 2 P. 3 P.CES. Profession.
 25 % compl. - 750-91-82

SAINTE-AMBROISE
 Immeuble ancien pierre de taille
 APPARTEMENTS OCCUPÉS
 2 P. 3 P.CES. Profession.
 25 % compl. - 750-91-82

MONCEAU VERDURE
 Gd Standing, Décoration
 258 m2 Splendide appart. rcs
 SAINT-PIERRE - ELT - 32-48

Region parisienne
 NEUILLY-LEVALLOIS
 Bel imm. P. de 1 à 5 P. +
 ch. serv. 200.000 F. Prof.
 14-18 h. - 28, rue Feytaud

MAISONS-LAFFITTE
 Beau studio 40 m2, 1^{er} étage,
 av. 100.000 F. - 75-84-28

MAISONS-LAFFITTE
 Parc calme et verdoyant
 appart. R.-de-ch. av. TERRASSE
 de imm. stand. 40 m2 2 ch.
 100.000 F. - 75-84-28

Region parisienne
 LEVALLOIS, près M. de S. P.
 100 m2, 2 asc. 3/4 serv. Impos.
 rénov. ALGRAIN 285-00-97-34

Porte d'Orléans RESID.
 5 P. à P. Raza. Vrai atelier d'art.
 liste + photo, 11 ch. asc. desc.
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 Montrouge. Acre strict, 2 abs.
 M. Caroncel, gd 5/6 P. 11
 ch. rénov. 40 m2, 100.000 F.
 SUD, Im. P. de T. 2 P. asc.
 100.000 F. ANJ. 29-72

16^e SUCIET
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

PLAGE DES ETATS-UNIS (Paris)
 5 P. asc. balc. sol. Rav. 4 P.
 culs. 100 m2, 2 ch. serv. 28-84-16

BOUCHERIE
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

STATION
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

appartements vente

TROCADERO Lux. 5 P. 200.000 F.
 100.000 F. + C.F. - 285-72-01
BONNE-NOUVELLE
 Beau dble-ét. + 2 ch. ent.
 café de Bas w.c. ch. c. 16
 Px 290.000 VERNEL LAM. 07-50

GARE DU NORD
 PROP. VO DIRECTEMENT
 Dans im. avec asc. 2 P. de T.
 rev. 120.000 F. - 325-92-37

VERSAILLES
 A PROX. IMMÉD. GARE R. D.
 PARIS-ST-LAZARE, APP.
 part. étal. 50 m2, asc. 120
 m2 w.c. balcon, 6 P. princ.
 s. de bns. s. de chacs. cuis.
 chauff. cent. collectif. Parkings
 extérieurs. 400.000 F. A. OEV.
 NICOLAS ET VIGIER,
 2, rue Sol-Lazare, Versailles.
 Tél. : 90-94-37 - 95-74-28

RUÉIL-NEUF
 10^e RER, prop. imm. stnd. 110 m2
 de suite, 2 P. 2 P.C. 3 P.C.
 Depuis 120.000 F. 90-43-05

EGLISE BOULOGNE
 Immeuble P. de T. entièrement
 rénové, occ. 2 à 3 P. 300.000 F.
 100.000 F. - 501-39-10, mat.

PANTIN (M^e ELLIS)
 Propriétaire vend. Libre.
 2 P. 3 P.CES. Profession.
 25 % compl. - 750-91-82

SAINT-AMBROISE
 Immeuble ancien pierre de taille
 APPARTEMENTS OCCUPÉS
 2 P. 3 P.CES. Profession.
 25 % compl. - 750-91-82

MONCEAU VERDURE
 Gd Standing, Décoration
 258 m2 Splendide appart. rcs
 SAINT-PIERRE - ELT - 32-48

Region parisienne
 NEUILLY-LEVALLOIS
 Bel imm. P. de 1 à 5 P. +
 ch. serv. 200.000 F. Prof.
 14-18 h. - 28, rue Feytaud

MAISONS-LAFFITTE
 Beau studio 40 m2, 1^{er} étage,
 av. 100.000 F. - 75-84-28

MAISONS-LAFFITTE
 Parc calme et verdoyant
 appart. R.-de-ch. av. TERRASSE
 de imm. stand. 40 m2 2 ch.
 100.000 F. - 75-84-28

Region parisienne
 LEVALLOIS, près M. de S. P.
 100 m2, 2 asc. 3/4 serv. Impos.
 rénov. ALGRAIN 285-00-97-34

Porte d'Orléans RESID.
 5 P. à P. Raza. Vrai atelier d'art.
 liste + photo, 11 ch. asc. desc.
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 Montrouge. Acre strict, 2 abs.
 M. Caroncel, gd 5/6 P. 11
 ch. rénov. 40 m2, 100.000 F.
 SUD, Im. P. de T. 2 P. asc.
 100.000 F. ANJ. 29-72

16^e SUCIET
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

PLAGE DES ETATS-UNIS (Paris)
 5 P. asc. balc. sol. Rav. 4 P.
 culs. 100 m2, 2 ch. serv. 28-84-16

BOUCHERIE
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

STATION
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

bureaux bureaux

A DEUX PAS DE L'ETOILE
Bureaux modernes équipés
A SERVICES COMPLETS
 ● Standardistes et hôtesses d'accueil trilingues.
 ● Téléc. ● Salle de conférences.
 ● Parking visiteurs sous-sol.
 ● Location à partir d'un mois.
HERSA - Tél. : 553-50-11

GEORGE V
 Propriété, loue ou plus, bureaux
 rénovés, confort. Tél. : 729-05-09

PARIS PORTE PANTIN
 EXCEPTIONNEL
 A LOUER avec 10 bureaux néoph.
 LOCAL COMMERCIAL et
 BUREAUX R. de Ch. 450 m2
 accès immédiat pédestre et
 métro, parking.
 Tél. 329-92-28, 92-79-24

NEUILLY
 Propriétaire vend. Im. plus bur.
 Immeuble neuf. - Tél. 728-11-10

PARIS
 Vente directe
 Im. Im. 100 m2, 300 m2
 15 h. 16 h. Plus-value certaine.
 Sor. 600 Chalmardier
 Champs-Élysées, Paris 8^e

local commercial
 11, RUE DE L'ÉCOLE
 Plus, loc. cox. à vers. ex. r.
 de ch. Cette sem. 14-18 h.
 dans presq. centre Toulouse.
 quartier résidentiel, loc. imm.
 dédoublé avec cour, 1.200 m2
 au sol, 40 m. façade. Nombreux
 possibilités. Étude tout
 proportions.
 Ecrite n° 6 642. HAVAS,
 21002 TOULOUSE CEDEX.

LE SAINT-SAËNS
 Loc. comm. ball. toutes activ.
 200.000 F. - WAG. 09-38
292.000 F.
 Avec cave et parking couvert.
 Cannes tél. : 38-38-87
 ou GEFIC PARIS : ALM. 98-78

Profess. LIBERALES
 Architectes, cabinet médical,
 cabinet dentaire, Kinésith.,
 labo analyses, etc.
 Activités commerciales poss.
CORNI 254, Bd St-Germain (7^e)
 205-35-22 (P. 01-202)

immeubles
 AV. V-HUGO (Lafayette) 60 m2
 P. de T. 2 P. 2 P.C. 3 P.C.
 Murat, 15, r. Talboute q. tr.
 2^e PETIT IMMEUBLE, 450 m2
 util. serv. 4000 par an.
 500.000 F. - 75-84-28
 Tél. M. OALI - 75-84-28

RECH. PAIEMENT COMPT.
 Immeubles import. de qualité.
 Libre ou occupés part. bur.
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 Montrouge. Acre strict, 2 abs.
 M. Caroncel, gd 5/6 P. 11
 ch. rénov. 40 m2, 100.000 F.
 SUD, Im. P. de T. 2 P. asc.
 100.000 F. ANJ. 29-72

200 F. 1^{er} ANNUEL
LEDRU-ROLLIN (Métro)
 Entièrement libre
 A louer sans pas-de-porte
 Bal. 97.000 F. - 28-84-16
 I. P. F. - 12, rue de l'Ély (7^e)

immeubles
 Rech. PARIS Immeubles max.
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 Montrouge. Acre strict, 2 abs.
 M. Caroncel, gd 5/6 P. 11
 ch. rénov. 40 m2, 100.000 F.
 SUD, Im. P. de T. 2 P. asc.
 100.000 F. ANJ. 29-72

usines
 Usine bonneterie confection
 Toulouse à vendre ou à louer.
 Conditions except. NAT. 74-98

pavillons
SAINTE-GENEVIEVE, près Lycée
 ENGHEN. Prop. 50 m2 + 2 ch.
 culs. 100.000 F. - 28-84-16

18 KM OUEST
 Confortable VILLA, réception,
 5 ch. 2 b. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.
 Gar. 3 vol. 900 m2 terrain.
 650.000 F. Gr. crédit. 28-84-16

SAMOIS/SEINE PROCHE
 Fort VILLAS Impos. France 5 P. Jard.
 600 m2. Prix 250.000 F. 95.000 F.
 Débits de livraison 7 mois.
 CONSEIL S.A.T. - 116 - 07-17-45

viagers
 Propriétaires âgés, HÉRITÉS de
 vieilles personnes en VIAGER
 prêts à vendre à DECEDES
 spécial. 4 r. 4-3000. R.T.C. 20-94

constructions neuves

EMILE-ZOLA Im. P. de T.
 11, RUE DE MARI
CHAMPS-ÉLYSÉES
STUDIOS et 2 P.
6 PIECES 7^e ét. 100 m2
 TERRASSE 100 m2
TRES GRAND STANDING
PRIX FERME A DEPART
FINITIONS DE COULES
 Bur. de vis. 5/9, 01V, tous les
 jours de 14 à 19 h. (sauf mercr.)
P. DOUX 2, av. Grande-Armée
 553-71-62

EXCEPTIONNEL
 NEUILLY-ST-JAMES, près bois
 de la Seine, 74 m2, 100.000 F.
 et lux. App. de 2 au 4 P., ter-
 rasse aménagée, jardin privat.
 100.000 F. - 728-01-01

COLLINE
 Abrité jardin de Trocadero
 64 m2, 100.000 F. - 728-01-01
 2^e étage 3 pièces 70 m2
 - 1^{er} étage 4 pièces 100 m2
PRIX FERME DE 1200
 Livraison: 1^{er} trimestre 1975
 100.000 F. - 728-01-01

BOULEVARD DAUDEVILLE Très clair
 et aéré 2 pièces, confort
 60 m2, 100.000 F. - 728-01-01
 100 C.C. Esc. Mytil. 16^e rue
 Curmer, 100.000 F. - 728-01-01

PUITEUX GARE Im. de l'imm.
 100 m2, 100.000 F. - 728-01-01
 100 C.C. Esc. Mytil. 16^e rue
 Curmer, 100.000 F. - 728-01-01

PLACE DE LA REUNION
 Paris, Neuilly, Boulogne.
 75 C.C. - 02-85-47, 1^{er} et 2^e
 1450 F. + parking. P.O.T. 45-34
RUE BLOUET 3 P.CES, culs.
 100 m2, 100.000 F. - 728-01-01

hôtels-partic.
HOTEL PART. XVII^e SIECLE
 3 ét. + r.-de-ch. 500 m2, 120.000 F.
 180.000 F. 10, rue Honoré-Chevalier.
 EXCLUSIVITE 705-28-24

villegiatures
 Vous voulez Londres 9 séjours
 dans notre belle ville, située
 sur les bords d'une ferme du
 18^e siècle, à 15 miles seulement
 de Londres. Maison détachée,
 confortable, pleine de charme,
 coucher 5 personnes, à partir de
 50 livres par mois. Demandez
 notre brochure, forme de Sheeps-
 head, plaitoise sur demande.
 Sheepshead Lane, Oplinton, Kent.

maisons de campagne
FORET DE LYONS
 35 KM PARIS-OUEST
 armoire normande.
 200 m2 et 300 m2, 200 m2
 toutes et colonnes, bois,
 charpente, toiture part. état.
 Prix : 60.000, avec 9000.
 Renouveau, visite 827-91-41.

fermettes
YONNE
 3 km de Saint-Sauveur.
 De part à part, terr. 3 chères
 à louer, 2 ch. et 1 b. 100.000 F.
 11 ch. + 2 b. à rén. 1 ha de
 ter. Tél. mat. av. 10 h. 535-14-17.

viagers
 Prêt rapidement en viager à
 court terme. 1^{er} trimestre 1975
 STUDE LOUËL, Tél. 705-29-99
 35, Bd Voltaire - PARIS IX^e

exclusivités

appartements vente

Paris
LEMOINE-PANTHON
 SOLEX 20 m2 GREN. AMEN.
 CALME Carrière. ORES 15-10
14^e TROCADERO
 Potable vend appart. 2 P. 40 m2
 ch. 100 m2, 100.000 F. - 28-84-16
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 14 h 30-18 h. - 5/9 JEUDI-VERD.,
 Montrouge. Acre strict, 2 abs.
 M. Caroncel, gd 5/6 P. 11
 ch. rénov. 40 m2, 100.000 F.
 SUD, Im. P. de T. 2 P. asc.
 100.000 F. ANJ. 29-72

16^e SUCIET
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

PLAGE DES ETATS-UNIS (Paris)
 5 P. asc. balc. sol. Rav. 4 P.
 culs. 100 m2, 2 ch. serv. 28-84-16

BOUCHERIE
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

STATION
 Im. 1930, 150 m2, Gd stand.
 Gd rénov. 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-84-16

FRANCOIS
 VALAIS (Suisse) Ann. 1.500
 ch. 120 m2, 2 ch. 2 b. 2 s. 2 b.
 100.000 F. - 28-

MÉDECINE

L'ORDRE DES MÉDECINS EN QUESTION

< Une absence totale de gestion démocratique >

L'ordre de médecins n'est pas un bloc monolithique, comme tendrait à le faire croire la campagne actuellement dirigée contre lui. Si les débats internes à l'ordre ont le plus souvent un caractère feutré et confidentiel, la contestation interne est parfois plus spectaculaire. Tous les médecins du Val-de-Marne ont reçu il y a une dizaine de jours — avant la publication du manifeste des six cents — une lettre du président du conseil départemental de l'ordre. En voici les passages essentiels :

« Les récentes prises de position de professeurs, de professeurs de l'ordre des médecins ont entraîné des réactions diverses dans l'ordre des médecins. Elles ont été le théâtre de violentes attaques de la part des parlementaires de toutes tendances, ainsi qu'une déclaration émise de notre ministre de tutelle, Mme Simone Veil.

« De pareilles manifestations s'étaient déjà produites, notamment au cours de la discussion de la dernière convention nationale des médecins au cours de laquelle le règlement d'administration publique d'application de la loi sur les sociétés civiles professionnelles pour ne citer que ces exemples.

« Il ne s'agit donc pas uniquement de doctrine, encore que celle-ci ne doive pas être l'apanage d'un seul homme ni d'un cercle étroit et fermé mais d'une prise de position et d'un comportement général discutables qui engagent non seulement le conseil national et son bureau, qui les émettent.

« De plus, ces positions sont affirmées par le président du conseil national sans avoir pris l'avis de tous les membres du conseil.

« Dans ces conditions, le conseil de l'ordre des médecins du Val-de-Marne a décidé, dans sa séance du 28 janvier 1975, d'adresser aux confrères du département le texte de la motion envoyée au président national, et d'inviter, après l'avoir approuvée à l'unanimité »

Voici le texte de cette motion :

« Le bureau du conseil de l'ordre des médecins du Val-de-Marne, convaincu de la nécessité de la mutation des structures organisationnelles de la qualité de la médecine, déplore que la politique du bureau du conseil national de l'ordre des médecins et le comportement général de son président aient pour conséquence une absence totale de gestion démocratique de son conseil qui se traduit par :

Le ministère de la santé prend des mesures pour assainir la fabrication et la vente de produits pharmaceutiques

Une série de mesures concernant la réglementation de la fabrication et de la vente des produits pharmaceutiques viennent d'être annoncées par Mme Simone Veil, ministre de la santé, dans le but d'accroître la sécurité et la qualité des médicaments :

- La date de péremption de tous médicaments devra désormais figurer en clair sur l'emballage. Depuis 1973, et pour suivre les directives européennes, cette date n'est plus indiquée que par un code qui est difficile à déchiffrer.
- Un décret devrait être publié d'ici trois semaines pour préciser les conditions d'application, rapides, auxquelles seront soumis les fabricants déjà prévus :
- Toute publicité devra être soumise à autorisation préalable. Depuis 1968, un contrôle de la publicité pharmaceutique limitant l'information à des prescriptions était instauré, une commission de la publicité étant chargée de délivrer un visa. De nombreuses dérogations de principe étaient cependant accordées. Après la publication prochaine de plusieurs arrêtés, un représentant de l'Institut national de la consommation fera partie de la commission de publicité. D'autre part, il n'y aura plus de dérogations de principe, mais obligatoirement autorisation préalable, y compris pour la publicité insérée dans les revues médicales.
- L'envoi par la poste de documents publicitaires dont l'utilité est vivement contestée par les médecins sera limité par arrêté.
- Les échantillons médicaux ne pourront plus être distribués dans les deux ou trois ans qui suivront la mise sur le marché d'un nouveau médicament. Toutes ces mesures devraient être applicables dès le printemps.

En région parisienne
UN ORGANISME PRIVÉ
CRÉE UN SERVICE
DE SECOURS RAPIDE
EN CAS D'ACCIDENT CARDIAQUE

En cas d'accident cardio-vasculaire, les habitants de la région parisienne pourront bénéficier, moyennant une cotisation annuelle de 800 francs, bénéficiant par l'intermédiaire d'un organisme privé, d'un service de secours rapide. Les abonnés à Securité-Cardiac (1), pourront, en effet, dans la demi-heure suivante, un cardiologue réanimateur et son assistant, et un médecin au chevet du malade. Le service d'aide médicale urgente (SAMU) sera rapidement alerté et tout sera mis en place pour assurer, dans les délais les plus brefs, le transport et l'admission du malade dans un service de réanimation.

Cette assistance devrait ainsi permettre de raccourcir les temps d'intervention : la moitié environ des décès dus à l'infarctus surviennent dans l'heure qui suit le début de l'attaque. Tous personnes atteintes d'une maladie coronarienne, et dont les revenus sont inférieurs à 25 000 francs par an, bénéficieront gratuitement des services de cet organisme.

(1) 27, boulevard Victor-Hugo, 92-Neuilly-sur-Seine, tél. 837-45-30.

صدا من الامل

AÉRONAUTIQUE

La gestion des sociétés nationales

(Suite de la première page.)

Il précisait : « Le ministre a seulement indiqué que la décision était actuellement soumise au gouvernement et qu'en ce qui concerne le côté défavorable à l'achat d'avions étrangers et favorable à l'achat d'avions français, notamment pour établir l'équilibre de la balance des paiements ».

A cette attaque surprise, Air France vient de répliquer prudemment, mais les déclarations de M. Fourcade suscitent de nombreux commentaires, et non seulement dans les milieux aéronautiques, puisqu'au-delà du cas particulier d'Air France elles soulèvent une question d'ordre général : quels sont et quels doivent être les rapports de l'Etat avec les sociétés nationales ?

Boeing 737 ou le DC-9 américains et le Mercure, construit par un consortium européen sous la maîtrise d'œuvre du constructeur français Marcel Dassault. Dix exemplaires seulement du Mercure ont été vendus à la compagnie intérieure française Air Inter.

Dassault a proposé son avion à Air France voici près de deux ans, sans succès jusqu'à aujourd'hui. La compagnie qui, il y a dix-huit mois, devait remplacer les deux Caravelle en service sur son réseau des Antilles a finalement préféré louer des Boeing 737.

L'emploi et la balance

M. Fourcade a, mardi, manifesté sans ambages sa volonté de dénouer cette situation en invitant le gouvernement à choisir le Mercure pour remplacer ses Caravelle à l'arrière-plan de ses préoccupations figure le souci de maintenir l'emploi et de rétablir l'équilibre de la balance du commerce extérieur. Dassault a investi dans le Mercure qui, construit en série peut faire travailler ses ouvriers, il est anormal que, lorsqu'il existe un avion français, on ne fasse pas tout pour le préférer à un avion étranger en économisant des devises rares. Il est de plus évident que si la compagnie nationale ne choisit pas un avion français, les compagnies étrangères ne seront pas tentées de l'accepter. Indirectement, le refus d'Air France ne peut que conduire à renforcer le quasi-monopole des constructeurs américains qui fournissent 22 % du marché civil mondial et 80 % du marché européen.

Le principal actionnaire, le ministre Caravelle et dix-huit mois, devait remplacer les deux Caravelle en service sur son réseau des Antilles a finalement préféré louer des Boeing 737.

Le cas particulier d'Air France d'abord.

La compagnie nationale, dont l'Etat est le principal actionnaire, connaît de graves difficultés financières. L'augmentation du prix du carburant, l'alourdissement des charges de personnel, la récession du transport aérien international, expliquent pour l'essentiel son déficit, évalué pour 1974 à 575 millions de francs. Au même moment, elle doit faire d'importants investissements en matériel, et notamment se décider à remplacer ceux de ses avions les plus anciens, largement amortis, mal adaptés et surtout gros consommateurs de carburant : au total cinquante-deux appareils, c'est-à-dire trente-quatre Caravelle et dix-huit Boeing-707 de la première génération.

Le rapport Nora

Mais les techniciens d'Air France ne manquent pas de répliques et en particulier celle-ci : au moment où la direction de la compagnie nationale s'appareille — comme on le lui demande — à moderniser son exploitation et à réduire ses coûts, de quel droit lui imposer un appareil qu'elle estime mal adapté à ses besoins ? Elle pense, en gros, que le Mercure qu'on lui propose actuellement n'est pas adapté à son usage pour l'avenir sont trop vastes pour succéder à Caravelle. Elle s'étonne qu'on lui demande de faire le frais de la mise au service de ce nouvel avion, dont le maître d'œuvre est français mais qui est un appareil européen.

Le débat que vient d'ouvrir le ministre de l'économie et des finances dépasse toutefois largement cette polémique technique et économique, et même le problème Air France. Il concerne le sort de l'ensemble des entreprises nationales.

En 1967, on avait fait grand bruit autour du rapport établi par M. Simon Nora, le gouverneur d'alors, dirigé par Georges Pompidou, avant annoncé qu'il serait une sorte de charte des entreprises publiques. M. Nora préconisait que ces entreprises, tout en ne renonçant pas totalement à leur mission de service public, soient invitées à jouer au maximum le jeu du marché, cherchant à équilibrer leurs comptes. Pour cela il fallait qu'une très large autonomie de gestion leur fût laissée. Bref, on souhaitait que les entreprises publiques se considèrent avant tout comme des entreprises.

Les déclarations de M. Fourcade semblent-elles que l'on oserait remettre définitivement d'horizon ? Certes l'équilibre des comptes des entreprises publiques n'a jamais été atteint et dans la pratique on a déjà renoncé à l'atteindre, par exemple à la S.N.C.F. On s'aurait toutefois dit aussi récemment et aussi précisément que l'Etat, loin d'alléger sa tutelle, était décidé à la renforcer et qu'il était prêt à entrer jusque dans le détail de la gestion des entreprises publiques.

C'est sur ce point sans doute que les propos de M. Fourcade seront le plus longuement commentés. Qui ne serait d'accord pour affirmer que les sociétés nationales ne doivent pas devenir des Etats dans l'Etat et encore moins être accaparées par des personnes privées ? Mais peut-on sans danger économique, sans politique, aller jusqu'à souhaiter que l'Etat fasse dans ces entreprises nationales de la gestion directe ?

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

Les trois appareils en cause

Le Mercure

Le Mercure est un bi-réacteur court-courrier construit par la société Dassault-Breguet, pouvant transporter, sur des étapes de 200 à 1 500 kilomètres, de cent seize à cent cinquante-cinq passagers, selon les aménagements.

Le version standard comporte cent trente-quatre sièges.

L'appareil actuel est équipé de deux réacteurs de fabrication américaine Pratt and Whitney JT-8-D de 6 000 kilowatts de puissance chacun. Sa vitesse de croisière est de 550 kilomètres à l'heure.

Il n'a été vendu, pour l'instant, qu'à dix exemplaires, à la compagnie Air Inter, qui l'a mis en service commercial le mois de novembre 1974.

Le DC-9

Le DC-9-50, construit par la firme américaine McDonnell Douglas, est un bi-réacteur moyen-courrier, dont le premier type, le DC-9, a été mis en service en 1968. Le DC-9-50 peut transporter cent trente-cinq passagers sur des distances de 2 000 à 4 000 kilomètres.

Il est équipé de deux réacteurs Pratt and Whitney JT-8-D-17, de 7 250 kilowatts de puissance. Sa vitesse est voisine de 500 kilomètres à l'heure.

Le Boeing-737

Le Boeing-737 est un bi-réacteur court-courrier destiné au transport d'une centaine de passagers sur une distance de 1 000 kilomètres. La compagnie allemande Lufthansa a été la première à utiliser cet appareil, qui a effectué son premier vol en avril 1973.

Depuis 1971, Boeing livre une version allongée, le 737-200, qui peut transporter cent quinze passagers dans un rayon d'action de 1 800 kilomètres.

Un échec commercial de Dassault-Breguet

Au plus fort de l'affaire Stehlin (l'ancien chef de l'état-major de l'armée de l'air avait préconisé l'achat par l'Europe d'avions de combat américains de préférence au Mirage F1-M 53), M. Marcel Dassault avait déclaré : « Je construis des avions et ce qui m'amuse c'est de faire des prototypes ». On peut se demander, aujourd'hui, si ce goût du constructeur n'a pas dépassé certaines limites : depuis la mise en service du premier Mercure, en novembre 1974, il s'avère que cet avion reste un échec commercial. Le groupe Dassault-Breguet n'a pas été, en effet, en mesure de concevoir un avion nativement supérieur aux appareils déjà existants. Par un goût de la perfection, il n'a pas pu respecter le délai de livraison des appareils à son premier et unique client : Air Inter qui a acheté dix exemplaires de l'appareil. Les retards dans la mise au point résulteraient de difficultés techniques. Elles ont eu des conséquences néfastes sur la gestion financière de la compagnie intérieure française. Dans la mesure où la fabrication en série est restée confidentielle, le prix de l'embarquement à l'heure est passé, selon les dirigeants d'Air Inter, de 1 800 F environ à 3 000 F. On se voit, le groupe Dassault-Breguet perd environ 20 millions de

francs sur la vente de chaque appareil, parce que le prix nominal d'Air Inter (41 millions l'unité) a été calculé sur trois cents appareils.

Il faut rappeler que c'est sous la pression du gouvernement qu'Air Inter avait été obligée d'accepter les Mercure du groupe Dassault-Breguet, mais en l'absence de clients étrangers, ce premier ballon d'oxygène pour le constructeur restait insuffisant à dépendre pour les finances publiques.

L'Etat a, en effet, financé 52 % des dépenses de recherche et de mise au point du court-courrier bi-réacteur, qui se sont élevées à 1 020 millions de francs au total. Mieux eût été la participation étrangère (35 %) répartie entre l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Suisse et le Canada, la France a contribué pour 65 % étant entendu que l'Etat apportait 80 % de cette participation française (520 millions de francs, soit 52 % du total) et le groupe Dassault-Breguet 20 % (143 millions de francs). Il est prévu, au terme de l'accord entre le gouvernement et l'industriel, que l'Etat sera remboursé de sa participation au prix de 1 000 francs. Mais compte tenu du carnet de commandes, le ministre de l'économie et des finances ne peut pas être assuré de récupérer la mise de fond initiale.

SI VOUS PARTEZ EN AMERIQUE DANS 2 MOIS, DITES-LE NOUS AUJOURD'HUI. ON VOUS FERA UN PRIX.

PARIS-NEWYORK-PARIS... 1710 F*

CONDITIONS PRINCIPALES POUR BÉNÉFICIER DES TARIFS APEX.

Quand on veut économiser jusqu'à 50 % du prix d'un voyage, il faut bien accepter quelques contraintes.

Les tarifs Apex sont des tarifs aller-retour. Ils sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours (au Canada, aux U.S.A. et au Mexique). Ils s'appliquent à certains vols et ils varient suivant les époques.

Pour en bénéficier, vous devez acheter votre billet 2 mois avant la date du départ (pour les

billets émis en février, vous pouvez partir quand vous voulez au mois d'avril). Les changements de réservation ne sont pas autorisés, et, en cas d'annulation, Air France est obligé de vous retenir entre 10 et 15 % du prix du voyage.

Pour profiter des tarifs Apex, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyages qui est toujours là pour vous aider.

**TARIFS APEX
AIR FRANCE**

Sous réserve d'approbation gouvernementale.

CIRCULATION

POURQUOI MOINS DE MORTS ?

L'amélioration de l'infrastructure routière et des équipements de sécurité est intervenue pour au moins 25 % dans la diminution du nombre des tués dans les accidents de la route en 1974 (13 300 morts en 1974, 15 636 en 1973), estime M. Michel Péve, directeur des routes et de la circulation routière au ministère de l'équipement.

En effet, selon une étude du ministère, les « gains de sécurité » se répartissent de la façon suivante :

- 22 % dus à la ceinture de sécurité ;
- 25 % dus à l'amélioration de l'infrastructure et des équipements de sécurité ;
- 53 % dus à d'autres facteurs : limitation de vitesse, impact psychologique de la crise de l'énergie et des campagnes en faveur de la sécurité routière.

● BERCY - CHARENTON PAR AUTOROUTE. Le tronçon de l'autoroute de l'Est (A-4) entre la porte de Bercy et Charenton sera mis en service le 13 mars prochain sur une longueur de 2,8 kilomètres. Dans un premier temps, les voitures circuleront à double sens sur la partie Paris-province, l'achèvement de l'autre chaussée étant prévu pour la fin de l'année.

LES RÉGIONS La province fait ses comptes

Nous poursuivons la publication des bilans établis par nos correspondants sur la situation des grands projets régionaux face à la crise (Voir le Monde du 26 février).

Les chiffres que nous publions pour chaque région correspondent :
● POUR LA POPULATION TOTALE à une évaluation au 1^{er} janvier 1974 ;
● POUR LA POPULATION SALAIREE aux effectifs du secteur privé tels qu'ils ressortent des statistiques des ASSEDIC (caisses de chômage complémentaire) au 1^{er} janvier 1974 ;
● POUR LES DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES aux chiffres enregistrés par les services du ministère du travail au 31 décembre 1974. Nous indiquons entre parenthèses la progression de ces données en pourcentage par rapport au 31 décembre 1973 ; de même nous rapportons à côté de celui de 1974 le taux de chômage constaté à la fin de 1973.

FRANCHE-COMTÉ : comment circuler ?

Superficie en km² : 16 188.
Population : 1 654 000.
Densité au km² : 65.
Salariés du secteur privé : 233 500.
Demandes d'emploi non satisfaites : 9 387 (+ 52 %).
En pourcentage de la population salariée : 3,5 (2,5).

ICI, les faits les plus spectaculaires sont négatifs. Ainsi les travaux d'aménagement d'une zone industrielle à Chénod-François à côté de Besançon, n'ont pas encore commencé. Ils devaient être entrepris en automne. Besançon n'a pas vu s'implanter d'entreprises importantes, bien que cette ville ait consacré un budget publicitaire non négligeable à rechercher des industries ou des activités tertiaires éventuellement tentées par une décentralisation. En outre, la commission départementale d'urbanisme commercial du Doubs n'a eu que très peu de demandes d'extension ou de création de grandes surfaces et n'a eu à accorder d'autorisation que pour une extension de 2 700 mètres carrés à Montbéliard et 1 000 mètres carrés aux Nouvelles Galeries de Besançon. Elle a autorisé trois créations : un centre commercial de 5 700 mètres carrés dans le nouveau quartier de Planoise à Besançon (dix-huit magasins sont prévus mais les candidats sont rares) ; un centre de 9 000 mètres carrés au centre de la ville, dont la construction commence, et un hypermarché à l'entrée nord de Besançon. Tout porte à croire

pendant que cette dernière autorisation obtenue par les coopérateurs de Lorraine ne visait qu'à dissuader Carrefour de s'implanter dans ce secteur. Certes 1974 aura été pour Besançon l'année du « plan de circulation » dont on sait qu'il est regardé comme une expérience de tout premier ordre par les pouvoirs publics et un certain nombre de villes moyennes ou de grandes villes. Mais l'efficacité de ce plan et ses conséquences sur l'économie locale sont très controversées. Des commerçants, des hôteliers se plaignent d'une diminution importante de leur chiffre d'affaires depuis le début des travaux d'aménagement et se disent encore considérablement gênés maintenant que ces travaux sont terminés. A tel point qu'ils ont engagé un recours administratif contre les arrêtés municipaux concernant ce plan.

Dans le même temps, les instances économiques de la région, chambre de commerce, union paritaire, comité économique s'occupent de l'« amélioration des communications (mise au gabarit européen du canal du Rhône au Rhin, liaison autoroutière Montbéliard-Besançon, liaison ferroviaire avec Paris) ». Le lieu d'implantation de l'aérodrome régional divise encore les Besançons, les Jurassiens et les Dôllofortains. Discussions éternelles qui deviennent maintenant comme un élément du folklore régional à force d'être sans cesse recommencées.

LANGUEDOC-ROUSSILLON : un goût nouveau pour la métallurgie

Superficie en km² : 27 468.
Population : 1 733 000.
Densité au km² : 64.
Salariés du secteur privé : 272 200.
Demandes d'emploi non satisfaites : 31 388 (+ 49 %).
En pourcentage de la population salariée : 11,4 (7,6).

UNE récente étude économique de la chambre régionale de commerce et d'industrie note l'émergence d'un nouveau secteur — celui des métaux, — qui tend à modifier les structures habituelles. Son importance en valeur globale n'est pas comparable à celle qu'il atteint dans le nord ou l'est de la France ; mais, en Languedoc-Roussillon, il est le seul secteur en expansion dans une tendance générale orientée à la baisse pour les industries traditionnelles. Presque négligeable il y a dix ou quinze ans, son taux de progression annuel pour l'emploi dépasse 5 % depuis 1969, ce qui représente un gain de mille emplois par an et un total de vingt-trois mille en 1974. Cette industrie est devenue le deuxième de la région, derrière le bâtiment et travaux publics.

Le textile, habillement, cuirs et chaussures rétrograde à le troisième place. Secteur traditionnellement important dans la région, il emploie encore environ dix-neuf mille personnes, sans espoir d'expansion. Les dernières années ont même été très difficiles. En quatrième position, un autre secteur traditionnel, celui des industries agricoles et alimentaires, enregistre une régression.

Le métallurgie est surtout présente dans l'est de la région. Elle occupe près de sept mille salariés et comporte quelques gros établissements, comme, dans le bassin minier d'Als, le SAFT, première fonderie au sud de Saint-Etienne, spécialisée dans les grosses pièces et les machines-outils ; Vallourec (tuyaux et tubes) ; Richard-Ducros (chaudronnerie et tôlerie), et, pour sa production d'alumine, Rhône-Progil (Pâchney), qui vient de passer un important contrat avec la General Motors pour la mise au point d'un système anti-pollution destiné aux autos. Il faut noter aussi Creusol-Loire, à Saint-Chély-d'Apcher, en Lozère.

L'électro-métallurgie est d'implantation récente dans le val de la Rhône, à l'Ardoise. Les industries mécaniques sont dispersées dans toute la région, avec une concentration plus marquée à Alès, Nîmes, Béziers et Montpellier. Elles comprennent des constructeurs de matériel agricole, d'appareils de levage et de manutention, de matériel de travaux publics, de matériel pour l'industrie pétrolière et du matériel d'irrigation.

De nouvelles entreprises sont ve-

LA MOYENNE FRANÇAISE
Population salariée : 13 156 300
Demandes d'emploi non satisfaites à la fin de 1974 : 723 428 (+ 57 %).
Moyenne nationale des demandes d'emploi non satisfaites par rapport à la population salariée : 5,5 % (3,5 %).

nues s'ajouter récemment, créant mille cinq cents emplois, et parmi elles des firmes espagnoles dont l'apport est notable en Roussillon avec Durrey, Octo et Pelsu. Toujours en Roussillon, d'autres sociétés espagnoles : Agilio (accessoires autos) et Equitranses (grues). L'usine IBM, installée à Montpellier à partir de 1965, a constitué dans la construction électronique, qui fait appel à la fois à l'industrie de la mécanique de précision et à celle de l'électricité, un pôle de développement. Elle emploie elle-même deux mille personnes, dont les deux tiers sont originelles de la région, et a suscité la création directe de mille emplois nouveaux dans les entreprises sous-traitantes.

Cette installation a mis en évidence le rôle joué par l'université et le cadre de vie dans une implantation industrielle, le peu d'importance de l'éloignement géographique pour des industries légères, et surtout l'adaptabilité de la main-d'œuvre régionale, dont le taux d'absentéisme est faible et la productivité bonne.

LIMOUSIN : s'ouvrir

Superficie en km² : 16 323.
Population : 739 000.
Densité au km² : 44.
Salariés du secteur privé : 139 700.
Demandes d'emploi non satisfaites : 8 383 (+ 33 %).
En pourcentage de la population salariée : 5,8 (5,1).

SI, c'est pour le Limousin une nécessité reconnue et unanimement affirmée, c'est bien celle de « désechaver » la région, de lui rendre, entre les grandes liaisons nord-sud et est-ouest, sa vocation de carrefour. L'amélioration du réseau routier avait été proclamée « priorité des priorités » par la CODER, et c'est elle qui a été retenue également par l'établissement public régional. Les réalisations ont-elles suivi les intentions ? On peut répondre par l'affirmative, même si « on se hâte avec lenteur ».

L'aéroport de Limoges en témoigne. Entré en service au début de 1973 et accessible aux avions de nuit et par mauvais visibilité, il a accueilli en 1974 plus de 50 000 passagers, alors que le trafic était de 29 872 personnes l'année précédente. Actuellement, des lignes régulières relient chaque jour Limoges à Paris,

Lyon, Bordeaux, Dijon, Nancy, Aurillac, Bergerac et Agen. Quant aux routes, l'effort — à défaut d'autoroutes dont le projet est à l'étude seulement pour la prochaine décennie — a porté sur l'aménagement de quatre voies en certains endroits de la RN 50 qui relie Paris à Toulouse et, au-delà, à l'Espagne. La RN 69 (Bordeaux-Lyon) et l'axe centre-Europe atlantique ont été améliorés. Par le rail, le Capitole a mis Limoges à moins de trois heures de Paris, et le turbotrains assure une liaison rapide entre Bordeaux, Limoges et Lyon.

Ouverture culturelle aussi par l'université. 1974 a vu l'achèvement du C.E.U. de Limoges qui représente un investissement de 230 millions de francs. L'ouverture de l'établissement aura lieu à la fin de 1975. Une série d'autres constructions doit également amener l'université à sa dimension définitive. Il s'agit notamment de l'I.U.E.R. de lettres et de droit (3 000 étudiants), de celle de médecine et de pharmacie (1 610 étudiants), de deux réidences universitaires de chacune 350 chambres qui s'ajouteront aux 900 chambres actuellement existantes, et d'un restaurant universitaire de 800 places.

PAYS-DE-LA-LOIRE : les espoirs sont sur l'estuaire

Superficie en km² : 32 126.
Population : 2 897 000.
Densité au km² : 84.
Salariés du secteur privé : 611 100.
Demandes d'emploi non satisfaites : 36 387 (+ 55 %).
En pourcentage de la population salariée : 5,9 (3,8).

Sur l'estuaire de la Loire est maintenant l'expectative. On attend les décisions après avoir complété les derniers dossiers qui font la somme des options d'aménagement, des infrastructures à mettre en place pour leur permettre de prendre corps et des investissements à réaliser. L'année 1974 a été essentiellement consacrée à cette élaboration en même temps qu'étaient prises, de manière concrète, les mesures de préservation des sites d'accueil. Au 31 décembre dernier, près de 6 000 hectares se trouvaient préservés — à côté ou près des deux rives de la Loire, entre Nantes et Saint-Nazaire, pour l'installation des industries de base dont l'estuaire est demandé.

On attend donc, dans la crise qui affecte l'ensemble de l'activité économique de l'Ouest, et qui révèle de jour en jour le fossé qui s'est creusé avec les autres régions. Un fossé qui avait été jusqu'à présent masqué par les « repêchages » des industries de main-d'œuvre parachutées à coup de primes de décentralisation. Les exemples de la SEMM de Trignac, de Garnier à Redon, de Big Chief en Vendée, pour ne citer que ceux-là, illustrent la fragilité de la région, réduite à s'appuyer sur un tissu industriel incapable, en raison de sa nature même, d'entre-

prendre son propre développement. Les options prises en 1974 pour l'ensemble des projets qui constituent en quelque sorte le septième plan du port autonome aboutissent, si elles sont retenues, à faire de Nantes-Saint-Nazaire le point d'arrêt de la France et le noyau d'une zone de population de trois millions d'habitants dirigée à Rennes, Angers, Cholet et harmonisée avec l'Aquitaine. Le budget de ce septième plan a été chiffré à 900 millions pour les équipements portuaires et les moyens de communication. Il s'agit pour l'essentiel de la concrétisation de promesses gouvernementales sur les réseaux autoroutiers, promises, étagées à l'époque de calendriers fort précis, et qui se diluent de manière inquiétante au fil des semaines.

On sait dans l'estuaire qu'il y a deux écoles de pensée de l'aménagement du territoire : ceux qui estiment — la direction des routes et des ports notamment — qu'en période de crise il faut éviter que ne soient compromises les grandes opérations prévues qui ont pour nom Marseille, Le Havre, Dunkerque et le sillon Rhône-Rhin. Les autres qui considèrent le creusement du fossé révélé par la crise et qui affirment qu'il faut utiliser cette période de croissance modérée pour combler les retards pris jusqu'ici pour mieux maîtriser les choses dans une économie moins galopante. Dans l'estuaire les premiers sont privilégiés. L'avenir économique est entre les mains des décideurs et, dans la base Loire, on peut encore croire qu'ils traiteront l'ensemble des problèmes de la façade atlantique, qu'on ne peut fractionner département par département.

LORRAINE : des industries mal distribuées

Superficie en km² : 23 540.
Population : 2 312 000.
Densité au km² : 101.
Salariés du secteur privé : 380 100.
Demandes d'emploi non satisfaites : 22 694 (+ 60 %).
En pourcentage de la population salariée : 5,9 (2,5).

L'INDUSTRIALISATION n'a jamais été une science exacte. En Lorraine encore moins qu'ailleurs. Les conséquences de la crise tendent à le démontrer. En 1973, le gouvernement avait donné un mot d'ordre : « Diversifier ». Il fallait alors surmonter les effets de la crise dans le textile et dans le sidérurgie, qui apprirent plusieurs milliers d'emplois.

En 1974, il e bien fallu se rendre à l'évidence : le plan lorrain, tout ou moins ou chapitre de l'emploi, n'a pas été respecté. Conséquence de la crise ? En partie seulement. Bien plus que d'un détonateur, la crise a servi de révélateur en Lorraine. Première révélation : malgré une incontestable effort financier des pouvoirs publics, l'industrialisation n'a profité qu'à un nombre limité de secteurs : la région messine, une partie du bassin sidérurgique, le bassin houiller, la région néo-normande et quelques secteurs voiegens. En revanche des régions entières se transformant en déserts industriels, telle la Meuse ; d'autres se vident, comme l'extrême-nord de la Meurthe-et-Moselle.

Deuxième constatation : malgré la création de quatre-vingt mille emplois supplémentaires entre 1968 et 1973, malgré l'implantation d'entreprises dynamiques, une partie de la population, en l'occurrence les jeunes et les femmes, ne peut bénéficier des effets de l'industrialisation. En d'autres termes, la Lorraine souffre toujours d'une profonde inadéquation au niveau du marché de l'emploi.

Troisième constatation : une industrialisation basée essentiellement sur des investissements en provenance de l'extérieur et non sur un développement des entreprises existantes représente un danger dont les Lorrains mesurent aujourd'hui les conséquences. Peut-on encore conjuguer le verbe « industrialiser » au présent en Lorraine ?

Par la force des choses, la commission à l'industrialisation consacrera une partie de ses activités à jouer au prompt de service lorsqu'une entreprise se trouve en péril. Conjonction d'autant moins facile que les élus estiment avoir, eux aussi, leur mot à dire. La mise en place des institutions régionales a fait apparaître une ambiguïté qui reste encore latente.

Les plus révélateurs parmi ces chiffres sont ceux qui concernent le bassin houiller. Avec plus de cinq mille emplois créés, cette partie de la Lorraine se situe en deuxième position après l'errondissement d'Epinal au palmarès de la conversion

MIDI-PYRÉNÉES : Toulouse, capitale de l'espace

Superficie en km² : 43 383.
Population : 2 224 000.
Densité au km² : 49.
Salariés du secteur privé : 402 400.
Demandes d'emploi non satisfaites : 33 575 (+ 47 %).
En pourcentage de la population salariée : 8,6 (4,5).

EN 1974, en Midi-Pyrénées, l'aviation n'a pas eu le ruban bleu. Concorde vole depuis le 2 mars 1969, et la SNLAS, qui traverse des difficultés, recherche son second souffle. Les réalisations spectaculaires sont allées dans l'implantation définitive à Toulouse du Centre spatial, et la construction du centre hospitalier universitaire de Rangueil, qui sera inauguré au printemps prochain.

Décidées en 1963, la décentralisation à Toulouse des activités du CNES aura demandé plus de dix ans. Mais elle est maintenant terminée et inscrit dans le cadre de la présence à Toulouse, vieille capitale universitaire, d'un milieu scientifique et technique de très haut niveau. Le Centre spatial de Toulouse (C.S.T.) occupe un terrain d'une cinquantaine d'hectares sur les bords du canal du Midi, dans le complexe universitaire de Rangueil-Lesmines. Les travaux d'implantation ont débuté en 1968 et le C.S.T. a été officiellement créé le 1^{er} mars 1968. Il a regroupé progressivement l'ensemble des moyens d'études du CNES. Avec le centre de Brétigny, celui de Kourou, en Guyane, et le réseau de stations

de contrôle des satellites dispersées dans le monde, il est l'un des principaux moyens dont dispose le CNES pour mener à bien sa mission.

Sont venues à Toulouse les divisions ballons, fusées, sondes, satellites et moyens d'essai (chambre de simulation spatiale). A l'automne 1974, la deuxième tranche de décentralisation a amené en pays d'oc la direction administrative et financière et la direction de l'exploitation et des opérations avec le centre de calcul, le centre d'opérations, la division de gestion du réseau des stations et la division de l'infrastructure. Actuellement, onze cents personnes travaillent sur le site de Toulouse ; sept cents sont employées directement par le CNES, quatre cents par les sociétés de service sous-traitantes.

Le CNES a aussi des contrats avec des laboratoires de recherche toulousains du C.N.R.S. et de l'université qui forment avec lui un ensemble scientifique et technique cohérent dont la croissance est continue. Des activités du CNES, dont le budget a été limité par l'Etat à 950 millions de francs en 1975, n'auront cependant pas cette année l'ampleur attendue. Le programme « Dialogue (satellite de géodésie) et le programme « Véron » (exploration de l'atmosphère de Vénus par ballons-sondes) ont été abandonnés. Cela se traduit par la suppression d'une centaine d'emplois à Toulouse, cinquante au Centre spatial et cinquante dans les sociétés sous-traitantes.

NORD-PAS-DE-CALAIS : le charbon de retour

Superficie en km² : 12 375.
Population : 3 957 000.
Densité au km² : 259.
Salariés du secteur privé : 940 400.
Demandes d'emploi non satisfaites : 53 742 (+ 49 %).
En pourcentage de la population salariée : 5,7 (3,8).

D'UN bout à l'autre de l'année 1974, les mines, le charbon, les mineurs ont tenu la première place dans l'actualité économique du Nord. En janvier, à la demande de M. Blancard, délégué général à l'énergie, des études étaient entreprises afin de déterminer les ressources exploitables en vue d'un nouveau plan de production : le 31 décembre, à Liévin, des milliers de personnes assistaient aux funérailles des quarante-deux victimes de la fosse 3 de Lens.

Depuis 1968, le bassin houiller a vu décroître rapidement sa production : de 18,9 millions de tonnes en 1969, elle était tombée à 10,4 millions en 1973. Mais la crise de l'énergie imposait un coup de frein à cette récession. Les résultats de l'année 1974 marquant déjà les premiers effets de cette politique : la production de 9 millions de tonnes marque un recul de 1,4 million de tonnes par rapport à 1973 alors que, les années précédentes, le déclin portait sur

2 millions de tonnes. L'objectif fixé pour 1975 est de l'ordre de 8,3 millions de tonnes et il devrait être de 5,5 millions de tonnes en 1976, ou lieu de 4,5 millions de tonnes prévus dans le plan précédent.

Ce nouveau plan est d'autant plus difficile à tenir que le rendement par mineur, en dépit de la mécanisation, accuse lui aussi une baisse très sensible. Un ouvrier de fond produisait 429 tonnes de charbon par an en 1970 ; il n'en a produit que 374 tonnes en 1974.

Ce freinage de la récession peut-il encore être assoupli ? Des investissements de l'ordre de 84 millions de francs ont été engagés en 1974 et l'on entreprend, à la demande du ministre de l'Industrie, des études de reconnaissance « pour tenter d'évaluer quel tonnage de houille on peut encore arracher dans les zones profondes ».

Il reste que les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, pour de multiples raisons économiques et pas seulement pour des motifs techniques, sont une entreprise déficitaire. La balance, fort limitée et très délicate, ne modifie pas fondamentalement l'avenir du bassin minier. Il faut en même temps mener une politique de conversion et attirer les industries qui assurent le relève pour une main-d'œuvre abondante. Sur ce plan, en dépit de l'appel de l'automobile (désoeurant an oris), on reste très inquiet, notamment dans l'ouest du bassin du Pas-de-Calais, où tous les puits sont fermés.

C'est ce qui explique le débat sur l'implantation d'un « vapo-craqueur » dans la région. Si le site de Dunkerque est retenu par les promoteurs, c'est-à-dire C.D.F.-Chimie, pour des raisons économiques, beaucoup font valoir l'intérêt de son implantation dans le bassin minier. On craint que les activités induites par le vapo-craqueur n'échappent à une région qui a un besoin urgent d'activités nouvelles.

(A suivre.)

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.
Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :
YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Des « villes ma...

Des villes ma... (text partially obscured and illegible)

LA UN NOU...

18 FEVRIER 1975. LA RATP PROLONGE LA LIGNE DE NUIROMESNIL A CHAMPS-ELYSEES-CLICHY... (text partially obscured)

Cette nouvelle étape...

Cette nouvelle étape... (text partially obscured)

DES HOMMES QUI...

150 000 000

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'AFFAIRE DE MARCKOLSHEIM

Victoire à la Pyrrhus ?

L'usine de fabrication d'oxyde de plomb et de stibates de la société allemande Chemische Werke Munchon, ne s'installera pas sur la zone industrielle de Marckolsheim (Bas-Rhin). M. Robert Galley, ministre de l'équipement vient de le faire savoir dans une lettre adressée à M. Pierre Pflimlin, maire de Strasbourg et président du port autonome.

L'entreprise de produits chimiques, dont la construction avait été envisagée sur un terrain du port autonome de Strasbourg, ne sera donc pas édifiée dans cette région d'Alsace où le projet avait soulevé de très vives réactions des organisations de défense de l'environnement. Le refus du ministre de l'équipement de laisser le port céder le terrain à la société allemande met fin à une affaire qui avait commencé voici près d'un an, lorsque le préfet de région, M. Jean Sicurani, avait autorisé la construction de cette usine.

La décision du préfet avait entraîné une levée de boucliers essorée de manifestations, puis d'une occupation du terrain de Marckolsheim, à la fin septembre 1974, par des membres français et allemands, des comités de défense. Le conseil municipal de la cité des rhénos avait refusé l'installation. Dix de ses membres avaient démissionné après la publication de l'arrêté préfectoral autorisant la construction. De nouvelles élections avaient porté au conseil une majorité et un maire « écologistes ». M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, venu en Alsace en septembre dernier, avait déclaré ensuite à Paris qu'il ne souhaitait pas la venue de cette usine.

Entre temps, M. Robert Galley, ministre de l'équipement, s'était cassé de l'affaire et ordonnait une enquête complète. Celle-ci « fait clairement apparaître, pré-

sent M. Galley dans sa lettre, que l'opposition à cette implantation manifestée par certaines communes pouvait les conduire à un refus pur et simple de prendre les mesures d'accompagnement qui leur incombent au niveau de l'urbanisation et des structures d'accueil. Cela, ayant pour conséquence d'entraîner les perspectives immédiates et futures d'incrustation dans la zone, se traduirait pour le port de Strasbourg par des difficultés financières importantes, puisqu'il serait ainsi mis dans l'incapacité de récupérer les sommes investies dans les aménagements qu'il aurait réalisés ».

M. Pflimlin, commentant la décision ministérielle, l'a qualifiée de « raisonnable », tout en posant « le grave problème de l'avenir économique de la région » et notamment celui des chômeurs. « Trente mille demandes d'emploi non satisfaites ayant été enregistrées en janvier dernier ». Par ailleurs, l'usine allemande déjà arrivée à la société allemande en Bavière, puis en Sarre, et en Moselle (Saint-Avold), où l'opposition de la population avait fait reculer les pouvoirs publics. Dans l'affaire de Marckolsheim, les défenseurs de l'environnement ont remporté une victoire. Une victoire à la Pyrrhus ? Les responsables de l'économie régionale et les syndicats sont inquiets pour l'emploi. Il faudra bien un jour concilier les points de vue des deux parties.

ENVIRONNEMENT

Royan ne veut pas de « chimie » sur le Verdon

De notre correspondant

Bordeaux — Le conseil municipal de Royan s'est réuni, le vendredi 21 février, sous la présidence de M. Jean de Lipkowski, conseiller général U.D.R. et maire de Royan. Les conseillers, à l'unanimité, ont adopté la motion suivante :

« Le conseil municipal de Royan, vivement ému des conséquences graves pouvant découler de l'implantation d'un complexe pétrochimique par la société Dow Chemical au Verdon, aussi bien pour la nature que pour les êtres humains : très préoccupé des effets pouvant résulter d'une telle implantation sur la flore, la faune et la pollution des eaux et de l'atmosphère, déclare s'opposer à ce projet qui risque de pertur-

ber gravement l'économie régionale et la santé de la population. »

D'autre part, le projet d'installation d'une centrale nucléaire au Verdon a également été l'objet d'une protestation émise, à l'unanimité, par le SYVOI (Syndicat intercommunal à vocation multiple) de la presqu'île d'Arvert : « Le SYVOI émet le vœu qu'il ne soit pas donné suite à l'étude d'installation d'une centrale nucléaire au Verdon et d'une façon générale, dans le Gironde ou en Charente-Meritime, à moins de 40 kilomètres de la zone touristique de la Côte de Beauté s'étendant de Mortagne-sur-Gironde au-delà de la Palmyre et de Honc-les-Bains. »

صدا من الامم

LE CONSEIL DES MINISTRES A ÉVRY

Des « villes moyennes » à côté des « villes nouvelles » ?

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 26 février, à 10 heures, dans la préfecture de la ville nouvelle d'Évry. À l'ordre du jour figuraient notamment la réforme des collectivités locales et la protection de l'environnement. À l'issue du conseil, M. Valéry Giscard d'Estaing devait rentrer aussitôt à Paris, mais deux ministres, M. Robert Galley, ministre de l'équipement et André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, ont préféré de « prendre l'apéritif » sur place avec une famille.

Le choix d'Évry confirme la priorité que le président de la République entend donner aux villes nouvelles dans la politique d'aménagement de la région parisienne.

C'est cette politique que M. Pierre Juquin, député de l'Essonne et membre du comité central du P.C.F., attaque dans « l'Humanité » du 26 février : « La construction de grandes villes nouvelles correspond à une nécessité des temps modernes, écrit-il, mais la région ne tend pas à satisfaire les

besoins humains. S'il cherche à tirer parti des changements inévitables, c'est pour rattraper et valoriser la terre au bénéfice des banlieues. »

D'autre part, la politique des villes nouvelles pourrait être complétée au cours du VII^e Plan grâce au lancement d'une politique en faveur des villes moyennes de la région parisienne. Telle est la proposition émise par la préfecture de région et adoptée, le 25 février, par le comité consultatif économique et social.

Dans le rapport préliminaire au VII^e Plan, la préfecture de la région parisienne propose que quatorze agglomérations secondaires de la grande couronne doublent leur population d'ici à 1990, afin de mieux équilibrer les zones rurales au milieu desquelles elles se trouvent.

Ces villes ou groupes de villes sont : Coulommiers (11 758 habitants), Fontainebleau (19 803), Meaux (35 339), Montreuil (21 610), Nanterre (6 388), Nemours (10 011) et Provins (11 868), en Seine-et-Marne; Houddon (3 449), Mantes-la-Jolie - Mantes-la-Ville (51 011) et Rambouillet (14 032), dans les Yvelines; Etampes (15 626) et Dourdan (6 611), dans l'Essonne; Marines (3 048) et Ferrières-Bascomart (14 231), dans le Val-d'Oise. Le Comité consultatif économique et social (C.C.E.S.) de la région parisienne a accepté, le 25 février, le principe de cette nouvelle politique.

Le rapport suggère d'organiser la région parisienne autour des cinq villes nouvelles, de cinq zones naturelles d'équilibre, d'un réseau de voies ferrées et routières et enfin, de quatorze « villes moyennes ».

Même si elles connaissent des retards, les villes nouvelles sont en bonne voie. En revanche, les zones naturelles d'équilibre souffrent du mal à résister à l'urbanisation. La politique des « villes moyennes » aura pour but de concentrer dans quelques villes une partie de la croissance des secteurs éloignés de la région et d'éviter le développement diffus

en zone rurale : « L'objectif, lit-on dans le rapport, est de les traiter en villes moyennes par un développement équilibré et par le maintien d'un cadre de vie satisfaisant. » Conséquence : un doublement de la population est à prévoir d'ici à 1990 soit 180 000 habitants nouveaux.

Pour que ces villes « puissent assumer une telle croissance sans perdre leur caractère propre, il est nécessaire de leur conférer un statut comparable à celui des villes moyennes de province » : équipements publics, réhabilitation des centres-villes et construction des logements devront être coordonnés dans le cadre d'un contrat passé avec l'État.

Ombrage

Le parallèle est frappant entre l'évolution de la politique de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) et celle de la préfecture de la région parisienne. Au niveau national, la DATAR a longtemps vanté les mérites des métropoles régionales avant de se soucier des villes moyennes; la préfecture en vient à l'échelon régional à prolonger sa politique en faveur des villes nouvelles par une action en faveur des villes moyennes. Dans les deux cas, la politique d'aménagement s'affine et élargit son champ d'action.

Les membres du comité consultatif économique et social de la région parisienne, qui ont examiné le 25 février ces proposi-

tions les ont d'abord critiquées parce que, ont-ils dit, ces villes moyennes risquent de porter ombrage aux villes nouvelles qui ne sont pas encore tirées d'affaire.

M. Maurice Doubet, préfet de la région parisienne, a reconnu que le chiffre de quatorze villes moyennes était une hypothèse

parmi d'autres, mais il a souligné la complémentarité entre les deux types de développement urbain. Le C.C.E.S. s'est laissé convaincre, tout en rappelant qu'il appartenait aux collectivités locales d'accepter de faire partie des villes moyennes proposées.

ALAIN FAUJAS.

Faits et projets

Transports

● PAS DE MESURES AUTORITAIRES CONTRE LES ROUTIERS. — Recevant le président et le délégué général de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, a déclaré, le 25 février, que, dans le contexte actuel de la crise de l'énergie, aucune mesure autoritaire ne serait prise pour détourner le trafic au détriment du transport routier. Il a confirmé que la politique des transports restait fondée sur le libre choix de l'usager.

Environnement

● LE COMITÉ DE LA CHARTRE ET LE VII^e PLAN. — Dans un communiqué, le Comité de la charte de la nature fait part

d'une triple préoccupation. Il estime indispensable que le programme nucléaire soit soumis au comité national écologique promis par M. Giscard d'Estaing. Il s'indigne devant la renance, par la préfecture de Paris, du projet de voie express rive gauche et s'inquiète de la « représentation numériquement dérisoire » des consommateurs des usagers et des associations de défense dans les commissions du VII^e Plan.

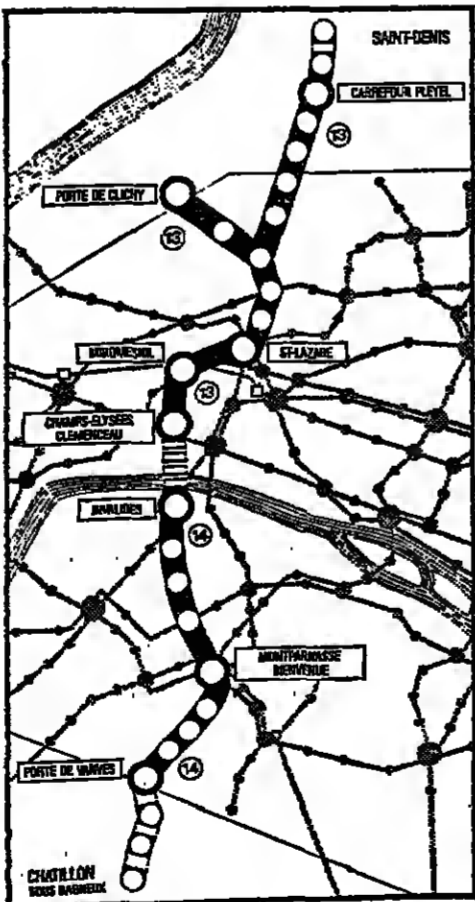
● L'AIR DE TOULOUSE. — Un réseau d'appareils analysant l'air en continu va être mis en place dans le centre de Toulouse très pollué par les gaz d'échappement. Quand la pollution atteindra le cote d'alarme, la police pourra détourner la circulation. Le même service s'occupera ultérieurement du contrôle des bruits.

LA RATP AMENAGE UN NOUVEL AXE NORD-SUD.

18 FEVRIER 1975. LA RATP PROLONGE LA LIGNE 13 DE MIROMESNIL A CHAMPS-ELYSEES-CLEMENCEAU.

Cette nouvelle étape, c'est la preuve que les hommes de la RATP tiennent leurs engagements.

Mais c'est aussi la création d'une nouvelle correspondance entre les lignes 13 (Champs-Élysées-Clémenteau / Carrefour Pleyel et Porte de Cléchy) et 1 (Vincennes-Neuilly), grâce à laquelle les voyageurs de la ligne 13 peuvent atteindre l'Est et l'Ouest de Paris avec un seul changement.



DÉBUT 1977, DE CHAMPS-ÉLYSÉES-CLEMENCEAU À INVALIDES, LA RATP RÉALISE LA JONCTION AVEC LA LIGNE 14.

Début 1977, la RATP aura réuni les lignes 13 et 14 (Invalides - Porte de Vanves), de Champs-Élysées-Clémenteau à Invalides. Ce nouvel axe Nord-Sud, sera en correspondance avec la quasi-totalité des lignes de métro.

Mais le projet des hommes de la RATP est de prolonger cet axe en banlieue. Plus qu'un projet, c'est un engagement puisque le métro sera à Saint-Denis et Châteaillon/Bagneux en 1976.

RATP

DES HOMMES QUI ONT A CŒUR DE FACILITER VOS DÉPLACEMENTS.

mples

de l'espace

LAIS : ur

CONTACT : yeux myopes plus beaux

MONTPELLIER
CENTRE COMMERCIAL DU POLYGONE
TÉLEX-SERVICES — PHOTEX
Nous recevons et émettons pour votre compte tous messages par Télé et Photo-Téléphonie
Télex n° 49.805 - Tél. : (67) 58-05-96

(Publicité)
Dans le cabinet d'un Ministre, celui qui donne la solution d'un cas délicat est parfois celui qui jouit des douces certitudes de
L'IGNORANCE
C'est signé : Alfred Sauvy, 1968.
Exemple : Lionel Stoléru déclarait qu'il n'y a aucun lien entre l'inflation et le rentabilité des entreprises. Il ignore le
PRÉLÈVEMENT INFLATIONNISTE
que Jacques Rueff dénonçait à Antoine Pinay en 1968.
CHEFS D'ENTREPRISES,
le calcul du prélèvement inflationniste est enseigné par l'ouvrage
SORTIR DE L'INFLATION
que le distribue gratis et franco de port tous pays.
Nous vivons les derniers soubresauts d'un système économique basé sur un système comptable archaïque, mensonger, qui est contre nature.
Emile Krieg, 7, rue d'Anjou, F - 75008 Paris.
Academic Member of the American Institute of Management.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

SYNDICATS

Les cadres C.G.T. : la défense de la hiérarchie est une composante de la lutte des travailleurs

« La dégradation du pouvoir d'achat des cadres et l'érosion de la hiérarchie ont atteint, pour nous, la limite du tolérable. » En s'exprimant ainsi devant les journalistes le 26 février, M. René Le Guen, secrétaire général de l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.), emploie presque les mêmes mots que M. Malterre, président de la C.G.C. Il y a quelques jours. Les deux organisations, en effet, sont également hostiles au projet du gouvernement visant « la lutte contre les inégalités ».

MM. Le Guen et Jaeglé ont vivement attaqué la politique des transferts salariaux préconisée par M. Stolara, conseiller du président de la République.

On veut, disent-ils, culpabiliser les cadres, dresser contre eux les salariés des catégories les plus modestes. Or la défense de la hiérarchie est une composante de la lutte de l'ensemble des travailleurs. Les cadres C.G.T. entendent s'intégrer dans l'action générale, et M. Le Guen ne croit pas à une révolte sociologique des cadres. Il a, d'autre part, annoncé que les points de vue entre son organisation et les cadres C.F.D.T. étaient plus proches que par le passé.

Enfin, l'UGICT affirme que le pouvoir d'achat des cadres a baissé, en 1974, de 2,5 % à 3 % selon les secteurs, ces évaluations étant établies d'après l'évolution de l'indice des prix de la C.G.T.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Renault-Billancourt : la parole est aux ateliers

Rue Heinrich, à Billancourt, mardi 26 février. Les délégués syndicaux ne veulent pas donner d'informations avant leur « prochaine » conférence de presse. Il est vrai que les militants syndicaux ne manquent pas de travail ; le rythme de sortie des tracteurs est bi-quotidien ; ce n'est pas trop pour animer ce monstre cloisonné et souvent ignorant de ses propres sous-sous. Malgré les consignes de « black out », des voix s'élevaient dans la permanence syndicale C.G.T. pour regretter « l'insuffisance de la diffusion des luttes » : « Elles sont restées à Billancourt, toutes les autres usines sont avec nous. »

Sur la place Nationale pas de meetings animés et colorés comme la semaine dernière, mais un petit marché forain, qui n'est singulier que par la théorie de combinaisons bleues qui déambulent sous le soleil avant l'entrée de l'équipe B.

L'absence de réunions de masse aux portes de l'entreprise ne signifie pas le ralentissement des

actions, expliquent plusieurs ouvriers. Elles ont changé de registre : lundi, le collectif des grévistes du 77 (secteur de l'entretien et du dépannage), « attaché à l'unité des travailleurs et des syndicats », a repris la revendication des « 300 francs pour tous, un seul taux, la main ». Ces revendications d'ouvriers professionnels, pour la plupart français, s'inscrivent dans une appréciation globale de la situation : « Nous sommes dans une position favorable. » Ce sentiment semble partagé par les ouvriers qui sont rentrés après un week-end lourd des meetings de lock-out : « Le régime n'a plus de stocks, les autres usines seront derrière nous si la direction touche à Billancourt. »

Sous l'égide de la C.G.T. les O.S. de la soudure, immigrés, ont suivi l'exemple du 77 ; dans un tract distinct, « ceux du 38 » exposent aussi leurs revendications et à leurs camarades qui ne savent pas. Ce qu'ils demandent semble modeste : le coefficient 168 maxi pour tous et le paiement à 50 % des heures perdues (la

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

La nouvelle composition des chambres de métiers

LES « TRADITIONNELS » CONSERVENT LES DEUX TIERS DES SIÈGES MAIS L'AVANCE DU CID-UNATI SE PRÉCISE

Les résultats définitifs des élections aux chambres de métiers sont maintenant connus : le CID-UNATI accorde désormais 1 180 sièges (29,8 %) et les « traditionnels », regroupés sur les listes de l'Union professionnelle artisanale, conservent 2 707 sièges (soit 69,7 % de l'ensemble. En 1971, les traditionnels ont donc perdu 11,9 % de leurs sièges au profit du CID-UNATI.

La progression du CID-UNATI est cependant limitée par le fait que les 961 sièges du collège syndical restent le fief des listes « traditionnelles », puisque l'organisation fondée par M. Nicoud, faute de l'ancienneté syndicale nécessaire, n'a pu y présenter de candidats. Dans le collège des chefs d'entreprise, le CID-UNATI occupe désormais 46,7 % des sièges, contre 29 % en 1971.

La participation des électeurs a atteint 41,4 %, contre 35,1 % en 1971.

Débrayages au Mans

La chaîne des tracteurs des usines Renault du Mans demeure paralysée, nous signale notre correspondant du Mans. On sait que, à la suite de la grève de vingt-quatre peintres au pistolet réclamant la révision de leur qualification professionnelle, cette chaîne n'était plus normalement approvisionnée. Elle avait été arrêtée en fin de matinée, lundi 24 février. Jusqu'à présent, cependant, les deux cent cinquante personnes concernées sont restées à leur poste de travail. Mardi, une rencontre entre les peintres et la direction des tracteurs n'a pas abouti. Il existe actuellement un comité général dans l'usine. C'est ainsi que mardi des débrayages ont eu lieu en manière de riposte à l'arrivage par la direction d'un « rappel au règlement ».

EMPLOI

● La situation de l'imprimerie Oberthur, à Rennes, qui emploie mille trois cents ouvriers, a été de nouveau examinée le 26 février, par le tribunal de commerce. Les curateurs, M. Debroise et M. Challe, ont fait état des démarches faites depuis le 4 février pour assurer le redressement de l'entreprise (Le Monde du 21 février). L'apurement du passif nécessiterait un prêt de l'Etat de 15 millions de francs remboursable en treize ans avec un différé de cinq ans, ainsi qu'un « crédit de campagne » de 10 millions. Le DATAR a confirmé qu'une solution industrielle serait présentée le 3 mars. Le jugement du tribunal de commerce sera rendu le 4 mars. (Corresp.)

● Débrayages aux usines Peugeot de Sochaux. — Depuis lundi 24 février, une partie des « caristes » de Peugeot-Sochaux procèdent à des débrayages. Le syndicat des métaux C.G.T. demande la qualification P1 et 2100 F sur la base de quarante heures pour cette catégorie. Mardi, en fin de matinée, un meeting, à l'appel de la C.G.T., s'est déroulé sur les parkings. La direction préconise que les actions de caristes, qui se poursuivraient le 26 février, ne touchent que la carrosserie et n'entraînent pas de réduction de la production.

● A Saint-Nazaire, une partie du personnel des usines aéronautiques de la SNIA a occupé, mardi 25 février, pendant plusieurs heures les bureaux de la direction, retenant le directeur et plusieurs cadres supérieurs. Dans le même temps, une délégation intersyndicale était reçue à la direction générale de la SNIA à Paris. Les représentants du personnel nazairien ont demandé l'intégration dans les effectifs de l'usine de quatre-vingt-trois intérimaires, dont le licenciement avait été annoncé pour le 28 février, et le réemploi des jeunes revenant du service militaire. La direction s'est engagée à étudier les revendications des syndicats et, dans l'immédiat, a reporté à 15 mars la réalisation des contrats des intérimaires. — (Corresp.)

CONJONCTURE

A cause des difficultés graves de trésorerie

LES INDUSTRIELS LIMITENT LEURS INVESTISSEMENTS

Les entreprises industrielles ont de graves difficultés de trésorerie, indique l'Institut national de la statistique (INSEE), qui vient de publier le résultat d'une enquête menée sur le sujet en décembre 1974. Ces difficultés, qui n'ont jamais été aussi graves depuis 1967, sont surtout ressenties par les firmes de taille importante. Quelle en est la cause principale ? Baisse de la demande, surtout dans les secteurs de biens durables, mais aussi allongement des délais de paiement de la clientèle. Pour l'aggravation de leurs difficultés de trésorerie, les entreprises ont cherché le secours du crédit bancaire. Mais seules 69 % d'entre elles ont pu obtenir entièrement satisfaction à cause de la politique restrictive menée dans ce domaine par les pouvoirs publics.

Les entreprises ont donc retardé certains dépensements : 46 % d'entre elles (le pourcentage le plus élevé enregistré depuis 1967) ont différé les commandes. Pour l'avenir, les chefs d'entreprise ont indiqué à l'INSEE qu'ils envisagent de ralentir leurs activités et de réduire leurs effectifs, ainsi que de limiter leurs commandes d'investissements.

Rover
RANGE-ROVER - LAND-ROVER

Jaguar

CONCESSIONNAIRE
FRANCO-BRITANNIC AUTOS
25, rue P.-C. Couturier, 92300 LEVALLOIS - Tél. 757.50.80
LOCATION LONGUE DURÉE

le METRO direct
(Havre-Caumartin à 20mn, ligne n°9)

pour vos bureaux à **380 F** le m²

- 26 000 m² divisibles par lots de 700 m² et 1 300 m²
- des prestations de qualité et des charges réduites au minimum
- le métro (ligne n° 9) et 6 lignes d'autobus au pied de l'immeuble
- une proximité du périphérique et des autoroutes
- en liaison rapide avec les 3 aéroports parisiens
- un grand centre d'affaires intégré avec 50 commerces et une grande surface

Jones Lang Wootton : 30, avenue Marceau - 75008 Paris - Tél. 720 21.23
Sofraclim : 80, avenue Daumesnil - 75012 Paris - Tél. 346.13.00

l'centre d'affaires multiservices de l'est parisien

STAGES D'ERGONOMIE ET D'ÉCOLOGIE

OBJECTIFS : former les responsables et les praticiens industriels aux méthodes multidisciplinaires modernes d'amélioration des conditions de travail et de vie. (Notions de base en matière de technologie, de physiologie, de psychologie et de sociologie du travail.)

DATES : Du 3 au 7 mars - Du 7 au 11 avril - Du 12 au 18 mai - Du 27 septembre au 3 octobre - Du 3 au 7 novembre - Du 1^{er} au 5 décembre 1975.

RENSEIGNEMENTS : CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE PARIS-1
Département d'Ergonomie - 1-3, rue du Départ - PARIS (14^e)
Tél. 328-27-38 et 328-36-20

Nouveaux tarifs :

Montréal pour 1645 F* aller-retour avec Air Canada

Avec les nouveaux tarifs APEX, vous pouvez économiser jusqu'à 1 581 F (classe touristique) sur tous les vols réguliers Air Canada au départ de Paris. Il existe des tarifs APEX toute l'année pour les 30 villes que nous relient à l'intérieur du Canada.

Quelles sont les conditions pour bénéficier du tarif APEX ? Acheter votre billet au moins deux mois avant votre départ pour un séjour de 22 à 45 jours (néanmoins, si vous faites votre réservation en février, vous pourrez partir dès le 1^{er} avril tout en bénéficiant de ce tarif). Ces tarifs sont sujets à l'accord du gouvernement, et les frais d'annulation minimum sont de 441 F.

Votre agent de voyage vous expliquera ces nouveaux tarifs. Passez le voir dès maintenant.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

* Valable en avril, mai, juin et octobre. Il existe également des tarifs APEX été et hiver.

AIR CANADA

Paris 9^e - 24, bd des Capucines - Tél. 273 84 00
Paris 15^e - 39, bd de Vaugirard - Tél. 273 84 00
Lyon 2^e - 63, rue du Pr-E-Herriot - Tél. 42 43 17

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs.

Du vendredi 17 heures au lundi 09 heures, les locations ne sont facturées que pour DEUX journées.

	la Journée + le km	le Jour + le km
FIAT 127 - RENAULT 5 TL	32,40	0,24
PEUGEOT 104-204 - SIMCA 1100 GLS	34,80	0,30
PEUGEOT 304 - RENAULT 12	38,40	0,34
PEUGEOT 304 - RENAULT 16 TL	45,60	0,41

12^e - 207, Rue de Bercy 345.56.10 ● 18^e - 102, Rue Ordener - 076.32.90
12^e - 108, Bd Diderot 628.27.50 ● 11^e - 82, Bd Voltaire 700.88.57
Boulogne 605.01.17 ● Charenton 893.00.23 ● Le Chesnay 294.34.50
La Courneuve 833.81.54 ● Creil 455.02.60 ● Drancy 954.66.70
Maisons-Laffitte 962.05.52 ● Montrouge 656.22.11 ● Neuilly-Plaisance 935.15.10 ● Villeta 946.05.49 ● Versailles 850.22.54
Villejuif 672.75.55 ● Villenoble 738.68.63 ● Vitry 680.72.70

80 AGENCES EN FRANCE

« VOUS ALLEZ ACHETER UN APPARTEMENT ? »

5 questions vous préoccupent...

- A qui ai-je affaire ?
- Le programme qui m'intéresse a-t-il été bien étudié ?
- Les informations que l'on me donne sont-elles satisfaisantes ?
- Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles réunies ?
- Pourrai-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles à la livraison ?

... 5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.L.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'administration, le C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 20.000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un agrément, après examen, par des spécialistes et des représentants de quelques ordres, des éléments juridiques, techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement des programmes de construction. En possession des données de l'opération - suivie au cours de sa réalisation - son organisme peut à tout moment renseigner l'acquéreur et intervenir, si besoin, en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

La liste des programmes agréés, dans lesquels des logements restent encore disponibles, est adressée sur simple demande : C.N.E.I.L., 60, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS - Tél. 878-96-80.

Le bureau d'information du C.N.E.I.L. reçoit aussi sur rendez-vous et remet gratuitement à tout visiteur une documentation détaillée sur les programmes agréés de la région parisienne, faisant apparaître leur localisation, leur catégorie et leurs prix.

PP serait amenée à la baisse de la...

LA RE...

SECRETARIAT D'ÉTAT - SOCIÉTÉ NATIONALE DES GRANDS TRAVAUX - DÉPARTEMENT FORAGES ET ROUTE NOUVELLE DU DAR-EL BEIDA (ALGERIE)

AVIS D'APPEL INTERNATI...

PIECES D'USURE DE POMPES - TRICONES DE FORAGES

ROUTE NOUVELLE DU DAR-EL BEIDA (ALGERIE)

APPEL D'OFFRES : PIECES D'USURE POUR TRICONES DE FORAGES

السنة الأولى

LA VIE ÉCONOMIQUE

LES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE

LA RÉUNION DE VIENNE

L'OPEP serait amenée à coordonner la réduction des productions si la baisse de la consommation du pétrole se poursuivait

Vienne. — Commencée à Vienne le 25 février à 10 h 30, la réunion extraordinaire des ministres du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est poursuivie ce mercredi. L'OPEP met les bouchées doubles : les ministres se réunissent d'un côté, leurs assistants et divers experts de l'autre. Les premiers préparent pour leurs chefs d'Etat un projet de déclaration qui devra être entériné par le « sommet » d'Alger. Les seconds essaient de trouver une solution au problème de l'inflation, de la chute du dollar et de la tendance à la baisse des prix du pétrole en valeur nominale comme en valeur réelle.

Le président Ford a décidé de fixer un prix-plancher pour le pétrole importé ou produit aux Etats-Unis, afin de protéger la production américaine et le développement des sources d'énergie de remplacement, a indiqué mardi 25 février M. Nessen, porte-parole de la Maison Blanche. Cette mise au point met un terme, provisoirement du moins, à la controverse qui opposait le secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, au secrétaire au trésor, M. William Simon, qui avait fait savoir qu'il était opposé à l'imposition d'un prix minimal aux Etats-Unis.

De notre envoyé spécial

Un nouvel ordre économique international. Toutefois, la réduction du projet de déclaration paraît présenter quelque difficulté, dans la mesure où la notion d'ordre économique international recouvre des réalités différentes selon les pays. Pour l'Algérie, par exemple, il s'agit de répartir autrement les richesses mondiales. La vision de l'Iran est sans doute moins messianique : le chah veut devenir membre du groupe des quelques puissances qui dirigent le monde. Et pour l'Arabie saoudite, cet autre géant de l'OPEP, quelle signification peut avoir un tel concept ?

A la recherche d'une formule d'indexation

Sur les problèmes technico-économiques les discussions sont tout aussi laborieuses. L'OPEP est toujours à la recherche d'une formule d'indexation pour protéger ses revenus de l'érosion monétaire. Elle cherche aussi une nouvelle unité de compte pour ne plus être victime des caprices du dollar. Certains pensent, comme nous l'avons dit, à un droit de tirage spécial (D.T.S.), mais cela pose évidemment des problèmes fort complexes. Et qui, d'ailleurs, sur le marché pétrolier a déjà vu de ses yeux vu des D.T.S. ? Les ministres n'avaient pas abordé mardi ces questions, se réservant à leurs experts. Mercredi ou jeudi ils pourront s'y atteler.

« Pas un baril de plus »

L'Agence algérienne conclut en affirmant que « les producteurs de pétrole et des autres matières premières ne s'assolent pas à une table de négociations sous le menace des « marines » ni celle du dollar. La situation économique mondiale actuelle n'est pas une partie de poker où seuls les riches et les bluffeurs ont des chances de gagner... » (Routier, A.F.P.)

M. FORD EST DÉCIDI À FIXER UN PRIX-PLANCHER POUR LE PÉTROLE IMPORTÉ

Le président Ford a décidé de fixer un prix-plancher pour le pétrole importé ou produit aux Etats-Unis, afin de protéger la production américaine et le développement des sources d'énergie de remplacement, a indiqué mardi 25 février M. Nessen, porte-parole de la Maison Blanche. Cette mise au point met un terme, provisoirement du moins, à la controverse qui opposait le secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, au secrétaire au trésor, M. William Simon, qui avait fait savoir qu'il était opposé à l'imposition d'un prix minimal aux Etats-Unis.

Le gouvernement britannique limite à 45% l'imposition des bénéfices pétroliers en mer du Nord

Afin d'encourager la prospection et la production pétrolière en mer du Nord, le gouvernement britannique a décidé de limiter à 45 % l'imposition des bénéfices que l'exploitation des gisements de pétrole de la mer du Nord procurerait aux compagnies. Ce taux, révisé mardi aux Communautés par M. Edmund Dell, trésorier payeur général, est bien inférieur aux estimations qui circulaient l'an dernier, et qui le portaient jusqu'à 80 %.

M. Boumediène : la politique du bâton est dépassée

« Les pays qui ont recours à la menace pour essayer de faire baisser le prix du pétrole doivent réaliser que la politique du bâton est dépassée », a déclaré le président Boumediène dans un discours prononcé lundi à l'occasion du quaranteième anniversaire de la nationalisation de l'industrie pétrolière algérienne.

« Pas un baril de plus »

L'A.P.S. demande à cet effet que les pays membres de l'OPEP réduisent leur production de pétrole dans des proportions telles qu'il n'y ait pas un baril en plus, ce qui permettrait aux producteurs de garder le niveau de leurs revenus, même si celui de leurs fournisseurs baisse.

AGRICULTURE

M. PAUL GLOTIN, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS DES GRANDS VINS DE BORDEAUX.

Bordeaux. — Une assemblée générale de la Fédération des syndicats des grands vins de Bordeaux à appellation contrôlée s'est tenue le 24 février. Président de cet organisme depuis 1964, M. Jean Capdemourlin s'est retiré, et le vote à bulletin secret a désigné M. Paul Glotin comme son successeur.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Dentschmarks	Francs suisses
48 heures	5 3/4	6 3/4	8 1/4
1 mois	6 1/2	7 1/2	9 1/2
3 mois	7 3/8	8 3/8	10 3/8
6 mois	8 1/2	9 1/2	11 1/2

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

MINISTÈRE ALGÉRIEN DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATIONS MINIÈRES

SO.NA.REM
Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture et l'installation de Matériels et Équipements Scientifiques et Techniques de laboratoires :

- Lot n° 1 : Équipements pour laboratoire chimique, onolytique, rayons X et microscopie électronique.
- Lot n° 2 : Équipements de microphotographie, reproduction minéralogique, lithologo-pétrographique et paléontologique.
- Lot n° 3 : Équipements de laboratoire de valorisation des minerais.
- Lot n° 4 : Équipements pour atelier de réparation des équipements de laboratoires.
- Lot n° 5 : Équipements pour analyse d'éléments radioactifs par procédés physiques.

Les Sociétés et Entreprises intéressées par cette offre peuvent consulter ou retirer les dossiers correspondants à partir du 15 février 1975 à la SO.NA.REM — Division Engineering et Développement — 1, rue Homeg-Idir, Cinq-Moisons, EL-HARRACH. — ALGER.

Les offres seront remises sous enveloppe cachetée à la cire, portant la mention « SOUMISSION, NE PAS OUVRIR, ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - PROJET LABORATOIRE », SO.NA.REM, Division Engineering et Développement, 1, rue Homeg-Idir, Cinq-Moisons, EL-HARRACH (ALGER), avant le 25 avril.

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

A L'ÉTRANGER

Un accord de coopération économique d'une valeur de 3 milliards de dollars est signé entre l'U.R.S.S. et l'Iran

De notre correspondant

Moscou. — M. Ansari, le ministre iranien de l'économie et des finances, a signé mardi 25 février à Moscou un important accord concernant la coopération industrielle entre l'Union soviétique et l'Iran. Ce texte prévoit plusieurs grands projets qui devront chacun faire l'objet d'un contrat spécifique. L'Agence Tass n'a fourni aucune précision sur ces projets, mais on affirme de source iranienne que la valeur des réalisations qu'envisagent de mener à bien Moscou et Téhéran serait de l'ordre de 3 milliards de dollars.

La liste des projets industriels mentionnés dans le protocole comprend notamment la construction en U.R.S.S. d'un important complexe pour la production de pâte à papier, dont l'implantation géographique n'aurait pas encore été décidée. On affirme de source iranienne que Téhéran est prêt à mettre à la disposition de l'U.R.S.S. les crédits nécessaires à la construction de ce complexe. L'Union soviétique rembourserait l'Iran par des livraisons de la production de l'usine. Si ce projet fait l'objet d'un accord final, ce sera la première fois à notre connaissance que l'Iran fera bénéficier l'U.R.S.S. de crédits de ce genre. Le volume des crédits envisagés n'a pas été révélé.

Philippe Taieb*
conseil en haute-fidélité
145, rue de la Pompe, 75016 Paris
Tél. 53.58.46
*voir le Monde du 25 janvier, page 9

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
SECRETARIAT D'ÉTAT A L'HYDRAULIQUE
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES GRANDS TRAVAUX HYDRAULIQUES
DÉPARTEMENT FORAGES ET RECONSOLIDATIONS
Route Nouvelle du Génie - B.P. n° 5
Dor-El-Beida - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- PIÈCES D'USURE DE POMPE À BOUE.
- TRICONES DE FORAGES.

Le cahier des charges et des spécifications techniques peut être retiré ou transmis sur demande écrite auprès de la Direction du Département Forages et Reconsolidations :

— ROUTE NOUVELLE DU GÉNIE - B.P. n° 5. DAR-EL-BEIDA (ALGER).

Les offres devront parvenir au Siège du Département Forages et Reconsolidations, Route Nouvelle du Génie - B.P. n° 5, Dor-El-Beida (ALGER), avant le 25 mars 1975, à 18 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi, sous double enveloppe et pli cacheté portant les mentions suivantes :

— APPEL D'OFFRES :
PIÈCES D'USURE POUR POMPE À BOUE.
TRICONES DE FORAGE.
A NE PAS OUVRIR

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

TRAVAILLEURS
INDÉPENDANTS
La nouvelle composition
des chambres de métiers
LES TRADITIONNELS
CONSERVENT
LES DEUX TIERS DES SIÈGES
MAIS L'AVANCE DU COMMERCE
SE PRÉCISE

POUR VOS CHEVEUX
RIBOCLEINE!
RIBOCLEINE

TEI
ands loueurs.

UN APPARTEMENT!

صدا من الامم

218
259

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ET MARIN BERBER

GARANTIE FINANCIÈRE

سوق المال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 25 FÉVRIER

Marché lourd
La tendance s'est notablement alourdie ce mardi à la Bourse de Paris, mais avec un volume d'affaires toujours peu étoffé.

Amorçé dès l'ouverture, le mouvement de repli s'est poursuivi durant toute la séance et, en clôture, toutes les valeurs marquées à la cote ou presque étaient en baisse. Au surplus, une cinquantaine d'entreprises ont accusé des pertes nettes, ce qui a contribué à alourdir encore le marché.

Le recul prononcé de Wall Street, la nouvelle et sensible chute du dollar, le refus répété de M. Forquade de prendre des mesures globales de relance, certains facteurs qui expliquent l'accroissement de la volatilité de la cote de la Bourse de Paris. L'on s'attendait toutefois, qu'il a résulté de la dégradation de la conjoncture des opérations à engager que d'une pression excessive des ventes. Selon les professionnels, la nouvelle détente du loyer de l'immobilier, la poursuite de la construction de facteurs qui expliquent l'accroissement de la volatilité de la cote de la Bourse de Paris.

Malgré la baisse du dollar, l'or s'est bien tenu. Le kilo en barre se vend 56 F, à 25 569 F, mais le lingot en a gagné 25 à 25 425 F. Stabilité des papiers. Le napoleon est traité pour sa part à 272 50 F, à 272 50 F. Le volume des transactions, quoique toujours faible, a augmenté de 11,33 millions de francs contre 9,81 millions.

Aux valeurs étrangères, fermés des mines d'or. Recul des automobiles.

LONDRES

Nouvelle avance
Dans l'espoir que le gouvernement montrera aussi conciliant envers les entreprises industrielles que vis-à-vis des compagnies pétrolières, le marché a poursuivi son avance. Aux indices, progrès des valeurs. Hausse des banques, des pétroles et des Fonds d'Etat. Péniblement des valeurs d'or.

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, COURSES. Lists various stock indices and their closing values.

MARCHE MONÉTAIRE

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Shows exchange rates for various currencies.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Shows daily indices for various markets.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CARBONISATION ENTREPRISE ET CÉRAMIQUE. Le superprojet d'un dividende est confirmé et un acompte de 12 millions de francs...

NEW YORK

La baisse s'accroît
Le cours des actions a été notablement accentué mardi à Wall Street, gagnant la majorité des valeurs inscrites à la cote. Le mouvement a eu lieu sans interruption, et bien que les clôture de l'indice des valeurs inscrites ait accusé une perte de 17,70 points à 115,11, la plus forte enregistrée depuis le 19 novembre 1974...

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stock indices and their closing values.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Shows the dollar rate in Tokyo.

VALEURS

Large table with multiple columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various international and domestic stocks.

BOURSE DE PARIS - 25 FÉVRIER - COMPTANT

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks traded on the Paris stock exchange.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various futures and term market data.

COTE DES CHANGES

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Shows exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Shows gold market prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Shows exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Shows gold market prices.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

GRECE : l'offre de complet monnaie a confirmé le profond de la monnaie dans l'année ; la démission sous réserve du ministre du travail ouvre une crise politique.

AFRIQUE — A Genève, l'ambassadeur de Guinée pour l'Europe appelle à la guerre contre le régime de Fréhan.

PROCHE-ORIENT — M. Ygal Allou déclare : Les Palestiniens sont en train de devenir un peuple.

OCEAN INDIEN — MADAGASCAR : l'histoire d'une crise.

ASIE — **AMÉRIQUES** — **BRESIL** : les milieux d'affaires de Sao-Paulo préparent l'ouverture politique.

8 à 10. L'ALLOCATION TELEVISÉE DU CHEF DE L'ÉTAT

La tenue de l'allocution : les réactions des milieux politiques, syndicaux et professionnels.

Point de vue : « Large débat ou grand spectacle ? », par B. Fessard de Foucault.

11. EDUCATION

11. RELIGION

Les chercheurs du SGEN s'inquiètent des mesures qui seraient prises par le gouvernement.

12. SOCIÉTÉ

Après la décision de la Cour de Karlsruhe sur l'avortement.

12. JEUNESSE

« Eveil scout aujourd'hui » (III), par Pierre Georges.

13. JUSTICE

Cour d'assises de Paris : deux ans d'emprisonnement avec sursis pour euthanasie.

13. POLICE

14. SPORTS

VOILE : deux nouveaux petits croiseurs.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 15 à 22

DANSE : Carolyn Carlson à l'Opéra.

CINÉMA : Le super-8 à New-York.

LIVRES : « Le Théâtre, service public », de Jean Vilar ; chronique d'André Ferrière.

EXPOSITIONS : Dubuffet au CNAC.

29. MÉDECINE

Le ministre de la Santé prend des mesures pour assurer la distribution et la vente des produits pharmaceutiques.

30. LES RÉGIONS

La province fait ses comptes de fin d'année.

31. ENVIRONNEMENT ET RÉGIONS

Le conseil des ministres à Evry.

Point de vue : « Pour éviter la roche d'huile », par Bernard Bacquet.

32 à 34. LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

PRIX : une nouvelle convention va être signée avec les restaurateurs parisiens ; l'essence et le fuel pourraient baisser le 1^{er} avril.

ÉNERGIE : l'OEPEP serait amené à ordonner la réduction de la production si la baisse de la consommation du pétrole se poursuivait.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (14)

Annuaire cinématographique (23 à 28) ; Aujourd'hui (24) ; Carnet (25) ; « Journal officiel » (24) ; Métopologie (24) ; Météo (24) ; Pénances (25).

Le numéro du « Monde » daté 26 février 1975 a été tiré à 569 159 exemplaires.

Pour louer une voiture en France ou ailleurs, Europer : 645.21.25.

C D E F G H

La réunion du conseil des ministres à Evry

Quelques centaines de manifestants protestent contre la progression du chômage

Le président de la République est arrivé à Evry mercredi matin, quelques minutes avant l'ouverture du conseil des ministres qui se tient dans cette ville nouvelle de l'Essonne. Venu de Paris par la route, le chef de l'Etat n'a pas visité le chef-lieu du département, et notamment aux villes anciennes, attendus des niveaux nettement insuffisants en raison de la priorité accordée à la ville nouvelle d'Evry. Tous avaient demandé des audiences à des membres du gouvernement à l'occasion du conseil des ministres, mais aucune réponse ne leur avait été faite.

De leur côté, les deux conseillers généraux socialistes de l'Essonne, ainsi que le maire socialiste de Massy, ont fait remettre au président de la République une lettre dans laquelle ils soulignent « la situation préoccupante de l'emploi, la dégradation des conditions de transport et communales, l'insuffisance du budget consacré à l'éducation nationale et l'insuffisance des personnels enseignants dans le département ».

Les protestations ont pris contre l'union de béton et les menaces contre les espaces verts qui créent « une situation de plus en plus difficilement supportable par les habitants ». Enfin, ils se plaignent de l'absence de toute concertation lors de l'élaboration et de la réalisation de la ville nouvelle.

(Lire nos informations page 31.)

mediterama 1975

Votre voiture vous attend à TOKYO

A votre arrivée à l'aéroport de Tokyo, Mediterama met à votre disposition une voiture de marque japonaise. Il ne reste plus qu'à établir l'itinéraire de votre découverte personnelle du Japon.

Voyagez avec 2 semaines au Japon à partir de 3 500 F. Des formules de circuits organisés en petits groupes au Japon, en Corée, à Hong-Kong, à Manille, à Formose, à Bangkok. Circuit complet en demi-pension Paris-Paris à partir de 5 700 F.

Des vacances, imaginées par des cadres pour des cadres

Meditarama a imaginé pour 75 des vacances destinées aux cadres français. Ces programmes ont été réalisés à partir d'un conseil de cadres japonais au cours d'une série de rencontres avec des cadres d'entreprises. Ceux-ci, dans leur ensemble, souhaitent voyager dans les régions de grand développement, mais refusent le voyage de groupe.

Départ et séjour « sur-mesure »

Meditarama vous propose, à prix groupé, des départs individuels sur lignes régulières.

Meditarama vous propose également, à partir de destinations passionnantes, toutes les formules de séjour (tousjours dans les hôtels de premier ordre), avec ou sans voiture et une multitude de variantes à votre convenance.

FAIBLESSE PERSISTANTE DU DOLLAR

Le chèque du dollar s'est interrompu, mais le monnaie américaine restait faible mercredi matin sur les marchés des changes, en dépit des interventions plus ou moins discrètes des banques centrales. Mercredi, ces dernières étaient intervenues en force pour contenir le dollar, vendant massivement par tous les opérateurs, qui redoutaient son effondrement. Les producteurs arabes de pétrole ont tout que monnaie de règlement.

En fin d'après-midi, utamoinz, les banques centrales intercomptent leur soutien sur une déclaration optimiste de M. Amourghar, ministre iranien de l'intérieur. Mais elles ont dû le reprendre mercredi, dans un marché extrêmement nerveux où le dollar est retombé à 4,14-15 F à Paris contre 4,21 F, et à 2,39 3/4 DM à Francfort contre 2,36 1/2 DM.

PIA vous invite en

au Caire, mais aussi à Téhéran, Bangkok, Karachi, Rawalpindi, Pékin, Singapour, Colombo, Tokyo, Manille... et New York.

Avant de vous recevoir dans nos Jets Boeing 707 et Douglas 30'S super-spacieux, nous vous offrons notre collection de brochures "Grands Espaces". pour commencer par voyager chez vous.

Ecrivez-nous ou appelez "Nadira" votre charmant guide de l'Orient, au 90 Champs-Elysées - 75008 Paris. Tél. 225.92.44.

PAKISTAN INTERNATIONAL AIRLINES

Réervations: 152, Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél. 225.77.92-359.31.82.

et toutes Agences de Voyages.

mediterama

25, rue La Boétie, 75018 Paris. Tél. 255-55-22.

Pour recevoir le programme « ETE 75 », remplissez ce bon et retournez-le à Mediterama.

Nom : _____

Adresse : _____

TURQUIE EGYPTE IRAN
 JAPON - SUD-EST ASIATIQUE
 MAROC - TUNISIE

Cochez le cas des destinations qui vous intéressent.

Dans une lettre à M. Chirac

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING SOUHAITE QUE LA PARTICIPATION DES FRANÇAIS À L'AMÉLIORATION DE LEUR CADRE DE VIE SOIT ACCRUE

Le président de la République a adressé à M. Jacques Chirac une lettre dans laquelle il écrit : « Vous savez l'importance que j'accorde à la qualité de la vie parmi les grands objectifs d'action du gouvernement et les perspectives de changement de la société. Les progrès en ce domaine dépendent avant tout de la participation effective des citoyens que de l'action législative et réglementaire. Or cette participation trouve encore trop difficilement à s'exercer au travers des procédures existantes. De ce fait, les associations ou groupements d'intérêts sont privés d'un statut qui les conduit parfois à s'affirmer dans une attitude négative. Or je vous demande d'engager très rapidement une réflexion sur les moyens concrets d'accroître la participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie. Vous me proposez d'ici six mois d'octobre des réformes qui, tenant compte des travaux des parlementaires en mission chargés d'examiner les comités d'usagers, visent :

« ... Faciliter la participation des citoyens aux institutions et aux procédures dont dépend le cadre de la vie quotidienne ; les pourvoir de la composition de certains organismes publics qui, actuellement ne comportent pas de représentation des usagers. Il conviendrait également de permettre aux échelons nationaux, régionaux, départementaux et locaux une consultation plus approfondie du public sur les projets d'aménagement. Je ne veux pas énumérer les avantages à ce que les préfets de région et les préfets, chacun pour ce qui les concerne, exposent une fois par an aux associations intéressées leur programme et de la participation au pouvoir politique. Une partie de ceux qui développent des théories autogestes.

« Le débat qui nous a opposé aux autogestionnaires n'était pas un débat de mots. Les communistes, sur le plan fondamental, sont des autogestionnaires. L'initiative sera la méthode principale de gestion des affaires humaines. Mais ce problème était posé en dehors du contrôle préalable des moyens de production et de la participation au pouvoir politique. Une partie de ceux qui développent des théories autogestes.

« La drogue qui est à l'origine de la mort de quatre femmes en au cours de la nuit du 21 au 22 février à Paris, provenait du cambodge d'un pharmacien, trois jours plus tôt, 264, boulevard Voltaire (11^e). Avant d'être défilé au parquet, dans la soirée du 26 février, M. Gérard Gallais, le pourvoyeur de la substance toxique, interpellé lors de l'enquête de la brigade marseillaise, a reconnu être l'auteur de ce cambriolage.

'Les Depveilles du Monde'

LE PARC NATIONAL KRUGER : UNE RESERVE D'ANIMAUX GRANDE COMME TROIS DÉPARTEMENTS FRANÇAIS.

EN PLEINE NATURE, LA PLUS GRANDE DIVERSITÉ D'ANIMAUX AFRICAINS : 8000 ELEPHANTS, 2000 LIONS, 4000 GIRAFES, 16000 ZÈBRES, UNE MULTITUDE DE RHINOCÉROS, D'ANTILOPES, D'HIPPOPOTAMES, DE CROCODILES. 14 CAMPS CONFORTABLES AVEC BUNGALOWS CLIMATISÉS.

LES FLEURS ET LES ARBRES MAGNIFIQUES. LES PAYSAGES BEAUX, LES PAYSAGES GRANDIOSES. LES VILLES ULTRA-MODERNES. LES HÔTELS INTERNATIONAUX. LETE QUI NE FINIT JAMAIS...

POUR VOIR TOUTES CES MERVEILLES SANS FAIRE LE TOUR DU MONDE, VENEZ CHEZ NOUS.

AFRIQUE DU SUD

LE MONDE ENTIER EN UN SEUL PAYS

DEMANDEZ LA BROCHURE EN COULEURS DE 28 PAGES "DÉCOUVREZ LA RSA" A L'OFFICE DU TOURISME DE L'AFRIQUE DU SUD 104 RUE DE RICHELIEU 75002 PARIS - TÉL. 742.18.71 - 742.81.25

PIA

Afghanistan, Thaïlande, Ceylan, Malaisie, Indonésie, Chine, Japon, USA, Australie.

PIA

Il Giscard d'Estaing
visite à Marseille
les travailleurs immigrés

croisement
en Espagne

Le P.C.F. s'est toujours gardé de se mêler des affaires politiques des autres partis. Nous avons simplement été amenés à constater que les membres du C.E.R.E.S. ont manifesté à Paris une sensibilité un peu plus grande aux arguments et aux questions que nous avions posées à l'opinion publique. A partir de cela, il se sont retirés hors de la direction du P.S. Ce qui nous a autorisé à parler d'un « glissement à droite » de ce parti. Cette appréciation ne constitue aucun brevet de satisfaction à l'égard de telle ou telle tendance du P.S.

Il faut poursuivre notre débat devant l'opinion. Elle a déjà tranché en faveur de Pélade que nous défendons, selon laquelle les discussions n'empêchent pas l'action commune. Le P.S. s'en est rendu compte, et c'est ce qui commence à se passer. Nous ne pouvons pas ne pas relever des déclarations comme celle de Michel Rocard portant un jugement, disons mitigé, sur le rapport Sudreau, alors que, pour notre part, nous le jugeons franchement méconnu. Rocard, sur cette question comme sur beaucoup d'autres, dit beaucoup de belles, et de belles réactions.

De son côté, M. Philippe Herzog est revenu sur la conférence de presse du 13 février de M. Mitterrand. Il a noté une évolution des positions du premier secrétaire du parti socialiste par rapport aux déclarations de M. Rocard et Abbad, critiques par le P.O.F. Cependant, il a reproché à M. Mitterrand d'avoir mis l'accent sur le problème de l'emploi, alors que se pose aussi celui du pouvoir d'achat.